



# La voix de l'opposition de gauche

*L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes*



## Causeries juillet 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er juillet

Des partis inféodés au capitalisme depuis un siècle.

- Ce jeudi, tous les députés socialistes, plus la députée conservatrice Elsa Papadimitriou qui avait apporté la veille sa voix au gouvernement pour l'adoption du plan-cadre d'austérité, ont approuvé le texte «*sur le principe*». (lefigaro.fr 30.06)

Il y a des militants qui croient lorsqu'on affirme qu'il n'y a rien à récupérer dans les partis de l'Internationale jaune, que c'est une gravissime erreur de refuser de s'adresser aux élus et aux dirigeants de ces partis, que notre position reposerait sur un a priori ou je ne sais quoi défavorable envers ces partis, alors que notre analyse repose uniquement sur des faits vérifiables et connus de tous.

Quand je reçois des courriels, comme ce fut le cas encore hier, je m'étonne toujours que les militants esquivent systématiquement les arguments sur lesquels reposent nos positions pour répéter en boucle ce que leur rabâchent depuis des années leurs dirigeants. Chaque fois que dans une causerie je mets le POI face à ses contradictions, le lendemain je reçois un ou plusieurs courriels de militants du POI qui les escamotent, dès lors toute discussion est impossible entre nous.

La démocratie dans un parti consiste à discuter et réfléchir à toutes les questions soulevées par les militants, j'ai envie d'ajouter, y compris ou surtout celles qu'ils ne posent pas, car lorsqu'on est un militant libre, à partir d'une question posée d'autres questions que personne n'a posées ne peuvent manquer de surgir et ainsi de suite, c'est seulement ainsi que l'on peut vérifier la validité des arguments que l'on avance et sur lesquels repose la ligne politique que l'on a adoptée. On ne justifie pas une position par une formule ou un principe ou en appelant à la rescousse Marx, etc.

On doit rejeter toute méthode qui consiste à ne prendre en compte que les arguments sur lesquels repose notre analyse politique dans le seul but de confirmer son bien-fondé, en excluant d'avance tous les arguments ou facteurs qui ne rentreraient pas dans ce cadre, pardi, qui sait, on pourrait arriver à la conclusion que cette ligne politique pourrait être bancal ou erronée.

Dans ce cas de figure, le seul but de la discussion est de convaincre le maximum de militants d'adhérer à la ligne politique définie par la direction et non de vérifier si elle est juste ou non. Maintenant il suffit d'avoir défini un cadre assez large dans lequel la discussion devait avoir lieu pour donner l'impression que la démocratie s'exercerait réellement dans le parti, et les voix discordantes qui pourraient se faire entendre seront noyées dans cette masse hétérogène, au point qu'elles n'auront aucune chance d'être prises en compte, même si elles correspondaient à une analyse sérieuse et profonde de la situation, mais généralement ce genre de militants préfèrent garder le silence. Toutes les voix peuvent se faire entendre, à condition qu'elles arrivent toutes aux mêmes conclusions.

L'intérêt d'avoir dans le même parti des militants qui prônent la révolution et des militants qui y sont farouchement opposés, c'est de pouvoir camoufler les véritables intentions de ce parti et ses dirigeants, et de proclamer pour rendre cette manœuvre encore moins évidente aux yeux des militants, que c'est la preuve que la démocratie fonctionne dans le parti, alors qu'en réalité la seule chose qui fonctionne c'est que la direction parvienne à ses fins ou l'objectif qu'elle s'est fixée.

L'éclectisme et l'arbitraire sont antinomiques avec le fonctionnement démocratique d'un parti pour les mêmes raisons : dans le premier cas vous pouvez dire ce qui vous passe par la tête, seul ne sera retenu ce qui entre dans le cadre qu'on vous a fixé, comme la majorité des militants s'y conforment, vous n'avez aucune chance d'être entendu, votre voix sera étouffée, et dans le second ce sera la même chose, sauf que vous serez exclu sous un prétexte ou un autre. Je n'invente rien, les militants qui m'écrivent en sont les meilleurs témoins qui soient pour ce qui est de l'éclectisme, pour ce qui est de l'arbitraire ma propre expérience me suffit.

Pendant des décennies vous avez entraîné des travailleurs et des militants en direction des élus ou dirigeants du PS qui s'avèrent être viscéralement et définitivement (on finit par ne plus savoir dans quelle langue il faut s'exprimer pour se faire comprendre !) des suppôts du capitalisme, ce qu'ils n'ont eu de cesse de démontrer avec une constance sans faille au fil des décennies depuis près d'un siècle. Apparemment cela n'est toujours pas suffisant ! Pour quel résultat en terme de construction du parti ? S'agissant du POI pour un nombre de militants équivalents ou nettement inférieurs à ce qu'il était il y a 30 ans plus tôt. A l'époque avec nos contacts, l'équivalent pour ainsi dire des adhérents aujourd'hui, on remplissait l'ancienne salle du Zénith à Paris ou lors de Journées d'étude sur deux jours (samedi et dimanche) on remplissait la Mutualité. A cette époque-là aussi on visait déjà les 10 000 militants.

Le consensus qui nous intéresse, ce n'est pas celui entre l'UMP et le PS, mais celui de tous les partis institutionnels avec le capitalisme et ses institutions politiques nationales ou internationales. Décidément on n'a pas la même conception de la lutte de classe.

Qui se tournent vers le PS, qui le rejettent ? Ce sont les petits bourgeois qui se tournent vers le PS, dont les étudiants qui une fois qu'ils auront leurs diplômes espèrent bien partager le mode de vie des bourgeois plutôt que celui des ouvriers, sinon à quoi bon avoir fait des études pendant de longues années. Ils espèrent que le PS fera en sorte que les miettes tombées de la table des capitalistes seront plus substantielles que celles que leur réserve l'UMP. Ce sont les ouvriers et les employés qui rejettent à la fois l'UMP et le PS parce que par expérience ils savent qu'ils n'ont rien à en attendre.

Les premiers ne sont pas disposés à rompre avec le capitalisme et les institutions ce que signifient leurs illusions dans le PS, illusions qui seront de toutes manières en grande partie satisfaites que ce soit l'UMP ou le PS qui soit au pouvoir, car il y a quand même relativement peu d'avocats, de médecins ou d'ingénieurs, etc. qui partagent les conditions de vie des ouvriers dans la société actuelle. Les seconds en se détournant du PS et de l'UMP indiquent clairement non seulement qu'ils n'ont plus d'illusions dans ces partis, mais qu'ils en ont de moins en moins dans les institutions et le capitalisme qui n'arrêtent pas de les matraquer violemment.

Les premiers arriveront toujours à s'en sortir d'une manière ou d'une autre, quitte à faire l'impasse sur certains besoins, alors que les seconds se retrouvent littéralement pris à la gorge et se demandent quotidiennement comment ils vont pouvoir nourrir leur famille et payer leurs factures. Les premiers seront les derniers à chercher une voie pour rompre avec le capitalisme et les institutions, je parle en général, tandis que les seconds sont dors et déjà disponibles pour entendre un discours qui rompt avec le consensus ambiant ou la pensée unique, encore faut-il être capable de s'adresser à eux dans des termes qu'ils peuvent saisir, ce qui est encore loin d'être le cas.

En Grèce et en Espagne, la situation économique et sociale s'est tellement dégradée que la petite bourgeoisie et les étudiants ont commencé à se détourner du PASOK et du PSOE, ce sont eux comme en Tunisie ou en Egypte hier, qui ont initié ce qui a été appelé le mouvement des "indignés". Et s'ils sont pour le moment incapables de se doter d'une représentation politique, c'est parce qu'elle ne pourrait pas s'assigner des objectifs dans le cadre des institutions en place, elle devrait se donner pour objectif de les briser pour rompre ensuite avec le capitalisme, or elles n'y sont manifestement pas prêtes, il leur manque le parti qui pourrait les guider sur cette voie ou leur ouvrir le chemin, ils en sont encore à espérer qu'un miracle se produise en guise de conscience politique. Mais l'ouvrier ou l'employé qui a déjà le dos au mur et à qui on annonce que sa situation va encore empirer dans les mois et les années à venir, il a conscience ou il est en train de prendre conscience qu'il n'a plus rien à perdre, il est pour ainsi dire mûr pour la révolution.

Le petit bourgeois s'agite parce qu'il a plus à perdre que l'ouvrier, servez-le et il redeviendra un serviteur servile ou zélé du régime. On en a eu la démonstration en 68 en France. L'ouvrier, c'est la crainte du ventre vide qui le fait adhérer au début au socialisme, alors que le petit bourgeois s'est l'idée qu'il s'en fait (du ventre vide) qui le rapproche du socialisme ou l'en éloigne lorsque cette idée lui est sortie de la tête parce que sa condition s'est améliorée. Je n'ai peut-être pas été très clair, j'ai trouvé une meilleure démonstration.

On dit que lorsque les conditions objectives sont mûres les masses passent à l'action. Bien, on est tous d'accord là-dessus. Question : d'après vous, parmi les masses exploitées lesquelles vont connaître les premières des conditions matérielles d'existence les plus difficiles, les couches les plus défavorisées du prolétariat ou ses couches supérieures, les couches moyennes ou la petite bourgeoisie, à toutes les époques notez bien ? Dès lors vers quelle classe ou couches faut-il se tourner de préférence

pour construire le parti ? Je vous laisse répondre à ces questions, selon moi les seules réponses valables qu'on peut y apporter étaient déjà valables il y 70 ans et pas seulement aujourd'hui, or on n'en a jamais tenu compte, simple constat.

A toutes les époques des millions d'ouvriers et leurs familles ont connu des conditions d'existence extrêmement pénibles ou précaires, plus insupportables que toutes les autres couches ou classes de la société, je peux en parler à mon aise puisque c'est le milieu dans lequel je suis né et j'ai passé toute mon enfance jusqu'à mon départ de chez mes parents à 20 ans, pour me retrouver dans la même situation qu'eux en plus grave encore puisque je n'avais même pas de quoi bouffer tous les jours. J'attends que quelqu'un veuille bien répondre à cette question : pourquoi nous ne nous sommes jamais tournés vers ces millions de travailleurs, pourquoi ? Ceux qui sont en train de les rejoindre ne comprennent pas ce qui leur arrive, et ils ne risquent pas de le savoir en le demandant à ceux qui connaissent ces conditions dramatiques depuis des lustres, puisqu'on les a condamnés à croupir dans leur ignorance.

On n'a plus le temps d'aborder la désindustrialisation et la baisse de la syndicalisation, les modifications importantes qui ont eu lieu au sein du prolétariat au cours des 40 dernières années, la prépondérance du secteur tertiaire par rapport à l'industrie, on verrait qu'en mettant tous ses oeufs dans le même panier, on a fini par faire une omelette au goût plutôt amer ou insipide !

Deux dernières réflexions rapidement.

Pour rappel, sous la IVe République il exista un consensus MRP-PS-PC qui perpétuera la politique coloniale de la France en Algérie et au Vietnam notamment... Alors qu'on ne vienne pas nous faire croire que le consensus entre le parti de l'ordre et ses laquais de "gauche" daterait des années 2000.

C'est marrant, les travailleurs seraient capables de comprendre pourquoi on appelle au front unique PS-PCF, bien que ces partis soient passés avec armes et bagages dans le camp de la réaction, mais ils n'en seraient plus capables dès lors qu'on se servirait du consensus entre ces partis et le parti de l'ordre pour leur indiquer les objectifs politiques qu'ils devraient se fixer. En réalité, à partir de la ligne politique ou la tactique qu'on a décidé d'adopter, les travailleurs n'auraient plus le même niveau de conscience politique, plutôt étrange, non ?

Ils ont décidé de frapper très fort. Racket de l'Etat en faveur des banquiers : "**Voleurs**" !

- Pedro Passos Coelho, qui faisait sa première apparition au Parlement depuis son élection le 5 juin, a déclaré que le gouvernement imposerait en 2011 un prélèvement de 50% sur l'ensemble des primes de fin d'année, soit la moitié d'un salaire mensuel, reçues par les Portugais.

Cette taxe exceptionnelle devrait permettre de lever 800 millions d'euros.

Le Premier ministre a précisé que seuls seraient exonérés ceux qui perçoivent le salaire minimum. (Reuters 30.06)

Un internaute précise que "*celle-ci va être appliquée sur le montant dépassant le salaire minimum (485, 00 Euros).*"

## Parole d'internaute

- "La dette repose sur un mensonge : elle ne vient pas d'une orgie de dépenses publiques, mais de l'érosion organisée des recettes fiscales. Les niches et les cadeaux consentis aux ménages les plus riches et aux grandes entreprises se sont multipliés à l'infini. En empruntant sur les marchés financiers pour financer ces déficits, les États se sont encore enfoncés davantage, puisqu'ils ont dû payer des taux d'intérêts souvent excessifs. Cette dette est donc largement illégitime.

La crise financière de 2008, la récession et le sauvetage des banques ont alourdi le boulet. Affolés par l'envolée des dettes publiques les marchés financiers se sont alors mis à spéculer contre les États qui les ont sauvés. Dans toute l'Europe, des plans d'austérité drastiques déferlent pour « rassurer les marchés ». Mais en voulant nous faire payer la crise financière, les gouvernements nous enfoncent dans la récession et sacrifient les investissements vitaux pour la reconversion écologique de l'économie. D'autres solutions sont possibles à condition de s'attaquer à la mainmise des marchés financiers. Il faudra replacer la création monétaire sous contrôle démocratique et promouvoir un autre partage des richesses, sans hésiter à dénoncer une partie de la dette. La manière dont sera traitée la dette publique dans les années qui viennent, loin d'être une question technique, déterminera en grande partie l'avenir de nos sociétés." (lefigaro.fr 30.06)

## Politique

### 1- France

#### 1.1- La cote dans les talonnettes !

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy a progressé de trois points en juin, avec 25% de Français satisfaits de l'action du président contre 73% de mécontents, selon le baromètre de juillet de l'institut TNS Sofres pour "Le Figaro Magazine" en kiosque samedi. Le Premier ministre François Fillon gagne deux points, à 35%.

C'est le deuxième mois consécutif de remontée pour le chef de l'Etat, dont la popularité avait atteint son niveau le plus bas en mai dernier, à 20%. (AP 30.06)

Je n'avais pas suivi et je ne savais pas qu'il était tombé si bas dans les sondages.

1.2- Comment ils se partagent le sale boulot.

Le Conseil constitutionnel a rejeté jeudi les requêtes de plusieurs départements gérés par la gauche, qui exigeaient de l'Etat la compensation financière d'allocations de solidarité nationale dont la charge a été transférée aux conseils généraux ces dernières années.

Les Sages ont écarté quatre questions prioritaires de constitutionnalité (QPC) présentées par les départements de la Seine-Saint-Denis, de la Somme, de l'Hérault et des Côtes-d'Armor, concernant le financement de quatre allocations: RMI, RSA, APA (allocation personnalisée d'autonomie) et PCH (prestation de compensation handicap).

"Le Conseil a estimé que les questions qu'on lui soumettait n'étaient pas de nature constitutionnelle", a-t-on expliqué au Conseil. Il s'est appuyé, a-t-on ajouté, sur sa jurisprudence constante concernant la libre administration des collectivités territoriales.

L'article 72-2 de la Constitution, dont les dispositions étaient bafouées selon les requérants, "n'impose pas, au fil du temps, une compensation glissante et permanente des charges transférées, il appartient seulement à l'Etat de maintenir le niveau des ressources transférées", selon un communiqué des Sages. En bref, l'Etat n'a pas à suivre l'explosion des dépenses sociales, conséquence de la crise financière. (lexpress.fr 30.06)

1.3- La lobotomie pratiquée par les sectes encouragée par l'Union européenne.

La France a été condamnée jeudi pour violation de droit à la liberté de religion des Témoins de Jéhovah par la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) dans une affaire de redressement fiscal liée aux dons reçus par cette association. Cet arrêt de la Cour est susceptible d'appel.

L'association Les Témoins de Jéhovah contestait la taxation par le fisc français à hauteur de 60% des dons qu'elle avait reçus de 1993 à 1996 alors qu'elle demandait à bénéficier de l'exonération fiscales dont bénéficient les associations culturelles.

En France, Les Témoins de Jéhovah revendiquent 250.000 fidèles et ont été catalogués comme secte en 1995 par un rapport parlementaire. En mai 1998, les témoins de Jéhovah se virent notifier un redressement fiscal d'environ 45 millions d'euros, dont la moitié au titre des indemnités de retard. La justice française avait débouté ce mouvement chrétien de ses recours.

La CEDH a considéré que la taxation des dons, constituant "la source essentielle de son financement", a coupé les "ressources vitales" de cette association, la privant "d'assurer concrètement à ses fidèles le libre exercice de leur culte", selon un communiqué du greffe de la CEDH.

"La Cour de Strasbourg reproche à l'Etat français d'avoir détourné la législation fiscale de sa finalité. La taxation des offrandes des fidèles a été conçue pour priver l'association de ses ressources financières", a indiqué dans un communiqué l'avocat des Témoins de Jéhovah, Me Philippe Goni. (AP 30.06)

J'ai croisé un jour un Témoins de Jéhovah. Un ouvrier de Citroën d'une quarantaine d'année accompagné de sa soeur devait reprendre le T1 que je louais rue d'Alsace à Clichy en 1978. Ils ont rapidement fait le tour des lieux, je me suis ensuite adressé à ce monsieur à l'air craintif ou très timide, qui a bafouillé quelque chose d'incompréhensible, j'ai demandé à sa soeur de traduire, elle s'est excusée en me disant que le pauvre n'avait pas toute sa tête, qu'il était incapable de prendre une décision seul parce qu'il était sous l'emprise des Témoins de Jéhovah depuis des années. J'ai observé une dernière fois discrètement ce pauvre monsieur, il était recroquevillé sur lui-même et manifestement très mal à l'aise.

La Cour européenne des droits de l'Homme est illégitime au même titre que l'ensemble des institutions de l'Union européenne

2- Grèce

Après une première victoire hier aboutissant à l'adoption du texte par 155 voix contre 138, le gouvernement socialiste de



George Papandréou vient de franchir avec succès la dernière étape : le vote de la loi d'application de ce nouveau plan-cadre. Le projet de loi a recueilli 155 voix contre 136, soit la majorité absolue au parlement, où siègent 300 députés.

Ce jeudi, tous les députés socialistes, plus la députée conservatrice Elsa Papadimitriou qui avait apporté la veille sa voix au gouvernement pour l'adoption du plan-cadre d'austérité, ont approuvé le texte «*sur le principe*». Les 136 députés présents de l'opposition de droite et de gauche ont voté contre, tandis que cinq dissidents centristes de l'opposition conservatrice votaient blanc. Le vote a été marqué par l'écart d'une députée socialiste, Chryssa Arapoglou, qui a voté «*non*» sur des dispositions relatives aux privatisations.

Les députés du grand parti d'opposition de droite Nouvelle-Démocratie ont par contre tempéré leur rejet «*sur le principe*» d'un soutien à 22 articles du texte. Leur consigne de vote était de soutenir les privatisations, l'exploitation du foncier d'Etat et les baisses des dépenses de l'État. Mais il ont rejeté le volet fiscal de la loi d'application.

Pour le ministre des Finances grec, Evangelos Venizelos, ce vote est un soulagement: «*Je suis très satisfait parce que je peux rencontrer l'Eurogroupe, renforcé par un vote de confiance et deux projets de loi approuvés*», a déclaré le ministre. (lefigaro.fr 30.06)

### 3- Allemagne

Le Bundestag, la chambre basse du Parlement allemand, s'est prononcé jeudi à une écrasante majorité en faveur d'une sortie de l'Allemagne du nucléaire à l'horizon de 2022.

L'opposition composée des sociaux-démocrates (SPD) et du parti des Verts ont joint leurs voix à celles des élus de la coalition de centre droit soutenant la chancelière Angela Merkel lors de la troisième et dernière lecture du projet de loi gouvernemental. (Reuters 30.06)

### 4- Italie

Le gouvernement italien prépare un plan d'austérité de 47 milliards d'euros destiné à montrer aux marchés financiers et à l'Union européenne qu'il est déterminé à équilibrer le budget de l'Etat.

Le plan concocté par le ministre des Finances Giulio Tremonti devait être annoncé après une réunion du gouvernement jeudi.

Selon la presse, ce plan inclut de nouvelles taxes sur les transactions financières, une supertaxe sur les 4x4, l'extension d'un gel des embauches dans la fonction publique, la réduction des budgets des ministères et des mesures contre l'évasion fiscale.

Ce nouveau tour de vis budgétaire intervient après des mesures de 25 milliards adoptées l'an dernier pour les années 2011-2012. (AP et liberation.fr 30.06)

### 5- Pologne

Au moins 20.000 personnes ont défilé jeudi dans les rues de Varsovie pour réclamer relèvements de salaires et hausse de prestations sociales, un jour avant que la Pologne assume la présidence tournante de l'Union européenne.

Les manifestants ont scandé "*voleurs, voleurs*" et d'autres slogans en passant devant le Parlement, où ils ont mis le feu à une pile de chaises en plastique, et devant les bureaux du Premier ministre Donald Tusk.

Comme d'autres pays européens, la Pologne, où des élections sont prévues en octobre, fait face à une aggravation du chômage et à un important déficit budgétaire bien qu'elle soit le seul Etat de l'UE à avoir évité une récession durant la crise financière internationale.

"*Nous sommes ici pour obtenir des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail dans notre usine, et pour être mieux traités que cela n'a été le cas jusqu'ici*", a déclaré un manifestant qui a demandé à garder l'anonymat.

Des responsables syndicaux ont fait état de 80.000 personnes mobilisées environ, mais des médias locaux ont estimé le nombre des manifestants aux alentours de 20.000. Un porte-parole de la police de Varsovie a dit qu'elle ne disposait pas d'estimation en propre. (Reuters 30.06)

Social

## Grande-Bretagne

Des centaines de milliers de professeurs et de fonctionnaires ont fait grève et ont défilé jeudi en Grande-Bretagne dans le cadre d'une journée d'action contre la réforme des retraites du secteur public.

Le mouvement, qui fait écho à la contestation des mesures d'austérité adoptées ailleurs en Europe, a entraîné la fermeture de nombreuses écoles, de quelques tribunaux et autres services administratifs. Des milliers de personnes ont aussi défilé dans les villes du royaume.

Le gouvernement a jugé l'impact du mouvement limité en notant que beaucoup de fonctionnaires ne s'étaient pas joints aux débrayages.

*"La journée d'aujourd'hui a montré que la vaste majorité des employés du service public n'a pas soutenu cette grève prématurée et s'est rendue au travail"*, a déclaré Francis Maude, membre du Parti conservateur du Premier ministre David Cameron.

Les cortèges ont été de taille modeste et n'ont pas donné lieu à des débordements, contrairement aux manifestations de décembre et de mars derniers. Quelques échauffourées ont cependant conduit la police à procéder à 35 interpellations.

Selon les forces de l'ordre, environ 15.000 personnes ont manifesté dans les rues de Londres.

Le PCS, l'un des grands syndicats de la fonction publique, a qualifié la journée d'action *"de plus grande grève du service public depuis une génération"*, ajoutant que 84% de ses 285.000 adhérents avaient suivi l'appel à la protestation. Environ la moitié des écoles anglaises et galloises sont restées portes closes.

Le plan d'austérité prévoit entre autres la suppression de quelque 500.000 emplois publics et une baisse importante des prestations sociales. En outre, l'âge de la retraite sera repoussé de 65 à 66 ans d'ici 2020, soit quatre ans plus tôt que prévu, ce qui représente une économie potentielle de cinq milliards de livres (5,6 milliards d'euros).

L'opposition travailliste juge également les grèves prématurées du fait de la poursuite des négociations, mais l'agitation sociale reste une étape délicate pour l'équipe de David Cameron.

La coalition au pouvoir, première du genre en Grande-Bretagne depuis 65 ans, a dû renoncer récemment à ses projets de réorganisation du système de santé publique (NHS) sous la pression du lobby médical et des libéraux démocrates, partenaires des conservateurs au gouvernement.

*"Cela pourrait être le début d'une assez longue série de grèves"*, estime Alastair Newton, analyste politique au bureau d'études Nomura.

Les organisations syndicales britanniques ont en grande partie perdu leur puissance depuis les batailles remportées dans les années 1980 par le gouvernement de Margaret Thatcher contre les syndicats des mines ou du livre, épreuves qui ont transformé le monde du travail dans le pays.

Aujourd'hui, le Royaume-Uni ne compte plus qu'environ sept millions de syndiqués, contre 13 à l'époque et, selon Craig Phelan, professeur d'histoire moderne à l'université de Kingston.

Certains représentants de la droite du parti préconisent un durcissement législatif pour limiter les grèves. Le maire conservateur de Londres, Boris Johnson, affirme quant à lui que des grèves sont votées avec une *"très faible"* participation et qu'il faut durcir le code du travail pour empêcher cela.

Même le chef du Parti travailliste, Ed Miliband, qualifie la grève d'*"erreur"* et de *"signe d'échec des deux camps"* sur son blog. Les syndicats font valoir que les règles en vigueur sont déjà très restrictives. (Reuters et AP 30.06)

## Economie

1- FMI. Commencez par balayer devant votre porte !

M. Carstens, gouverneur de la banque centrale du Mexique, a déclaré que sa candidature à la direction du FMI avait été un 'vote de protestation' contre la manière dont les pays industrialisés gèrent les questions d'importance.

*'La réalité, c'est que ces institutions nous ont toujours demandé de faire acte de transparence. Elles nous ont demandé d'adopter*

*des principes démocratiques qu'elles n'appliquent pas elles-mêmes*, a-t-il dit à la radio mexicaine.

*'Il est difficile à nombre de pays membres de recevoir, a fortiori d'accepter les recommandations du Fonds s'ils ne constatent pas que ces recommandations sont formulées par les meilleures personnes qui soient*, a-t-il continué. (lemonde.fr 30.06)

## 2- France

La dette publique de la France a augmenté de 54,9 milliards d'euros au premier trimestre pour atteindre fin mars 1.646,1 milliards, soit 84,5% du PIB, montrent les statistiques publiées jeudi par l'Insee.

Ce ratio dette/PIB correspond à une hausse de 2,2 points par rapport au trimestre précédent.

La dette de l'Etat a augmenté de 41,5 milliards d'euros sur la période janvier-mars pour s'élever à 1.286,5 milliards, précise l'Insee dans un communiqué.

Outre la dette de l'Etat, la dette publique au sens de Maastricht inclut celles des administrations de sécurité sociale (191,2 milliards fin mars) des administrations publiques locales (156,5 milliards) et des organismes divers d'administrations centrales (11,9 milliards).

La dette nette des administrations publiques s'élève à 1.504,8 milliards d'euros fin mars, soit 77,3% du PIB, contre 76,5% fin décembre, en progression de 26,2 milliards sur trois mois, ajoute l'Insee.

*"L'écart de 28,7 milliards entre cette hausse de la dette nette et l'augmentation de 54,9 milliards de la dette brute traduit notamment la forte augmentation de la trésorerie de l'État (+22,0 milliards) et de celle des organismes de sécurité sociale (+4,2 milliards)"*, explique l'Institut national de la statistique. (Reuters 30.06)

## 3- Grande-Bretagne

Lloyds a annoncé jeudi la suppression de 15.000 postes, des réductions de coûts et des ventes d'actifs dans le cadre d'une nouvelle stratégie destinée à redynamiser la banque britannique, qui a été partiellement nationalisée pendant la crise financière.

A la suite de la présentation de ces orientations, le titre Lloyds bondissait vers la mi-journée de 8,6%.

*"Nous anticipons une réduction de 15.000 postes à la suite d'un programme de simplification"*, précise la société dans un communiqué.

La banque espère dégager quelque 1,5 milliard de livres (1,67 milliard d'euros) d'économies annuelles à partir de 2014, ce qui lui permettrait d'investir deux milliards de livres de plus dans son coeur de métier qu'est l'activité de détail. Lloyds prévoit également de réduire sa présence à l'étranger.

L'Etat britannique détient 40,6% de la banque depuis qu'il a volé à son secours au début de l'année 2009. A l'époque, Londres avait également sauvé de la faillite Royal Bank of Scotland, désormais publique à quelque 83%.

Les nouvelles suppressions d'emploi annoncées porteront à 27.000 le total des postes supprimés depuis la crise financière de 2008. Lloyd's emploie à l'heure actuelle 103.000 personnes. (Reuters 30.06)

## 4- Italie

Banco Popolare a annoncé jeudi prévoir un quasi-doublement de son bénéfice net d'ici 2013 (603 millions d'euros) grâce à un nouveau plan stratégique entraînant notamment la suppression de 1.120 emplois, une annonce qui fait bondir le titre de la banque italienne de quelque 2,5%.

Banco Popolare a précisé qu'elle fusionnerait trois de ses filiales bancaires, rationaliserait les activités de son siège social, tout en procédant à la fermeture de 180 agences.

La banque, qui emploie actuellement quelque 20.000 personnes, a achevé en février une augmentation de capital de deux milliards d'euros. (Reuters 30.06)

## 5- Turquie

Le produit intérieur brut (PIB) de la Turquie a bondi de 11% en rythme annualisé au cours du premier trimestre.

Les données publiées jeudi par Ankara mettent en outre en évidence l'une des faiblesses de l'économie turque : son déficit commercial de plus en plus marqué.

En mai, ce dernier s'est accru de 104% pour atteindre 10,06 milliards de dollars, après une hausse de 42,6% des importations et de 11,7% des exportations.

Le rythme de la croissance du PIB devrait ralentir pour le reste de l'année, pour finalement s'établir à 5,7% sur l'ensemble de 2011. En 2010, il avait atteint 8,9%.

Les analystes craignent que la politique mise en place en décembre par la banque centrale turque ne soit pas adaptée à la situation. Depuis janvier, celle-ci a maintenu son taux directeur à 6,25%, un plus bas historique en Turquie. (Reuters 30.06)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 2 juillet

Et cela continue, pas de courant depuis hier soir 22h, il est 13h15. Il a plu quelques gouttes et il y a eu un peu de vent, c'est suffisant. Le boulot est terminé, j'arrête car la batterie va être à plat dans peu de temps, bonne lecture et bon week-end.

### Parole d'internaute

A propos de l'affaire Strauss-Kahn. Aux ouvriéristes qui ont hurlé avec les loups.

- "Se faire violer par un homme dans une chambre. Puis aller, comme si de rien n'était, faire le ménage dans une autre chambre. Et ensuite revenir dans la chambre des tortures pour en sortir, crachant, pleurant, dénonçant l'acte odieux dont on a été victime,..."

- "1m80 32 ans force de la nature fellation obligée par un obèse de 62 ans qui se tape les puttes de luxe du monde entier quand il veut ? hôtel de luxe ? on rentre quand le client est là ?" (liberation.fr 01.07)

On ne s'était pas planté en doutant de la version de cette brave femme de chambre, bien que tout accusait son "agresseur" qui n'en demeure pas moins infréquentable. Il y a quelque chose qui me dit que nos partis vont encore ressortir grandis de cette histoire pour avoir une nouvelle fois manqué singulièrement de perspicacité. Ceux qui ont soutenu même à mot couvert la version officielle, c'est à dire tous les partis, sont les mêmes qui n'hésitent pas à s'encanailler avec les élus ou dirigeants du PS, cherchez l'erreur. Quelle confiance leur accorder ?

Reste à savoir si cette femme a monté ce scénario toute seule ou si on lui a soufflé. Autre question, dès que les faits ont été connus par la direction de l'hôtel, quelle rôle a-t-elle joué précisément, qui a-t-elle joint par téléphone, depuis combien de temps le procureur savait qu'elle avait passé juste après un coup de fil à un gangster ?

Cette affaire surgit alors que le FMI est en proie à d'importantes contradictions, alors que tous les sondages le donnent gagnant contre Sarkozy en 2012, et elle s'arrête alors que son remplaçant à la tête du FMI vient d'être désigné et les candidats à la candidature du PS viennent de se manifester, simple coïncidence ou coup monté ou les deux à fois l'occasion faisant le larron ? Je pencherai pour la dernière version, l'occasion était trop belle pour se débarrasser de lui à la fois à la tête du FMI et d'un candidat sérieux à l'élection présidentielle, il ne restait plus qu'à déterminer l'ordre dans lequel serait rendu public les différents chapitres d'un scénario inespéré, de façon à en faire porter le chapeau à la femme de chambre qui serait le dindon de cette mauvaise farce et la boucle était bouclée. Elle va garder pendant longtemps le goût amer de cette expérience !

Encore un mot.

Il est de plus en plus difficile de démêler le vrai du faux. Non seulement les dépêches de presse ou les articles des médias sont de moins en moins fiables, ceux qui paraissent dans les journaux des partis ouvriers ne le sont pas davantage, parce que leurs infos proviennent des mêmes sources ou parce que leurs comités de rédaction se laissent bernier facilement, on a envie de dire parfois sans aucune excuse quand ces infos datent de plusieurs jours et auraient dû être soigneusement analysés avant d'être diffusés.

Nous ne faisons évidemment pas exception à la règle et il ne nous viendrait pas à l'esprit de le prétendre, en présence d'une information à polémique où dont la source peut avoir été manipulée la prudence doit être de rigueur, il faut s'interroger dans quelle contexte elle nous parvient et quels sont les intérêts en jeu, il faut prendre un maximum de recul et ne pas réagir précipitamment, autrement c'est là que le pif fait la différence.



On peut facilement être trahi par ses propres intentions ou penchants conscients ou inconscients. Il m'arrive assez souvent de laisser passer plusieurs jours avant de réagir à une info, cela me laisse le temps de réunir suffisamment d'éléments, d'y réfléchir tranquillement pour ensuite me prononcer, ce qui ne garantit rien à 100%.

Il existe un autre écueil à éviter. Quand on récupère ces infos sur le Net, elles sont souvent suivies de commentaires d'internautes qui peuvent aussi bien nous aiguiller dans la bonne direction que nous induire en erreur, là aussi il faut être d'une extrême prudence et ne pas se laisser emporter par l'avis général qui s'en dégage, parce qu'il correspondrait à l'interprétation des faits qui nous arrangerait.

Quand l'enjeu est important, il faut lire plusieurs articles d'horizons divers à plusieurs jours d'intervalle pour comparer leur contenu, ensuite seulement on commence à se faire une idée sur ce qui a bien pu se passer réellement. C'est un vrai boulot d'investigation qui prend beaucoup de temps, et c'est d'autant plus ingrat qu'on est tributaire des infos qu'on veut bien nous donner et qui nous parviennent souvent au compte-gouttes. Sur un tas de sujets, quand l'actualité est très chargée, on laisse forcément passer un tas de contre-vérités qui sont rectifiées au fur et à mesure, encore faut-il pour que les lecteurs en soient informés que l'on suive ces sujets jour après jour et que l'on continue de lui délivrer ces infos, ce fut le cas notamment sur la Libye, la Syrie mais aussi la Tunisie ou l'Egypte. J'ai laissé de côté la propagande gouvernementale que l'on prend toujours avec des précautions extrêmes.

C'est un avantage et un inconvénient d'être loin de la France, d'être loin de tout en fait car je vis totalement isolé dans mon trou en Inde, disons que l'on manque parfois d'infos mais on évite aussi le trop plein qui constitue une pression constante, peut nous embrouiller et facilement nous induire en erreur, c'est plus facile de prendre du recul sur tous les sujets d'actualité.

Tenez, au moment même où je vous écris ces lignes, j'entends des tambours qui résonnent sur la plage car la fête annuelle du temple de mon village a débuté hier, je ne peux pas ne pas les entendre et j'y prête attention quelques instants malgré moi, je décroche de notre sujet pour l'aborder à nouveau dans un autre état d'esprit. Inconsciemment je viens de passer d'un monde à un autre, c'est parfois suffisant pour qu'une ou plusieurs questions qui ne m'étaient pas venues à l'esprit précédemment surgissent pour ainsi dire de nulle part, une fois dégagées du contexte contraignant dans lequel ma pensée évoluait la minute d'avant. Pour un peu je dirais que cela aide à réfléchir sans avoir à produire beaucoup d'efforts, les idées jaillissent et il n'y a plus qu'à suivre le fil.

J'avais déjà remarqué que c'est lorsque je jardine ou que je sirota un cocktail le soir, que je n'ai l'esprit occupé à rien de particulier, qu'il suffit que je pense à un sujet pour que les idées affluent à un rythme effréné, comme si ce moment de détente suffisait au cerveau pour remettre de l'ordre dans sa boutique, pour ensuite mener encore plus loin notre réflexion ou l'enrichir. Le cerveau a besoin de se reposer, de faire le vide autour de lui avant de recharger ses batteries. Mais c'est peut-être aussi parce que j'ai une petite tête !

Du foutre à... va te faire foutre !

- François Hollande s'est quant à lui montré ouvert à un report de la clôture des candidatures à la primaire. "*Je suis tout à fait prêt à ce que cette date soit reportée à la fin du mois d'août pour qu'il n'y ait aucune réserve, aucune restriction*" à une candidature DSK en cas de retour de ce dernier dans le jeu politique, a-t-il dit sur France-2. (AP 01.07)

Je ne pensais pas si bien dire les derniers jours : ils sont à vomir ! Vous imaginez un instant un candidat à l'élection présidentielle se présentant au nom du socialisme ayant le train de vie d'un seigneur sous l'Ancien régime et considérant toutes les femmes comme des putains. Pour l'ensemble des dirigeants du PS ce n'est pas vraiment un problème, autant dire qu'ils ne valent guère mieux. A bas le PS !

## Politique

1- France. La "**carotte**" ou le nerf de la collaboration de classes

L'UMP n'a pas vraiment renoncé à se débarrasser des 35 heures. Après avoir lancé le débat au début du mois de janvier, le secrétaire général du parti majoritaire, Jean-François Copé, avait calmé le jeu devant les réticences de sa propre majorité et de Nicolas Sarkozy. Mais, têtue, il va remettre le sujet sur le tapis, mardi, à l'occasion d'une convention consacrée à "*la refondation du dialogue social*".

Chargé de la préparation de la convention, le secrétaire général adjoint du parti veut donc contourner le problème en proposant, après l'élection présidentielle, des "*assises de la démocratie sociale*" pour inciter "*les partenaires sociaux à discuter de la représentativité des syndicats, de leur financement et de leur niveau d'autonomie par rapport à l'exécutif*". Et "*redonner ainsi une place éminente aux contrats par rapport à la loi*", notamment sur le temps de travail... Dans ce schéma, ce n'est plus l'État qui fixerait la durée du travail, mais des accords de branche ou d'entreprises, comme "*dans les autres pays européens qui fixent*

*le temps de travail à ces niveaux plutôt que par la loi*", souligne Hervé Novelli, qui détaillera la façon de les imiter dans un document mardi.

Encore faut-il convaincre les partenaires sociaux de s'emparer de ce sujet. Or, ni les syndicats ni le patronat (qui n'entend pas perdre les allègements de charges liés aux 35 heures) n'y sont pour l'heure favorables. Pour les convaincre, l'UMP a prévu d'agiter une carotte : la possibilité d'augmenter le financement public des syndicats qui accepteraient de négocier sur le temps de travail. Mardi, les partenaires sociaux seront d'ailleurs tous présents pour se voir exposer le deal de l'UMP. (lepoint.fr 01.07)

Les syndicats appelés à fixer la durée du travail en collaboration avec le patronat, autant dire le degré d'exploitation que les travailleurs devraient consentir... L'exploitation à la carte qui permettrait aux patrons des entreprises où les travailleurs ne sont pas représentés ou faiblement de les exploiter davantage.

Quant à la "carotte" du financement public, elle contribue largement à la corruption des syndicats dans tous les sens du terme. A quand une campagne contre le financement public des syndicats pour qu'ils retrouvent leur indépendance vis-à-vis de l'Etat ? Allez, un peu de courage et d'audace camarades ! Affirmer que les syndicats seraient indépendants alors qu'ils sont financés par l'Etat est une escroquerie pure et simple, puisque ce sont leurs appareils dirigés par des bureaucrates à la solde du régime qui en sont les principaux bénéficiaires, appareils qu'on serait censé combattre.

## 2- Espagne.

L'Espagne a adopté un arrêté rendant les dépenses publiques dépendantes de la santé de l'économie.

Cette mesure de contrôle du déficit a été annoncée vendredi par le vice-président du gouvernement Alfredo Perez Rubalcaba à l'issue d'un conseil des ministres hebdomadaire.

Le cabinet a invité les autorités régionales semi-autonomes à faire de même, mais n'a pas le pouvoir de leur imposer la mesure.

Les déficits de certaines régions sont devenus une source de préoccupation alors que l'Espagne tente de dissiper les craintes sur la nécessité d'un sauvetage financier semblable à ceux que la Grèce, l'Irlande et le Portugal ont été contraints de demander.

A l'heure où le taux de chômage s'élève en Espagne à 21,3%, le gouvernement a également adopté des réformes destinées à aider les propriétaires ne pouvant s'acquitter de leurs remboursements d'emprunt. (AP 01.07)

Un, cela ressemble comme deux gouttes d'eau à la "règle d'or" que Sarkozy veut inscrire dans la Constitution, deux, si l'Etat n'a pas le pouvoir de restreindre les dépenses des régions, en revanche il peut continuer de les asphyxier économiquement....

## 3- Portugal

Le Parlement portugais a adopté vendredi le plan d'austérité présenté par le nouveau gouvernement, l'opposition n'ayant pas soulevé d'objection qui aurait nécessité l'organisation d'un vote formel.

Le gouvernement de Pedro Passos Coelho, arrivé au pouvoir le mois dernier, a promis d'honorer les engagements pris par son prédécesseur en l'échange de l'octroi d'une aide par le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne.

*"Le gouvernement dispose désormais du soutien complet du Parlement pour son programme"*, a déclaré le Premier ministre portugais.

Paulos Portas, le ministre des Affaires étrangères, a loué "l'esprit de compromis et l'ouverture qui ont marqué les discussions au Parlement". (Reuters 01.07)

Ils sont tellement cul et chemise qu'ils ont fait l'économie d'une discussion au Parlement ! Il y en a qui vont devoir revoir sérieusement leur copie, non ? Au fait, vous discutez de quoi au juste dans vos partis ?

## 4- Tunisie

La commission de réforme politique tunisienne a annoncé vendredi l'adoption à la majorité d'un "pacte républicain" visant à servir de socle à la future constitution, qui stipule notamment le refus de toute forme de normalisation avec Israël.

La presse arabophone a publié le contenu de ce pacte qui définit la Tunisie comme un pays démocratique et libre, sa langue est l'arabe et sa religion est l'Islam. (liberation.fr 01.07)

La nouvelle constitution est rédigée par une commission désignée par un gouvernement illégitime avant même l'élection à l'Assemblée constituante, autant dire qu'ils sont en train de définir avec le RCD et les militaires quel sera son champ d'action et les limites à ne pas dépasser pour maintenir sous une forme plus ou moins déguisée le régime en place. Problème : les revendications sociales des travailleurs qui demeureront largement insatisfaites...

## 5- Syrie

Les forces de sécurité ont fait onze morts et au moins 12 blessés parmi les centaines de milliers de manifestants qui ont défilé contre le régime dans toute la Syrie.

Plus d'un demi-million de personnes ont manifesté vendredi 1er juillet à Hama, dans le centre de la Syrie, pour appeler à la liberté, ce qui constitue "*la plus grande manifestation*" depuis le début du mouvement de contestation dans ce pays, le 15 mars, ont affirmé des militants sur place.

A Homs, à 160 km au nord de la capitale syrienne, «plus de 100.000 personnes ont participé aujourd'hui aux manifestations dans plusieurs quartiers», a raconté un militant des droits de l'Homme.

Des milliers de personnes se sont en outre rassemblées dans la province d'Idleb (nord-ouest) et dans les régions kurdes du Nord-Est, à Amouda et à Hassaké. A Alep, deuxième ville de Syrie, les forces de l'ordre ont arrêté trois contestataires. (liberation.fr 01.07)

## 6- Yémen

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté ce vendredi au Yémen pour demander le départ des proches du président Ali Abdallah Saleh, hospitalisé en Arabie saoudite.

"*Nous voulons le départ de ce qui reste du régime pour accélérer la mise en place d'un Conseil présidentiel de transition*", a déclaré à Sanaa Ouassim al-Quorachi, porte-parole des "*Jeunes de la révolution*". Il faisait allusion à l'entourage familial du chef de l'Etat qui ne veut pas lâcher les rênes du pouvoir en dépit d'une contestation de six mois. "*Marchons main dans la main pour atteindre notre objectif*" et "*le peuple veut un Conseil de transition*", ont scandé les manifestants à Sanaa, dont le nombre a été évalué par les organisateurs à environ 250.000 personnes. Le défilé a eu lieu dans le nord de la capitale sous la protection des soldats du général dissident Ali Mohsen al-Ahmar.

Les partisans de Saleh ont, quant à eux, renouvelé leur "*fidélité*" au chef de l'Etat au cours d'un rassemblement dans la capitale Sanaa après la prière du vendredi. Dans le sud de Sanaa, des dizaines de milliers de partisans de Saleh se sont rassemblés, brandissant des portraits du président et proclamant leur fidélité à sa personne et à l'institution militaire, dont les unités d'élites sont dirigées par son fils Ahmed et ses cousins.

A Taëz, au sud de la capitale, les manifestants ont scandé des slogans hostiles à l'Arabie saoudite, soupçonnée de freiner une véritable transformation du régime yéménite. "*Dites à l'Arabie saoudite que le Yémen est une république*", a repris la foule en affirmant que "*le Yémen n'est pas Bahreïn*", où les Saoudiens ont envoyé des troupes pour aider à contenir la contestation de la famille royale des Al-Khalifa.

D'autres manifestations ont eu lieu à Saada, dans le Nord, et dans la province du Hadramout, dans le Sud-Est, tandis que dans le Sud la situation reste tendue autour de Zinjibar, aux mains depuis fin mai, de combattants présumés d'Al-Qaïda. (lexpress.fr 01.07)

## Social

Grande-Bretagne. Colonialisme et esclavagisme moderne.

Le ministre britannique du Travail a appelé vendredi les entreprises à employer en priorité les jeunes chômeurs britanniques, avant les travailleurs immigrés au Royaume-Uni, dans un discours à Madrid.

Plus de la moitié des nouveaux emplois créés au Royaume-Uni depuis l'arrivée au pouvoir de la coalition libérale-conservatrice en mai 2010 ont été pourvus par des étrangers, a reconnu le ministre Iain Duncan Smith, lors d'une conférence devant une fondation de recherche sociale espagnole près de Madrid.

Selon les statistiques officielles, ce sont 87% des 400.000 nouveaux emplois créés pendant la première année au pouvoir de la coalition libérale-démocrate, qui sont allés à des travailleurs immigrés. (AFP 01.07)

Pourquoi, parce que les emplois créés sont sous-payés, les conditions de travail insupportables et les travailleurs britanniques refusent d'être réduits en esclavage, tandis que les travailleurs immigrés n'ont pas vraiment le choix ?

Haut de page ↗

Le 3 juillet

Un courriel reçu d'un militant du POI.

(J'ai corrigé la ponctuation) - *"Cher camarade. Il est naturel que nous soyons attentifs aux problèmes de la transition. J'observe que tu vilipendes nos dirigeants parce que ils seraient réformistes et j'en passe. Dans mon comité POI, il y a une vraie discussion sur ces problèmes de transition qui ne sont abordés dans aucun autre parti.*

*Tu nous décris comme ayant, militants de base, aucune expérience alors que beaucoup d'entre nous lisons, discutons et diffusons depuis des dizaines d'années ; contrairement à ce que tu dis nous nous préparons à ce qu'ont vécu nos ancêtres il y a 220 ans y compris en passant par une constituante où siégeaient dans le tiers état 80% de monarchistes constitutionnels mais avec le peuple des faubourgs au cul ! Je te suggère de revenir dans notre pays pour préparer avec nous le changement décisif que tu réclames, nous ne sommes pas de trop. Bien cordialement."*

Ma réponse.

Tout d'abord je te remercie pour ton courriel.

Chacun prend dans ce que j'écris ce qui correspond à sa situation et dont il a plus ou moins conscience. Mon discours ne s'adresse pas forcément à tous les militants, souvent je vise une catégorie particulière de militants, il peut arriver que je ne le spécifie pas clairement, autant pour moi dans ce cas-là.

220 ans tu dis, tu fais donc référence à la Révolution de 1789 et non à la Commune de Paris de 1871, merci de cette précision. Drôle de préparation, non ? Si j'ai bien compris ton raisonnement, avec une Assemblée constituante composée à 80% de partisans du capitalisme, en réalité pratiquement 100%, tout serait possible dès lors que les masses seraient mobilisées, y compris rompre avec le capitalisme. Quelle illusion !

Je te rappelle que c'est une minorité qui en a remplacé une autre au pouvoir en 1789, alors que la révolution prolétarienne a pour objectif de porter au pouvoir une classe qui constitue la majorité de la population, donc les tâches que le prolétariat aura à résoudre ne se poseront pas du tout dans les mêmes termes. C'est la raison pour laquelle il est impossible de prendre la révolution de 1789 comme modèle, sauf si l'on n'a pas vraiment l'intention de porter la classe ouvrière au pouvoir.

Qui vous met ces idées dans la tête ? Je ne doute pas que vous discutiez dans votre parti, mais de quoi au juste ? Des monarchistes qui avaient rallié la révolution et la bourgeoisie, qui ont perdu leurs privilèges mais ce sont vu restituer leurs biens par la suite, ceux qui ont coupé la tête à Robespierre et ses amis ? Vous ne vous tromperiez pas de révolution et d'époque par hasard ?

Je ne me suis pas penché sur cette question, mais il me semble que des constituantes ont vu le jour depuis dans pas mal de pays (en Amérique latine ou en Afrique) avec le résultat que l'on sait, est-ce cela qui vous sert de modèle ?

Qu'est-ce qui s'est passé en Espagne au cours du mois écoulé ? Des milliers de travailleurs et jeunes, qui n'ont confiance dans aucun parti politique, sont descendus dans la rue, puis ils ont constitué l'ébauche d'une assemblée populaire, ensuite ils ont élu ou désigné (?) des délégués pour lui donner un semblant d'existence permanente, un début de représentation politique.

Ce début d'organisation politique indépendante des masses a été largement improvisé et a dépassé les attentes de leurs organisateurs, qui ont été incapables de définir des tâches et des objectifs politiques à ce mouvement pour qu'il s'amplifie et s'unisse au niveau national, parce qu'il n'a pas été capable d'entraîner le gros des troupes du prolétariat, et si celui-ci ne s'est pas mobilisé, c'est parce qu'il n'y était pas préparé, reste à savoir pourquoi, sur quel plan, objectif, subjectif ou politique ou les deux à la fois.

Cela me fait penser à une de mes récentes causeries, dans laquelle j'émettais l'hypothèse que la classe ouvrière et sa jeunesse pourraient se doter d'un organisme politique indépendant au cours de leur mobilisation, et qu'elles pourraient s'en servir comme moyen dans leur lutte pour abattre les institutions en place et prendre le pouvoir, à condition d'y associer les partis et organisations ouvrières qui luttent à leur côté pour le socialisme, et j'ajouterais, d'obtenir la participation des syndicats, comités de grève, etc.

Maintenant, j'affirme que la classe ouvrière ne parviendra jamais à prendre le pouvoir dans le cadre d'un tel processus ou



par l'intermédiaire d'une Assemblée constituante en l'absence du parti qui seul pourra les guider dans la bonne direction et prendra les premières mesures sociales et politiques révolutionnaires. Je ne remets pas en cause ce processus mais son contenu. Par exemple, en Espagne il était possible d'y participer en lui donnant un contenu révolutionnaire, dirigé contre les institutions, sans se faire d'illusions sur ce qu'on pouvait en espérer pour le moment, l'essentiel étant d'intervenir au cours de ce processus politique sur cette base, pour à la fois aider la conscience de classe du prolétariat à progresser et construire le parti.

On peut tout improviser, sauf la lutte pour le pouvoir qui requiert pour vaincre un niveau d'organisation et de conscience politique supérieur auquel ne parviendra jamais le processus évoqué plus haut ou une Assemblée constituante. Qu'est-ce qui peut l'incarner le mieux que le parti ? Une leçon de léninisme que beaucoup ont oublié ou ne connaissent pas. Chacun peut évidemment avancer n'importe quelle théorie en dehors du temps et de l'espace ou sans tenir compte de la réalité, et imaginer que les choses se dérouleront selon son bon vouloir ou que l'histoire se renouvellera à l'identique pour ne pas nous contredire, c'est sans doute le meilleur moyen de se préparer à une terrible défaite.

Autant on peut imaginer possible d'improviser avec succès de faire descendre des centaines de milliers de travailleurs dans la rue sans objectif politique précis, autant il sera impossible d'engager la lutte pour renverser le régime et affronter son appareil policier, d'abolir les privilèges de la classe dominante et la réprimer pour l'empêcher d'organiser des actions contre-révolutionnaire, donc de vaincre notre ennemi sans y avoir préparé les masses, sans une solide organisation, sans un puissant parti révolutionnaire, croire le contraire relève de l'utopie ou de l'aventurisme. Des gros malins vont s'exclamer : mais nous le savons, vous nous prenez pour des débiles ou quoi, pas du tout, alors pourquoi en faire un mystère, pourquoi ne pas le dire aux travailleurs et aux militants pour lesquels cela ne coule pas de source ? Ce n'est pas une question à l'ordre du jour. Parce que tous les matins, en se levant il y aurait des travailleurs qui penseraient à l'Assemblée constituante ? Non, et pourtant il faut bien leur fixer un objectif politique ou poser la question du pouvoir ou de l'Etat. C'est au moins le mérite du POI par rapport au NPA et à LO ou même à toutes les autres organisations.

On peut bien sûr formuler un tas d'objections pour rejeter la stratégie que je propose, comme à l'opposé on peut exagérer les forces dont notre ennemi disposera au moment de la révolution ou les obstacles qu'il nous faudra abattre ou contourner, il n'en demeure pas moins que la question de la place et du rôle du parti sera déterminante. Qui en a conscience aujourd'hui ? Vous, moi, j'ai envie de vous répondre qu'on s'en fout, ce qui nous intéresse c'est de savoir où en est le niveau de conscience politique des travailleurs pour le faire progresser, et de trouver le moyen d'intégrer cette question du parti dans leur réflexion puisqu'il en est absent. Les médias martèlent sans cesse que les travailleurs se sont détournés des partis et de la politique, et bien raison de plus pour marteler qu'ils se trompent, qu'on les a trompés...

Au lieu d'avancer la perspective de l'élection à une Assemblée constituante encore une fois en direction d'une poignée d'initiés, car pas un travailleur sera fou de vous dire ce que cela signifie au juste, pour clarifier les choses et répondre aux questions que les travailleurs peuvent se poser, on ferait peut-être mieux d'insister sur la nécessité de s'organiser et de construire le parti dans la perspective de rompre à terme avec les institutions, en attendant de voir quelle forme prendra concrètement leur organisation lorsque la lutte pour le pouvoir sera engagée. Je veux bien admettre que l'Assemblée constituante à le mérite de préciser la forme que pourrait prendre un Etat ouvrier ou une République sociale ou socialiste, mais cela demeure très flou et peut prêter à confusion.

Je n'ai aucun a priori sur l'Assemblée constituante, je ferais seulement remarquer que ceux qui la réclament sont incapables d'expliquer en quoi elle serait différente de l'Assemblée nationale, tant sur son fonctionnement que sur sa composition, ce qui ne favorise pas l'adhésion à cet objectif politique. En dehors de l'affirmation qu'elle serait souveraine, c'est-à-dire qu'elle concentrerait le pouvoir législatif et exécutif, qu'elle n'aurait de compte à rendre à aucune autre institution ou à aucun bonaparte ou monarque, on ne voit pas très bien ce qui la distinguerait de l'Assemblée nationale dont il faut se débarrasser, ni comment le mandat de ses élus pourrait être contrôlé par le prolétariat.

En Bolivie, il y a un parlement élu et un gouvernement qui appliquent une politique favorable aux capitalistes, et à côté le peuple est appelé à se rassembler dans des assemblées populaires qui n'ont aucun pouvoir réel et qui tournent à la farce, tandis que l'ensemble des institutions existantes avant l'élection de Morales et de ce parlement sont demeurés en place, y compris la constitution.

En conclusion, si le mouvement amorcé en Espagne peut servir d'exemple à suivre dans une certaine mesure ou d'indicateur sur l'état d'esprit des masses pour les pays similaires, on ne pourra pas en dire de même de l'expérience bolivienne qui mène à une impasse ou prépare le retour de la réaction au pouvoir.

Pour répondre à la fin de ton courriel, si je rentrais en France, je serais considéré comme un paria ou pire encore par les membres de ton parti, franchement je crois que je supporterai mieux ce statut en Inde ! Et à 56 ans, je vivrais de quoi, comment ? Ici je peux vivre normalement avec quelques centaines d'euros jusqu'à la fin de mes jours, qui osera me le reprocher ? Je ne rentrerais en France que si la situation politique en France prenait une tournure franchement révolutionnaire, et encore, j'y réfléchirais à deux fois car à mon âge on n'a plus le droit à l'erreur.

Ils annoncent la couleur, bleu marine !



- L'UMP veut la fin des 35 heures si Sarkozy l'emporte en 2012 - Liberation.fr

- Si Sarkozy gagne en 2012, les 35 heures seront supprimés - L'Express.fr

Enfin travailler plus pour gagner...toujours moins ! (lire dans cette page l'intervention de Novelli et mon commentaire)

Le saviez-vous ?

- Il faut dire que la Constitution chilienne est encore celle dictée par le général Augusto Pinochet. (lire l'article complet dans cette page) (Rue89 02.07)

Tiens donc, depuis la fin de la dictature n'y aurait-il pas eu un parti de l'Internationale jaune au pouvoir dans ce pays ? En Espagne ils ont conservé les institutions hérités du franquisme... Tous pourris jusqu'à la moelle ces partis issus de la social-démocratie ! Tout comme les partis issus des Partis communistes stalinisés. Qu'ils disparaissent tous !

## Politique

### 1- Maroc

Les Marocains ont voté, vendredi, à une écrasante majorité pour le "oui" au référendum sur le projet de révision constitutionnelle. Plus de 98 % des électeurs ont voté pour le "oui" dans 94 % des bureaux de vote, a déclaré le ministre de l'intérieur marocain, Taib Cherkaoui. Ce dernier a également indiqué que le taux de participation a atteint 72,65 %.

Le Mouvement des jeunes contestataires du 20 février, qui revendique plus de 62 000 membres et qui avait appelé au boycott, a contesté ce résultat. *"C'est un référendum illégal car il a été marqué par des violations massives du principe démocratique. Les autorités ont profité des conditions sociales des gens et les ont forcés à aller voter pour le "oui", a déclaré Najib Chaouki, un membre du Mouvement du 20 février. Le Mouvement va manifester pacifiquement dimanche pour protester contre ce résultat ridicule"*.

Les Etats-Unis - un allié du Maroc et des monarchies arabes - a salué l'organisation du référendum, le département d'Etat estimant qu'il s'agissait d'*"un pas important dans le développement démocratique en cours au Maroc"*. Plus enthousiaste, le ministre des affaires étrangères français Alain Juppé a parlé d'une *"décision claire et historique"*. (lemonde.fr 02.07)

Commentaire d'un internaute.

Comment voulez-vous croire à *"une réforme démocratique"* avec des tel résultats ? 98% de oui ! Personne n'est dupe... Les Ben Ali et autres Moubarak doivent bien se marrer dans leur lit d'hôpital respectif !

### 2- Jordanie.

Le gouvernement jordanien du Premier ministre Marouf al Bakhit a été profondément remanié samedi à la suite d'une cascade de démissions, dont celle de trois ministres dans un scandale de corruption. (Reuters 02.07)

### 3- Syrie

Bachar al Assad a limogé samedi le gouverneur de la province de Hama, au lendemain d'une manifestation qui a réuni plusieurs dizaines de milliers d'opposants au président syrien, rapporte l'agence de presse officielle. (Reuters 02.07)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 4 juillet

## Parole d'internaute

A propos de la Grèce et de la dictature du capital financier.

1- "Malheureusement la lecture d'ouvrages concernant la composition de la Fed aux states et sur les délits d'initiés pour les

grandes banques américaines comme Goldman and Sachs me font dire, que les complotistes qui voient la mainmise de quelques dynasties de banquiers cupides anglo saxon (...) sur les nations occidentales et par là sur une partie du monde, sont fondées. Le monde va vers une nouvelle guerre."

2- "Mes chers amis d'Europe, vous êtes en plein dans les programmes d'ajustement structurel que les Chicago boys avaient expérimentés dès les années 1970 au Chili sous le régime sanguinaire du sinistre Pinochet, installé au pouvoir après le meurtre de Salvador Allende. Après le Chili, ces programmes ont été étendus à toute l'Amérique latine sous des dictature militaires pro-américains d'une grande cruauté. après l'Amérique latine, ça été le tour de l'Afrique depuis les années 1980.

La conséquence en a été la casse de l'économie, la privatisation sauvage des ports, des aéroports, des entreprises publiques, de la gestion des hôpitaux et des universités ; la mise sous tutelle des pays, les guerres civiles (Congo, Sierra Leone, Rwanda, Tchad, Côte d'Ivoire, etc.). On en est encore là aujourd'hui.

Le problème est l'Europe des peuples a refusé d'écouter le cri de détresse des Africains. Les économistes, les sociologues, les philosophes d'Afrique et d'Amérique latine ont réalisé des travaux de qualité sur l'ajustement structurel. comme toujours, ces travaux n'ont reçu aucun écho dans les pays du nord où ils ont été accueillis avec le plus grand mépris.

Peuples d'Europe, lisez donc l'économiste égyptien Samir Amin (l'un des plus grands économistes de notre temps). lisez la sociologue malienne Amina Traoré; lisez le philosophe camerounais Nkolo Foé, et vous comprendrez ce qui vous arrive; ce que les prédateur du capitalisme vous imposent...." (Reuters 03.07)

## Politique

### 1- Thaïlande

Cinq ans après avoir été renversé par l'armée, l'ancien Premier ministre thaïlandais Thaksin Shinawatra tient sa revanche. Son parti, le Pheu Thai, a nettement remporté les législatives de dimanche et sa soeur Yingluck Shinawatra, son "*clone*", devrait devenir la première femme à diriger ce pays du Sud-Est asiatique. Reste à savoir quelle sera la réaction des élites, notamment au sein de la monarchie et de l'armée.

Après le dépouillement de 98% des bulletins, le Pheu Thai (Parti pour les Thaïs) de Thaksin Shinawatra obtenait une large majorité, avec 264 sièges sur les 500 de la chambre basse du Parlement, selon les résultats préliminaires communiqués par la Commission électorale. Le Parti démocrate du Premier ministre sortant ne récoltait que 160 sièges.

Quelque 47 millions d'électeurs avaient été appelés aux urnes pour ces législatives censées ramener la stabilité dans un pays en crise politique depuis cinq ans et le départ forcé de Thaksin.

Le scrutin s'est résumé essentiellement à un duel entre le parti Pheu Thai, piloté à distance par Thaksin, et le Parti démocrate au pouvoir. Troisième mouture du parti Thai Rak Thai de Thaksin, Pheu Thai défend traditionnellement les populations rurales du pays, notamment du nord, tandis que le Parti démocrate rassemble les élites urbaines et la classe moyenne, notamment à Bangkok et dans le sud. (AP 03.07)

### 2- Syrie.

#### 2.1- Appel au boycott de Bernard-Henri Lévy et les complices de la vermine sioniste.

Invitées à participer à un meeting organisé par la revue La Règle du jeu de Bernard-Henri Lévy, lundi 4 juillet à Paris, plusieurs personnalités représentatives de l'opposition syrienne à l'étranger, ont renoncé publiquement à leur présence à cette manifestation. « *Car le message de soutien aurait pu être entendu si l'identité du messenger n'était pas si problématique,* » selon l'un d'entre eux.

« *Celui qui se fait l'ennemi des droits d'un peuple ne peut prétendre soutenir une révolution fondée sur les mêmes droits* », écrit Suhair Atassi, figure emblématique de l'opposition de l'intérieur depuis sa cachette syrienne.

Dans un texte diffusé samedi matin par ses amis, elle « *appelle les Syriens qui ont accepté de participer à la conférence de Paris lundi, organisée avec l'appui dudit Comité pour le salut de la Syrie, mis en place par Bernard-Henry Lévy, à se retirer et à déclarer publiquement leur retrait* ».

« *De même, j'appelle les Syriens libres et toutes les vraies consciences à boycotter cette conférence et à expliquer les raisons de ce boycott.* »

Malgré leur difficile combat pour la liberté dans leur pays, les opposants syriens ne transigent pas sur certains principes. Rejetant le « scénario libyen », ils sont hostiles à ce qu'ils considèrent comme une récupération de leur cause par BHL et certains de ses amis qui ont souvent affiché un soutien actif à Israël.

Suhair Atassi rappelle :

« Bernard-Henri Lévy a considéré les enfants tués à Gaza comme des “ dommages inévitables de la guerre contre le terrorisme ” et en réponse au massacre dans le camp de réfugiés de Jénine en 2002, il avait visité le camp à bord d'un char israélien et la presse avait publié ses photos et sa déclaration selon laquelle : “ L'armée israélienne est l'armée la plus humaine de l'histoire moderne.”

Il a en outre transmis au gouvernement de Netanyahu une fausse promesse de la part du Conseil libyen de transition d'établir des relations diplomatiques avec Israël, obligeant le CLT à démentir l'information. A quel titre vient-il maintenant soutenir une révolution pour la liberté. »

Fin mai déjà, trois des intellectuels les plus consensuels de l'opposition syrienne en France avaient signé un appel titré : « Bernard-Henri Lévy, épargnez aux Syriens votre soutien ! »

Burhan Ghalioun, écrivain, professeur à la Sorbonne, Subhi Hadidi, écrivain et journaliste, et Farouk Mardam Bey, éditeur ont considéré les initiatives de BHL comme : « Des manœuvres sordides qui visent à détourner l'opposition démocratique syrienne de ses objectifs et portent atteinte à sa crédibilité devant son peuple. »

Une soirée à Paris avec le seul BHL ? Ils se disent piégés.

Alertés par leurs amis en France, plusieurs invités syriens venant des Etats-Unis, d'Egypte ou d'ailleurs ont renoncé à participer au meeting.

Parmi eux :

- Ammar Qorabi, qui dirige l'Organisation nationale des droits de l'homme, exilé au Caire ;
- Omar Al-Azm, anthropologue, professeur à l'université de l'Ohio ;
- Adib Shishakli, petit fils d'un ancien président de la République syrienne, également installé aux Etats-Unis,
- Georgette Alam.

Conviés à Paris pour rencontrer des responsables français, ces personnalités se sont aperçues qu'il n'y avait d'autre rendez-vous sur leur agenda que cette soirée aux côtés de BHL.

Ils considèrent avoir été piégés par les partenaires syriens de La Règle du jeu, des militants séduits par la force de frappe politico-médiatique de BHL qui ont semé la discorde au sein de l'opposition.

Plusieurs groupes d'opposants syriens en France, dont Souria Houria (Syrie-Liberté) ou le Collectif Urgence solidarité Syrie ont en effet clairement signifié leur hostilité à cette réunion.

Sur le site de La Règle du jeu, le programme de la soirée est ainsi présenté :

« Prendront la parole, entre autres, Laurent Fabius, Bertrand Delanoë, Cécile Duflot, François Bayrou, Rama Yade, Fadela Amara, Axel Poniatowski, ainsi qu'André Glucksmann, Bernard Kouchner, Kendal Nezan, Aalam Wassef et Bernard-Henri Lévy.

L'opposition syrienne s'exprimera par la voix de plusieurs témoins récemment sortis de Damas ou d'autres villes de la Syrie martyre.

Des témoignages écrits, également venus de l'intérieur de la Syrie, seront lus par les acteurs Xavier Beauvois et Jane Birkin.  
» (Rue89 03.07)

Commentaire d'un internaute

Je connais un opposant au régime syrien, exilé en France depuis plus de vingt ans, qui a vu son nom sur cette liste d'opposant qui devaient soit-disant faire partie de cette réunion de BHL. Il m'a demandé comment il pouvait faire pour que son nom n'apparaisse plus dans cette mascarade qu'il n'a jamais souhaitée.

2.2- Hama : un nouveau massacre en perspective ?

L'armée syrienne a déployé des chars aux entrées de la ville de Hama, deux jours après une manifestation de grande ampleur contre le président Bachar al Assad, ont rapporté dimanche des habitants et des militants.

*"Des dizaines de personnes ont été arrêtées dans les environs de Hama. Les autorités semblent avoir opté pour la solution militaire afin de soumettre la ville",* a dit Rami Abdel Rahman, président de l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme.

Hama, située à 210 km au nord de Damas, a été le théâtre de la plus sanglante répression dans l'histoire moderne de la Syrie. Lors d'une intervention en 1982, l'armée avait tué près de 30.000 personnes afin de mater un soulèvement islamiste contre l'ancien président Hafez al Assad.

Un habitant a dit que les communications avaient été coupées dans Hama, à l'image de ce qui a été fait dans d'autres villes avant des interventions de l'armée. Cet habitant a ajouté que les forces de sécurité et des miliciens à la solde du régime avaient été aperçus dans plusieurs quartiers.

*"Ils ont tiré à l'aveuglette ce matin dans le quartier de Machaa. Les arrestations ont essentiellement eu lieu dans des secteurs proches du stade de football et dans le quartier de Sabounia",* a dit cet habitant, un commerçant disant s'appeler Kamel, interrogé au téléphone par Reuters dans un secteur en périphérie de Hama où les communications n'ont pas été coupées.

3- Algérie. Armement du régime. Le premier client en Afrique des marchands d'arme.

Le conseil de sécurité du gouvernement allemand a donné son feu vert à la vente de matériel militaire à l'Algérie pendant 10 ans, a déclaré dimanche une source industrielle à Reuters.

Sont concernés quatre projets représentant au total une dizaine de milliards d'euros, a ajouté la source. (Reuters 03.07)

Commentaire d'un internaute

- Selon Roman Trotsenko, président du Groupe unifié de construction navale russe (OSK), la Russie construira deux corvettes Tigre pour l'Algérie, rapporte jeudi l'agence de presse russe RIA NOVOSTI. Selon cette source, cette nouvelle vente d'armement à l'Algérie a été conclue entre les deux parties *"lors du Salon naval de Saint-Pétersbourg avec le soutien de l'agence russe d'exportation d'armements Rosoboronexport"*.

Pour l'heure, on ignore toujours le montant déboursé par l'Algérie pour acquérir ces deux nouvelles corvettes. Cependant, cette nouvelle acquisition d'armement russe confirme que le premier fournisseur de l'Algérie reste la Russie.

Il faut savoir que le dernier rapport de l'Institut international de recherche de Stockholm pour la paix (Sipri) a révélé que l'Algérie représente 13 % des ventes d'armes russes sur la période 2006-2010. Ce rapport a souligné également que l'Algérie est le huitième acheteur d'armes au monde sur cette même période et le premier acheteur d'armes du continent africain devant l'Afrique du Sud.

Il est à signaler enfin que 48 % du total des armes vendues en Afrique sont achetées par l'Algérie !

## Social

France. Travailler toujours plus et plus longtemps.

1- Travail le dimanche

Le travail du dimanche est de moins en moins exceptionnel. En 2009, plus de 6 millions de salariés, soit 27,5% d'entre eux, travaillaient ce jour-là en France. Principalement dans le secteur tertiaire, mais également dans l'industrie. Certes, la plupart - 15,2% de l'ensemble des salariés - ne le font qu'*«occasionnellement»*.

Reste que la proportion de Français contraints de se lever le jour du Seigneur pour se rendre au travail ne cesse d'augmenter depuis vingt ans. Ils n'étaient ainsi que 5,4% à œuvrer *«habituellement»* le dimanche en 1990, selon le ministère du Travail, contre 12,2% aujourd'hui. Une progression qui se double d'un autre phénomène : le cumul avec le travail du samedi. Ainsi, plus de 95,3% de ceux qui travaillent *«habituellement»* le dimanche sont également sollicités la veille... Bref, pour près de 2,5 millions de salariés en France, c'est l'ensemble du week-end qui est compromis. (liberation.fr 03.07)

2- Retraite

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) va rendre un avis préconisant un nouvel allongement de la durée de cotisation nécessaire pour une pension à taux plein, à 41,5 années pour les générations nées à partir de 1955, a affirmé le *Figaro* dimanche sur son site internet.

Cette durée de cotisation est actuellement de 40 ans et trois trimestres (pour la génération 1951) et doit passer en 2012 à 41 ans (pour la génération 1952). La réforme des retraites de 2010 a prévu qu'elle passerait ensuite à 41 ans et un trimestre en 2013 (pour les générations 1953 et suivantes), mais rien n'est encore décidé pour après, et le COR doit justement donner un «avis technique» sur ce point mercredi.

Selon le *Figaro*, il se prononcera pour un allongement à 41,5 ans pour les générations nées à partir de 1955. Ce chiffre résulterait d'une «application mathématique» de la réforme Fillon de 2003, qui prévoit que la durée de cotisation doit être relevée quand l'espérance de vie à 60 ans augmente. Si le gouvernement décidait de suivre un tel avis, il devrait publier un décret en ce sens avant la fin de l'année.

Créé en 2000, le COR est une instance indépendante composée de représentants des partenaires sociaux, des parlementaires et de l'Etat. Il a un rôle d'expertise et de consultation. Ses rapports en 2010 avaient notamment évalué les besoins de financement des retraites en amont de la réforme. (20minutes.fr 03.07)

## Economie

### 1- Grèce

La Grèce est confrontée à de sévères limitations de sa souveraineté et doit privatiser, autant que cela a été fait pour les entreprises d'Allemagne de l'Est dans les années 1990 après la chute du communisme, a déclaré le président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker.

"La souveraineté de la Grèce sera énormément restreinte", déclare-t-il au magazine allemand *Focus*, dans un entretien publié dimanche, ajoutant que des équipes d'experts de toute la zone euro se rendraient en Grèce.

"Pour la vague de privatisations à venir, il leur (aux Grecs) faudra, par exemple, une solution qui se fonde sur le modèle de la 'Treuhand' allemande", explique Juncker, faisant référence à l'organisme qui avait vendu 14.000 firmes est-allemandes de 1990 à 1994.

Le Parlement grec a voté jeudi la création d'une agence de privatisation conformément à un programme d'austérité convenu avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) qui a provoqué de violentes manifestations dans les rues d'Athènes.

Une nouvelle expérience Treuhand risquerait d'être amère pour les Grecs, qui souffrent déjà d'un chômage élevé dans le contexte d'une récession qui dure depuis trois ans.

La Treuhand était censée revendre les actifs publics en faisant un bénéfice mais elle a clôturé ses comptes sur un énorme déficit de 270 milliards de marks (172 milliards de dollars, 118,4 milliards d'euros), un souvenir fort déplaisant pour les milliers d'Allemands qui y perdirent leur emploi.

Quatre millions d'Allemands étaient salariés des entreprises passées dans le giron de la Treuhand en 1990. Seulement 1,5 million d'emplois demeuraient lorsque l'agence ferma en 1994.

Christian Noyer, membre du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), a dit avoir bon espoir que la Grèce applique son programme d'austérité et de rallier les banques au deuxième plan de sauvetage.

"La quasi-totalité des banques et des autres entités financières qui pourraient prendre part au renflouement de la Grèce en tireraient avantage", dit-il à l'hebdomadaire grec *Proto Themis*. (Reuters 03.07)

Tous les pays sont appelés à perdre leur souveraineté dans le cadre de l'Union européenne, elle a été construite dans cet objectif, afin d'interdire aux différents prolétariats de pouvoir poser la question du pouvoir une fois placés sous la coupe d'un Etat fédéral du type de celui qui existe aux Etats-Unis notamment.

Remettre en cause l'Etat serait rudement plus compliqué et difficile, alors qu'il l'est déjà tellement dans le cadre d'Etats peuplés de seulement quelques dizaines de millions d'habitants. C'est l'hypothèse formulée par Trotsky que l'on peut lire dans *Défense du marxisme* qui est en train de se réaliser sous une forme légèrement différente, mais dont les conséquences seraient exactement les mêmes ou pires encore pour la classe ouvrière.



Pas de quoi pour autant défendre l'Etat dans sa forme actuel, sous aucun prétexte (République, démocratie, statuts, etc), le meilleur moyen de combattre les intentions affichées de l'Union européenne est de combattre pour le renversement du régime dans chaque pays dans la perspective des Etats-Unis socialiste d'Europe. Notre seul salut repose sur la liquidation des Etats capitalistes avant qu'ils ne parviennent à leur fin. Après, on n'ose même pas imaginer la suite. D'ici là, ils ont encore du pain sur la planche... (A suivre)

[Haut de page ↗](#)

Le 5 juillet

J'ai mis en ligne un document qui retrace (en date) une partie de l'histoire de l'économie française depuis la création de la Banque de France jusqu'à l'euro, de 1800 à 2005, à partir de quelques documents que j'ai trouvés sur le Net. Cela permet de mieux comprendre comment la financiarisation de l'économie s'est réalisée à partir du milieu des années 80 (sous Mitterrand), comment l'aristocratie financière a étendu son pouvoir sur les entreprises ou encore comment ils ont organisé sous couvert de l'indépendance de la Banque de France la subordination du budget de l'Etat à la BCE via les marchés financiers dominés par l'impérialisme américain, qui à travers ses agence de notation qui servent de paravents aux banquiers américains, ont conduit les Etats à s'endetter auprès des marchés au point de se retrouver en faillite, et de justifier pour y échapper (en vain) les plans d'austérité que tous les gouvernements mettent en place les uns après les autres contre les travailleurs dans chaque pays. C'est également dans ce cadre et à cette fin que fut créé l'euro.

La perte du pouvoir des Etats d'agir sur leur politique monétaire se traduit par l'obligation pour l'Etat d'emprunter sur les marchés à des taux d'intérêts fixés par ses créanciers eux-mêmes (supérieurs à l'inflation), l'augmentation exponentielle ou sans fin de la dette de l'Etat avec l'accord de la BCE suite à la baisse des recettes due aux concessions accordées aux capitalistes (baisse de l'impôt sur les bénéfiques, exonérations de cotisations sociales prises en charge par l'Etat, cadeaux fiscaux accordés aux plus riches, etc.), au point que le service de la dette (les intérêts versés par l'Etat à ses créanciers, banquiers et institutions financières) est devenu le premier poste budgétaire de l'Etat.

Non seulement ce sont des centaines et des centaines de milliards d'euros qui sont ainsi détournés en quelques années des caisses de l'Etat, en privant l'Etat de l'outil financier qui lui permettait d'emprunter sans intérêts (privatisation du crédit au profit des banques privées), de dévaluer sa monnaie (depuis le passage à l'euro), de financer à moindre frais des grands travaux (la BCE l'interdit), l'Etat se retrouve dans une situation où il ne peut plus faire face à l'augmentation de ses dépenses courantes, ce qui est dû notamment à la revalorisation de l'euro par rapport au dollar qui augmente le coût de ses importations, on peut ajouter le coup social de sa politique d'austérité qu'il est obligé de prendre en charge pour que les plus pauvres ne se révoltent pas ou assurer un minimum de stabilité sociale, du coup son endettement ne peut que croître.

Si l'Etat français en est réduit à cette situation avec des taux d'intérêts relativement modestes consentis par les marchés financiers, comment pourrait-on imaginer que l'Etat grec puisse s'en sortir, alors qu'il doit faire face à des taux usuraires entre 12 et 20% ? Impossible. Et le pire ou le meilleur est à venir sur le plan social en Grèce, car les privatisations qui vont intervenir vont en grande partie servir à payer les intérêts que l'Etat doit verser aux prédateurs de la finance, tandis qu'ils vont se traduire obligatoirement par une importante montée du chômage qui a déjà atteint des records ou un niveau insupportable pour le prolétariat et particulièrement sa jeunesse, c'est ce qui s'est produit à partir du milieu des années 80 en France. D'autres pays sont dans la même situation que la Grèce, le Portugal et l'Espagne qui bat tous les records de chômage en Europe.

L'annulation de la dette doit être reliée à la question des salaires et du chômage de masse qui va s'amplifier dans toute l'Europe et qui va prendre à la gorge littéralement les travailleurs et les pousser à passer à l'action. Maintenant la question de l'annulation de la dette pose directement la question de la rupture avec le capitalisme et les institutions politiques à son service, la question de l'Etat et du pouvoir.

On ne doit pas la mettre en avant à la manière des réformistes qui font de la question de la dette la condition préalable à la satisfaction des revendications salariales ou de la baisse du chômage, un leurre ou une illusion criminelle qui une fois avérée, pousserait les travailleurs à se tourner vers le FN ou les conduirait au désespoir, ce qui reviendrait au même.

A l'opposé, il faut expliquer aux travailleurs que la question de la dette qui sert de moyen de chantage à l'Etat (le gouvernement et l'ensemble des partis qui participent aux institutions) pour imposer sa politique d'austérité, cette question et celle des salaires et du chômage sont intimement liées, et que pour cette raison elles ne peuvent trouver une solution qu'au niveau politique, au niveau de l'Etat, des institutions contre lesquels il faut combattre, il faut s'organiser dans la perspective de les renverser et prendre le pouvoir.

L'Etat et les institutions étant totalement soumis à la dictature de l'aristocratie financière incarnée par l'UE (le FMI, etc.), pour qu'une issue politique favorable aux travailleurs voie le jour, il faut abattre les institutions de la Ve République pour briser cette machine infernale qui nous lie à l'UE afin de pouvoir reconstruire la société sur de nouvelles bases, autrement dit s'attaquer

aux fondements du capitalisme...

Tout le monde prétend que la sortie de la Grèce de l'euro est impossible sans remettre en cause l'existence de l'Union européenne ou créer une telle crise que son existence serait menacée. Admettons-le, bien que je n'en sois pas du tout convaincu. La sortie en soi de l'euro ne résoudrait aucun des problèmes auxquels les travailleurs sont confrontés. Alors que la fin des institutions mettrait du même coup un terme aux traités signés par l'ancien régime avec l'UE, permettrait à l'Etat de retrouver sa souveraineté pleine et entière, briserait le lien qui unissait précédemment l'Etat aux marchés financiers, et permettrait de poser les fondements d'une société basée sur la satisfaction des besoins de la population.

Si notre objectif est la prise du pouvoir politique, c'est pour ensuite pouvoir s'attaquer au capitalisme, notre objectif final est bien l'abolition du capitalisme, son pouvoir étant incarné par des institutions, en lui retirant ce pouvoir il n'a plus les moyens de son existence.

Dans une voiture, il y a un moteur qui fonctionne grâce à l'essence. Si maintenant vous disposez d'essence mais que vous n'avez plus de moteur pour propulser votre voiture, votre essence ne vous servira à rien et fera du surplace (ou sur-place). L'essence c'est le capitalisme, le moteur, les institutions, la voiture, la société de consommation sur laquelle est basée le capitalisme ou sans laquelle il ne serait pas viable (voir le cycle complet du capital).

La crise du capital et la crise du pouvoir politique sont liées à un niveau jamais atteint dans le passé dans les pays où le capitalisme est le plus développé, avec des répercussions à l'échelle mondiale. C'est l'ordre mondial qui est menacé d'explosion.

La rupture avec l'UE ou la sortie de l'euro ne changerait absolument rien aux conditions d'exploitation que connaissent les travailleurs. Sans détenir le pouvoir politique, il est impossible d'agir sur les rapports sociaux de production, or ce n'est ni l'UE ni l'euro, mais les institutions qui sont garantes du bon fonctionnement du capitalisme, ce sont donc elles qu'il faut liquider pour retirer toute légitimité (institutionnelle) à l'existence du capitalisme, toute justification possible à cette terrible injustice que constitue l'exploitation de l'homme par l'homme, l'existence du pauvre et du riche, du misérable et du nanti.

La question de la dette, dans la mesure où elle a été imposée à l'Etat par l'évolution du capitalisme mondial, où les représentants de l'Etat l'ont repris à leur compte parce qu'ils sont subordonnés au capitalisme (PS et ses satellites) ou parce qu'ils en sont les représentants officiels (UMP), pose la question de la rupture avec le capitalisme, question qui ne peut pas être abordée directement (encore moins résolue) mais qui passe par l'abolition des institutions politiques dans chaque pays.

Le PS et ses satellites prétendent à l'inverse, que l'évolution du capitalisme mondial ne serait pas le produit de ses propres lois de fonctionnement, qui n'ont pas changé depuis que ce système économique a vu le jour, mais celui de capitalistes avides de profits qu'il serait possible de rendre à la raison, mais comme cette explication à laquelle ils ne croient pas eux-mêmes ne tient pas la route, à défaut de pouvoir envisager une rupture avec le capitalisme, ils en arrivent logiquement à se ranger au côté des capitalistes et à admettre que les travailleurs devront payer cette dette quitte à formuler quelques aménagements, par exemple répartir leurs sacrifices sur une durée plus longue pour que ses conséquences soient moins brutales sur le moment, pour finalement parvenir au même résultat.

L'ensemble de ces éléments et leur développement à court terme permet d'affirmer que l'heure de l'inévitable affrontement entre les classes se rapprochent à pas de géant.

Pourquoi perdre son temps à discuter sans fin avec des militants qui n'appartiennent pas aux couches les plus défavorisées du prolétariat, et qui pour cette raison notamment entendent accompagner le capitalisme dans sa chute au lieu de rejoindre les militants qui le combattent ainsi que les institutions pour les abattre, pendant qu'il y a des millions et millions de travailleurs et jeunes qui parce qu'ils sont frappés violemment par la crise du capitalisme se posent des tas de questions pour essayer de comprendre pourquoi on leur inflige un traitement aussi injuste et sur la manière d'en sortir, en d'autres termes cherchent une issue politique ?

## Politique

France

1- Mediapart dans le rôle de l'imbécile heureux utile au régime.

Le ministre du Travail Xavier Bertrand a été mis en examen jeudi dernier pour diffamation à la suite de ses propos en pleine affaire Bettencourt contre le site Mediapart, qu'il avait accusé de "*méthodes fascistes*", ont annoncé lundi ses avocats. (AP 04.07)

Bientôt, grâce à des gens comme Mediapart, on ne pourra plus qualifier pour ce qu'ils sont selon nous les agissements d'une personne, d'un dirigeant ou d'un élu, d'une formation politique ou d'une simple association, sans se voir traîner devant les tribunaux pour diffamation. Merci monsieur Plénel pour votre perspicacité, vous rendez un fier service au régime !

Vous vous plaindrez ensuite que la liberté d'expression est muselée dans ce pays, après avoir apporté votre concours à ceux qui n'attendaient que ce genre d'occasions pour légiférer et la restreindre davantage, à défaut de ne pouvoir la supprimer... pour le moment.

2- Les sionistes imposent leur dicature jusque dans les manuels d'histoire.

Des passages de nouveaux manuels d'histoire contemporaine à destination des classes de première générale, contestés par des associations juives, vont être "*modifiés*" à l'occasion de l'impression des versions définitives, a indiqué lundi l'éditeur Hachette Education.

Ces passages étaient relatifs au "*partage de la Palestine*", a-t-on précisé de même source. Ils étaient inclus dans des manuels "*spécimens*" dont la version définitive reste à imprimer, avant distribution aux classes de premières L, S et ES à la rentrée 2011, dans le cadre de nouveaux programmes.

Or, "*après relecture, il est apparu que certains passages contestables devaient être modifiés. A l'occasion de l'impression, ils seront changés*", a-t-on ajouté, sans préciser le détail des passages mis en cause ni la teneur des modifications.

Contacté par l'AFP, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Richard Prasquier, a évoqué une "*présentation du conflit israélo-palestinien tout à fait scandaleuse*".

Il a notamment dénoncé "*une idéologisation*", via par exemple l'emploi du mot "*nakba*" ("catastrophe", selon l'appellation dans le monde arabe de la création de l'Etat d'Israël en 1948 et de l'exode des Palestiniens qui s'en est suivi), quand le terme Israël "*n'apparaissait pas*".

Il a par ailleurs dénoncé "*des erreurs factuelles*", sans préciser lesquelles.

Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA) a reproché aux auteurs du manuel "d'interpréter les faits historiques, de tronquer la vérité, de prendre parti". (AFP 04.07)

Commentaire d'un internaute :

- "Je suis prof d'Histoire. J'en tire une leçon immédiate : je ne prends plus les manuels Hachette."

On peut avancer que tous les manuels scolaires de français, d'histoire, de géographie et de sciences de la vie sont conforme à la propagande du régime et ceux qui en tirent profit, à l'idéologie de la classe dominante.

C'est bien ce que dit ce prof, à ceci près que cela a toujours existé sans qu'ils réagissent contre, entendez par là qu'ils ont contribué à remplir le cerveau de leurs élèves de telle sorte qu'ils en ont fait des ignorants soumis au régime, et c'est seulement quand les choses prennent une tournure disons plus radicale, systématique et public, quand il est trop tard qu'ils réagissent.

Si j'étais prof d'histoire, à partir du programme qui est imposé, je fabriquerais chacun de mes cours sans tenir compte d'aucun manuel scolaire, bien qu'il faudrait bien en choisir un parmi ceux proposés par les éditeurs. On peut fabriquer chaque cours à partir de nos connaissances personnelles, en puisant dans différentes sources, livres disponibles dans les bibliothèques, documentaires de l'INA, etc.

Je vous avais raconté que j'avais trouvé scandaleux quand je travaillais au lycée français de Pondichéry que des élèves ayant un contrôle sur la "guerre froide" n'aient jamais entendu parler des accords de Yalta et Potsdam. Je m'étais demandé ce que leur prof d'histoire avait bien pu leur raconter sur la période d'après-guerre.

L'école ne fabrique pas des hommes ou des femmes libres, elle formate des esprits qui seront soumis au régime, dans la mesure où elle ne leur enseigne pas les moyens d'acquérir la méthode qui leur permettrait de comprendre comment fonctionne la société et le monde, elle leur enseigne une interprétation du monde fidèle à l'idéologie bourgeoise.

Maroc

Des milliers de personnes ont manifesté dimanche dans les grandes villes du Maroc - Casablanca, Rabat ou encore Tanger - pour protester contre les réformes constitutionnelles défendues par le roi Mohammed VI, qui, à leur avis, ne vont pas assez loin.

A Tanger, à 450 km au nord de la capitale Rabat, 10.000 manifestants, selon l'estimation d'un journaliste de Reuters, ont défilé dans un quartier de banlieue, Beni Mekada. Un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur a assuré de son côté qu'il n'y avait eu

qu'un millier de manifestants de l'opposition à Tanger, tandis qu'un autre cortège, fort selon lui de 3.000 personnes, défilait en faveur des réformes approuvées par référendum.

"*Le ministre de l'Intérieur est un menteur!*", ont scandé les manifestants tangérois hostiles au référendum. Ils brandissaient d'autre part des boîtes vides et criaient "*Vides, vides, les urnes étaient vides!*"

"*Nous voulions faire comprendre que même après ce référendum frauduleux, nous sommes toujours ici!*", a expliqué un manifestant de l'opposition.

Le mouvement de contestation du 20-Février, inspiré par les soulèvements populaires de Tunisie et d'Egypte, organise régulièrement des rassemblements de protestation, depuis plusieurs mois. Les manifestations de dimanche étaient les premières depuis la tenue du référendum.

A Casablanca, selon des militants du mouvement du 20-Février, 20.000 personnes se sont rassemblées pour protester contre le référendum. Un membre du conseil municipal de la ville a parlé quant à lui de 8.000 manifestants.

Le fonctionnaire du ministère de l'Intérieur a dit de son côté que 20.000 personnes avaient manifesté à Casablanca en faveur des réformes constitutionnelles.

Dans la capitale, Rabat, un journaliste de Reuters a estimé à 4.000 le nombre de manifestants, que la police a tenus à distance de plusieurs centaines de partisans du gouvernement. Le ministère de l'Intérieur a parlé de 1.500 manifestants de l'opposition. (Reuters 04.07)

## Tunisie

1- Le porte-parole du ministère tunisien de l'Intérieur, Néji Zaïri, a été remplacé par un officier de la police, le colonel Mohamed Hicham Mouaddeb, a annoncé le ministère sur son site Facebook lundi. L'intéressé a confirmé sa démission à l'Associated Press.

Journaliste de formation, M. Zaïri était connu pour son esprit d'ouverture envers les médias. Sa décision est survenue à la suite d'un point de presse le week-end dernier au cours duquel il avait critiqué l'attitude des agents de l'ordre lors de l'attaque, par des islamistes salafistes présumés, d'une salle de cinéma à Tunis où devait être projeté un film sur la laïcité.

Il avait admis que les policiers de service avaient fait montre de laxisme avant d'intervenir tardivement pour mettre fin aux violences, et assuré que les agents incriminés seraient traduits devant un conseil de discipline pour être éventuellement sanctionnés.

"*Peut-être que c'était utopique de ma part, mais j'aurais souhaité une plus grande marge de manoeuvre pour fournir aux journalistes les informations dont ils ont besoin*", a-t-il confié à l'AP, se disant un peu "*démoralisé*". (AP 04.07)

Un militaire porte-parole du ministère de l'Intérieur, ça commence à sentir très mauvais en Tunisie...

2- L'ex-président tunisien Zine Ben Ali a été condamné lundi à 15 ans de prison par contumace pour possession de drogue et d'armes. (Reuters 04.07)

## Egypte

Des centaines d'Egyptiens attaquaient lundi un tribunal du Caire qui venait de libérer sous caution des policiers accusés de la mort de manifestants pendant le soulèvement anti-Moubarak.

Des proches des opposants tués ont par ailleurs bloqué la circulation sur la route reliant Le Caire à Suez en s'allongeant sur la chaussée.

Dix policiers ont comparu lundi pour le meurtre de 17 manifestants à Suez. La cour les a libérés sous caution et a repoussé leur procès au 14 septembre.

Près de cinq mois après la chute du président Hosni Moubarak, seul un policier a été reconnu coupable de la mort d'au moins 846 personnes au cours de la répression gouvernementale de la contestation. Il était jugé par contumace. (AP 04.07)

## Syndicat

## France

Les fédérations de retraités CFTD, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, UNSA et la Fédération générale des retraités de la Fonction publique (FGR-FP) appellent à une journée de manifestations le 6 octobre prochain pour une prise en charge de la dépendance par la Sécurité sociale et une hausse du pouvoir d'achat des retraités.

*"Le gouvernement annonce une réforme de la prise en charge de la perte d'autonomie, dont le débat en cours peine à faire percevoir des mesures de financement innovantes, ne permet pas de réduire le reste à charge des familles et ne répond pas à l'ampleur des besoins",* dénoncent les syndicats dans un communiqué commun diffusé lundi.

Par ailleurs, *"à la dégradation de la situation des retraités, pensions, pouvoir d'achat, santé, autonomie, vont s'ajouter les effets du pacte européen d'austérité (...) mis en place par le Conseil européen pour faire face à la crise économique, politique et sociale actuelle",* ajoutent-ils.

Pour les syndicats, *"ce pacte (...) fait peser de nouvelles menaces sur la retraite et la protection sociale, dénonce 'une trop grande protection de l'emploi' en France, prône une modération du salaire minimum, dessinant une nouvelle dégradation de la situation des salariés et des retraités Français".*

Les fédérations syndicales de retraités appellent donc à manifester le 6 octobre pour *"une prestation universelle de compensation de la perte d'autonomie quel que soit l'âge", "la prise en charge par la solidarité nationale, dans le cadre de la Sécurité sociale", "une augmentation significative des retraites, en particulier pour les basses retraites" ou encore "un minimum de pension au niveau du SMIC".* (AP 04.07)

Une nouvelle journée d'action sans appel à la grève ce jour-là ?

## Social

France. Coup d'Etat contre les retraites.

Un fois publié, mercredi, l'avis du Conseil d'orientation des retraites, le décret officialisant le passage à 41,5 ans de cotisation dès la génération 1955 pourrait être pris rapidement. La Cnav le demande, pour informer au plus vite ses ressortissants. Les bénéficiaires du dispositif «carrières longues» nés en 1955 sont, en effet, susceptibles de partir en retraite dès le 1er janvier.

Le ministère du Travail ne semble pas y voir d'objection, estimant n'avoir de toute façon guère de choix : *«La loi Fillon est rédigée de façon très impérative. Les choses s'appliquent mécaniquement, en fonction de l'espérance de vie»,* analyse un responsable. (lefigaro.fr 04.07)

Il leur suffira sur ordre des banquiers, assureurs, fonds de pension et agences de notation de décréter que l'espérance de vie à augmenter pour repousser toujours plus près de la mort l'âge du départ à la retraite.

## Russie

Le nombre de Russes qui vivent sous le seuil de pauvreté a bondi au premier trimestre 2011 de 26,5 %, soit 4,8 millions de personnes, par rapport au quatrième trimestre 2010, et de 11,2 % par rapport au premier trimestre 2010, pour s'établir à 22,9 millions de personnes, selon des chiffres du service russe des statistiques (Rosstat).

Au total, sur les trois premiers mois de l'année, 16,1 % de la population russe vivait sous le seuil de pauvreté officiel. Le minimum vital, déterminant ce seuil, était fixé entre janvier et mars à 6 473 roubles (160 euros) par mois, en hausse de 9,7 % par rapport aux trois mois précédents.

Cette augmentation est due à l'envolée des prix alimentaires et des services, soulignent les quotidiens Vedomosti et Novye Izvestia.

L'inflation s'est déjà établie depuis le début de l'année à 5 %, une hausse qui pèse sur le revenu réel disponible des ménages russes, qui lui, selon des estimations révisées de Rosstat, a baissé en mai de 5 % sur un an.

Pour Mikhaïl Deliaaguine, directeur de l'Institut des problèmes de globalisation, interrogé par Novye Izvestia, cette tendance est inquiétante dans la mesure où elle intervient dans un contexte de reprise économique. *'Le nombre de pauvres augmente aujourd'hui alors que les prix du pétrole sont élevés, il n'est donc pas possible de mettre cela sur le compte de la dégradation de la conjoncture',* a-t-il déclaré. (lemonde.fr 04.07)

Grande-Bretagne. Les salariés Kleenex.



Le constructeur aéronautique et ferroviaire canadien Bombardier doit annoncer la perte de 2.000 emplois dans son usine de Derby, dans le nord de l'Angleterre, a annoncé lundi Sky News.

Bombardier emploie actuellement 3.000 personnes sur ce site, a déclaré une porte-parole.

Les licenciements résultent de la perte d'un important contrat ferroviaire à Londres, son rival allemand Siemens ayant été préféré par le gouvernement britannique pour le contrat Thameslink, explique Sky. (Reuters 04.07)

## Economie

Allemagne. Marchand de canons.

L'Arabie saoudite achètera à l'Allemagne 200 de chars d'assaut Leopard 2A7+, ont révélé lundi des sources militaires saoudiennes.

L'Etat pétrolier du Golfe a déjà acheté 44 chars Leopard dans le cadre de cet accord, a indiqué l'une des sources.

Les chars d'assaut sont construits par Krauss-Maffei Wegmann et par Rheinmetall.

Der Spiegel avait révélé dimanche que le conseil de sécurité du gouvernement allemand avait donné son feu vert la semaine dernière à cette transaction. (Reuters 04.07)

Grèce

Standard & Poor's a jeté lundi de nouveaux doutes sur l'issue de la crise grecque en prévenant que les solutions proposées par Paris pour rééchelonner la dette grecque par des échanges de titres reviendraient à placer Athènes en situation de défaut sélectif.

Après le court répit de la semaine, les primes de CDS (credit default swaps) de la Grèce sont d'ailleurs repartis à la hausse. D'après le fournisseur de données Markit, les CDS à cinq ans, qui protègent contre un défaut de la dette publique grec, ont augmenté lundi de 48 points de base.

En Allemagne, on explique que les déclarations de S&P présentent quelques aspects positifs.

"Elles donnent une direction à suivre pour les banques allemandes sur ce qu'elles doivent modifier pour éviter un défaut", a réagi dans un communiqué l'association des banques publiques allemandes. (Reuters 04.07)

Rectifions la dernière infos : les déclarations de S&P donnent une direction à suivre pour les banques allemandes pour qu'elles ne capitalisent que les profits et non les pertes ou que leurs profits soient garantis quoi qu'il arrive.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 6 juillet

J'ai dégotté (ou dégoté) quelques infos sur la Grèce dans un blog grec en français (A propos de la dette de la Grèce. - 10.12.09), elles datent de la fin 2009, mais c'est très intéressant, il y est aussi question de l'endettement des différents pays "riches", du PIB et du PNB, etc.

Par exemple : "*La Grèce en 1980 avant d'entrer dans l'U.E n'avait que 22,9% de dette publique, en 1985, elle était déjà passée à 47.8%, en 1990 elle avait déjà atteint 79.6 %*", 10 ans plus tard elle est à 150% du PIB.

Quand je recopie des extraits de blogs ou des commentaires d'internautes en général je corrige l'orthographe ou complète les mots (problèmes pour pbs), cela prend du temps, mais je ne peux franchement pas vous livrer des textes en l'état.

Gauchitude

Invité de Rue89, Manuel Valls :

- Quant au mot « socialiste », oui, je crois qu'il est dépassé. Autant le mot gauche, la « scierda », la « sinistra » [...] est un mot magnifique et je regrette qu'on se soit fait piquer par Mélenchon le mot de « Parti de gauche ». Le mot « socialiste » a fait vibrer des millions des gens mais je pense qu'il ne veut plus dire grand-chose.

Mais ces partis organisés en sections, en fédérations, tels qu'on les imaginait à la fin du XIXe siècle comme une classe sociale pour lutter contre la bourgeoisie, contre le capitalisme... Tout cela, à l'heure d'Internet, est dépassé. (Rue89 05.07)

Ce qui n'est pas dépassé, c'est le capitalisme !

Carry trade ou à quoi sert l'euro.

- «La première explication qui justifie que l'euro se renforce et que le dollar s'affaiblit réside dans les taux d'intérêts : en Europe, ils vont vraisemblablement être relevés jeudi prochain par la BCE, pour atteindre 1,50% tandis que ceux de la Réserve fédérale américaine restent et vont encore rester longtemps entre 0 et 0,25%», note Bruno Rodier, banquier privé et gérant de portefeuille à la banque Pictet & Cie. Ce différentiel de taux incite les investisseurs à profiter du «carry trade», cette technique qui permet de dégager des rendements en empruntant en dollar, à un taux exceptionnellement bas, et de le placer en euro, qui rémunère mieux.

«Il y a aussi l'effet 'fin de la suprématie mondiale' du billet vert qui joue, avec notamment le rapport de la Banque mondiale qui a récemment anticipé que d'ici à 2025, c'est-à-dire demain, le marché des devises sera dominé aussi par le yuan chinois, et non plus seulement par le dollar et l'euro», relève Vincent Juvyns, stratège chez ING IM. (lefigaro.fr 05.07)

Extrait d'un article intitulé **Gauche ou Droite, le politique ne fonctionne plus** par Omar Aktouf (mondialisation.ca)  
- 13 mai 2011

"(...) aucune «politique» ne semble en mesure de sortir notre monde du marasme, aggravé depuis 2008. Cela parce que l'idéologie économique dominante a atteint ses ultimes limites.

(...) tout l'édifice économique néoclassique, devenu néolibéral, est avant tout basé sur la prémisse insoutenable qu'il peut y avoir croissance infinie. Nul n'est besoin de savantes démonstrations pour comprendre que dans le monde fini qu'est le nôtre, il ne saurait exister quoi que ce soit d'infini. Nul ne peut réaliser d'infinis profits sur l'exploitation de forêts infinies, ni de bancs de morues infinis. Notre planète ne donne rien de maximum ni d'infini. L'idée de «croissance permanente» ne se peut que si l'on accepte celle de destruction permanente : les «profits» impliquent désormais, globalement, moins de qualité de vie, d'emploi, de santé de la nature... et plus de spéculations financières donnant les résultats que l'on sait depuis 2008.

(...) la biologie nous enseigne que la nature «fonctionne» selon la loi incontournable des équilibres stationnaires et des boucles de rétroactions négatives. Ainsi, si nous prenons un bosquet avec loups et lièvres, cette loi implique que les populations de ces deux espèces évoluent entre deux seuils : celui où les loups dépassent la capacité de reproduction des lièvres et celui où les lièvres permettent aux loups de se nourrir et se reproduire. Rien d'infini, rien de maximum. Il ne viendra à l'idée d'aucun loup de «lancer une entreprise» pour capturer le maximum de lièvres, sous hypothèse que leur croissance est constante! Le premier loup venu comprendrait que ce serait là, à terme bref, la fin des loups eux-mêmes.

(...) lois de l'énergie. En effet, la thermodynamique montre (principe d'entropie) que nous ne faisons que dégrader l'énergie qui est, en termes utilisables, constante à l'échelle de l'univers. Nul ne saurait «fabriquer» du pétrole, du gaz naturel ou de la houille ! Nous ne pouvons que les utiliser. Toute autre forme d'énergie devient «liée» (non utilisable directement comme les énergies fossiles) nécessitant une autre énergie avant d'être utile : panneaux pour l'énergie solaire, centrales nucléaires pour celle de l'atome... ce à quoi il faut ajouter l'énergie nécessaire pour contrôler les conséquences d'usage des énergies liées : déchets et accidents nucléaires par exemple avec leurs retombées inestimables sur la nature, l'air, l'eau, la santé... C'est la non-durabilité et la fuite en avant vers des sources d'énergie de plus en plus... énergivores et destructrices.

(...) la financiarisation de l'économie. La crise de 2008 a montré la différence entre économie réelle et économie virtuelle. On s'est mis à parler de «capitalisme financier» et ses «débordements». Il s'agit de l'inévitable transformation de pans entiers de l'économie réelle en économie de spéculation (croissance oblige). Les profits continus-maximaux ne sont pratiquement que bricolages financiers et produits dérivés, de bulles en bulles, jusqu'aux subprimes en 2008. «Économie-casino» qui ne peut durer sans «crises» plus dévastatrices. Les plans de sauvetage du système financier mondial n'ont été que réalimentation de l'insoutenable cercle vicieux : «offre de crédit – emprunt-dette – consommation». "

Commentaire.

C'est marrant qu'ils soient tous incapables de remettre en cause le système économique capitaliste. Du coup ils passent à côté de l'essentiel, d'une contradiction insoutenable : à un pôle, 11 millions de millionnaires en dollars dans le monde qui s'accaparent les richesses produites, à l'autre pôle près de 7 milliards d'hommes, de femmes et d'enfants dans le monde revendiquent la

satisfaire de leurs besoins qui ne cessent d'augmenter.

Il est évident que l'homme doit cesser de se reproduire à cette cadence, que la population mondiale doit redescendre à ce qu'elle était au tournant du XXe siècle, soit un milliards d'habitants. Il est évident que les ressources de la planète ne sont pas inépuisables. Il est évident que consommer ne doit pas être une fin en soi, encore faut-il que les besoins élémentaires de chacun soit satisfait ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

On vit vraiment dans un monde d'ignorants qui s'imaginent que la terre pourrait supporter un jour 10, 15, 20 ou 30 milliards d'humains. Si on se laissait aller à formuler un état d'âme, on dirait que c'est effrayant.

Extrait d'un article intitulé **Pourquoi la crise frappe l'Union européenne** par Éric Toussaint (mondialisation.ca) - 28 juin 2011

"Plus largement, elle est la conséquence des logiques qui dominent l'intégration européenne : la primauté donnée aux intérêts des grandes entreprises industrielles et financières privées, la large promotion des intérêts privés, la mise en compétition à l'intérieur de l'espace européen d'économies et de producteurs qui ont des forces tout à fait inégales, la volonté de retirer aux services publics un nombre croissant de domaines d'activité, la mise en concurrence des salariés entre eux, le refus d'unifier vers le haut les systèmes de sécurité sociale et les règles du marché du travail. Tout cela poursuit un objectif précis, celui de favoriser l'accumulation maximum de profits privés, notamment en mettant à disposition du Capital une main d'œuvre la plus malléable et précaire possible.

(...) alors que les besoins de crédit des gouvernements des autres pays développés, dont celui des Etats-Unis, peuvent être satisfaits par leur banque centrale, notamment par l'intermédiaire de la création monétaire, les pays membres de la Zone euro ont renoncé à cette possibilité. De par ses statuts, la Banque centrale européenne a l'interdiction de financer directement les États. De plus, en vertu du traité de Lisbonne la solidarité financière entre les États membres est formellement interdite. Selon son article 125, les États doivent assumer seuls leurs engagements financiers, ni l'Union ni les autres États ne pouvant les prendre à leur charge : « *L'Union ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics d'un État membre, ni ne les prend à sa charge, sans préjudice des garanties financières mutuelles pour la réalisation en commun d'un projet spécifique. Un État membre ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics d'un autre État membre, ni ne les prend à sa charge, sans préjudice des garanties financières mutuelles pour la réalisation en commun d'un projet spécifique.* » L'article 101 du traité de Maastricht, repris intégralement par le traité de Lisbonne dans son article 123, ajoute : « *Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres [...] d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales, aux autres autorités publiques* ».

L'UE se place donc volontairement au service des marchés financiers puisque les gouvernements des pays de la Zone euro dépendent totalement du secteur privé pour leur financement. Les investisseurs institutionnels (banques, fonds de pension, assurances) et des hedge funds se sont attaqués en 2010 sur la Grèce, maillon le plus faible de la chaîne européenne d'endettement, avant de s'attaquer à l'Irlande, au Portugal et à l'Espagne. En agissant de la sorte, ils ont réalisé de juteux profits car ils ont obtenu de ces pays une rémunération importante en termes de taux d'intérêt versés par les pouvoirs publics pour pouvoir refinancer leurs dettes. Parmi ces investisseurs institutionnels (les zinzins), ce sont les banques privées qui ont fait le plus de profit car elles pouvaient directement se financer auprès de la Banque centrale européenne en lui empruntant des capitaux à 1% de taux d'intérêt (1,25% depuis fin avril 2011), alors que dans le même temps elles prêtaient sur une durée de trois mois à la Grèce à des taux d'environ 4 ou 5%. A dix ans, elles n'acceptent d'acheter des titres grecs, irlandais ou portugais que si l'intérêt dépasse 10%. En lançant leurs attaques contre les maillons les plus faibles, les zinzins étaient également convaincus que la Banque centrale européenne et la Commission européenne devraient d'une manière ou d'une autre venir en aide aux États victimes de la spéculation en leur prêtant les capitaux qui leur permettraient de poursuivre les remboursements. Ils ne se sont pas trompés. La Commission européenne a plié et a octroyé, en collaboration avec le FMI, des prêts aux États membres de l'Eurozone. Elle n'a donc pas respecté à la lettre l'article 125 du Traité de Lisbonne."

Commentaire.

Comme il arrive parfois, l'analyse de la situation est correcte, mais les conclusions qu'en tire son auteur son défectueuse, je vous en fais grâce, de même que dans l'extrait précédent.

La Grèce est endettée à hauteur de 300 milliards d'euros environ, le FMI et la BCE vont lui prêter 100 milliards d'euros, sans doute beaucoup plus à terme, elle va devoir rembourser en plus de ce capital de 400, 450 500 milliards d'euros, les intérêts qu'elle verse déjà à un taux usuraire aux marchés financiers plus ceux qu'elle doit verser au FMI et à l'UE, déduction faite des privatisations annoncées qui permettra d'alléger le poids sous lequel elle croule, alors que l'augmentation du chômage qui suivra ces privatisations conduira à une baisse des recettes de l'Etat, donc annulera en partie l'effet escompté par les privatisations. Dès lors on voit mal comment l'Etat grec pourrait s'en sortir, cela semble totalement impossible.

## Parole d'internaute

Il faut prendre en compte les quantités en jeu, par exemple les QE de la FED rajoutent des dollars dans le circuit monétaire, affaiblissant d'autant le dollar, car la production économique restant à peu près fixe s'il y a plus de monnaie alors cette monnaie vaut moins ( car devant toujours refléter la même quantité de production réelle), ce qui se concrétise en général avec un temps de décalage par de l'inflation pour le consommateur ( les prix s'adaptent car la monnaie vaut moins).

A la base, si une monnaie monte ou baisse c'est lié aux quantités émises en circulation, ce n'est pas lié "directement du moins" à la santé du pays émetteur.

Par exemple si un pays exporte beaucoup de machine-outils, il reçoit en contrepartie une monnaie étrangère, l'acheteur a du emprunter (pour cet investissement ) ce qui a augmenté sa quantité de monnaie en circulation, et donc la monnaie de l'importateur baisse, faisant du même coup remonter celle de l'exportateur si on compare cette parité.

Si un pays émet peu de monnaie supplémentaire (à cause d'une crise économique par exemple) face à un autre qui en émet beaucoup ( car il est émet beaucoup de monnaie), la monnaie du 1er va monter et celle de l'autre va baisser.

Il est tout à fait logique que l'eurodollar monte, les américains ayant quasiment doublé leur masse monétaire circulante en quelques années( les américains se prennent l'inflation en pleine poire), en fait pour faire baisser l'euro il faudrait que la bce émette des QE comme la FED, ou alors que l'euro soit menacé dans son existence et alors les possesseurs d'euro vont se dépêcher de les revendre (on vide les réserves), augmentant alors temporairement la masse d'euros en vente. (lefigaro.fr 05.07)

## Politique

### 1- France

1.1- La cour du monarque ne connaît pas l'austérité.

Le Sénat a décidé d'attribuer fin juin une prime exceptionnelle de 3.531,61 euros aux sénateurs, selon un document de la questure dont l'AFP s'est procuré mardi une copie.

Cette somme correspond, selon le document, «à un rattrapage exceptionnel sur un complément d'Indemnité représentative de frais de mandat (IRFM) versé en une seule fois fin juin».

Un sénateur touche une indemnité de base mensuelle de 5.514,68 euros bruts, à laquelle s'ajoute une indemnité de résidence de 165,44 euros et une indemnité de fonction de 1.420,03 euros, soit 7.100 euros brut au total. A cette somme s'ajoute l'IRFM d'un montant de 6.240,18 euros par mois au 1er mai 2011, destinée à «faire face aux diverses dépenses liées à l'exercice du mandat».

Les dignitaires, présidents, vice-présidents, questeurs et secrétaires disposent d'une indemnité supplémentaire. Cette indemnité est de 5.170 euros brut par mois pour les questeurs qui touchent chacun, en plus, des frais de représentation de 11.600 euros par an. (liberation.fr et AFP 05.07)

1.2- En vacances ou en campagne électorale ou les deux à la fois ? Echange de bons procédés.

Nicolas Sarkozy a confié à l'ancien Premier ministre Edouard Balladur la mission d'envoyé du G8 pour la mise en oeuvre du "*partenariat de Deauville*" en faveur des pays arabes.

Réunis en sommet à Deauville (Calvados), le 27 mai dernier, les pays du G8 se sont engagés à fournir une aide à long terme - 40 milliards de dollars - en faveur des pays qui suivraient l'Egypte ou la Tunisie sur la voie de la démocratisation. (Reuters 05.07)

### 2- Syrie

Les tirs de l'armée syrienne ont fait dix morts mardi à Hama, ville assiégée dont la population a entrepris d'ériger des barricades, ont rapporté des témoins.

Des chars ont pris position autour de Hama, ville de 650.000 habitants dans le centre-ouest du pays. Les tirs des forces gouvernementales mardi se sont concentrés sur deux quartiers au nord du fleuve Oronte qui partage la cité en deux.

L'armée est par ailleurs intervenue au nord-ouest de Hama, dans des villages de la province d'Idlib proches de la frontière

turque, tandis que les forces de l'ordre multipliaient les arrestations. Un demi-millier de personnes ont ainsi été interpellées en quelques jours, selon les mouvements de défense des droits de l'homme.

Parmi elles figure Ahmad Touma, ancien prisonnier politique et secrétaire général de la Déclaration de Damas, signée en 2005 par plusieurs personnalités de l'opposition pour réclamer la démocratie. Il a été arrêté à Daïr az Zorn, dans l'Est, selon des proches interrogés par Reuters. (Reuters 05.07)

## Social

### France

Quatrième fortune mondiale d'après le magazine américain Forbes , Bernard Arnault reste l' homme le plus riche de France, selon un classement établi par le magazine Challenges . Avec une fortune estimée à 22,76 milliards d'euros, le PDG de LVMH devance Gérard Mulliez, le fondateur d'Auchan et ses 19 milliards, et l'héritière de L'Oréal, Liliane Bettencourt dont le patrimoine s'élève à 14,45 milliards. A noter que la quatrième place est occupée par un dirigeant d'un autre groupe de luxe, Bertrand Puech, le porte-parole des familles actionnaires d'Hermès , qui fait l'objet d'un intérêt grandissant de LVMH .

Le top 10 est complète par un certain nombre d'héritiers de grand groupes comme Louis-Dreyfus (5e avec 8,5 millions d'euros), Serge Dassault, propriétaire du Groupe Figaro (6e avec 6,8 millions) ou encore François Pinault de PPR, (7e avec 6,2 millions d'euros). Le très controversé Jacques Servier est neuvième avec 3,8 millions d'euros. Selon une étude Société Générale Private Banking/Forbes, deux tiers des grandes fortunes françaises sont héritées alors que deux tiers de leurs homologues américains, chinois ou brésiliens, sont à l'origine de leur propre fortune.

Challenges précise que «la fortune totale des 500 plus gros patrimoines professionnels français a augmenté en un an de 25%, passant de 194 à 241 milliards d'euros». (lefigaro.fr 05.07)

## Economie

### 1- France

Les grandes entreprises composant l'indice CAC 40 bénéficient d'une pression fiscale inférieure de 20 points à celle que subissent les petites et moyennes entreprises, selon un rapport d'information de l'Assemblée nationale que s'est procuré le quotidien Les Echos.

Ce document, que doit présenter mercredi le député UMP Gilles Carrez, rapporteur général du budget à l'Assemblée, met notamment l'accent sur les écarts d'impôt sur les sociétés acquitté par les groupes du CAC 40 et par les PME, ajoute le quotidien économique.

En moyenne, précise-t-il, les 40 groupes composant l'indice phare de la Bourse de Paris n'ont payé que 86 millions d'euros d'impôt sur les sociétés par an (pas même 1 % de leur chiffre d'affaires - Les Echos) entre 2007 et 2009 et quatre d'entre eux n'ont "rien payé du tout".

A titre de comparaison, les profits du CAC 40 ont atteint 82,3 milliards d'euros en 2010. (Reuters 05.07)

### 2- Portugal

L'agence de notation Moody's a abaissé mardi de quatre crans la note souveraine du Portugal de Baa1 à Ba2, avec perspective négative.

La dette souveraine à long terme de Lisbonne se trouve donc désormais en catégorie spéculative ("junk").

Le gouvernement portugais a aussitôt réagi à la décision de Moody's, qui selon Lisbonne met en évidence la vulnérabilité de l'économie portugaise dans le contexte de la crise de la dette. (Reuters 05.07)

### 3- Chine

3.1 - Un panel de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) juge que les restrictions à l'exportation de certaines matières premières appliquées par la Chine sont contraires au droit du commerce international.

Cette décision annoncée mardi constitue une victoire pour les Etats-Unis, l'Union européenne et le Mexique.



Les USA, l'UE et le Mexique avaient saisi l'OMC en 2009, estimant que ses restrictions à l'exportation sur des minerais tels que la bauxite et le magnésium procuraient un avantage indû aux producteurs chinois vis-à-vis de leurs concurrents.

Cette décision était très attendue par les sidérurgistes comme ThyssenKrupp et ArcelorMittal dont la production dépend largement des importations de coke en provenance de Chine, également réduites par Pékin.

La Chine produit 97% des terres rares dans le monde, des éléments vitaux pour les secteurs high tech. Pékin a réduit les quotas d'exportation de 35% au premier semestre, en sus de précédentes limitations. (Reuters 05.07)

3.2- Le distributeur YGM Trading envisage d'acquérir des marques de luxe européennes pour accroître son portefeuille en Chine, un marché prometteur qui pourrait bien devenir le premier au monde en l'espace de 10 ans.

D'après les analystes, YGM dispose d'une trésorerie largement suffisante pour se lancer dans des acquisitions, soit 54,85 millions de dollars au dernier exercice fiscal, près du double de l'année précédente.

La semaine dernière, YGM a fait état d'un bénéfice annuel en hausse de 42,4% pour l'exercice fiscal achevé fin mars, à 36 millions de dollars. Porté par une forte demande en Chine, son chiffre d'affaires est ressorti en hausse de 16,4%. (Reuters 05.07)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 7 juillet

J'ai mis en ligne plusieurs documents sur la dette ou la situation économique aux Etats-Unis et au Japon. Ils figurent dans la rubrique *Documents* de la page d'accueil. Ils proviennent de divers horizons. La date qui figure à côté du titre de l'article est la date de sa parution sur le Net et non la date de la mise en ligne dans le site. Les articles ne sont pas classés par ordre chronologique parce que je les mets en ligne au fur et à mesure que je les découvre. Dommage que vous ne m'envoyez pas des articles trouvés sur le Net ou que vous ne vouliez pas participer à cette chronique quotidienne. Je ne peux pas avoir la tête partout à la fois !

Là encore, malgré la richesse des données que contiennent ces articles, les analyses intéressantes que fournissent leurs auteurs et qui fourmillent évidemment d'illusions, constatons qu'ils ne sont pas encore parvenus à la conclusion que l'issue à la crise du capitalisme sera politique ou ne sera pas. Ils ne veulent dédidément pas s'attaquer aux fondements du capitalisme, ils veulent faire avec à croire qu'ils s'en trouvent bien ainsi, il faudra donc qu'un parti s'en charge ou montre la voie aux masses...

Complément à la causerie d'hier sur la Grèce.

Dans les arguments avancés hier pour expliquer que l'Etat grec courrait inéluctablement au défaut de paiement, j'ai évoqué les privatisations qui se traduiraient par une augmentation du chômage, donc une baisse des recettes pour les organismes sociaux, une baisse de la consommation une fois le niveau de vie réduit de ces travailleurs, qui aura pour conséquence une baisse des recettes dues à la TVA rentrant dans les caisses de l'Etat.

On peut ajouter que les entreprises auront les pires difficultés qui soient pour financer leur développement, y compris à l'exportation, si elles ne peuvent pas accéder au crédit ou s'endetter encore plus, ce qui se traduira par la perte de contrats et la baisse ou la stagnation du PIB.

Ajoutons que la baisse de la consommation de la population sera amplifiée par le refus de s'endetter par ces temps incertains de crise ou le refus des organismes de crédit d'accorder de nouveaux prêts à des gens souvent déjà très endettés. Pour finir, ce n'est pas la tension sociale de plus en plus explosive dans ce pays qui va tenter les touristes éventuels, alors que ce secteur d'activité est important pour l'économie grecque.

Pour s'en sortir, ne pouvant pas jouer sur la monnaie il leur reste l'arme de l'inflation, mais dans la situation actuelle elle prendrait la forme d'un boomerang qui leur reviendrait en pleine figure, la hausse des prix se traduirait par le renchérissement des marchandises entraînant une baisse de la consommation, des exportations, sans compter qu'elle se combinerait avec des revendications salariales, car il n'est pas dit que les travailleurs grecs acceptent encore de nouveaux sacrifices.

L'UE freine des deux pieds pour éviter que l'augmentation de la masse monétaire ne se traduise par la hausse de l'inflation dans la zone euro, mais à terme cela paraît inévitable, c'est en tout cas ce que l'on commence à constater, notamment en Allemagne.

Bon, je pense qu'on a fait le tour de l'essentiel sur cette question.

L'annulation de la dette, l'expropriation des banquiers et des actionnaires des grandes entreprises, la fermeture de la Bourse, la confiscation des biens et avoirs des grandes fortunes, la liquidation des institutions et de la Constitution forme un tout indissociable et cohérent.

Ce n'est pas seulement la dette qui est illégitime, c'est le gouvernement et le Parlement qui veut imposer aux travailleurs de la payer, les institutions, les banquiers et les actionnaires des grandes entreprises, le capitalisme qui sont illégitimes.

Il y en a qui réclament un moratoire sur la dette des Etats, d'autres un rééchelonnement, d'autres encore de "*placer les banques sous contrôle citoyen*" afin "*de permettre que la BCE finance directement les Etats*", parce qu'elle n'aurait pas été créée de même que l'euro, comme moyen pour liquider la souveraineté des Etats et mieux les asservir au marché, à l'aristocratie financière...

### Conséquence de la crise aux Etats-Unis

Depuis 2006, année du début de la chute des prix des maisons, on estime que 14,4 millions de familles se sont trouvées dans l'impossibilité de rembourser et ont perdu leur logement. Cela explique la baisse de 20 % depuis 2007 de la richesse des ménages, la plus importante jamais enregistrée depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Par ailleurs, l'effondrement de l'industrie de la construction a entraîné la perte de plus de 2 millions d'emplois.

Au total, la récession a détruit près de 8 millions d'emplois. Si l'on considère le chômage et le sous-emploi, qui concernent 16,1 % de la population économiquement active, les États-Unis comptent plus de 25 millions de personnes en situation de précarité relative à l'emploi. Dans un pays où la couverture santé dépend de l'emploi, un taux aussi élevé de sous-emploi est véritablement dramatique. (source, un portail québécois, un article du 21 juin 2011 : <http://www.pressegauche.org>)

### La dette de l'Etat en France

A la fin 2003, la dette de l'État est composée à 98 % de titres négociables sur les marchés financiers contre 47 % en 1980. (l'Etat dépend donc à 100% des marchés pour se financer.)

La dette de l'État était de 64 milliards d'euros en 1980, 799 milliards d'euros en 2003, 1 646 milliards d'euro en 2009, elle dépasse les 1 700 milliards d'euro en 2011.

L'augmentation de la dette de l'État a progressé de 14,9 % du PIB en 1980 à 51,3 % du PIB en 2003. (Le décrochage s'est accéléré entre l'endettement de l'Etat et la création de richesse)

Les charges d'intérêt de la dette sont passées de 4 % du budget général de l'État en 1980 à 15 % en 2003. Elles augmentent de plus de 2 % par an depuis 2001. Depuis le service de la dette a explosé à quelque 50 milliards d'euros par an. (<http://www.vie-publique.fr>)

### Rectificatif sur la mobilisation en Espagne.

J'ai peut-être sous-estimé l'importance du mouvement des "indignés" en Espagne.

Certes il a pris la forme de comités dans les quartiers et d'assemblées générales hebdomadaires sur le plan local, mais il demeure incapable de se doter d'une ligne politique et de se fixer des objectifs politiques. Pour le moment, il en est réduit à organiser des actions ponctuelles limitées, dont les participants pourraient bien finir par se lasser s'il en restait là, mais il pourrait se transformer en organisation de l'insurrection contre le régime s'il parvenait à se doter d'un contenu politique contre les institutions, encore faudrait-il qu'un parti ou des militants lui donnent une telle orientation.

Ce que ce mouvement réalise correspond à ce que j'avais proposé dans une causerie récemment, à savoir qu'on devrait s'adresser directement aux masses autrement qu'à une élite de militants ou d'intellectuels afin des les organiser sur le plan local puis national. Les travailleurs étant souvent allergiques aux partis, des comités politiques déjà constitués dans des communes ou des militants pouvaient prendre une telle initiative.

J'ai remarqué que lors de ces assemblées générales hebdomadaires les participants proposent des revendications ou des actions qui sont ensuite soumises au vote avant d'être adoptées ou rejetées, ce que j'avais aussi proposé, en précisant qu'ainsi les délégués pour représenter ces assemblées générales seraient élus sur la base de ces mandats et qu'ils devraient en rendre compte lors des assemblées générales suivantes ce qui permettrait de contrôler qu'ils le respectent. J'avais employé l'expression d'assemblée populaire, cela revient au même.

L'évolution actuel de ce mouvement en Espagne est important pour le prolétariat de l'UE (et du reste du monde), car il leur indique la voie à suivre pour se mobiliser dans l'unité contre le régime, à la fois en contournant l'obstacle des appareils des partis soit-

disant ouvriers qui le soutiennent, et en se situant sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat. Je ne peux pas en dire plus, parce que j'ignore comment fonctionne exactement ce mouvement, qui en est vraiment à l'origine, je me suis même peut-être trop avancé avec le peu d'infos dont je dispose.

## Parole d'internaute

(A propos des agences de notation)

- A toutes fins utiles, je rappelle que Fitch est une agence de notation désormais française (et non américaine comme semble le dire l'article), que des dizaines d'agences de notation existent déjà à travers le monde et que rien n'oblige une société ou un Etat de se faire "noter". Certaines sociétés cotées sur Euronext Nyse ont d'ailleurs toujours refusé de se faire noter et ne s'en portent pas moins bien. Cela change quand même un petit peu les données du problème... (Reuters 06.07)

Je n'ai pas eu le temps encore de vérifier l'info à propos de Fitch

## Politique

### 1- France

#### 1.1- Il existe encore !

Le président du Parti radical de gauche, Jean-Michel Baylet, sera candidat à la primaire socialiste pour la présidentielle de 2011. Ce n'est pas lui qui l'annonce, mais le sénateur PRG Yvon Collin lors de l'émission «Preuve par trois» AFP-Public Sénat. (liberation.fr 06.07)

#### 1.2- Quand tradition rime avec réaction.

Frédéric Nihous, le candidat de Chasse, pêche, nature et traditions, s'arroge pour la présidentielle les services d'un homme issu de l'extrême droite : Bruno Larebière. Ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire Minute et ancien dirigeant du Bloc identitaire, celui-ci devient "*conseiller en communication*", selon Frédéric Nihous, interrogé par le blog *Préférence nationale*.

C'est notamment sous la direction de Bruno Larebière que Minute était entré en conflit ouvert avec Marine Le Pen, la présidente du FN. L'hebdomadaire avait même été interdit d'accréditation au dernier congrès du parti.

M. Larebière est aussi un ancien du Bloc identitaire, le petit parti d'extrême droite qui a fait de la dénonciation de l'islam son principal cheval de bataille, co-organisant notamment les controversés apéros "*saucisson-pinard*". Certains de ses membres ont entretenu des contacts avec le Front national, à l'ombre duquel le parti tente de se faire une place, comme le rappelait récemment le blog du Monde Droite(s) extrême(s).

Depuis 2009, CPNT est membre du comité de liaison de la majorité présidentielle et a présenté des listes communes avec l'UMP aux régionales de 2010. (lemonde.fr 06.07)

Commentaire d'un internaute.

- Un ancien rédac'chef de Minute devient le conseiller en communication du très droitier Frédéric Nihous, candidat du groupuscule Chasse, Pêche, Nature et Traditions (1,15 % en 2007)... Quoi d'étonnant ou de scandaleux ? En revanche, il est toujours désopilant de rappeler que Patrick Buisson, ancien journaliste puis dirigeant du même Minute de 1981 à 1987, est, depuis 2005, conseiller très proche de Nicolas Sarkozy.

### 2- Egypte

Des centaines de personnes ont criblé de pierres des bâtiments officiels mercredi dans la ville égyptienne de Suez, où un tribunal avait rejeté un appel contre la libération sous caution de dix policiers accusés d'avoir tué des manifestants, ont dit des témoins.

On n'a pas signalé de blessés dans ces incidents, au cours desquels des proches de certains des manifestants tués lors du soulèvement qui a renversé en février le président Hosni Moubarak ont attaqué à coups de pierres le tribunal et le siège de la police de Suez.

"*Le palais de justice, les bureaux de la direction de la sécurité et des dizaines de véhicules de police ont été endommagés*", a déclaré un témoin à Reuters. Il a ajouté qu'environ 300 manifestants étaient restés devant les locaux surveillés par des soldats.

Des dizaines de personnes ont participé à un autre rassemblement dans le centre-ville.

Une série de manifestations sont prévues vendredi en Egypte, où beaucoup de militants accusent le Conseil supérieur des forces armées au pouvoir de retarder les procès de représentants du régime déchu et la mise en oeuvre de réformes.

Un tribunal pénal du Caire avait décidé lundi de libérer sous caution les dix policiers, qui étaient accusés d'avoir délibérément tué des manifestants en janvier. Le tribunal de Suez examinait un appel interjeté contre cette décision par le procureur général.

Le tribunal cairote avait aussi repoussé à septembre l'audience à charge contre les dix policiers, parmi lesquels figure l'ancien chef de la sécurité de Suez.

La décision a ulcéré des centaines de parents et de proches des victimes qui étaient venus de la capitale. En repartant, ils ont bloqué plusieurs heures la principale route reliant Suez à la capitale. (Reuters 06.07)

## Social

### 1- France

#### 1.1- 10% de parasites à éliminer.

Selon l'Insee, les 10% des Français les plus riches reçoivent plus d'un tiers de leurs revenus grâce à leur patrimoine, et cette part atteint même 66% pour les 3.500 Français les plus riches. Grâce à l'envolée de la Bourse, mis à part l'année ayant suivi la faillite de Lehman Brothers, et à la flambée du prix de l'immobilier, note l'hebdomadaire Challenges. (20minutes.fr 06.07)

A bas les privilèges des nantis ! Il faut tout prendre à ces voleurs !

#### 1.2- Grève à La Tribune.

La Tribune était absente des kiosques mercredi 6 juillet. Les salariés du quotidien économique se sont mis en grève pour protester contre un plan social présenté le 28 juin par la direction, qui prévoit la suppression de dix-sept postes à la rédaction du quotidien économique, dont treize au service "édition". La Tribune compte aujourd'hui 181 salariés, dont 85 journalistes.

Actuellement, les cinq plus hauts salaires de l'entreprise se partagent une enveloppe annuelle de 900 000 euros.

#### 1.3- Pourquoi le Medef est contre la remise en cause des 35h qui a ouvert la boîte de Pandore

Lors de la convention de l'UMP mardi après-midi.

À la tribune, le représentant du Medef, Stéphane Brousse, n'a pas mâché ses mots. "*Le retour en arrière est impossible (...) c'est gravissime et ça nous inquiète*", a-t-il lâché devant les responsables UMP. Il faut dire que le parti entend profiter de la fin de la durée légale de travail pour revenir sur les allègements de charges pour les entreprises liés aux 35 heures, soit, selon ses calculs, 12 milliards d'euros sur un total de 22 accordés en faveur des emplois à bas salaires.

"*On ne pourra pas dire à nos salariés de retourner travailler 39 heures pour le même salaire !*" explique Stéphane Brousse, interrogé par Le Point.fr. Et si, au contraire, tous les salariés devaient être payés plus, alors le gain pour la compétitivité des entreprises serait nul à cause de la baisse des allègements de charges.

Sa volonté de revenir sur les 35 heures s'explique en fait par la nécessité de redresser les finances publiques. Jean-François Copé et son secrétaire général adjoint, Hervé Novelli, estiment qu'il n'est plus possible de faire un cadeau de 12 milliards d'euros pour financer la réduction du temps de travail, à l'heure où la note souveraine de la France AAA pourrait être remise en cause par les marchés. "*La question de l'augmentation de la durée du travail, ce n'est pas un sujet tabou, tout le monde en parle. On en parle en Allemagne, en Espagne, en Grande-Bretagne, on en parle en Italie ; on en parle en fait dans tous les grands pays d'Europe*", a expliqué Jean-François Copé aux militants du parti. Les allègements sont d'autant moins justifiés qu'ils bénéficient autant aux secteurs protégés par la concurrence qu'aux autres, ajoute Hervé Novelli, à l'origine de la proposition du parti.

Un argument qui ne convainc pas vraiment le Medef. Les entreprises à forte concentration de main-d'oeuvre, dans le nettoyage ou le bâtiment par exemple, certes non délocalisables, sont déjà "*très pénalisées par la réforme de la taxe professionnelle*", assure Stéphane Brousse. Selon lui, elles pourraient souffrir fortement d'une éventuelle baisse des allègements de charges sur les bas salaires et pénaliser l'emploi. En réalité, le patronat se satisfait plutôt de la situation actuelle, dans laquelle "*il n'y a pas une entreprise qui applique le même temps de travail*", grâce notamment aux heures supplémentaires défiscalisées. (lepoint.fr 06.07)

La durée du travail est largement déréglementée et convient parfaitement au Medef, le patronat profite de l'allègement fiscale sur les heures supplémentaires, il peut ainsi moduler le temps de travail sans avoir à embaucher ou licencier, c'est toujours cela de gagner en plus...

Non mais imaginez un peu, passer de 35 à 39 en augmentant d'autant les salaires, vous n'y pensez pas, vous voulez notre ruine ou quoi s'exclament en coeur les négriers patronaux.

## 2- Grande-Bretagne.

Comment réduire la masse salariale ? La municipalité britannique du Shropshire, un comté anglais des West Midlands, a trouvé une solution simple pour faire des économies : licencier la totalité de ses 6 500 employés, avant de les réembaucher avec une baisse de salaire de 5,4 %.

*'Nous ne sommes pas la seule municipalité à faire cela, a-t-il affirmé. Nous sommes un peu en avance par rapport à d'autres, mais il y a des municipalités qui sont en train de faire la même chose que nous.'*

Unison, le principal syndicat de la fonction publique au Royaume-Uni, envisage de consulter ses membres pour décider ou non d'un mouvement social parmi les employés du conseil de Shropshire. (lemonde.fr 06.07)

Cornélien, en voilà une question : l'employeur de 6 500 salariés décide de réduire leur salaire et un syndicat se demande s'il faut ou non réagir !

## Economie

### 1- UE

1.1- La Commission européenne a vivement critiqué mercredi la décision de Moody's de placer la note du Portugal en catégorie spéculative et a prévenu qu'elle allait désormais sévir contre les agences de notations.

Le président de l'exécutif communautaire, José Manuel Barroso, a accusé les trois agences Standard & Poor's (McGraw Hill), Moody's et Fitch (Fimalac) d'encourager la spéculation au sein de la zone euro et a dit qu'il était souhaitable de les rendre responsables devant les juridictions civiles et de les mettre en concurrence avec une nouvelle agence européenne.

José Manuel Barroso a de son côté expliqué qu'il était aussi envisageable de rendre les agences civilement responsables de leurs décisions et qu'une nouvelle agence européenne pourrait être créée pour concurrencer la suprématie américaine en matière de notation financière.

Même si cette réforme est réclamée une majorité d'Etats membres de l'UE et par les eurodéputés, elle a toutefois peu de chance d'aboutir rapidement.

Suspendre la notation d'un pays bénéficiant d'un plan d'aide ou rendre les agences civilement responsables se heurtent à une série de problèmes techniques et les points de vue sont extrêmement divergents sur la forme et les missions d'une éventuelle agence européenne, indique-t-on à Bruxelles. (Reuters 06.07)

Ouf, quel soulagement, pour un peu il y en a qui y aurait cru !

1.2- La décision de l'agence de notation Moody's de déclasser mardi le Portugal en catégorie "junk" a choqué les marchés financiers mercredi et jette une ombre sur les efforts européens en vue de renflouer les pays en difficulté de la zone euro sans restructurer leur dette.

Le coût d'assurance contre un défaut pour l'ensemble des pays les plus faibles de la zone euro a augmenté. L'écart de rendement entre l'emprunt à 10 ans portugais et son équivalent allemand a atteint un record post-euro. Lisbonne a dû payer plus cher pour adjuger des bons à trois mois.

Ce déclassement, intervenu alors même que Lisbonne avait annoncé peu auparavant un programme d'austérité allant au-delà des exigences de bailleurs de fonds internationaux, remet en cause la stratégie de l'Union européenne face à la crise de la dette souveraine.

Moody's estime que le Portugal aura peut-être besoin d'un second plan de renflouement, alors que les gouvernements et les banques négocient un tel plan pour la Grèce, laquelle a un ratio d'endettement bien plus élevé.



Une analyse de Reuters publiée la semaine passée estimait qu'il faudrait également à Dublin un deuxième plan de renflouement car la croissance ne serait sans doute pas suffisante pour revenir sur le marché en 2013 comme projeté.

Moody's évoque la gestion de la crise par l'Union européenne, et plus particulièrement le projet de faire partager au privé la charge financière de tout futur renflouement, pour justifier son déclassement abrupt de quatre crans.

Pour l'agence, un tel choix risque de décourager toute implication du privé dans des financements futurs de la dette publique et accroît le risque économique des investisseurs, empêchant ainsi le Portugal de revenir rapidement sur le marché dans des conditions acceptables.

Les marchés ont de plus en plus le sentiment, combattu publiquement par les pays de l'UE, que la Grèce, et peut-être aussi le Portugal et l'Irlande, devront tôt ou tard restructurer leur dette et obliger les souscripteurs obligataires à passer d'importantes pertes.

Mais selon des sources du FMI, les pays membres non européens du Fonds sont de plus en plus fébriles à l'idée de financer une crise dont le dénouement paraît lointain.

"*Je pense que c'est une mauvaise nouvelle, pour l'Italie et l'Espagne également*", en conclut Jay Bryson (Wells Fargo Securities). (Reuters 05.07)

Le privé veut bien participer au financement futurs de la dette publique de la Grèce, le problème n'est pas là, à condition que ce soit sans risque et qu'ils puissent continuer à se goinfrer tranquillement.

1.3- Les rendements de la dette portugaise sont mercredi en forte hausse, au lendemain de la décision de Moody's d'abaisser la note souveraine du Portugal de quatre crans, pour la placer en catégorie spéculative.

Le cours des obligations à deux ans a plongé, faisant bondir leur rendement de 121 points de base, à 14,60%. Le rendement de la dette à dix ans gagne 50 pdb à 12,68%.

La dette irlandaise à dix ans gagne quant à elle onze points de base, à 11,88%.

Les swaps de défaut de crédit (CDS) sur les titres portugais à cinq ans avancement de 82 points de base à 850 pdb.

Egalement sur la dette à cinq ans, les CDS atteignent 1.975 pdb pour la Grèce (+59), 780 pdb pour l'Irlande, (+42), 297 pdb pour l'Espagne (+21) et 220 pdb pour l'Italie (+24).

Les signes de contagion envoyés par les marchés poussent les investisseurs à se réfugier sur les Bunds, dont les contrats à terme gagnent 42 "ticks", à 126,04. (Reuters 06.07)

## 2- France

Les PME ne sont pas très loin du taux de 33 % d'IS [impôt sur les sociétés]. Les grandes entreprises, au-delà de 2 000 salariés, c'est 13 %. Les sociétés du CAC 40, c'est seulement 8 %. La plus grande entreprise de France, Total, c'est 0 %.

En 2009, l'IS a rapporté un peu plus de 50 milliards d'euros, chiffre en baisse à cause de la crise.

Que faire ? "*Il est possible qu'en loi de finances pour 2012, on revoie, voire on supprime le bénéfice mondial consolidé (BMC)*", a avancé M. Carrez. Le BMC a permis à Total d'échapper à l'IS en France en 2010, malgré quelque dix milliards d'euros de bénéfice.

La chasse aux niches fiscales doit être "*progressive*", a estimé M. Carrez (UMP) : "*L'intérêt national commande que les grands groupes soient les plus compétitifs*". (lemonde.fr 06.07)

Commentaire d'un internaute.

- Quand on aura compris que le bonheur (relatif) des salariés des grandes entreprises (publique également) est bâti sur la précarité et la flexibilité dans la myriade de PME sous traitantes on aura bien avancé en France. Non seulement ces grandes entreprises paient très peu d'impôts mais elles bénéficient de tous les dégrèvements et avantages sociaux que leur offrent nos lois complexes.

## 3- Vietnam

Une jeune femme en robe argentée moulante pose devant une berline haut-de-gamme, au salon de l'automobile de Hanoï. Cette voiture représente près de deux siècles de salaire pour un Vietnamien moyen, mais les Audi et autres Mercedes se multiplient dans les rues de la capitale.

Un signe des inégalités sociales grandissantes et de la "*consommation ostentatoire*" dans un pays communiste qui s'est ouvert progressivement à l'économie de marché depuis 1986, selon John Hendra.

"*L'écart de richesse augmente entre les riches et les pauvres*", soulignait-il récemment avant de quitter son poste de patron de l'ONU dans le pays.

Jadis, le communisme vietnamien considérait les bourgeois comme des ennemis du peuple. Mais désormais, la richesse est acceptable, qu'elle provienne de la bulle immobilière, du commerce, de l'industrie ou d'une corruption endémique. Et les vendeurs de voitures en profitent.

"*Nous doublons nos ventes chaque année et je pense que nous allons continuer*", se réjouit Laurent Genet, directeur général d'Automotive Asia Ltd, importateur officiel d'Audi.

Au total, la vente de voitures particulières et de 4x4 a augmenté de 38% sur un an lors des quatre premiers mois de l'année, selon l'Association des constructeurs automobiles du Vietnam.

Si le Vietnam connaît depuis de nombreuses années une forte croissance, il se bat aussi contre de graves déséquilibres: 12,4 milliards de dollars de déficit commercial en 2010, une monnaie en chute libre et une inflation qui a atteint en juin 21% sur un an. (AFP 06.07)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 8 juillet

J'ai rajouté dans la *Tribune libre* le fichier suivant que j'avais oublié de mettre en ligne, ces camarades du NPA m'en excuseront : Débat révolutionnaire n°55. (animé par des militants du NPA) (24.06). J'ai mis en ligne plusieurs articles dans la rubrique *Economie* qui permettent de mieux comprendre la gigantesque crise actuelle du capitalisme. Ces articles ont été rédigés par des économistes et non des journalistes.

De mon trou en Inde.

Tous les jours en ce moment on subit jusqu'à une dizaine de coupures de courant par jour qui vont de quelques minutes à quelques heures, c'est délirant, parfois on a trois coupures en dix minutes ! J'ai rempli à moitié de bouteilles d'eau le compartiment congélateur du réfrigérateur pour éviter que la température monte trop dans la partie réfrigérateur en cas de longues coupures. Dès que le courant revient on se précipite pour mettre en route le moteur qui alimente le réservoir d'eau ; souvent une lumière reste allumée toute la nuit ; la nuit quand la climatisation est coupée on met en marche le ventilateur pour pouvoir dormir, puis 30 minutes plus tard le courant revient, alors il faut se relever pour éteindre le ventilateur, cela parfois 2 ou 3 fois dans la même nuit ; je n'ose même plus utiliser l'ordinateur de bureau la journée, je ne travaille plus que sur le portable dont je recharge la batterie quand il y a du courant ; la journée j'hésite à utiliser le ventilateur quand il n'y a pas de courant car on ne sait jamais s'ils vont le remettre dans 10 minutes ou 10 heures, du coup je crève littéralement dans la petite pièce où je bosse, j'ai une serviette à portée de la main pour m'éponger ; je programme de regarder le soir une émission ou un film sur TV5Monde Asie, pas de bol pas de courant où ils coupent à ce moment-là ; hier soir j'ai encore dîné dehors éclairé par une lampe de secours rechargeable, il faut aussi penser à la recharger systématiquement, etc. tout cela n'est pas bien grave, certes, mais quand vous essayez de vous concentrer sur un sujet et qu'en permanence vous devez penser à autre chose, cela vous perturbe, bref, il y a de quoi être sur les nerfs !

Le prix de la bouteille de gaz est passé de 340 à 410 roupies, le litre d'essence dépasse 1 euro, le litre d'huile végétale a atteint 1,5 euro, le kilo de boeuf et de poulet hier encore très bon marché dépasse les 2 euros le kilo, bref tout augmente ou presque à une allure folle et dans des proportions inconnues jusqu'alors. Hier il y a eu une manifestation à Pondichéry contre le chômage, plein de boîtes ferment ou sont menacées de fermeture. Je confirme que les salaires ont pratiquement doublé en 2 ou 3 ans, alors les boîtes qui fonctionnaient jusqu'à présent grâce à la main d'oeuvre bon marché ferment les unes après les autres.

Depuis un mois on héberge un de mes beaux-frères au chômage et qui s'est séparé de son épouse qui le harcelait en permanence pour qu'il trouve un emploi mieux pays. Je croyais que son salaire devait tourner autour de 3 000 roupies, alors que son dernier salaire était de 5 000 roupies, son épouse lui a demandé d'en trouver un à 8 000 roupies ce qui est quasiment impossible pour un chauffeur-livreur. On a décidé qu'après la vente de la maison on lui achèterait une voiture d'occasion, pour

qu'il fasse le taxi à son compte et puisse emmener Magueswary (mon épouse) à l'hôpital chaque semaine ou quand elle doit se déplacer hors de Pondichéry parce qu'elle n'est plus en état de faire de longs trajets en moto, quant aux transports en commun (le bus) il vaut mieux ne pas y penser ! Me voilà avec une nouvelle charge familiale sur le dos, mais j'estime que c'est normal.

En principe mon beaux-frère va rester vivre avec nous, il occupe le premier étage de la maison. Quand Magueswary sera repartie en France on va rester seuls tous les deux, je ne sais pas comment va se passer la cohabitation, normalement sa vieille mère devrait nous rejoindre et lui préparera ses repas, car un Indien est totalement incapable de s'assumer, depuis sa naissance il est assisté et on ne lui demande rien, sa mère et ses soeurs quand il en a lui servent de bonniches. Il lave lui-même son linge, c'est déjà pas mal, une excentricité pour 99% des Indiens, je parle des hommes qui considèrent leur épouse comme leur esclave, les femmes en général.

Infos économiques en très bref

1- Officiellement l'inflation est de 2,7% dans l'UE.

2- Les grandes banques internationales, sous la pression des autorités gouvernementales européennes pour s'entendre sur un roulement volontaire de la dette grecque, se sont réunies jeudi à Rome sans parvenir à un accord au lendemain de discussions inabouties à Paris. (Reuters 07.07)

3- A qui appartiennent les agences? Moody's est une société américaine cotée et indépendante, détenue à hauteur de 13% par le milliardaire Warren Buffett. Fitch appartient en majorité à la société financière française Fimalac, fondée par Marc Ladreit de Lacharrière et à hauteur de 20% au groupe Hearst. Standard & Poor's est détenu par l'éditeur américain McGraw-Hill Companies. (lefigaro.fr 07.07)

## Social

1- France

1.1- Etre pauvre et vieux est une tare dans leur société.

Déclarée grande cause nationale en 2011, la solitude touche 4 millions de Français de plus de 18 ans, soit 9% de la population, selon la Fondation de France.

Ce nombre est multiplié par deux chez les personnes pauvres, selon une étude de la Fondation de France publiée mercredi. "18% des personnes déclarant des revenus inférieurs à 1.000 euros par mois, sont en situation d'isolement objectif", souligne le rapport

"La déficience de moyens financiers engendre un accès restreint aux transports, à des lieux de sociabilité et une réticence à accueillir des invités à domicile, par manque de place notamment", note Odile de Laurence, responsable de l'observatoire de la Fondation de France, citée par le journal catholique La Croix.

Ainsi, les personnes pauvres ont plus de mal à créer ou à entretenir des relations stables, qu'elles soient familiales, amicales, professionnelles, associatives ou de voisinage, note la Fondation de France. (AFP 07.07)

1.2- Comment casser la mobilisation avant qu'elle ait lieu, mode d'emploi.

Ce jeudi 7 juillet était une journée d'action pour les salariés de PSA Peugeot Citroën confrontés à une menace de fermeture des sites d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et de Sevelnord (Nord).

A Aulnay, qui produit actuellement la Citroën C3 et où 3 600 salariés travaillent, environ 600 salariés ont débrayé pendant une heure, de 8 h 30 à 9 h 30. "Toute l'usine a été à l'arrêt complet, tous secteurs confondus", a déclaré Jean-Pierre Mercier, délégué CGT. Les salariés de l'équipe du soir sont également appelés à cesser le travail jeudi entre 16 h 50 et 17 h 50.

La centrale souhaite obtenir un "engagement devant le gouvernement et les syndicats" : "Nous nous sommes donné rendez-vous en septembre pour exiger des garanties écrites de la part de PSA pour maintenir l'emploi jusqu'en 2016", a indiqué Jean-Pierre Mercier. Lors d'un comité paritaire stratégique, représentants syndicaux et direction se rencontreront le 19 juillet prochain pour évoquer le sort de l'usine.

En parallèle, environ 1 200 personnes, selon les organisateurs, ont défilé jeudi matin à Valenciennes à l'appel de la CGT pour protester contre les délocalisations industrielles et le projet supposé de fermeture du site Sevelnord d'Hordain, qui compte 2 800 salariés et fabrique des monospaces et des utilitaires. Les salariés et des sous-traitants avaient été appelés à débrayer deux heures pour participer à la manifestation.

"Il s'agit de marquer le terrain et réaffirmer notre position de fond, c'est-à-dire le maintien et le développement de l'outil et la projection d'un nouveau véhicule sur les chaînes de Sevelnord pour 2014", a indiqué Jean-Pierre Delannoy, responsable CGT Nord - Pas-de-Calais.

Selon lui, la mobilisation a été notamment forte chez les petits équipementiers. "Les salariés des PME-PMI sont très réactifs parce qu'ils savent que d'ici la fin de l'année il y a un risque très important pour le site. Entre 10 000 et 11 000 personnes pourraient être impactées", selon M. Delannoy.

Toujours selon la note confidentielle dévoilée par la CGT, deux options auraient été examinées par la direction concernant ce site : fermer le site avec la reprise de l'activité par l'usine de Vigo, en Espagne, ou par une nouvelle unité dans un pays où la main-d'œuvre est moins chère, et maintenir la production avec le soutien financier de l'Etat. (lemonde.fr et AFP 07.07)

## 2- Ukraine

Des milliers de personnes ont manifesté jeudi devant le siège du Parlement ukrainien avant l'adoption finale par les députés d'un projet de réforme visant à repousser progressivement l'âge légal de la retraite de 55 à 60 ans pour les femmes et de 60 à 62 ans pour les hommes. (lemonde.fr 07.07)

## 3- Maroc

Les forces de sécurité marocaines ont utilisé jeudi matraques, canons à eau et gaz lacrymogènes pour disperser de nouvelles manifestations de chômeurs dans le centre du pays.

Ces incidents se sont déroulés dans la région de Khourigba, riche en phosphates, dont le Maroc détient les plus importantes réserves mondiales. En mars, des manifestations similaires avaient eu lieu à Khourigba devant le siège de l'Office chérifien des phosphates (OCP).

Le responsable local de la principale organisation de défense des droits de l'homme au Maroc, Hadjaj Assal, a rapporté qu'une trentaine de manifestants avaient été arrêtés depuis mardi et que certains d'entre eux étaient passés devant des tribunaux jeudi.

"Les émeutes continuent dans un quartier de Khourigba et dans les villes voisines de Hattan et de Boujniba", a-t-il dit à Reuters.

"Elles ont commencé lorsque l'OCP a publié une liste d'attribution d'emplois destinés à quelques centaines de personnes, alors qu'il y avait plus de 30.000 candidats. Ceci a beaucoup déçu les jeunes de la région", a-t-il ajouté.

Des habitants de Khourigba ont confirmé ces informations.

"Plusieurs personnes ont été blessées parmi les manifestants et la police. Les manifestants jetaient des pierres et les forces de l'ordre utilisaient des canons à eau et des gaz lacrymogènes", a confié l'un d'entre eux sous le sceau de l'anonymat. (Reuters 07.07)

## Economie

France. Déficit commercial record.

A 7,42 milliards d'euros, le déficit aggrave encore un peu sa précédente pire performance, enregistrée le mois précédent lorsqu'il avait franchi pour la première fois le seuil des sept milliards (7,17). Le déficit cumulé des 12 derniers mois s'établit à 63,42 milliards.

Sur les cinq premiers mois de l'année, le déficit commercial français s'établit ainsi à 33,4 milliards: un chiffre en hausse de 60% sur un an et qui représente déjà près des deux tiers du déficit annuel 2010 (51,4 milliards).

Le commerce extérieur français file donc à toute vitesse vers une nouvelle année noire après le solde négatif de 2010 (-51,5 milliards). En 2011, le déficit devrait même battre, et de loin, le record de plus de 55 milliards atteint en 2008, au plus fort de la crise.

Ce creusement accéléré s'explique notamment par la conjonction des faiblesses françaises à l'export et de la vigueur de ses importations.

"La France est, parmi les grandes économies industrialisées (hormis le Japon), celle qui a affiché la plus faible croissance de ses exports après le creux de la crise", souligne Alberto Balboni économiste du cabinet d'études Xerfi.

Alberto Balboni, du cabinet d'études Xerfi, prévoit un chiffre proche des 70 milliards, qui devrait peser sur la croissance. "*L'environnement économique actuel ne laisse pas présager d'amélioration*", prévient l'économiste, qui énumère les facteurs négatifs: ralentissement du commerce mondial, prix de l'énergie "*à des niveaux historiquement élevés*", et un euro fort par rapport au dollar, qui pénalise les exportations.

Parallèlement, les importations s'installent à plus de 41 milliards par mois, un niveau supérieur à celui d'avant crise. Cela s'explique entre autres par l'envolée des prix des hydrocarbures, qui gonfle la facture énergétique de la France.

Mais ce facteur structurel ne suffit pas à lui seul à expliquer la dégradation régulière de la balance commerciale: il ne fait qu'amplifier la faiblesse persistante de l'industrie française à l'export.

Ainsi, alors que le déficit commercial de l'industrie manufacturière a plus que doublé en moins d'un an (à 4,8 milliards en mai), l'excédent des matériels de transport a été divisé par trois et celui des industries agroalimentaires a augmenté de moins de 200 millions d'euros.

Pour le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, Pierre Lellouche, cette évolution traduit la concurrence de plus en plus vive à l'échelle mondiale dans des secteurs comme le transport ferroviaire ou le nucléaire.

"*Pendant très longtemps, les faiblesses du commerce extérieur en France ont été masquées par ce qu'on appelait les 'grands contrats'*", a-t-il déclaré jeudi à des journalistes. "*Mais les clients d'hier sont devenus les compétiteurs d'aujourd'hui.*"

Même si les services se portent probablement mieux que le secteur manufacturier, ces chiffres confirment un ralentissement marqué de la croissance économique au deuxième trimestre, estime Dominique Barbet, économiste senior chez BNP Paribas.

"*La croissance du produit intérieur brut au deuxième trimestre (+0,3% au mieux) devrait être très inférieure à celle du premier (+0,9%)*", écrit-il dans une note de recherche. (liberation.fr et Reuters 07.07)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 9 juillet

J'ai reçu hier un long courriel d'un ex-militant du POI (CCI). Je vais voir avec lui si je peux évoquer son contenu (ou une partie) dans le site. On a l'impression de vivre sous le régime de Beria ! Les robespierristes du POI feraient bien de réserver la terreur à notre ennemi de classe. Passons. "*Briser le consensus pour ne pas être brisé par lui*" écrit Gluckstein dans son dernier éditorial, si je me suis exilé en Inde il y a 15 ans, c'était justement parce que ce "consensus" menaçait de briser ma vie, cela ne date donc pas d'hier, et il en avait déjà brisée bien d'autres au cours des décennies précédentes, un simple rappel pour ceux qui l'ignoraient encore.

Sur ce, bon week-end à tous.

Les masses restent mobilisées en Espagne et en Grèce, mais leur mouvement piétine ou peine à progresser. Les travailleurs des autres pays de l'UE observent ce qui se passent dans ces pays, et ils peuvent constater que la mobilisation des dernières mois en Espagne et en Grèce n'a donné aucun résultat, donc ils ne sont pas franchement poussés à les imiter en France, tout du moins pour le moment. On a vu également que ces mouvements n'étaient pas hostile aux syndicats ou aux "petits partis" ouvriers, parfois ils les ont rejoints ponctuellement.

Les masses exploitées cherchent manifestement une issue à la crise du capitalisme qui les frappe violemment, ils rejettent tout nouveau plan d'austérité qui ne pourrait qu'aggraver leur situation déjà extrêmement précaire (à des degrés différents selon les pays). Pour le moment, elles se sont détournées des partis institutionnels, mais elles demeurent incapables de se retourner contre les institutions, contre l'Etat, contre les fondements du capitalisme. Si elles sont désarmées politiquement, elles doivent commencer à comprendre qu'elles ne trouveront pas d'issue dans le cadre du régime en place, il leur faut le balayer par une révolution prolétarienne et socialiste. Elles n'en sont pas encore à se poser cette question du pouvoir aussi nettement, alors la question est de savoir comment on pourrait les aider à avancer dans cette voie, comment faire en sorte qu'elle s'empare de cette question et qu'elle mûrisse au sein de toutes les couches d'exploités.

C'est en dressant ce tableau hier soir qu'il m'est venu une idée qui pourrait débloquer la situation. Tous les soirs je fais le point de la journée à la manière d'un bureau politique, je fais le tour de l'actualité du jour et j'essaie de tracer une perspective politique ou d'affiner mon analyse de la situation.



En Espagne et en Grèce les masses et la jeunesse ne comptent pas vraiment sur les partis institutionnels ou les dirigeants syndicaux pour les aider à aller de l'avant. Ils n'ont pas vraiment confiance non plus dans les "petits partis" ouvriers qu'ils ne connaissent pas la plupart du temps. Jusqu'à présent ils ne sont pas parvenus à fédérer leur mouvement et à lui donner une orientation politique, encore moins des objectifs politiques clairs auxquels la majorité du prolétariat pourrait adhérer, ils ne sont pas parvenus non plus à entraîner la majorité des travailleurs dans leur mouvement. Leur faiblesse est à la fois organisationnelle et politique.

Faire sauter l'obstacle des appareils et virer les bureaucrates, c'est possible.

On ne peut pas les orienter vers les partis pourris réformiste ou stalinien, par contre les avant-gardes révolutionnaires grecque et espagnole pourraient s'adresser à eux dans ces termes : il existe dans notre pays des syndicats qui sont trop faibles pour remplir leur rôle, de plus ils sont dirigés par des bureaucrates ignares ou corrompus par le système, adhérez-y par centaines de milliers ou millions et alors ce qui vous paraît impossible aujourd'hui ne le sera plus demain, vous serez en position d'imposer votre point de vue, vous en prendrez le contrôle et ferez sauter cet obstacle à la mobilisation générale de notre classe contre les capitalistes et leurs institutions, rejoignez en masse les "petits partis" ouvriers qui combattent pour la rupture avec le capitalisme, l'UE, le FMI et les institutions en place dans le pays, pour constituer la force politique qui servira de guide à la révolution...

Nous sommes tous des "indignés" face à la politique d'austérité du gouvernement complice de l'aristocratie financière et que nous rejetons en bloc... C'est en s'adressant aux travailleurs et aux jeunes dans les mêmes termes que ceux qui ont initié ces mouvements populaires de protestation qu'il serait possible de les toucher, de les organiser et de les recruter pour construire le parti, et non par un discours élitiste destiné à une minorité. Ce mouvement des masses n'aurait-il pas permis de vérifier le bien-fondé de la tactique que je n'ai cessé de proposer en vain ? Il aurait été appelé directement par un parti qu'il n'aurait pas été suivi, on a déjà pu le vérifier en France. Il faut donc contourner cet obstacle et s'adresser aux masses (localement) à partir des "comités politiques de résistance" ou à partir d'une assemblée de travailleurs sans qu'elle paraisse pilotée par un parti, mais sans non plus faire passer le parti à la trappe, la mention avec le soutien de tel ou tel parti ou telle ou telle organisation suffirait.

Je pense ici à la France où la situation est sensiblement différente toutefois. Il semblerait que seules certaines couches de la classe ouvrière soient durement frappées par la crise, et que le chômage n'ait pas atteint un niveau insupportable pour que les travailleurs se sentent aussi concernés qu'en Grèce ou en Espagne pour se poser la question de leur mobilisation, ou que leur niveau de vie n'ait pas suffisamment baissé du fait qu'il y a souvent encore deux salaires qui entrent dans un ménage et qui permettent de régler leurs dépenses.

Les travailleurs veulent résister mais inorganisés ils sont désarmés pour affronter l'Etat, il est donc impératif qu'il trouve la voie de l'organisation, c'est le discours qu'il faut leur tenir, tout le reste est du baratin qui entre par une oreille et ressort par l'autre sans qu'il en reste quelque chose.

On attend qu'un parti veuille bien daigner prendre en compte sérieusement cette orientation politique, je n'ai fait qu'en tracer les grandes lignes, j'allais écrire on espère, mais cela ne serait pas sérieux de notre part. C'est aux militants du POI, du NPA et de LO de l'imposer à leurs dirigeants. Tous les militants ne sont pas des militants professionnels, et les travailleurs ne sont pas des militants, le jour où nos dirigeants auront compris cela, on aura fait un bond en avant dans la bonne direction. J'ai envie de dire aux militants : faites parler votre cœur, soyez spontanés et direct au lieu de jouer aux théoriciens de la lutte de classe, vous verrez que cela marche mieux.

Tous les jours sur le Net on peut lire le témoignage de dizaines de travailleurs espagnols ou grecs qui expliquent qu'ils n'ont jamais fait grève de leur vie, qu'ils n'ont jamais participé à une manifestation ou une réunion politique, et qui se retrouvent là à piétiner sur une place avec des dizaines de milliers de travailleurs dans la même situation qu'eux, et d'ajouter qu'ils n'auraient jamais pensé un jour descendre dans la rue, ils en sont les premiers surpris, apparemment ils ne sont pas les seuls. Si nous ne sommes pas capables de tirer les premiers enseignements des expériences que sont en train de vivre les travailleurs de ces pays et qui nous serviront demain, c'est qu'on n'a pas les qualités requises pour diriger un parti ou qu'on va entraîner les militants de son parti dans une nouvelle impasse. Cela mérite réflexion, non ?

## Politique

1- Israël. Dictature sioniste sans frontière.

1.1- Des associations ont obtenu d'Hachette la modification de deux pages concernant la question palestinienne de son manuel d'histoire.

A Hachette, Myriam Simonneaux, adjointe au directeur de la communication, cherche à désamorcer la polémique qui enfle depuis le 5 juillet. Oui, des associations se sont plaintes de la manière dont le chapitre consacré à la Palestine (« L'ONU et la question de la Palestine ») était traité et oui, Hachette en a tenu compte : « *L'éditeur et l'auteur l'ont examiné de près et ont décelé sur deux pages des mots et des imprécisions qui peuvent prêter à interprétation.* » Et d'ajouter : « *Les modifications sont en train d'être effectuées en toute indépendance, il n'y a aucune raison de s'exprimer sur un processus en cours.* »

Les deux pages constituent un corpus de cinq photos, textes et cartes choisis pour que les élèves de première générale travaillent sur la question suivante : « *Comment l'Organisation des Nations unies (ONU) a-t-elle tenté de régler la question palestinienne ?* »

Cette présentation des faits déplaît fortement à l'association pro-Israélienne (et hostile aux Etats arabes de la région) Europe-Israël. C'est l'été et les professeurs doivent choisir le manuel scolaire avec lequel ils travailleront à la rentrée.

Certains, proches de l'association, l'ont alertée après avoir lu la double page. Le président Jean-Marc Moskovicz n'est pas resté les bras croisés : « *J'ai tout de suite envoyé une lettre au président d'Hachette, au Premier ministre et au ministre de l'Education nationale.* »

Jean-Marc Moskovicz est scandalisé : selon lui, le professeur qui a dirigé la rédaction de l'ouvrage « a pris des positions pro-palestiniennes ». Il déplore qu'Israël ne soit cité « qu'une fois en tout petit » et que le terme « *nakba* » (« catastrophe » en arabe) soit utilisé. La définition donnée, selon laquelle les populations palestiniennes ont été expulsées par l'armée israélienne pendant la guerre de 1948, est pour lui un pur mensonge : « *Ce sont les armées arabes qui ont appelé les Arabes de Palestine à s'enfuir. Tous ceux qui ont voulu revenir après la guerre ont pu le faire. C'est la Transjordanie, le Liban et la Syrie qui ont parqué les réfugiés dans des camps et les ont empêchés de revenir. Israël n'a expulsé personne.* »

D'autres associations se sont jointes à l'appel d'Europe-Israël. Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA) et son président Sammy Ghazlan redoutent que « *cet enseignement puisse amener les enfants à interpréter l'histoire, à haïr les juifs* ». Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) conteste également le contenu des pages.

L'auteur, Pascal Zachary, professeur dans un lycée de Nancy, est lui très agacé par cette polémique. Contacté par Rue89, il rappelle que le dossier ne porte pas sur la création d'Israël, qui n'est pas au programme, mais qu'il fait partie du chapitre « *Espoirs de paix au lendemain des conflits* », qui aborde le rôle de l'ONU. Selon lui, la polémique est creuse et il refuse de s'exprimer davantage. Il assure n'avoir subi aucune pression de la part d'Hachette.

L'historien Henry Laurens, titulaire de la chair « *Histoire contemporaine du monde arabe* » au Collège de France et qui a rédigé de nombreux ouvrages sur le question de Palestine, regrette que l'éditeur soit influencé par les critiques qui ont été formulées par le président d'Europe-Israël, connu pour sa lecture extrêmement partielle de l'histoire du conflit israélo-palestinien. Pour l'historien, sollicité par Rue89, les arguments avancés ne tiennent pas la route : « *Cela fait longtemps qu'il existe un consensus chez les historiens sérieux, israéliens compris, pour dire que les expulsions ont bien eu lieu. Il y a aussi eu des départs volontaires, mais comme c'est le cas à chaque conflit. Les populations veulent éviter les combats, comme en France en 1940 en France. Les Palestiniens ne sont pas gentiment partis de chez eux.* »

Il admet néanmoins que les deux pages rédigées sont maladroites : « *Il est dur de résumer un problème aussi complexe en deux pages. Cela manque d'une mise en contexte. Il ne faut pas oublier qu'en 1947, l'ONU est encore une petite institution qui n'a pas de pratique pour régler ce genre de situation.* »

Les modifications demandées par Europe-Israël sont cependant pires selon lui que la rédaction initiale de la double page. Pourtant, des changements vont bien être opérés. Selon Les Inrocks, la définition de la *nakba* sera étayée, pour préciser qu'il y a aussi eu des départs volontaires. L'expression « *conflit entre deux nations* » devrait être modifiée en remplaçant « *nations* » par « *peuples* ». (Rue89 08.07)

1.2- Environ 200 militants pro-palestiniens n'ont pas été autorisés à monter vendredi à bord d'avions à destination d'Israël, où les autorités ont mis en place un dispositif pour expulser ceux qui parviendraient tout de même à rejoindre l'Etat juif, a déclaré la police israélienne.

Plus de 300 passagers ont été interrogés vendredi à leur arrivée à Tel Aviv et ont été autorisés à rester tandis qu'au moins 65 personnes ont été expulsées, a dit Micky Rosenfeld, porte-parole de la police israélienne.

Après le blocage par la Grèce d'une flottille visant à briser le blocus maritime imposé par Israël à la bande de Gaza, des militants avaient prévu d'envahir l'aéroport Ben-Gourion, près de Tel Aviv, pour défier les restrictions d'accès imposées par les autorités à la Cisjordanie occupée. (Reuters 08.07)

## 2- Grèce

De crainte que ne soit perturbée la saison touristique qui vient de s'ouvrir dans la capitale grecque, le maire d'Athènes, Georges Kaminis, a appelé, vendredi 8 juillet, les représentants des '*indignés*' à trouver une solution pour rétablir l'image de la *place* Syntagma, dans le centre-ville, où ils campent depuis un mois et demi, en marge d'une mobilisation populaire inédite.

Selon le bureau de presse de la mairie, M. Kaminis a organisé une rencontre vendredi soir avec des représentants des

commerçants, des *'indignés'* et des employés municipaux pour *'trouver une solution et faire partir les campeurs sans violence'*. L'objectif est *'de rétablir en pleine période touristique l'image de la place Syntagma'*, où la relève de la garde présidentielle des evzones constitue une attraction prisée des visiteurs, a ajouté une responsable du bureau de presse.

Les représentants des *'indignés'*, qui doivent faire le point ce week-end sur la suite à donner à leur mouvement, ont réservé leur réponse à l'invitation du maire. Les *'indignés'* grecs, qui se sont inspirés des précurseurs espagnols de Madrid, ont rassemblé lors du lancement du mouvement, fin mai, des dizaines de milliers de sympathisants, mais ont vu leur nombre se réduire fortement ces dernières semaines.

La place Syntagma, située devant le Parlement, ainsi que des bâtiments voisins, dont deux hôtels de luxe, ont subi des dommages lors de violents incidents en marge d'une manifestation organisée le 29 juin contre le vote d'une loi d'austérité controversée. La mairie avait dit avoir recensé trois cents poubelles détruites et avoir ramassé plus de 20 tonnes de pierres et fragments de marbre, arrachés des trottoirs et de façades, utilisés comme projectiles tant par les manifestants que par des policiers. (lemonde.fr 08.07)

### 3- Egypte

Une manifestation monstre a pressé, vendredi, l'armée à rompre plus rapidement avec l'ancien régime.

Initialement convoquée par les forces libérales et laïques pour réclamer une nouvelle Constitution avant les élections législatives (programmées fin septembre), la manifestation de vendredi a donc changé d'objectif. Un recentrage qui a convaincu les Frères musulmans et les salafistes de revenir sur Tahrir, pour la première fois depuis de longs mois.

Sur la place, redevenue une gigantesque agora, n'en cohabitent pas moins des demandes diverses. Certaines sociales, comme la hausse du salaire minimum. D'autres politiques, comme la purge du ministère de l'intérieur et des médias officiels, ou l'exclusion des prochaines élections des membres de l'ex-parti au pouvoir.

Vendredi soir, les plus déterminés des manifestants ont promis de rester sur la place jusqu'à ce que toutes leurs demandes soient satisfaites. (lefigaro.fr 08.07)

### 4- Syrie

Des centaines de milliers de manifestants ont défilé vendredi sur la place al-Assi, dans la ville rebelle de Hama, dont le pouvoir tente depuis une semaine de reprendre le contrôle.

«*Plus de 150.000 personnes défilent sur la place al-Assi en affirmant le refus du dialogue avec le pouvoir et en appelant à la chute du régime* », a d'abord indiqué le chef de l'OSDH Rami Abdel-Rahmane.

Une estimation revue à la hausse quelques minutes plus tard: ils étaient en fait quelque 450.000, selon Abdel Karim Rihaoui, chef de la Ligue syrienne des droits de l'Homme. «*Aucune présence des forces de sécurité n'a été signalée*», a-t-il ajouté.

«*L'ambassadeur américain a rencontré à Hama des saboteurs (...) qui ont érigé des barricades, coupé des routes et empêché les citoyens d'aller à leur travail. L'ambassadeur a incité ces saboteurs à la violence, à manifester et à refuser le dialogue*», accuse au contraire le ministère de l'Intérieur syrien.

«*Nous sommes franchement un peu consternés*», a réagi en retour le secrétariat d'Etat.

On apprend également ce vendredi que l'ambassadeur de France, Eric Chevallier, s'est lui aussi rendu à Hama, jeudi, pour témoigner de «*l'engagement de la France aux côtés des victimes, de la population civile*».

«*Eric Chevallier s'est rendu notamment dans l'un des principaux hôpitaux de la ville où il a rencontré les équipes médicales, des blessés et leurs familles*», a déclaré à la presse le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Bernard Valero.

Le secrétariat d'Etat américain a affirmé que ces deux visites n'avaient pas été coordonnée entre les deux diplomates.

Au moins treize civils ont été tués, selon des militants. Dont deux dans le quartier Midane à Damas.

Les forces de sécurité ont tiré à balles réelles dans la ville côtière de Baniyas pour y disperser une «grande manifestation». «Les manifestants sont sortis des mosquées des quartiers sud de cette ville et des dizaines d'entre eux ont été arrêtés», selon l'OSDH.

Plus au nord, à Lattaquié, plus de 1.000 manifestants ont défilé de la Mosquée al-Rahmane. «*Les services de sécurité, armés, sont venus dans plus de 20 cars, ont dispersé les manifestants et ont arrêté certains d'entre eux*», a indiqué un militant sur place dans cette ville côtière.

A Alep (nord), peu touché par les manifestations jusqu'à présent, «*des milliers de personnes ont manifesté à Seif al-Daoula et Salheddine. Ils ont été attaqué par les forces de sécurité et la milice pro-régime*», a indiqué un témoin à l'AFP.

Des manifestations ont eu lieu également à Homs (centre), à Qatana: «*Plus de 7.000 manifestants ont défilé à Qatana, une localité au nord de Damas*», ainsi qu'à Saqba et à Jdeidet Artouz, dans la province de Damas.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, la ville de Homs est «*en ébullition*». «*Les manifestants ont recommencé à défiler dans cette ville*» en fin de journée, en protestation contre «*la répression*». «*D'intenses tirs ont été entendus dans le quartier d'al-Qoussour*», selon la même source, qui a précisé qu'«*un grand nombre d'agents de sécurité sont déployés*».

Dans la ville de Raqqa (nord), «*les forces de sécurité ont tiré à balles réelles et lancé des grenades lacrymogènes pour disperser plus de 1.000 manifestants. Au moins un d'entre eux a été blessé*», selon un militant sur place qui a requis l'anonymat.

Des milliers de manifestants ont défilé dans les régions kurdes: 4.000 à 5.000 personnes à Qamechli, et des milliers à Amouda. Ils ont exprimé leur solidarité avec Hama, et appelé à la chute du régime, a indiqué le militant des droits de l'Homme Radif Moustapha. (libération.fr 08.07)

## 5- Biélorussie

Le décor avait pourtant été particulièrement soigné. Des milliers de soldats alignés au millimètre près, des citoyens sagement regroupés dans les tribunes officielles, un défilé d'engins militaires savamment orchestré et une immense estrade dressée à la démesure de celui qui se trouvait en son centre : Alexandre Loukachenko, l'homme fort de la Biélorussie. Ce dernier, souvent qualifié de "*dernier dictateur d'Europe*", se livrait comme d'habitude à une diatribe contre l'opposition biélorusse, contre l'Europe, contre le monde entier...

Tout semblait bien rodé, donc, pour ce jour de fête de l'Indépendance, le 3 juillet dernier. Sauf que quelque chose d'inhabituel s'est produit pendant cette cérémonie. Un détail qui aurait presque pu passer inaperçu. Le silence. Un silence assourdissant qui s'est abattu sur le discours du président Loukachenko. Aucune réaction du public, aucun cri, aucune manifestation de joie ou même, pourquoi pas, de colère. Et surtout, aucun applaudissement. Chaque envolée lyrique de l'orateur se concluait par un blanc, aussi pesant qu'inhabituel (voir la vidéo ci-dessous). Alexandre Loukachenko, de son côté, ne semblait guère ému par cet apparent désintérêt à son discours. Et pour cause, c'est lui qui a interdit à son peuple de l'applaudir.

### Un pays "à bout de souffle"

Une décision qui ne doit rien à un sursaut d'humilité du dictateur biélorusse. Bien au contraire. Loukachenko a pris cette mesure inédite après que ses détracteurs eurent décidé d'un moyen d'action plutôt inédit : des applaudissements incessants, dans toutes les villes du pays, comme signe de protestation au régime en place. L'appel a été largement diffusé à travers les réseaux sociaux du pays, Facebook, mais aussi son équivalent russophone Vkontakte. Et dans un pays confronté à sa plus grave crise depuis l'arrivée au pouvoir d'Alexandre Loukachenko, en 1994, l'idée a fait tache d'huile. Ainsi, pendant plusieurs semaines, en juin, les rues de Minsk et des autres villes du pays ont offert l'étonnant spectacle de passants applaudissant à tout rompre un spectacle de pauvreté et de désespoir. (lepoint.fr 08.07)

## Social

### 1- France

Avec la crise, les Français ont changé leurs comportements alimentaires, créant des listes d'indispensables, faisant la chasse aux promos et achetant plus de sec que de frais ou encore des saucisses plutôt que de la viande rouge, indique vendredi une étude de FranceAgrimer.

Selon cette étude qualitative portant sur 2008 et 2009 et réalisée par le cabinet CCCM, les familles frappées par la crise ont modifié leur rapport à l'approvisionnement: augmentation du temps consacré aux courses, établissement d'une liste d'indispensables, montant à ne pas dépasser, utilisation plus importante des tickets de réduction ou chasse aux promos.

Dans le même temps, la cuisine "*maison*" a progressé alors que les sorties au restaurant ont baissé, selon l'établissement public.

La viande n'est plus indispensable à tous les repas et la viande rouge a été délaissée au profit de la viande blanche moins chère.



De même un transfert s'est opéré des produits carnés vers des produits dérivés: saucisses, nuggets, raviolis ou boulettes.

Quant aux produits de la mer, ils ont eu du mal à résister à la baisse de revenus des ménages, les espèces les moins chères comme la sardine étant préférées au thon. Côté fruits et légumes, les produits hors saison sont sortis du panier de la ménagère et le reste plutôt acheté chez les discounters etc.

La part de l'alimentation dans les dépenses des ménages français est passée de 34,6% dans les années 60 à 19,8% en 2009, soit le deuxième poste derrière le logement (25,7%, contre 11,8% il y a 50 ans). (AFP 08.07)

## 2- Corne de l'Afrique

Un demi-million d'enfants risquent de mourir de faim rapidement dans l'est de l'Afrique en raison de la sécheresse et de la hausse des prix des denrées alimentaires, a prévenu vendredi l'Unicef.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance souligne que, sur l'ensemble de la région, plus de deux millions d'enfants souffrent de malnutrition.

Il ajoute que la situation s'est fortement dégradée en raison de *"la pire sécheresse qu'ait connue la région en 60 ans, (de) la hausse des prix des denrées alimentaires de base et (du) conflit qui déchire la Somalie depuis des années"*, ce qui provoque de *"grands déplacements de population"*.

Le taux de malnutrition dans la Corne de l'Afrique a ainsi augmenté de 50% au cours de l'année écoulée.

*"Nous avons plus de deux millions d'enfants qui souffrent de malnutrition. Un demi-million de ces enfants sont en danger de mort à l'heure actuelle"*, a dit Marixie Mercado, porte-parole de l'Unicef, au cours d'une conférence de presse. (Reuters 08.07)

## 3- Etats-Unis

L'économie américaine a créé très peu d'emplois au mois de juin et le taux de chômage s'est accru, douchant les espoirs de ceux qui pensaient voir se confirmer la reprise économique des Etats-Unis.

Le mois dernier, 18.000 emplois non-agricoles ont été créés, selon les statistiques officielles publiées vendredi par le département du Travail.

*"Cela indique que la stagnation de l'économie se poursuit. La croissance des revenus est marginale et rien n'indique donc une dynamique"*, commente Pierre Ellis, analyste chez Decision Economics à New York.

Le département du Travail a en outre révisé à la baisse les chiffres des mois d'avril et mai, qui indiquent désormais 44.000 créations d'emploi de moins qu'initialement annoncé.

Le seul secteur privé a créé en juin 57.000 postes, et contribue à l'ensemble de la hausse mensuelle, puisque la fonction publique a de son côté supprimé 39.000 emplois.

Pour simplement absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail, il faudrait entre 125.000 et 150.000 créations d'emploi par mois.

Et il paraît difficile de compter sur la Réserve fédérale pour donner un coup de coupe dans la mesure où celle-ci a bouclé la semaine passée son deuxième programme d'assouplissement quantitatif, qui a passé par l'achat de 600 milliards de dollars d'obligations du Trésor.

La durée hebdomadaire du travail a diminué à 34,3 heures en moyenne contre 34,4 heures. Le patronat hésite à faire travailler plus au vu de l'incertitude qui entoure la reprise.

Le salaire horaire moyen a diminué d'un penny, signe que l'inflation par les salaires n'est pas un réel problème. (Reuters 08.07)

## Economie

### 1- UE.

1.1- Les pays de l'Union européenne s'apprêtent à promettre de soutenir les banques ayant échoué aux tests de résistance dans



le cas où elles ne pourraient pas lever des capitaux dans les six mois, selon un projet de document préparé pour les ministres des Finances.

"Dans le cas où les banques concernées sont incapables de mettre en oeuvre un plan crédible en fonds propres aux dates spécifiées, il est prêt à prendre les mesures nécessaires pour maintenir la stabilité financière", lit-on dans le document obtenu par Reuters. (Reuters 08.07)

1.2- Les pays de la zone euro devraient renoncer à leur souveraineté en matière d'émission de dette et confier ces pouvoirs à Bruxelles, a déclaré vendredi Lorenzo Bini Smaghi, membre du directoire de la Banque centrale européenne.

Il souhaite que le pouvoir d'émettre des obligations d'Etat soit confié à Bruxelles, ce qui éviterait que les membres aillent au-delà des limites qui devraient être les leurs. "Les Etats membres pourraient transférer leurs droits d'émission à une autorité supranationale, jusqu'à un certain point qui serait fixé par le Conseil." (Reuters 08.07)

## 2- France

### 2.1- Quelle crise ?

Les valeurs européennes du luxe ont atteint des plus hauts vendredi portées par les récentes fusions et acquisitions, les anticipations de bons résultats semestriels, les marchés émergents et par l'appétit des investisseurs pour des entreprises disposant d'une bonne marge de fixation de leurs prix.

Alors que les premières publications semestrielles vont commencer la semaine prochaine, des analystes s'attendent à une année record pour le luxe européen en termes de ventes et de marges. (Reuters 08.07)

### 2.2- Patrons voleurs.

75.468 foyers fiscaux ont déclaré détenir un ou des comptes à l'étranger sur leur déclaration de revenus 2009, faite en 2010, contre 29.612 deux ans plus tôt!

D'une manière générale, le contrôle fiscal est une activité rentable pour les finances publiques: en 2010, il a rapporté 16 milliards d'euros, d'après Bercy. Selon la même note de la Direction générale des finances publiques, les contrôles fiscaux externes, c'est-à-dire les contrôles avec visite dans l'entreprise ou chez les particuliers, qui vont plus loin que les simples contrôles sur dossier, ont à eux seuls généré 7,95 milliards d'euros de redressements d'impôt.

Les redressements d'impôt sur les sociétés (IS) suite à un contrôle externe ont atteint 3,4 milliards en 2010, au lieu des 2,5 milliards retrouvés habituellement chaque année. Et l'IS a dépassé l'an passé la TVA comme principale source de redressement. Comme les années précédentes, l'impôt sur le revenu a représenté à peine 9% des redressements. Il est vrai que sur les 51.572 contrôles externes, un peu plus de 3800 ont concerné des particuliers. Le fisc se concentre d'abord sur les entreprises. (lefigaro.fr 08.07)

### 2.3- Ménager les trusts pharmaceutiques au détriment des plus pauvres.

La baisse en France du taux de remboursement de certains médicaments devrait avoir un impact limité sur les grands groupes pharmaceutiques mais elle pourrait affecter les petits laboratoires dont le portefeuille de produits est plus ancien et moins diversifié.

Afin de réduire la facture de la Sécurité sociale, l'Agence de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps) a décidé de passer au crible 100 à 200 molécules avant la fin 2011 afin de juger de leur efficacité.

Au total, l'ensemble des produits qui on eu une autorisation de mise sur le marché avant 2005, soit 4.000 médicaments, sont potentiellement menacés de déremboursement si, selon le jargon de la Haute Autorité de Santé (HAS), leur "service médical rendu" était jugé insuffisant où faible.

L'Afssaps se prononce à partir des préconisations de la commission de la transparence de la Haute Autorité de santé (HAS) qui, régulièrement, passe en revue toute la pharmacopée française.

Ces mesures ont abouti l'an dernier à la réduction de 35% à 15% du taux de remboursement de près de 200 médicaments.

Sur fond de suspicions d'effets secondaires hépatiques entourant le médicament, la HAS vient également de juger insuffisant le service médical rendu par le Multaq, l'anti-arythmique de Sanofi, aujourd'hui remboursé à hauteur de 65%.

Cette recommandation ouvre la voie à un déremboursement d'un médicament que le champion tricolore avait un temps classé comme un produit pouvant générer un milliard d'euros de ventes annuelles.

En présentant en juin dernier sa réforme du médicament, le ministre Xavier Bertrand avait été clair : la collectivité cessera de prendre en charge les produits au service rendu insuffisant.

*"On va travailler dans ce sens et passer au crible à terme la pharmacopée et tous ceux qui feront l'objet d'un service médical insuffisant feront l'objet d'un déremboursement. C'est un processus qui est assez long",* souligne-t-on au ministère de la Santé.

Toutefois, l'impact de cette décision est jugé marginal sur la santé d'un secteur dont la croissance est alimentée par les défis liés au vieillissement et par une demande de nouveaux médicaments.

De fait, commente l'analyste d'une grande banque, "l'impact des déremboursements est limité pour les grands laboratoires car ils concernent la queue de portefeuille, surtout des produits de confort, et non des produits innovants".

En tout état de cause, les laboratoires dont les médicaments ne seront plus remboursés auront toujours la possibilité de vendre leurs molécules en libre accès là où les prix ne sont pas réglementés ce qui peut permettre de compenser partiellement la baisse de volume liée aux déremboursements.

Reste que les plus petits laboratoires ne sont pas toujours équipés pour poursuivre la vente de leurs produits dans ce circuit. (Reuters 08.07)

Décryptage :

1- ils déclarent que des médicaments ne sont pas efficaces.

2- ils décident de moins les rembourser.

3- pour palier la perte de certains clients (leur vocabulaire), les plus pauvres, ils vont mettre ces médicaments en vente libre plus chers pour ceux qui auront les moyens de les acheter, cela compensera la baisse de leur chiffre d'affaires dûe à la baisse de la consommation des plus pauvres, sinon ces derniers se saigneront pour soulager leurs souffrances.

4- épuration, en procédant au déremboursement des médicaments de petits laboratoires qui ne vivent que grâce à la vente de ces médicaments, ils vont les évincer du marché ou les obliger à se faire racheter par un trust pharmaceutique.

3- Chine. Endettement massif, bulle immobilière, inflation, un cocktail explosif à terme.

Le risque lié au gonflement de la dette "cachée" des régions et entreprises parapubliques chinoises s'apparente à la crise des "subprimes" que personne n'avait vu venir, estime le directeur des gestions d'Amundi.

Cette dette périphérique en forte croissance risque un jour d'être ramenée dans le périmètre de la dette souveraine de la Chine à la faveur d'un dégonflement de la bulle immobilière, a expliqué Romain Boscher lors d'une interview accordée à Reuters.

*"La hausse de la dette s'est faite surtout dans les régions chinoises. On parle de "shadow accounting", une part de la dette est laissée dans l'ombre. C'est un peu comme les "subprimes" qui étaient une dette que l'on n'avait pas trop vu grandir parce qu'elle était portée par des véhicules hors bilan",* a-t-il dit.

*"En Chine, c'est un peu cela aussi : quand on voit des régions ou des entreprises parapubliques s'endetter, cela n'apparaît pas trop dans les chiffres. Comme ces régions ont vécu, un peu comme en Espagne, sur la bulle immobilière, si celle-ci se calme, elles ne pourront pas rembourser leur dette, qui risque de revenir dans la périmètre de la dette d'Etat."*

*"Les 'subprimes' du moment, c'est un peu toute cette dette périphérique chinoise. On se demande à quel moment elle va être reconnue comme étant une dette d'Etat",* a-t-il précisé.

Face à un manque de transparence, le risque de mauvaises surprises en provenance des pays émergents sur la question de la dette, mais aussi de la croissance et de l'inflation, fait peser des incertitudes bien plus lourdes sur les marchés financiers que la crise de la dette européenne, estime Romain Boscher.

"C'est dans les zones émergentes qu'il y a un risque inflationniste, un risque de dette cachée."

"On a deux mondes: un monde de valeurs financières toujours enfermé dans une problématique qui est le risque d'augmentations de capital, (...) alors que dans le monde non financier, au contraire, non seulement il n'y a pas d'augmentations de capital, mais au contraire des rachats d'actions", a-t-il dit.

A moyen terme, la capacité des pays occidentaux à juguler leur surendettement sans provoquer de crise systémique dépendra beaucoup du rythme de la croissance mondiale, a-t-il ajouté.

"Le vrai risque est que la croissance ne nous permette plus de rembourser notre dette, pas seulement en Grèce", a-t-il dit. (Reuters 08.07)

Haut de page ↗

---

Le 10 juillet

Une assemblée constituante, pourquoi pas, mais pour quoi faire nous interrogeons-nous dernièrement, réponse :

Un article du 2 juillet du journal algérien *Le Soir*, à propos du 21<sup>e</sup> anniversaire du Parti des travailleurs (PT).

Titre : *Algerie : Louiza Hannoune représentant personnel du président de la République?*

"... le parachèvement du processus de réconciliation nationale passe à ses yeux par la «dissolution du Parlement» et la tenue d'une «assemblée constituante». «C'est la seule voie qui nous mènera à en finir avec les résidus du parti unique», a-t-elle déclaré. Une démarche, ajoute-t-elle, que partage le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. "Lui-même est partisan de cette idée et a avoué qu'il était nécessaire d'aller vers une assemblée constituante, que l'actuelle législature est invalide pour rédiger une nouvelle Constitution. " "

(<http://iferhounen.blogs.nouvelobs.com/archive/2011/07/02/algerie-louizahannoune-representant-personnel-du-president-d.html>)

Ah ben si même Bouteflika est favorable à l'élection d'une assemblée constituante, c'est forcément qu'il doit y trouver son compte quelque part, sans oublier la classe qu'il représente et l'armée, non ?

Et puis il peut exister deux sortes d'assemblée constituante : une qui a pour seule tâche la rédaction d'une nouvelle constitution, et l'autre qui en principe constitue ou légifère, mais en réalité dans les deux cas l'assemblée constituante s'inscrit dans le cadre du régime en place sans le remettre en cause, elle s'octroie des pouvoirs et prend des mesures qui seront soumises au contrôle des institutions existantes et qui en aucun cas ne devront porter atteinte à l'ordre établi sous peine d'être dissoute ou d'être réduite à l'impuissance par un moyen ou un autre.

Il faut bien comprendre qu'au moment de sa formation, l'assemblée constituante ne peut être composée dans son immense majorité que de partisans de l'ancien régime ou du capitalisme, elle est ainsi une institution typiquement bourgeoise, ce qui explique et permet de comprendre pourquoi la bourgeoisie n'est pas finalement contre sa convocation, bien qu'elle préférerait garder les institutions en l'état et s'en passer, car elle sait qu'à l'arrivée elle lui sera favorable. Une assemblée constituante ainsi composée ne prendra jamais des décisions révolutionnaires ou socialistes. En imaginant un instant le contraire, l'armée interviendrait immédiatement pour la dissoudre.

J'attendais avec une certaine impatience l'assemblée constituante en Tunisie pour remettre les pendules à l'heure sur cette question ou ajouter cette précision à mon argumentaire, c'est fait plus tôt que prévu grâce à Louiza Hannoune et Abdelaziz Bouteflika.

Un fait divers, une loi liberticide ou plutôt un arrêté municipal qui a valeur de loi. Une milice privée.

L'arrêté municipal a été pris, le 19 mai, à la suite de deux affaires graves qui ont marqué le village et concerné de jeunes adolescentes : un coma éthylique et un viol.

Lassé de la tournure prise par les événements, Gérard Schivardi a décidé de prendre une décision, dont il a fait contrôler la légalité par les services de l'État. Il interdit de fait aux moins de 17 ans de circuler dans les rues du village entre 22 h et 6 h.

À défaut de police municipale, c'est lui-même qui patrouille quotidiennement pour vérifier le respect de ce texte. Et depuis lors,

selon lui, le calme est revenu. (midilibre.fr/ 06.07)

Et Schivardi d'en rajouter une couche dans un autre article du *Midi Libre* : "Si on remettait la peine de mort pour les barbares qui s'en prennent aux gamins, je serai d'accord. Je pense aux parents du garçon dont on a retrouvé une jambe (NDLR : à Pau)."

Communiqué de Gérard Schivardi

J'étais au Parti socialiste lorsqu' en 1981 le ministre Badinter a fait voter une loi interdisant la peine de mort dans notre pays.

Je me suis félicité à l'époque de cette loi du gouvernement Mitterrand (l'une des rares mesures de progrès à mettre à son actif) qui reste en vigueur aujourd'hui. Je m'en félicite encore aujourd'hui.

On comprendra que les propos qui me sont prêtés par la presse selon lesquels je serais favorable au rétablissement de la peine de mort ne correspondent ni aux propos que j'ai tenus comme maire de Mailhac ni aux positions du Parti ouvrier indépendant dont je suis l'un des secrétaires nationaux. Mailhac le 7 juillet 2011

Schivardi dit une chose puis sort un communiqué pour nier qu'il l'aurait dit. Voilà où en est rendu le POI !

Précisons que ces incidents ont eu lieu dans l'après-midi du 1er mai dans le premier cas, dans le second nous n'en savons rien. Messieurs, personne ne vous oblige à vous présenter aux élections municipales (ou législatives) pour ensuite devoir jouer au justicier (ou au milicien) dans votre commune, faire respecter par tous les citoyens la Constitution bonapartiste de la Ve République ou appliquer la politique du gouvernement. Ayez au moins le courage d'en affronter les conséquences. La participation aux institutions antidémocratiques de la Ve République a un prix et vous le connaissez parfaitement, de notre côté nous refusons d'y participer car nous considérons cette concession totalement inacceptable et contraire au combat politique que nous menons.

En tant qu'élu vous êtes amené à exécuter les basses oeuvres que le régime est incapable d'accomplir ou dont il vous délègue la responsabilité, ainsi que vous le vouliez ou non vous en êtes bien le complice. La décomposition de tous les rapports dans la société est le produit de la survie du capitalisme qui conduit à la barbarie, jusque dans les actes les plus insignifiants de la vie quotidienne rendant l'existence quasiment insupportable à la population. Vous n'êtes pas sans le savoir, n'est-ce pas ?

Vous pouviez vous contenter de combattre le régime en place, ce ne sont pas les moyens qui manquent, mais pour des raisons politiques qui nous paraissent totalement injustifiées vous avez décidé de mettre la main à la pâte en participant aux institutions qui le supportent, du coup vous voilà contraint d'emprunter ses méthodes pour réprimer une partie de la population dont le comportement est l'expression et le produit de la décomposition de la société. En passant vous faites le jeu des adeptes des milices de la Droite populaire de l'UMP et du FN.

Schivardi n'est pas un maire comme les autres, il est un des quatre porte-parole du POI et sans doute le plus connu dans le pays. J'ai lu dernièrement plusieurs articles parus dans le *Midi Libre* (disponible sur le Net) dans lesquels les journalistes assuraient que Schivardi était déjà en campagne électorale pour la présidentielle suite aux discours qu'il leur avait tenus, alors que le POI n'a pas encore pris la décision de participer ou non à la prochaine élection présidentielle. Les camarades du POI apprécieront sans doute, trois ans auparavant c'était par les médias qu'ils avaient appris que leur parti, le PT, allait disparaître par la voix de monsieur Schivardi qui ne faisait même pas partie du PT, une conception plutôt curieuse de la démocratie, mais qui ne nous étonne pas du tout. Les militants de ce parti qui estiment que le POI est démocratique ont vraiment de gros problèmes politiques à régler, à moins qu'ils ne fassent l'autruche.

Interdire à des jeunes de moins de 17 ans de sortir de chez eux après 22h me rappelle les terribles frustrations que j'ai connues quand j'avais cet âge et lorsque mes parents m'interdisaient de sortir le soir, alors que mes potes allaient au cinéma à la séance dite de minuit, mais qui en réalité se situait entre 22 et 22h30, et tous les week-end ils sortaient jusqu'à 23h ou minuit pendant que je ruminais ma haine contre mes parents. Du coup mes copains me tenaient un peu à l'écart, je ne faisais pas vraiment partie de la bande, je ne partageais pas les mêmes distractions qu'eux, je n'avais rien à raconter le lendemain, au point de se demander pourquoi ils acceptaient ma présence parmi eux, pour un peu j'étais devenu un paria (déjà, quel destin !), leur souffre-douleur comme il y a des têtes de Turc à l'école. J'ai terriblement souffert de cette discrimination, la solitude est aussi difficile à supporter quand on est jeune que lorsqu'on est vieux.

Heureusement, j'ai réussi à reporter la haine que je vouais à mes parents sur la société, mais si j'en juge par le constat que chacun a pu déjà faire depuis longtemps, ce n'est pas le cas de la majorité des jeunes qui sont à la fois plus fragiles et plus matures qu'autrefois, donc même sur ce plan-là on ne peut pas soutenir la décision de Schivardi. De plus son arrêté municipal est particulièrement discriminatoire envers les jeunes de sa commune, car les jeunes des communes environnantes iront passer leur soirée ailleurs qu'à Mailhac, tandis que les jeunes de cette commune resteront cloîtrés chez eux après 22h, y compris pendant les week-end et les vacances scolaires ou d'été, ce qui est une injustice qui s'ajoutent à bien d'autres dont les jeunes sont victimes. Imaginez un instant les gosses de Mailhac qui ont entre 15 et 17 ans et qui ont des potes dans les communes environnantes ou l'inverse : plus possible d'envisager une sortie le soir ensemble, ils devront rester cloîtrer dans leur village respectif.



Schivardi fait penser à ces maires hypocrites qui prennent des arrêtés pour chasser de la vue des citoyens repus ou à la bonne conscience les épaves que la société a produites et qui dérangent leur petit confort, je parle des clochards de plus en plus nombreux et de plus en plus jeunes qui déambulent ivres, camés, bruyants ou agressifs dans les centres villes et que chaque maire verrait bien en dehors des murs de sa commune. Place nette comme à Madrid ou à Athènes !

Monsieur Schivardi, à votre place je démissionnerais car voyez-vous, plus la société va se décomposer et plus la situation qui consiste à avoir un pied dans chaque camp va devenir intenable. Vous voilà pris à votre propre piège, cela va en faire marrer plus d'un je vous assure ! En 1937 les "socialistes" ont envoyé la mitraille contre les manifestants à Clichy pour faire respecter l'ordre dit républicain dont vous vous réclamez également, demain vous serez amené à prendre la même décision pour maintenir l'ordre dans votre commune.

On ne peut pas se réclamer du socialisme et prendre des mesures policières contre une partie de la population pour maintenir l'ordre en vigueur qui n'est pas le nôtre. D'où contrairement à vous, notre refus de défendre cette République dans laquelle vous vous reconnaissez.

Il rétorquera que cela n'a rien à voir avec le régime, qu'il s'agit d'un problème de "salut public", il aurait employé cette expression. On vous accorde volontiers d'être animé de bonnes intentions envers les jeunes de votre commune ou les jeunes en général, loin de nous l'idée de le remettre en cause, la question n'est pas là, elle est politique, vous militez dans un parti politique et vous êtes le porte-parole d'un parti politique qui combat sur une ligne politique pour des objectifs politiques, donc chaque décision que vous prenez se charge d'un contenu politique.

Là en l'occurrence il s'agissait d'une question qui avait un rapport direct avec la situation dans laquelle se trouve la société, particulièrement sa jeunesse, fragile et fougueuse par essence, un rapport entre la jeunesse et les valeurs morales minimums que chacun devrait respecter dans la société pour qu'elle ne retourne pas à l'état de sauvagerie qu'elle connaissait à l'aube de la civilisation humaine, valeurs que l'Etat lui-même et ses représentants piétinent à longueur de temps. C'est donc contre l'Etat qu'il fallait mener ce combat au lieu de vous substituer à lui, en intervenant de la sorte vous êtes sorti du terrain de la lutte des classes sur lequel devrait se mener notre combat, pourquoi, parce qu'il vous faut à tout prix trouver un remède à un problème qui vous dépasse et pour lequel il n'existe pas de solution dans l'état actuel des choses, en dehors de la répression que manie à loisir le régime contre la jeunesse.

Quand on réfléchit un peu, on constate que l'attitude de Schivardi est conforme à la politique menée par les dirigeants du POI et leurs prédécesseurs depuis toujours, qui consiste à favoriser le mouvement spontané des masses, à privilégier la recherche de résultats immédiats, à subordonner les objectifs politiques à des revendications sociales au lieu de faire l'inverse, pour finalement abandonner ces objectifs politiques et se retrouver 70 ans plus tard au même point. Des administrés de votre commune vous interpellent sur une question, au lieu de vous en tenir à la lutte des classes et de leur répondre sur le terrain politique, vous prenez un arrêté liberticide pour leur donner satisfaction et finalement emboîter le pas à Sarkozy, Guéant et Cie. vous avez tout faux sur toute la ligne.

Démissionnez monsieur Schivardi, cela s'adresse à tous les élus qui prétendent combattre pour le socialisme, sinon demain vous serez amenés à prendre en charge les conséquences des dérives du régime et à vous en faire le complice. Voudriez-vous être assimilé à la députée-maire de Montauban, lire ci-dessous ?

## Politique

France

1- Montauban des accusés.

Brigitte Barège, députée-maire de Montauban a fait savoir à la presse qu'elle allait prendre deux arrêtés.

Le premier arrêté "*interdira de se promener torse nu hors des lieux de baignade*" et sera applicable jusqu'au 4 octobre prochain.

Le deuxième arrêté "*interdira les rassemblements et attroupements troublant manifestement l'ordre public*", annonce la Maire

La Dépêche rappelle les interdictions qui sont déjà en vigueur dans cette ville : "*il est interdit de mendier, de consommer de l'alcool sur les lieux publics, d'étendre du linge aux fenêtres, de faire du bruit hors certains horaires, de cracher, de laisser traîner ses poubelles... et la circulation des mineurs est également réglementée...*" (lepost.fr 09.07)

1.2- Ordre, légalité, arbitraire, abus de pouvoir.

Hermann Fuster, condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir empoigné par la veste Nicolas Sarkozy, a été



suspendu provisoirement de son emploi au Conservatoire de musique et de danse d'Agen et passera en conseil de discipline, a indiqué samedi 9 juillet la mairie de la ville.

Hermann Fuster est 'un employé de la mairie d'Agen, titulaire de la fonction publique territoriale et donc soumis, comme tous les fonctionnaires, à des obligations', explique dans un communiqué le député-maire d'Agen, Jean Dionis du Séjour, qui estime que 'par rapport à ces obligations, l'acte d'H. Fuster est clairement une faute avérée'. 'C'est pourquoi, en application des textes en vigueur, la municipalité d'Agen a décidé de saisir le conseil de discipline de la mairie qui sera présidé par un magistrat du tribunal administratif', poursuit le maire.

Estimant la présence du jeune homme 'non souhaitable parmi le personnel municipal', la mairie lui a notifié vendredi 'sa suspension a effet immédiat jusqu'à la réunion du conseil de discipline', dont la date n'a pas été précisée.

Hermann Fuster, 32 ans, a été condamné à six mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel d'Agen pour avoir violemment agrippé par la veste le président de la République Nicolas Sarkozy, lors du déplacement de ce dernier, le 30 juin, à Brax, à côté d'Agen. Le tribunal a assorti sa peine d'une mise à l'épreuve de trois ans, d'une obligation de soins en milieu hospitalier et d'un stage de citoyenneté de deux jours. Le parquet n'a pas fait appel de cette condamnation.

A l'audience, l'employé municipal avait assuré avoir plutôt voulu pousser 'un coup de gueule' que 'mettre un poing dans la gueule' du président de la République qui n'a pas porté plainte. (lemonde.fr 09.07)

Monsieur Fuster n'était pas en service à ce moment-là, donc le maire exerce un abus de pouvoir. Il faudrait défendre ce monsieur. Qui en aura le courage ?

Un jour discutant avec une secrétaire du consulat de France à Pondichéry et abordant une question politique, elle a refusé de me dire ce qu'elle pensait en ajoutant "je suis fonctionnaire, je ne fais pas de politique". No comment.

2- Belgique. On ne veut pas lui "**enlever**", on lui laisse !

Dans un long entretien à la revue française Politique Internationale qui paraîtra le 12 juillet, le leader indépendantiste flamand Bart De Wever confie à plusieurs reprises son admiration pour Nicolas Sarkozy et affirme que s'il vivait en France, il serait membre de l'UMP. Pour le chef de l'Alliance néo-flamande (NVA), dont l'essentiel du propos est publié samedi 9 juillet par La Libre Belgique, le président français fait preuve "de conviction, d'intelligence et de travail". "Il ose réformer et a une authenticité qu'on ne peut lui enlever", ajoute M. De Wever, seulement surpris par "le style plutôt latin" de M. Sarkozy.

La NVA veut, poursuit M. de Wever, "une politique plus sévère en matière d'asile (racisme et xénophobie -ndlr), une justice plus efficace (moins laxiste plus répressive -ndlr), la réduction de la dette publique (austérité renforcée -ndlr), l'augmentation des pensions (stabilité électorale - ndlr), une réduction des impôts les plus élevés d'Europe (pour les riches - ndlr)". (lemonde.fr 09.07)

3- Italie

La cour d'appel de Milan a condamné samedi le groupe Fininvest du Premier ministre italien Silvio Berlusconi à 560 millions d'euros de dommages et intérêts au groupe CIR, qui avait été évincé du rachat de la maison d'édition Mondadori au début des années 1990. Cette sanction est un peu moins forte que les quelque 750 millions infligés en première instance en 2009.

Dans cette affaire, trois proches de M. Berlusconi ont été condamnés pour avoir notamment corrompu un juge afin qu'il casse un jugement favorable à l'industriel Carlo De Benedetti dans la bataille pour le contrôle de Mondadori. (AP 09.07)

4- Tunisie

Les incidents qui ont empêché la tenue du meeting du PCOT, le dimanche 3 juillet à la Cité Ettadhamoun ont fait couler beaucoup d'encre. Le chef de ce parti, Hamma Hammami a accusé les forces de l'ordre de ne pas être intervenues à temps et annoncé son intention de porter plainte contre le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur. Le porte-parole du ministère de l'Intérieur, M. Hichem Meddeb s'est inscrit en faux contre ces accusations au cours d'un briefing avec la presse jeudi, affirmant que «ce parti n'avait pas informé son département de la tenue de cette réunion comme le stipule la loi de 1969. (http://www.leaders.com.tn 07.07)

5- Malaisie

La police a procédé à plusieurs centaines d'arrestations et tiré des gaz lacrymogènes samedi à Kuala Lumpur en Malaisie, où plus de 20.000 manifestants se sont rassemblés à l'appel de l'opposition pour réclamer des réformes électorales.

Interdite par le gouvernement, la manifestation était organisée par plusieurs organisations, mouvements et partis d'opposition unis sous la bannière de la coalition Bersih, qui réclame des lois électorales plus équitables et transparentes pour les prochaines élections générales attendues d'ici 2013. La Malaisie, pays d'Asie du Sud-Est de 28 millions d'habitants, est dirigée depuis son indépendance en 1957 par une coalition, le Front national.

La manifestation a rassemblé 50.000 personnes selon les organisateurs, 6.000 selon la police. D'après les observateurs sur place, entre 20.000 et 30.000 personnes ont défilé en plusieurs endroits de la capitale malaise. La police, qui affirme avoir procédé à 1.667 arrestations, a tiré à plusieurs reprises des gaz lacrymogènes pour tenter de disperser la foule, également visée par des canons à eau. Selon des témoins, des policiers armés de bâtons ont frappé des manifestants avant de les emmener dans des camions. (AP 09.07)

6- Israël.

6.1- Israël va expulser samedi au moins 120 passagers soupçonnés d'être des militants pro-palestiniens venus apporter leur soutien à la cause palestinienne à l'aéroport de Tel Aviv, a rapporté un porte-parole de la police.

"Plus de 120 passagers ont été interdits d'entrée et sont dans l'attente de leur expulsion pour des raisons de sécurité, ils quitteront le pays dans les prochaines 48 heures", a indiqué le porte-parole de la police, Micky Rosenfeld.

Vendredi, des militants pro-palestiniens de plusieurs pays européens avaient tenté d'embarquer à bord d'avions pour Tel Aviv où ils entendaient envahir l'aéroport Ben-Gourion pour défier les restrictions d'accès imposées par les autorités israéliennes à la Cisjordanie occupée.

Cette manifestation survient après le blocage par la Grèce d'une flottille visant à briser le blocus maritime imposé par Israël à la bande de Gaza.

Des centaines de passagers ont été interrogés à leur arrivée à l'aéroport Ben-Gourion de Tel Aviv vendredi et ont été autorisés à rester, a indiqué Rosenfeld. Les derniers militants pro-palestiniens sont arrivés tôt samedi matin en Israël. (Reuters 09.07)

6.2- Cent vingt personnes ont été interpellées après s'être rassemblées samedi 9 juillet après-midi près de l'Hôtel de Ville de Paris pour demander la libération de militants pro-palestiniens arrêtés vendredi à Tel-Aviv. Les manifestants ont été évacués de la place vers 16 heures et conduits dans différents commissariats de la capitale française. Ils n'avaient pas déclaré leur rassemblement auprès des autorités, a expliqué une source policière.

Réunis derrière une banderole 'Halte au fascisme israélien. Honte à la France complice', vêtus de tee-shirts verts ('Free Palestine', 'Palestine vivra') et équipés de pancartes ('Non au blocus de Gaza'), ils ont scandé des slogans hostiles à Israël et demandé la libération des militants pro-palestiniens. Selon les services de l'immigration israéliens, 124 militants de la cause palestinienne arrivés d'Europe et interdits d'entrée en Israël restaient détenus samedi dans l'attente de leur expulsion. (liberation.rf 09.07)

## Economie

Chine

La hausse des prix en Chine s'est accélérée en juin à 6,4 %, son plus haut niveau en trois ans.

Un coup dur pour les autorités chinoises qui font de la lutte contre la hausse des prix leur priorité économique numéro un. Et pour cause : l'inflation qui érode la valeur de l'épargne, très élevée, des Chinois, et frappe d'abord les ménages les plus pauvres a provoqué par le passé des remous sociaux dans le pays.

A cet égard, l'évolution des prix des produits alimentaires est particulièrement inquiétante : ils ont enregistré, en juin, une hausse de 14,4 %, soutenue notamment par une flambée du prix du porc (+ 57,1 %), la première viande consommée dans le pays, a rapporté le Bureau national des statistiques (BNS). Cette envolée des prix s'explique notamment par les intempéries qui ont frappé la Chine au printemps, mais aussi par le rôle joué par les capitaux spéculatifs sur les marchés agricoles. (lemonde.fr 09.07)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 11 juillet

## Politique

### 1- Maroc

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dimanche 10 juillet à Casablanca et Rabat à l'appel du Mouvement du 20 février qui revendique des changements politiques et une plus grande justice sociale au Maroc.

A Casablanca, dans le quartier populaire d'Oulfa, plus de 8 000 personnes, selon un journaliste de l'AFP, ont scandé pacifiquement des slogans hostiles à la classe politique marocaine, réclamant '*moins de corruption et une répartition équitable des richesses*'. Né dans le sillage des révoltes arabes au début de l'année, le Mouvement du 20 février regroupe, en plus des islamistes du groupe Justice et bienfaisance, un important mouvement illégal mais toléré, des 'cyber-militants' indépendants et des militants d'extrême-gauche.

*'Non au cumul de la fortune et du pouvoir', 'La souveraineté au peuple', 'Nous voulons plus d'égalité'*, scandaient les manifestants à Casablanca qui étaient encadrés par un important dispositif policier. A Rabat, la capitale du royaume, plus d'un millier de personnes dont des islamistes ont également manifesté à la place Bab El Had, dans le centre ville. (lemonde.fr 10.07)

### 2- Egypte

Les manifestants qui occupent la place Tahrir au Caire ont promis, dimanche, de poursuivre leur mouvement en faveur de plus de réformes et de justice, en dépit de mesures d'apaisement annoncées samedi soir par le Premier ministre, Essam Charaf.

Les manifestants, qui ont passé leur deuxième nuit dans un village de tentes au milieu du vaste carrefour fermé à la circulation, se sont déclarés déterminés à ne pas quitter les lieux avant d'avoir obtenu satisfaction. «Plus nous resterons sur la place, plus on répondra à nos revendications», lance Dina Mohammed, une militante.

Plusieurs mouvements de jeunes pro-démocratie, très actifs sur Internet, ont également appelé à la poursuite de l'occupation entamée vendredi de ce haut lieu du soulèvement contre le président Hosni Moubarak en début d'année. Un piquet de grève a été formé au sud de la place devant la «Mougamma», immense complexe gouvernemental, emblématique de l'appareil administratif tentaculaire du pays.

Après deux semaines de tensions marquées par des affrontements entre la police et les manifestants, le Premier ministre s'est engagé à satisfaire certaines revendications lors d'un discours télévisé. Il a ainsi annoncé le renvoi des policiers accusés d'avoir tué des manifestants lors du soulèvement anti-Moubarak. Et promis une justice plus rapide et plus ferme pour les personnes tenues responsables de ces violences -qui ont fait officiellement près de 850 tués civils- ainsi que pour les notables de l'ancien régime jugés pour corruption.

Au sujet des réformes sociales, il s'est cependant contenté d'annoncer avoir demandé au ministre de la Solidarité sociale de prendre en charge les problèmes de sécurité sociale, d'éducation, de salaires et de retraites.

Ce discours a été fraîchement accueilli par les manifestants, qui accusent Premier ministre d'être trop faible face au Conseil militaire qui dirige le pays.

Les manifestants continuent d'exiger le renvoi et la mise en examen de tous les policiers impliqués dans des affaires de meurtres ou de torture, pendant les événements de janvier-février mais aussi avant et après cette période. La fin des procès militaires pour les civils et l'éviction de l'ensemble des membres de l'ancien régime encore présents dans sphères du pouvoir figurent également parmi les revendications principales.

A la périphérie du Caire, environ 300 manifestants ont bloqué l'autoroute principale menant à Suez, à l'est de la capitale, et ont menacé de multiplier les actions si leurs exigences n'étaient pas satisfaites. (liberation.fr 10.07)

### 3- Algérie

Le président algérien Abdelaziz Bouteflika s'est engagé dimanche à prendre en considération les contributions et les propositions recueillies par la commission des réformes politiques qu'il a mise en place en mai. Critiquée par l'opposition, cette instance doit oeuvrer à la révision de la Constitution et à la réforme de la loi sur les partis politiques.

*"Les contributions et vues recueillies seront prises en considération dans l'élaboration de tous les projets de textes, y compris celui relatif à la révision de la Constitution, en ayant à l'esprit les principes, les constantes et les intérêts de la nation"*, a assuré M. Bouteflika en ouverture du conseil des ministres. (AP 10.07)

## Social.

Le maire (UMP) de Thonon-les-Bains, en Haute-Savoie, a décidé de «restreindre» à la rentrée prochaine l'accès des enfants de chômeurs aux cantines scolaires en raison «du manque de place», a dénoncé vendredi un parent d'élève.

*«Lorsque j'ai voulu inscrire mon fils de 10 ans à la cantine pour la rentrée, comme je le fais depuis quatre ans, on m'a rétorqué que quatre jours par semaine ce n'était pas possible car j'étais au chômage», a raconté Christophe, demandeur d'emploi depuis le mi-mai, confirmant une information du Dauphiné Libéré. «Il est difficile d'expliquer à un enfant que d'un seul coup, parce que son père est au chômage, il n'a plus le droit d'aller à la cantine. C'est une affaire d'adulte qui ne le regarde pas», a souligné le père de famille joint par l'AFP. (liberation.fr 09.07)*

Eh oui quel que soit le parti auquel ils appartiennent, les élus gèrent la crise du capitalisme qui se répercute jusqu'au niveau de la mairie ! Ils pratiquent une forme infâme de sélection naturelle : les plus faibles ou les plus démunis dérangent, considérés comme des parasites pour ces gestionnaires du capitalisme, ils doivent dégager.

Tous ceux qui se présentent comme candidats le savent pertinemment, ils devront faire face à de cruels dilemmes, ils devront se faire les complices du système en place, mais cela ne les empêchera pas de dormir pour autant, ils trouveront toujours un argument valable à leurs yeux pour justifier leurs décisions, moi je suffoquerais, cela m'empêcherait de respirer, comme quoi on n'appartient pas vraiment au même monde. Ce que beaucoup de militants ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre, c'est que lorsqu'on a mis le doigt dans l'engrenage, on est foutu, dès lors on peut tout justifier, même les pires injustices.

Quand j'étais technicien j'avais la belle vie, bien payé sur 14 mois plus encore des primes, voiture de fonction à l'année, je ne bossais pas trop, en moyenne 5 à 6 heures par jour pendant plus de 10 ans. Puis un jour, parce que j'en avais les capacités, j'ai postulé pour un poste de cadre, responsable technique. Bien mal m'en a pris, je n'avais pas pensé que j'occuperais une place intermédiaire entre les salariés de mon service et la direction et que je devrais appliquer sa politique, donc mettre en oeuvre des mesures allant contre les intérêts des techniciens. Quand ce moment fatidique arriva, et il arrive toujours rapidement, cela prit moins de 6 mois, j'avais le choix entre défendre mes principes et convictions politiques ou tailler à la hache dedans en me disant que ce n'était que provisoire et limité au risque de ne plus me reconnaître, d'abandonner tout ce que en quoi je croyais. Finalement je n'ai pas pu et j'ai été viré, c'est cette expérience qui m'a décidé de partir en Inde.

L'hypocrisie et le mensonge envers soi-même (et les autres) me font horreur, s'en accommoder est un signe de faiblesse, c'est trahir le regard ou la confiance que les autres vous portent, ils vont vous prendre pour ce que vous n'êtes pas vraiment, c'est une tromperie consciente donc détestable. Vous me direz que les gens vous prêtent souvent des idées qui ne sont pas les vôtres, certes, mais la différence ici c'est que c'est vous qui directement les induisez en erreur, vous en portez la lourde responsabilité.

La plupart des gens se disent pour avoir bonne conscience : si ce n'est pas moi qui le fait ou qui suis à cette place, ce sera un autre et cela reviendra au même, mieux encore, certains se disent qu'il vaudrait mieux que ce soient eux plutôt que d'autres pour limiter les dégâts, alors qu'il n'en est rien en réalité... Les principes de ces gens-là se situent au niveau du caniveau ou ils reposent sur des sables mouvants. Ils oublient une chose essentielle, c'est qu'en se comportant de la sorte, ils brisent les bases sur lesquels reposaient leurs principes, ils se retrouvent dans une situation qui leur interdira de les défendre par la suite, et quand ils prétendront en être les représentants on leur rira au nez ou on ne pourra plus les prendre au sérieux, ils se seront définitivement déconsidérés aux yeux des autres dont ils ne méritent plus la confiance.

Un principe n'a de valeur qu'à partir du moment où on le met en pratique, si maintenant dans la vie quotidienne on a un comportement qui contredit ce principe, il ne vaut plus rien, pour soi en premier, pour les autres ensuite. Quand on en arrive à la situation où l'on tire profit ou avantage du reniement à un principe, généralement il est trop tard pour faire marche arrière et c'est la dégringolade.

Etre ferme sur les principes et souple dans leur application ne signifie pas qu'on peut tout se permettre. Prenons par exemple un couple qui a adopté un certain nombre de principes dont celui de la fidélité, le jour où l'un d'entre eux aura trompé l'autre, leurs relations ne seront plus jamais les mêmes, cela vaut uniquement pour ceux qui auraient adopté ce principe que je ne défends pas particulièrement ici, ce n'est qu'un exemple.

C'est comme le militant qui a accepté de prendre des responsabilités dans son syndicat à condition tacitement ou ouvertement de ne pas défendre des positions contraires à celles de ses dirigeants, soit il se conforme à cet engagement qui limite volontairement son terrain d'action, soit il le viole et accepte de perdre ses mandats et de redevenir un militant de base ou un simple délégué syndical. Est-ce que cela signifie que l'on ne pourrait pas accéder à certaines positions dans les syndicats sans forcément passer des compromis sur nos principes ? Généralement oui, sûrement au niveau des permanents, mais c'est aussi un moyen efficace pour corrompre les meilleurs militants dont l'état d'esprit suivra une évolution qui les écartera de plus en plus de leurs principes, ils deviendront consciemment ou non un rouage de l'appareil qu'ils étaient censés combattre.

Le brave candidat à l'élection municipale est plein de bonnes intentions, admettons le pour notre démonsstration, puis lorsqu'il a été élu, il se retrouve à la merci d'un système sur lequel il n'a pratiquement aucune emprise, il ne lui reste plus qu'à évoluer à l'intérieur



de ce système qui le domine, il est totalement impuissant pour mettre en oeuvre ses bons principes qu'il va devoir troquer contre d'autres, qui la veille encore lui faisaient horreur, il mettra cela sur le compte du système lui-même, car voyez-vous lui il n'a pas changé, puisqu'il l'affirme admettons-le, cela signifie qu'en réalité il ne tenait pas plus à ses principes qu'à une vieille chemise, que ses convictions ne reposaient pas comme il le prétendait fièrement auparavant sur quelque chose de très sérieux ou de fondé, en un clin d'oeil il sera devenu le porte-parole des idées qu'il combattait encore la veille et qu'il partage dorénavant avec ses ennemis d'hier, qui ne manqueront pas d'ironiser sur son comportement contradictoire et sa manière de le justifier maladroitement, Schivardi vient d'en faire une démonstration éclatante.

Etre ferme sur les principes et souple dans leur application ne doit pas signifier que leur application serait élastique à l'infini, et que finalement on pourrait se permettre de faire n'importe quoi sous prétexte qu'on pourrait le justifier, on perd de vue que la dialectique est à l'oeuvre dans ce domaine là aussi, et la plupart du temps, quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que cette justification emprunte le même mécanisme qui nous a amené à renier nos principes, mais pas forcément en intervenant sur le même plan ou en se référant à des situations différentes, du coup personne ne trouve rien à y redire, c'est normal, cela passe comme une lettre à la poste, d'autant plus facilement que le commun des mortels agit exactement de la même manière quasi-quotidiennement. Franchement, vais-je dénoncer ou condamner un comportement qui est le mien également ?

On passe déjà notre vie à consentir des concessions à notre ennemi dans sa société pourrie, on n'a pas le choix, raison de plus pour ne pas en rajouter. Un emploi est à pourvoir dans une entreprise, vous êtes assis dans une salle d'attente en présence d'une vingtaine de travailleurs qui postulent au même emploi que vous, eux aussi ils sont au chômage et ont besoin de ce boulot pour faire vivre leur famille. On se regarde, on estime la chance qu'on a par rapport aux autres de décrocher le gros lot. Chacun va se battre pour l'obtenir sans se soucier des autres qui sont dans le même cas que nous. C'est un cas de conscience camarades, combien de fois j'ai vécu cette expérience éprouvante, il m'est arrivé d'engager la conversation avec certains candidats et de m'apercevoir qu'ils étaient dans une situation encore plus délicate que la mienne pour finalement leur céder ma place, si je n'avais pas agit ainsi j'aurais eu l'impression de leur enlever le pain de la bouche, j'étais franchement mal à l'aise alors que je n'y étais pour rien, et d'autres fois je suis passé à mon tour parce qu'il fallait bien que je bosse aussi.

On milite dans un syndicat sans situer son action dans la perspective de l'abolition du capitalisme, puisqu'aucun syndicat ne situe son intervention dans cette perspective, je ne fais pas de vague non plus en n'engageant pas de campagne dans mon syndicat contre son financement par l'Etat pour ne pas déplaire à mes dirigeants, et à côté je suis un brave militant révolutionnaire qui lutte occasionnellement avec mon parti pour abattre le capitalisme et les institutions, alors que la plupart du temps je continue de me comporter en syndicaliste pour me conformer à la ligne de mon parti et ne pas déplaire à mes dirigeants. Tous les partis s'en accommodent parfaitement puisqu'ils se composent essentiellement de syndicalistes, les autres militants (du secteur privé) démissionnent à la première occasion ou deviennent des adhérents fantômes. Ainsi ils restent entre eux, en famille, personne pour les contredire...

Ainsi, d'une concession à une autre on finit complètement corrompu par des idées qui au départ n'étaient pas les nôtres, la meilleure, au nom des principes qu'on prétend avoir conservés intact et vous voudriez que l'on gobe cela ? A force de marcher plier en deux, on finit à plat ventre ou par se vautrer, ne serait-ce pas plutôt cela la réalité qu'on ne tient pas à regarder en face ? Vous haïssez les militants qui posent ces questions embarrassantes, et c'est bien normal comme me l'a rappelé un militant dans un courriel avant-hier.

Ce qui pour nous est primordial, c'est l'éducation politique des masses exploitées, nous estimons que notre intervention dans la lutte des classes devrait y être subordonnée pour construire un parti de combattants révolutionnaires conscients capables demain de prendre la direction de la révolution.

Les manoeuvres malhonnêtes et les calculs merdiques des appareils ne nous intéressent pas contrairement aux partis qui s'en repaissent. Nous ne sommes pas des girouettes qui changeons de principes quand le vent souffle dans une autre direction, et nous avons prouvé à une multitude de reprises depuis quelques années déjà que c'était en maintenant ce cap qu'on pouvait éviter de se fourvoyer.

Nous ne suivons pas la mode si répandue de nos jours qui consiste à reprendre à notre compte, à flatter le mouvement inconscient des masses qui les conduit tout droit dans un mur. Nous ne craignons pas de marcher à contre-courant du mouvement des masses qui espèrent encore sauver leur peau dans le cadre du régime en place. Tout comme les prédicateurs et diseuses de bonnes aventures qui pullulent à notre époque, les donneurs de leçons ne manquent pas non plus qui assèment des vérités qu'ils abandonnent aussitôt dans la pratique ou dont ils ne savent pas quoi faire eux-mêmes, au choix.

La dictature de l'aristocratie financière impose à tous les élus quelles que soient l'institution qu'ils représentent, de ramper comme des gastéropodes sans se retourner sur les traces visqueuses qu'ils laissent sur leur passage, qui sèchent aussitôt, mais qui procurent de profondes blessures à leurs innocentes victimes. Nous préférons nous passer de cette opportunité malsaine qui prête à confusion, nous plions l'échine mais nous demeurons debout pour continuer le combat.

A l'heure où la question qui est posée aux travailleurs est celle de la rupture avec le capitalisme et les institutions, à combattre exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, on comprendra aisément que pour aider leur conscience de classe à progresser, on doit s'interdire plus que jamais toute conciliation avec le régime, qu'il faut être parfaitement claire dans notre



discours et nos positions, et que le moindre écart par rapport à ce principe ne pourrait qu'embrouiller les esprits et desservir la cause pour laquelle nous combattons.

Ces derniers temps on n'entend plus clamer que Sarkozy et le gouvernement sont minoritaires, que les institutions sont illégitimes tout autant que l'existence du capitalisme, pourtant cela devrait figurer dans tous les tracts et journaux des partis ouvriers, non ? Deux petites lignes, c'est trop ? Apparemment oui, demandez-vous pourquoi...

Je profite de cette causerie pour aborder un autre aspect de la faiblesse humaine.

Je viens de m'entretenir au téléphone avec la personne qui me sert d'intermédiaire avec l'hypothétique acheteur de ma maison. J'ai adressé hier à ce dernier une lettre de quatre jours retraçant tous les mensonges qu'il m'a sortis depuis le mois d'avril en le traitant de pourri (bastard en anglais) au passage, cette histoire a commencé à la mi-octobre 2010 et elle aurait dû être terminée le 1er décembre, nous sommes le 11 juillet. Cet ordure nous voue ouvertement un mépris qui mériterait une bonne correction, ses salariés le haïssent m'a-t-on dit, normal.

Mon intermédiaire m'a dit qu'il allait le rencontrer ce soir. Je l'informe sur la teneur de ma lettre et je lui explique qu'il ne doit pas se laisser faire, que si ce sale type estime les termes de ma lettre inacceptables, il faut lui répondre que c'est la réponse à son comportement insupportable depuis des mois, où chaque semaine on s'apprêtait à déménager pour finalement en être toujours au même point, ce qui fait qu'on a les nerfs à fleur de peau, qu'il n'inverse pas les rôles et qu'il porte l'entière responsabilité de la situation actuelle, y compris ma réaction qui est demeurée mesurée jusqu'à présent, puisque je ne m'en suis tenu qu'à des mots.

Ce garçon n'a rien compris, il a donc fallu que je lui explique lentement une seconde fois en m'assurant qu'il suivait bien le cheminement de ma pensée. Il est habitué à courber l'échine depuis sa naissance, c'est dans leur éducation ; dès qu'ils sont en présence d'une personne réputée avoir un statut supérieur à eux, ils baissent la tête, écoutent et acquiescent sans rien dire, ils sont pour ainsi dire tétanisés de trouille, ce garçon à 40 ans et il est père de famille, il connaît ce sale type depuis qu'il était dans la même classe à l'école, alors imaginez s'il ne le connaissait pas.

Bref, ils vivent dans un état de soumission absolue qui fait de la peine à voir, on en est malheureux pour eux. J'ai terminé en disant à ce garçon de ne pas se faire piétiner par ce vaurien bourré de fric et qu'il valait mille fois mieux que lui. Il est tellement timide qu'il n'osera pas lui dire la moitié de ce que je lui ai dit, comme d'habitude.

Tout cela pour dire que ce garçon est tellement habitué à avoir un tel comportement, qu'il lui a été très difficile de comprendre un discours qui sortait de l'ordinaire et le conduisait indirectement à se mettre en avant, il s'agissait simplement de remettre les choses à leur place, de ne pas confondre cause et conséquence, quelque chose somme toute assez facile à comprendre, et Augustin n'est pas le crétin du coin, il est responsable du département français dans une importante société d'édition sur le Net et son épouse est institutrice, quand j'ai écrit plus haut que je m'y étais repris à deux reprises pour lui expliquer la situation, en réalité j'ai dû m'y reprendre à plusieurs reprises, car il ne comprenait pas ma démarche qui se résumait à dire que c'était ce sale type qui était à l'origine de tous nos problèmes et non pas nous qui en étions les victimes impuissantes, situation banale et commune quoi.

Je me suis fait la réflexion qu'il était extrêmement difficile pour la plupart des gens d'admettre qu'il puisse exister un autre mode de pensée que le leur, je ne parle même pas de leur en faire changer mais d'accepter seulement l'idée que cela puisse exister, cela demande un effort gigantesque de la part de ces personnes. Alors de là à imaginer qu'elles pourraient changer de comportement du jour au lendemain ou interpréter différemment le monde, il ne faut pas rêver.

Ce garçon, Augustin, avec lui je parle souvent politique ou de l'économie mondiale, de l'Inde et la corruption, des inégalités et des injustices encore plus criantes ici qu'en France, il n'est pas idiot et comprend bien les choses dès lors que j'emploie un langage simple, j'ai eu l'occasion de m'en apercevoir à travers nos échanges ou ses propres réflexions, mais il manque terriblement de logique.

Vous avez peut-être entendu parler du "karma", la théorie selon laquelle on serait le produit de nos actions passées ou que chaque action aura une conséquence heureuse ou malheureuse sur notre existence. Une forme de yoga y est consacrée. Les Indiens y croient, mais étrangement, pour eux généralement cela demeure une théorie qu'ils sont incapables d'utiliser sur le plan pratique. Je crois savoir pourquoi, à cause de la religion qui leur interdit de passer de l'un à l'autre, de la théorie à la pratique ou de comprendre leur relation, puisque leur destin est fixé à l'avance par un dieu, et ce qui leur arrive dans la vie demeure du domaine du mystère dès qu'ils en cherchent l'origine, alors que c'est la société telle qu'elle est qui en est responsable.

Comme on est loin du socialisme ici, n'est-ce pas ? Cela pourrait en décourager plus d'un de baigner en permanence dans un gigantesque océan d'obscurantisme, moi au contraire cela me stimule. Plus je suis convaincu de vivre dans un milieu, un pays en fait éloigné du socialisme, plus je m'en rapproche, non pas par esprit de contradiction, mais parce que par cette expérience que je vis au quotidien et qui me ramène à une étape ancienne de l'évolution du capitalisme et de la société, je peux tester, vérifier la puissance et la justesse d'analyse de la méthode du marxisme.

Bon, n'exagérons rien, ce n'est quand même pas une partie de plaisir de vivre en Inde, pas plus en France d'ailleurs, vous

avez l'avantage de militer dans un pays qui est à l'avant-garde de la lutte des classes et demain de la révolution, même si parfois il vous arrive d'en douter fortement, pour moi c'est une certitude.

Haut de page ↗

Le 12 juillet

J'ai passé une nouvelle nuit blanche à cause d'une panne de courant, un câble mal fixé au transformateur du village ! Normal, ils étaient déjà intervenus pour le même problème en journée il y a 8 jours. Il y a quelques mois j'ai renouvelé mon stock de shorts, j'ai dû tous les porter chez un couturier parce qu'ils se sont tous décousus entre les jambes. C'est cela l'Inde pour les petites ou grandes choses c'est la même punition, ici tout le monde se fout de tout et c'est normal, c'est la norme, la médiocrité. Hier encore un train a déraillé provoquant quelques dizaines de morts. Il y en a officiellement 300 par ans, on n'y prête même plus attention. Je n'ai jamais pris le train en Inde.

Je suis complètement crevé donc pas très disposé pour causer. J'ai vu à la télé que des gosses (en pleurs) de 16 et 17 ans avaient été emprisonnés en Israël avant d'être expulsés, ils faisaient partie d'un groupe qui voulait se rendre en Cisjordanie. Les parents et les organisateurs sont inconscients ou totalement irresponsables de les avoir emmenés dans cette galère. Un Français d'une trentaine d'années également arrêté en Israël ne s'attendait pas à connaître un tel traitement, il dit qu'il s'est fait traiter d'"ordure, de chien, de petit pédé, d'enculer" et j'en passe, par des soldats israéliens.

Mais qu'est-ce qu'il croyait, ils ont la même mentalité que les nazis en 39-45, la même que les geôliers de Guantanamo ou que les généraux d'Amérique latine dans les années 70-80 ou encore les dictateurs africains et leur garde prétorienne, on peut ajouter un paquet de policiers et de CRS en France, plus Hortefeux, Guéant, Besson, Sarkozy, Devedjian, Madelin, Longuet, j'en oublie un tas de saloperies finies, la Droite populaire de l'UMP, le FN, etc.

Vous voulez changer le monde en tendant un bouquet de fleurs ou en offrant un paquet de bonbons à ceux que vous voulez déloger du pouvoir : vous êtes morts, ce sont des barbares ! Vous l'ignorez, tiens donc, ouvrez donc vos yeux et vos oreilles, la démocratie se conquerra les armes à la main au prix de nombreux sacrifices au cours de la guerre civile... Les branleurs, les couilles molles, les trouillards en tous genres

A propos du site.

Le site a reçu 2600 visites au mois de juin, soit 87 visites par jour en moyenne.

Le palmarès des 10 premiers téléchargements en juin :

- IO153\_2 : 451
- I\_110 : 316
- IO153\_3 : 307
- justice\_78 : 252
- causeries0211: 186
- causeries0411:132
- auclairdelalutte8 : 123
- causeries2009 : 93
- causeries0311 : 91
- IO151\_2 : 87

J'ai mis en ligne quelques articles sur la monnaie, l'inflation et la planche à billet qui sont accessibles aux militants. (rubrique économie)

Quelques éléments pour comprendre l'économie.

1- L'inflation est en fait simplement la croissance de la masse monétaire. La hausse des prix n'est qu'une conséquence de l'inflation. De nos jours, mêmes les économistes les plus réputés mélangent ces deux concepts.

Évidemment, si la quantité de biens en circulation augmente, cela fait baisser les prix.

Ces baisses de prix devraient normalement engendrer une hausse du pouvoir d'achat et du niveau de vie, mais celles-ci sont accaparées par les banques et par l'État qui crée de la monnaie pour exproprier cette richesse. (<http://owni.fr>)

2- L'État introduit ces nouveaux billets en s'endettant pour financer ses dépenses.

Il émet des titres de dette qu'il échange à la banque centrale en échange d'argent frais, puis il introduit cette nouvelle monnaie dans l'économie en la dépensant.

Le prêt ne sera jamais remboursé, il sera sans cesse renouvelé. Et l'argent du prêt est créé ex nihilo par la banque centrale. (<http://owni.fr>)

3- "sur les banques " Celles-ci ont le pouvoir de convertir des dettes en actifs et de générer un rendement sur ces actifs".

Qu'est-ce que cela veut dire ?"

Cela veut dire que lorsque vous déposez votre argent à la banque dans un compte chèque, cet argent vous appartient toujours, mais la banque peut quand même l'utiliser pour faire un prêt. L'argent est donc à deux endroits en même temps...

"J'ai toujours entendu dire que les banques n'aimaient pas l'inflation, car cela permet au gens de rembourser plus facilement leurs crédits. Or là, c'est l'inverse. La première affirmation est vraiment fausse ?"

Les banques aiment que les prix montent lentement (2% par an). Elles ne veulent pas d'hyperinflation car elles savent que cela aura des conséquences catastrophiques sur l'économie et sur leurs profits.

Lorsque l'inflation accélère, les taux d'intérêt augmentent, ce qui compresse les marges de profit des banques. (<http://owni.fr>)

4- The Economist du 26 mars dernier:

« L'un des facteurs qui devraient recevoir plus d'attention est le rôle du secteur financier. Les banques centrales ont constamment réduit ou maintenu bas les taux d'intérêt au cours des dernières 25 ans en tentant de survolter les profits des banques et propulser à la hausse les prix des actifs. Avec cette subvention en place, est-il surprenant que les salaires des financiers ont crû plus rapidement que les salaires des autres emplois requérant des compétences?

Les tentatives d'éliminer cette subvention ont rencontré des menaces des banques. Un peu comme les services de protections de la mafia: 'c'est une belle économie que vous avez là; il serait dommage qu'il lui arrive quelque chose de mal...' »

Effectivement, il serait temps que la population réalise que l'inflation est inéquitable et que le système bancaire actuel consiste en l'octroi d'une immense subventions aux banques, financée à même le pouvoir d'achat de la monnaie. (<http://owni.fr>)

## Politique

### Egypte

Plus de 2.000 Egyptiens ont bravé la chaleur lundi pour descendre dans les rues du pays pour le quatrième jour consécutif et réclamer une accélération des réformes et des procédures judiciaires contre l'ancien président Hosni Moubarak et ses alliés.

Le trafic a été interrompu sur la place Tahrir du Caire, épice de la contestation populaire qui a chassé l'ancien chef d'Etat du pouvoir le 11 février dernier. Des tentes ont été dressées à l'endroit même où il y a quatre mois des campements avaient été érigés au coeur de la capitale égyptienne.

A Alexandrie, une centaine de manifestants ont installé des tentes sur l'une des places principales de la deuxième ville du pays. (Reuters 11.07)

## Social

### France

1- Les fédérations de cheminots CGT, UNSA, Sud-Rail et CFDT menacent d'appeler à une grève à la SNCF à l'automne prochain, avec des revendications portant sur l'emploi, le pouvoir d'achat, la restructuration du fret ou encore l'avenir du service public ferroviaire, selon un communiqué intersyndicale diffusé lundi.

Dans ce communiqué, les quatre fédérations annoncent "*mettre en débat*" auprès des cheminots la "*perspective*" d'une

mobilisation nationale de "haut niveau", c'est-à-dire une grève dans le langage syndical à la SNCF, pour "fin septembre/début octobre".

Cette période correspond à celle que vise la CGT pour une mobilisation interprofessionnelle et intersyndicale unitaire. Le 20 juin dernier, la confédération de Bernard Thibault a en effet proposé l'organisation d'une journée nationale de mobilisation "fin septembre, début octobre" pour la défense des salaires et du pouvoir d'achat. Le syndicat réclame notamment un SMIC mensuel brut à 1.700 euros.

Cette question est actuellement en débat au sein de l'intersyndicale nationale CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires. (AP 11.07)

2- Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL, majoritaire) a confirmé lundi avoir déposé un préavis de grève couvrant toutes les compagnies françaises pour la période du 5 au 8 août prochain. Le SNPL réclame la publication d'ici fin juillet des décrets d'application de la réforme de la caisse de retraite des personnels navigants.

L'information a été révélée par le quotidien "La Tribune" paru lundi. "Nous avons déposé ce préavis car nous voulons que le gouvernement tienne ses engagements de publier ces décrets à l'été. Cette réforme date de 2008", a déclaré à l'Associated Press le président du SNPL Yves Deshayes.

La réforme prévoit un allongement de la durée de cotisation en échange d'une augmentation des pensions versées.

Outre les discussions ardues avec le gouvernement, ce dossier fait également l'objet d'un désaccord entre les pilotes et les syndicats de personnels navigants commerciaux (PNC) qui estiment que cette réforme conduira à une forte hausse des pensions des pilotes, au détriment des autres catégories de personnels navigants. (AP 11.07)

## Economie

### 1- France

Sans donner d'estimation de la hausse, le patron de Total, Christophe de Margerie, assure que pour l'instant elle ne serait "pas énorme". Mais, précise-t-il : "Les prix étant plutôt à la hausse, il ne faut pas s'attendre à ce que sur le long terme les prix baissent", et d'ajouter : "si on ne répercute pas la hausse du baril, la boîte coule". (lepost.fr 10.07)

### 2- Italie

Les marchés d'actions en Europe ont terminé en forte baisse lundi, plombées par une peur croissante de contagion de la crise de la dette grecque à d'autres pays voisins, tels que l'Italie notamment.

"On est en train de partir sur une crise du souverain élargie avec contagion à des pays comme l'Italie, l'Espagne, la Belgique et pourquoi pas la France", renchérit un analyste d'un grand broker, basé à Londres, qui n'a pas voulu être identifié.

D'après la Banque des règlements internationaux, les banques françaises sont les plus exposées à l'Italie avec une exposition de 393 milliards de dollars, soit près de 36% de l'exposition consolidée des banques étrangères à l'Italie.

Dans un mouvement de "flight to quality" sur le marché obligataire, le taux à 10 ans italien est passé de 4,91% lundi dernier à 5,63% ce lundi, alors que le taux 10 ans allemand est passé sous les 3%, de 3,02% à 2,67% il y a une semaine. Les taux des obligations espagnoles ont atteint un plus haut depuis début 2000, à 5,95%, et le Portugal et l'Irlande ont également été malmenés. (Reuters 11.07)

### 3- Grèce

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a insisté lundi auprès de ses pairs de la zone euro pour que l'option d'un échange d'obligations grecques existantes contre de nouveaux titres aux maturités allongées soit de nouveau étudiée, a dit une source familière des positions allemandes.

Cette option, qui permettrait de réduire de manière conséquente le fardeau de la dette grecque via une participation du secteur privé, avait déjà été discutée début juin avant finalement d'être écartée car elle impliquait un "défaut sélectif" de la Grèce, auquel s'opposait la BCE et la France.

"Nous avons besoin d'une participation du secteur privé (...) ce qui est différent d'un renflouement des banques. Nous avons un modèle (les "bond swaps") sur la table qui permet cela", a déclaré cette source en marge de la réunion mensuelle de l'Eurogroupe, qui doit avancer sur les contours d'un second plan de soutien à la Grèce. (Reuters 11.07)

## 4- Grande-Bretagne

Le plus gros opérateur privé de maisons de retraite au Royaume-Uni, en état de quasi-faillite, a annoncé, lundi 11 juillet, la fermeture progressive du groupe et le transfert vers d'autres structures des 750 établissements sous son contrôle. Dans le même communiqué, le groupe a annoncé la suspension immédiate de sa cotation à la Bourse de Londres.

Southern Cross était en discussion depuis plusieurs semaines avec ses créanciers pour trouver une issue à des problèmes financiers devenus quasi inextricables, mais seule une restructuration totale du groupe s'est révélée possible.

Avec la crise économique, Southern Cross s'est retrouvé incapable de faire face à des loyers en hausse continue tandis que ses revenus baissaient. Le groupe avait financé sa rapide expansion au début des années 2000 en vendant ses locaux afin de générer des fonds, mais s'est ainsi retrouvé à la merci de ses propriétaires.

Environ un tiers d'entre eux sont des opérateurs de maisons de retraite concurrents et devraient reprendre les activités de ces établissements, a assuré Southern Cross. Pour les autres, des arrangements sont en cours et "*des annonces seront faites en temps utile*", a indiqué le groupe, tout en assurant que l'avenir des 31 000 pensionnaires et de ses 44 000 employés étaient "*une priorité*".

Southern Cross avait provoqué une onde de choc nationale en annonçant fin mai qu'il se trouvait dans un "*état financier critique*" et suspendait une partie du paiement de ses loyers. Le premier ministre, David Cameron, avait alors dû publiquement intervenir pour promettre qu'aucun pensionnaire ne se retrouverait à la rue.

Les difficultés de Southern Cross ont aussi relancé le débat sur les conséquences du désengagement, depuis vingt ans, de l'Etat britannique de secteurs clés liés à la santé. Les maisons de retraite britanniques sont désormais contrôlées aux deux tiers par le secteur privé, le service public de santé et des associations se partageant le dernier tiers. (lemonde.fr 11.07)

## Société

### Légalement !

De plus en plus de drogues de synthèse sont apparues en un an dans l'Union européenne, où elles sont vendues légalement malgré leurs dangers et leurs effets similaires à l'ecstasy ou la cocaïne, a dénoncé lundi la Commission européenne.

Selon un rapport de la Commission publié lundi, quelque 41 substances de ce type ont été recensées dans l'UE en 2010, contre 24 un an plus tôt.

Ces nouvelles drogues sont souvent basées sur des produits chimiques qui ne font l'objet d'aucune réglementation sur le plan international.

Quelque 5% des jeunes Européens (15-24 ans) déclarent en avoir consommé, une statistique qui atteint 16% en Irlande, 9% en Pologne et Lettonie et 8% au Royaume-Uni et 7% au Luxembourg. En France la proportion est de 5%. (AFP 11.07)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 13 juillet

## Parole d'internaute

1- "*en faisant baisser le pouvoir d'achat des populations, le consommateur n'a plus le choix entre les biens pourris produits en Chine et ceux haut de gamme produits en Europe.*

*Tout cela est le fruit d'une manipulation de grande ampleur destinée à faire cautionner ces situations aux peuples en les paupérisant. Du coup, en consommant chinois sans autre choix, nous creusons nous mêmes notre tombe.*" (liberation.fr 12.07)

Je ne sais pas si le taux de profit est supérieur dans la production de "biens pourris" que dans celle de produits "haut de gamme", ce qui est certain en revanche, c'est que les produits "bien pourris" et moins chers sont destinés à davantage d'acquéreurs potentiels, donc à l'arrivée à court terme donnant lieu à un profit total supérieur.



2- *"Malheureusement -comme bien souvent- deux choses sont indispensables pour qu'un humain commence à réfléchir sainement :*

*- une bonne information et un bon esprit critique.*

*- un estomac vide.*

*J'ai peur donc qu'il faille attendre la pire des extrémités pour que les occidentaux (le ventre vide) ou les exploités (au cerveau "vide") commencent à réfléchir et à agir en conscience." (liberation.fr 12.07)*

C'est à craindre, c'est l'hypothèse la plus probable qui nous vient spontanément à l'esprit et que rien ne permet d'infirmier jusqu'à présent.

C'est la raison pour laquelle en tant que militant ou parti politique on n'a pas le droit de se lamenter sur la situation sociale qui ne cesse de se dégrader ou la crise actuelle du capitalisme, qui sont une aubaine pour faire prendre conscience aux travailleurs manuels et intellectuels du fonctionnement de la société.

L'être humain est ainsi fait qu'il n'apprend et progresse en général qu'à travers sa propre expérience, en l'occurrence ici qu'en étant confronté lui-même aux difficultés de l'existence que la société lui fait subir. Allez donc faire comprendre à un enfant ce que vivent les adultes ou les vieux, c'est tellement difficile qu'une fois vieux ils s'en prennent aux jeunes dont ils ne comprennent pas les difficultés, ce qui prouvent au passage qu'ils n'ont pas compris grand chose au cours de leur existence, qu'ils sont passés à côté de tout ou de l'essentiel, dans le cas contraire nous n'en serions pas là.

3- *"Que reste t il de pays communistes ? la Corée du Nord ? quand la Chine se dit communiste, il y a de quoi se marrer, esclavagiste oui ! conditions de vie et protection sociale quasi nulles salaires aussi nuls tout cela pour inonder le monde de produits ou inutiles ou pourris. Où est le temps de la "Révolution Culturelle" qui faisait tant rêver nos soixante huitards ....de Mao qui envoyait ses médecins et ingénieurs repiquer du riz dans les "camps de rénovation par le travail" au PC chinois d'aujourd'hui il ne reste pas grand chose.*

*Le Parti s'est emparé du pouvoir et ne le lâchera pas, le mot "communiste " est une monumentale dérision de l'idéal de ceux qui y ont cru. Pire que les plus capitalistes de la Planète."*

Tenez, encore une réflexion sur le communisme, comme quoi bien des gens sont en train de repasser au crible de la critique toutes les théories, maladroitement, certes, c'est inévitable à ce stade du développement de la lutte des classes, mais cela prouve qu'il suffirait que le mouvement ouvrier renoue avec sa tradition révolutionnaire pour que des millions de travailleurs révisent l'idée fausse qu'ils se faisaient jusqu'à présent du socialisme ou du communisme, et s'emparent de cet idéal synonyme de bien-être, de justice, de paix et d'harmonie entre les peuples, de liberté.

Exercice pratique : copiez ce passage en trois parties, distribuez-le dans les boîtes aux lettres de votre quartier ou sur un lieu de passage très fréquenté de votre commune, appelez à une réunion pour discuter et approfondir librement et fraternellement les idées qu'il contient. Ajoutons, en étant guidé (dans votre tête) par un seul objectif : construire le parti, la prise du pouvoir.

## Politique

1- France.

1.1- Le consensus des va-t-en-guerre.

Le gouvernement a aisément obtenu mardi le feu vert du Parlement pour poursuivre l'intervention de l'armée française en Libye afin de faire plier le régime de Mouammar Kadhafi, une *"cause juste"* selon lui.

Le *"oui"* l'a emporté à l'Assemblée nationale avec une très large majorité de 482 voix contre 27. Le Sénat a ensuite donné son feu vert par 311 voix contre 24.

Au 30 juin, l'opération militaire en Libye a coûté 104 millions d'euros, a précisé le ministre de la Défense Gérard Longuet. (AP et Reuters 12.07)

Cela fait un moment que je ne me suis pas exprimé sur ce sujet, j'attendais de voir la suite. Après le parachutage récemment d'armes aux rebelles et l'envoi de conseillers militaires, on ne peut que condamner cette intervention militaire étrangère.

Nous constatons également qu'au bout de quatre mois d'un conflit armé entre une partie de la population libyenne et le

dictateur Kadhafi, la majorité de la population n'a toujours pas rejoint les rangs de l'opposition au tyran. Nous en déduisons donc qu'un gouvernement issu de la rébellion qui ne serait pas soutenu par la majorité des Libyens ne pourrait constituer une solution politique satisfaisante susceptible de répondre aux problèmes sociaux et politiques que rencontraient les Libyens sous le régime de Kadhafi.

Cette guerre est à la fois une réponse aux revendications de plus en plus pressantes sociales et politiques du prolétariat africain, afin de lui interdire toute expression politique indépendante qui mettrait à mal la domination des différents impérialistes sur la région, après la révolution tunisienne et les soulèvements révolutionnaires qui ont eu lieu depuis le début de l'année en Afrique du Nord et au Moyen et proche-Orient, et l'expression de la concurrence effrénée qui s'est accélérée ces dernières années entre les différents impérialistes de la planète, pour s'assurer le contrôle des matières premières dont regorge ce continent, afin de poursuivre leur développement ou de conserver leur place sur le marché mondial soumis à des tensions et des contradictions quasi insurmontables.

Nous avons voulu donner une chance au peuple libyen de se défaire (rapidement et à moindre frais) du dictateur Kadhafi au pouvoir depuis 42 ans, nous pensions que le bombardement de son artillerie pourrait décider la majorité des travailleurs libyens à se ranger au côté des rebelles, tel ne fut pas le cas, dont acte.

L'analyse sur laquelle reposait notre position jusqu'à présent, ni soutien ni condamnation des bombardements, privilégiait la chute du dictateur suite à l'adhésion de la majorité du peuple libyen au processus révolutionnaire sans soutenir pour autant le CNT installé à Benghazi. Pour nous dans cette histoire, le principal acteur était le peuple libyen et non Kadhafi ou le CNT ou l'Otan, c'est aussi lui qui sera le dindon de cette mauvaise farce. Manipulé par le CNT d'un côté, manipulé par Kadhafi de l'autre, il demeure encore trop arriéré politiquement pour se sortir à la fois des griffes du dictateur et de l'impérialisme qui intervient sous le masque du CNT.

L'impérialisme a littéralement acheté le CNT en faisant miroiter un avenir meilleur aux opposants à Kadhafi, pendant que Kadhafi faisait preuve de largesse envers la population sous son contrôle pour la convaincre de ne pas rejoindre les rebelles, deux opérations largement couronnées de succès. Voilà où nous en sommes aujourd'hui.

Comment la situation va évoluer dans les mois à venir et quelle en sera l'issue, il est difficile de le dire. Une chose est sûre, c'est qu'une solution politique intervienne avec ou sans Kadhafi, il y a tout lieu de penser que les masses libyennes tireront profit de cette guerre pour imposer des réformes politiques qui lui permettront de s'organiser (syndicats et partis) et de continuer le combat sous une autre forme, ce qui aurait été inenvisageable si la rébellion avait été écrasée par l'armée libyenne à Benghazi.

Nous disons aux camarades qui ont eu le courage et l'audace de partager notre position - une toute petite minorité, qu'ils n'ont pas à rougir de la position que nous avons adoptée, car désormais plus rien ne sera plus comme avant en Libye et c'est bien là l'essentiel. Oui, nous sommes fiers de la position que nous avons adoptée dès le début du soulèvement libyen, remarquez bien qu'on aurait pu se tromper, quant à ceux qui ont défendu aveuglément le principe de la non intervention militaire, ils ne peuvent pas en dire autant, si les choses s'étaient passées comme ils l'entendaient, Kadhafi aurait noyé dans un terrible bain de sang le soulèvement de Benghazi et de la province à l'ouest de Tripoli, et les Libyens seraient partis pour conserver le dictateur au pouvoir ou ses fils pendant encore des décennies, là au moins ils échapperaient à ce châtement et ils seront plus libres pour s'exprimer et mener leur combat politique.

S'agissant maintenant des plans des différents impérialistes, avec ou sans Kadhafi, c'était se faire une grave illusion que de croire qu'ils auraient pu y renoncer ou qu'ils n'auraient pas pu les mettre en oeuvre avec Kadhafi au pouvoir, on ne sait pas qui est à l'origine de cette théorie foireuse ou de ce coup de force. Ce serait trop d'honneur de l'imputer à Sarkozy, disons que la stratégie adoptée par le trio américano-franco-britannique correspond à leur manière de concevoir la région sur le plan politique pour garantir la satisfaction de leurs besoins énergétiques ou en matières premières. Il n'en changera pas pour autant, car il s'agit d'une question cruciale pour eux comme pour les impérialistes russes, chinois ou indiens.

Kadhafi ne constituait pas vraiment un obstacle à leur plan, qu'ils aient voulu se séparer d'un associé lunatique ou un peu trop encombrant, on peut le concevoir, à la place ils devront affronter les travailleurs libyens, qui une fois organisés en syndicats et en partis, n'accepteront pas aussi facilement qu'ils l'imaginaient de voir spolier leurs intérêts. Au lieu de devoir composer avec un dictateur, ils vont devoir compter avec la lutte des classes qui n'existait pas jusqu'à présent en Libye, je ne suis pas du tout certain qu'ils y aient gagné au change, l'avenir nous le dira.

Je peux me tromper, il ne faudra pas attendre longtemps pour le constater, la chute du dictateur sera tellement chargée d'espoir de liberté et d'une vie meilleure, même de la part de ceux qui seront restés jusqu'aux derniers jours sous le joug du tyran, souvent parce qu'ils étaient terrorisés à l'idée d'affronter la police politique du régime, que ceux qui sont intervenus militairement en Libye pourraient le regretter amèrement, car le peuple libyen pourrait bien suivre les exemples tunisiens et égyptiens et ne pas s'en tenir à la chute du dictateur, et exiger notamment des réformes sociales radicales qui n'entraient pas dans les plans de l'impérialisme ou contraire à ses intérêts, réformes sociales qui ne pourraient être financées que par la manne pétrolière et gazière sur laquelle l'impérialisme comptait justement.

## 1.2- Les liens mafieux des dirigeants de l'UMP.

Mediapart vient de révéler des liens étroits qui lient plusieurs proches de Nicolas Sarkozy à Ziad Takkiedine, l'un des protagonistes majeurs de l'affaire Karachi : intermédiaire présumé dans des contrats d'armement, il est au coeur des enquêtes menées par des juges d'instruction parisiens.

Un peu comme les Français qui partent en vacances chez des amis ou la famille pour économiser de l'argent. Jean-François Copé et Brice Hortefeux ont pu décompresser grâce au sulfureux homme d'affaire.

Mediapart dévoile plusieurs photos inédites qui attestent de liens jusqu'ici insoupçonnés avec le premier cercle du chef de l'État. L'ancien ministre de l'intérieur Brice Hortefeux, l'ancien conseiller de Sarkozy Thierry Gaubert, l'actuel secrétaire général de l'UMP et ex-ministre du budget Jean-François Copé, et Dominique Desseigne, le patron du Fouquet's, où Nicolas Sarkozy a célébré sa victoire à l'élection présidentielle en mai 2007.

En août 2003, Jean-François Copé, Brice Hortefeux et leurs épouses sont partis en mer sur "La Diva", le yacht de Ziad Takkiedine :

Jean-François Copé a séjourné dans la villa du cap d'Antibes de l'intermédiaire en ventes d'armes, comme ici en août 2003 également :

En octobre 2003, Ziad Takiedine fait aussi visiter le Liban à Jean-François Copé, celui qui est alors secrétaire d'État des relations avec le Parlement :

On ne choisit pas sa famille, mais ses amis oui. Et Ziad Takiedine n'est peut-être pas la meilleure fréquentation pour des hommes politiques. Suite à la publication de ces clichés, les familles des victimes de l'attentat de Karachi ont réclamé, lundi l'audition de Copé et Hortefeux par la justice. (lepost.fr 12.07)

### 1.3- Verte est l'illusion "**au-delà des frontières politiques**"

Eva Joly a remporté une victoire assez large face à Nicolas Hulot à la primaire d'Europe Ecologie-Les Verts, avec 58,16% des voix.

"Eva Joly a fait une campagne interne très axée sur la gauche identitaire, maintenant son salut pour la campagne présidentielle c'est d'être ouverte et se servir de la complémentarité avec Nicolas Hulot", souhaite Virginie Votier, récemment passée du MoDem à EELV, qui milite pour une écologie "**au-delà des frontières politiques**". (liberation.fr 12.07)

## 2- Egypte.

2.1- Le Conseil militaire égyptien, qui assure l'intérim à la tête du pays, a lancé une mise en garde aux manifestants qui font le siège du plus important bâtiment gouvernemental au Caire et menacent de s'installer dans d'autres lieux de la capitale.

Ils ne doivent pas "*nuire à l'intérêt public*", a prévenu le Conseil alors qu'une manifestation était prévue dans la journée pour demander une vaste purge des membres du régime déchu du président Hosni Moubarak, chassé par la rue en février après quasiment 30 ans au pouvoir, et la comparution devant la justice des policiers accusés d'avoir tué des manifestants pendant la révolte. (AP 12.07)

2.2- Le chef du gouvernement égyptien Essam Charaf a accepté la démission de son vice-Premier ministre, Yehia el Gamal, réclamée par les manifestants, a annoncé mardi le gouvernement sur sa page Facebook. (Reuters 12.07)

## Economie

### 1- UE. De nouveaux cadeaux aux banquiers en perspective

Alors que les résultats des tests de résistance bancaire doivent être dévoilés vendredi, l'Union européenne s'est d'ores et déjà engagée à soutenir les banques qui échoueraient. "*Le Conseil a confirmé que des mesures appropriées seraient prises pour remédier à la situation*", indique un texte adopté mardi 12 juillet par les ministres européens des finances lors d'une réunion à Bruxelles.

Ces mesures incluront une participation du secteur bancaire lui-même mais aussi "*un soutien des gouvernements*" européens "*en cas de besoin*" et dans le respect des règles de concurrence en Europe, pour ne pas avantager certains établissements en difficulté, ajoute-t-il.

Les banques européennes sont très exposées à l'Italie. Le secteur financier allemand est engagé à hauteur de 116 milliards d'euros dans ce pays, selon les chiffres de la Bundesbank. Les établissements français seraient pour leur part exposés "*à hauteur*

de 290 milliards", selon un analyste parisien s'exprimant sous le couvert de l'anonymat.

Les tests de cette année menés sont présentés comme plus "sévères" que les précédents et concernent 91 banques représentant 65 % des actifs bancaires européens. (lemonde.fr 12.07)

## 2- Euro. "roll-over" ou plutôt game over !

La réunion mensuelle de l'Eurogroupe n'a pas permis de clarifier quelle participation des banques, compagnies d'assurance et fonds d'investissements était envisagée pour aider la Grèce et les ministres se sont limités à charger un groupe technique de les étudier au cours des prochains jours.

Surtout, ils sont revenus sur leur promesse d'éviter coûte que coûte un "événement de crédit" et un "défaut sélectif" en Grèce, perspective qui avait pourtant été spécifiquement écartée lors d'une précédente réunion de l'Eurogroupe puis par les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept.

Seule l'opposition de la Banque centrale européenne à cette possibilité a été reprise dans la déclaration finale, laissant le champ libre à l'Allemagne, aux Pays-Bas, à l'Autriche et à la Finlande pour faire passer le message, en public ou en privé, qu'il fallait désormais l'envisager sérieusement.

De source gouvernementale française, on indiquait mardi que le sujet ne serait pas tant de savoir s'il fallait choisir entre l'option française ou allemande de participation du secteur privé à un second plan d'aide à la Grèce, les deux étant jugées comme un défaut de crédit, mais d'apaiser les marchés.

Cette dernière solution, qui permettrait de réduire de manière conséquente le fardeau de la dette grecque, avait déjà été proposée par Berlin et discutée début juin avant d'être finalement écartée car elle impliquait un "défaut sélectif" de la Grèce, auquel s'opposaient la BCE et la France.

L'ensemble de la zone euro s'était rallié à cette position après un accord entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel mais ce consensus a volé en éclat lundi, une semaine jour pour jour après que l'agence de notation Standard & Poor's n'indique que la troisième option, celle proposée par la France d'un "roll-over" de la dette grecque arrivant à maturité d'ici 2014, entraînerait également une situation de défaut.

De manière inattendue, les ministres ont en revanche décidé de revoir à nouveau les conditions et le champ d'intervention du fonds de sauvetage "zone euro" (FESF), via notamment un allongement des maturités et un abaissement des taux d'intérêt des prêts versés au pays en difficulté.

Mardi matin, le Premier ministre français François Fillon a par ailleurs assuré que l'UE, si besoin, pourrait encore augmenter la capacité effective de ce fonds, qui vient d'être portée à 440 milliards d'euros, auxquels s'ajoutent des prêts du Fonds monétaire international.

Pour la première fois depuis 1997, le rendement de la dette à dix ans de l'Espagne comme de l'Italie a franchi la barre des 6,0%. (Reuters 12.07)

## 3- Irlande

L'agence de notation financière Moody's a annoncé mardi avoir rétrogradé la note de l'Irlande en catégorie spéculative avec perspective négative, soulignant que le pays aura sans doute besoin d'un nouveau plan de sauvetage.

La dette de l'Irlande, qui était notée Baa3, tombe à Ba1, le grade le plus élevé dans la catégorie spéculative.

L'agence américaine explique sa décision par la probabilité accrue à ses yeux d'un nouveau soutien financier qu'il faudra accorder au pays après le plan de sauvetage accordé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international. (Reuters 12.07)

## 4- Etats-Unis

Le déficit commercial américain s'est creusé à 50,23 milliards de dollars en mai, a annoncé mardi le département du Commerce. Il est le plus élevé depuis octobre 2008.

Les importations ont progressé de 2,6% à 225,1 milliards de dollars. Quant aux exportations, elles ont reculé de 0,5% par rapport à avril pour s'inscrire à 174,86 milliards de dollars. (Reuters 12.07)



Le 14 juillet

Quelques réflexions très rapidement.

1- En Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie, en France, les partis de l'Internationale jaune dévoilent au grand jour leur véritable nature contre-révolutionnaire, réactionnaire, renvoyant à leurs études les partisans du front unique...

2- A propos de la sortie de l'euro. Elle est souhaitable évidemment, tout dépend dans quelles conditions ou quel contexte elle pourrait se produire, question que les partisans de la sortie de l'euro n'abordent pas ou pas suffisamment. Ils agitent ce slogan comme un hochet en dehors du temps et de l'espace. On se demande s'ils ont vraiment réfléchi aux conséquences qui en découleraient dans tous les rapports économiques au niveau national et international. On rompt avec l'euro et on verra ensuite comment on gère la situation, un caprice de petit bourgeois ou d'aventurier en mal d'imagination. A les entendre on a l'impression que le pays serait seul au monde ou qu'il pourrait imposer sa loi aux autres qui s'empresseraient de la respecter, ben voyons, ce n'est pas sérieux.

L'euro empêcherait de résoudre les problèmes du chômage, de la précarité et de la pauvreté selon Jacques Nikonoff (son article : «Aucune politique de gauche n'est possible avec l'euro»), on se demandera pourquoi lorsque le PCF était au pouvoir avec le PS et que le franc était en vigueur ils ne les ont pas résolus, tout simplement parce qu'ils n'en ont jamais eu l'intention. L'euro aurait "bloqué" la croissance, il a oublié que cette tendance était largement amorcée dès le milieu des années 80, alors que le franc était en vigueur et que la production en Asie était en train de supplanter la production industrielle en Europe.

A l'écouter, il suffirait d'une décision politique dans le cadre des institutions en place (après une "*victoire électorale*", encore un adepte de la "*révolution par les urnes*"), de quelques mesures économiques auxquelles s'associeraient de bonne grâce banquiers et assureurs pour que le tour soit joué, quelle criminelle illusion ! Encore un nostalgique de l'époque de "*la Libération*", de la IVe République, il fait l'impasse sur le plan Marshall, il passe sous silence l'augmentation de la productivité due au remplacement de l'outil de production (obsolète) détruit pendant la guerre (sinon à quoi bon une guerre !), plus loin il confond la situation au début des années 70 avec le monde d'aujourd'hui ou encore Dubaï et l'Argentine avec la France, comme d'autres confondent la situation sociale dans un pays comme la Norvège faiblement peuplé avec sa rente pétrolière, et des pays qui ne disposent pas de matières premières et qui comptent des dizaines de millions d'habitants. Franchement, cela fait penser à quelqu'un qui veut absolument imposer son point de vue et qui est à court d'arguments pour le défendre honnêtement.

Il suffirait de créer de la monnaie à tour de bras pour résoudre tous les problèmes, de la monnaie de singe dont aucun pays ne voudrait, alors expliquez-nous comment vous feriez pour vous fournir en matières premières sur le marché mondial si personne ne voulait de votre franc ? Pas de problème dit-il en tentant de s'en sortir avec une pirouette : tous les pays imiteraient la France, et si tel n'était pas le cas, en attendant vous feriez quoi ? Sans blague, il compte sur Chavez pour lui vendre du pétrole à bon prix ou lui échanger contre des marchandises, alors que les clients du Venezuela se trouvent être les différents impérialistes, dont les Etats-Unis. Dans son délire, il passe au cran supérieur et prévoit de monter les stocks de pétrole de 90 jours à un an, pourquoi pas dix pendant qu'il y est ! Il faudrait prendre la même mesure pour le gaz et la plupart des matières premières importées, le pays se transformerait en un gigantesque entrepôt ! Et le coût du stockage, encore un regrettable oubli, passons.

Il n'est pas plus crédible quand il suggère de ressortir la Charte de la Havane enterrée avant même d'avoir vu le jour. Et pour cause, elle était inapplicable, car elle impliquait (sur le papier) une sorte de répartition des richesses équitable à l'échelle mondiale antinomique avec les lois de fonctionnement du capitalisme qui privilégient l'accumulation du capital entre les mains des plus riches, et non une répartition des richesses entre les différents pays pour assurer le bien-être de leurs peuples, dont les capitalistes n'ont strictement rien à foutre, un point essentiel que Nikonoff a négligé. Selon cette Charte, tous les pays auraient été solidaires les uns des autres pour assurer un développement harmonieux de chacun, le monde aurait baigné dans le bonheur sans remettre en cause le capitalisme, dont les lois ne s'appliquent pas seulement au niveau d'un pays mais à l'échelle mondiale, par exemple un pays qui ne produirait que des cacahuètes se verrait livrer par les autres pays en échange de sa production toutes les matières premières et les marchandises à hauteur de ses besoins, décidément des philanthropes les capitalistes de Wall Street ; je n'ai pas lu en détail cette Charte, je dirais une utopie destinée à rester lettre morte, une illusion ou une forfaiture, une profession de foi pleines de bonnes intentions sans lendemain, j'en fais peut-être ou sans doute encore une lecture trop généreuse.

Point besoin de révolution, une élection fera l'affaire, on conserve les institutions et la Constitution de la Ve République retoquée, donc point besoin d'un parti révolutionnaire, pas de guerre civile, et pour cause il n'est pas question d'exproprier les capitalistes (sans les indemniser). Nikonoff stalinien for ever !

Nous nous sommes écartés de notre sujet, la sortie de l'euro. Elle serait envisageable au plan intérieur, le franc servirait aux échanges au plan national, tandis que l'euro serait conservé comme monnaie de change pour les transactions internationales pour ne pas se retrouver du jour au lendemain coupé du marché mondial. On peut interpréter cela comme une concession au



capitalisme dans la mesure où il serait impossible de procéder autrement, en attendant que le prolétariat d'autres pays se soulève et que la révolution sorte de son isolement qui à terme signifierait sa mort.

Il y a les principes et il y a la réalité qui nous impose d'ajuster nos principes, refuser de l'admettre serait suicidaire... L'essentiel, c'est d'inscrire cette mesure, qui d'une certaine manière nous serait imposée, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, de la révolution permanente à l'échelle mondiale.

En famille. Plus royaliste que le roitelet.

François Hollande : « *Alors moi, je vais prendre un engagement devant vous : c'est que, si je suis élu président de la République, ma première priorité (...), ce sera de réduire et de maîtriser la dette publique* » a-t-il dit sur Europe 1.

« *Parce que la dette publique, c'est l'ennemie de la gauche et c'est l'ennemie de la France* » a-t-il ajouté. (20minutes.fr 13.07)

Raison de plus pour boycotter les élections de 2012 ! Annulation de la dette, c'est non négociable !

L'ennemi de la "gauche", c'est celui qui veut faire payer la dette de l'Etat aux travailleurs au lieu de la faire payer aux banquiers, à l'aristocratie financière et aux capitalistes en général.

Vous avez dit hystérique ?

« *C'est à ne rien y comprendre, soupire Sylvain Broyer chez Natixis. Car il n'y a pas de raison objective de s'attaquer à l'Italie. Ses finances publiques ne mettent pas en péril ce pays qui a su, contrairement à d'autres, faire certaines réformes.* »

Pour Jean-Luc Proutat, chez BNP Paribas « *Les marchés sont simplement devenus hystériques* ». (liberation.fr 13.07)

Ils veulent le beurre, l'argent du beurre et le cul de la crémière en prime, c'est marrant que ces gens-là dont c'est le métier de comprendre l'économie n'y comprennent finalement pas grand chose. C'est ce qui arrive à tous les gens qui croient détenir la vérité !

Comment ça marche.

L'anarchie du capitalisme concerne aussi la finance. Tous les gouvernements complices mais aucun ne veut assumer, normal.

Alors que l'Europe se déchire autour des plans de sauvetage, les fonds d'investissement internationaux spéculent sur l'avenir incertain de la Grèce, de l'Italie ou encore de l'Irlande. En face, les détenteurs de Credit Default Swaps (CDS) misent sur la faillite.

La dictature de l'euro et la lutte des classes en question.

Leurs finances au bord de la faillite sont au coeur du débat européen. Cette instabilité résulte principalement d'un manque de souplesse de leurs mécanismes d'ajustement face à un euro fluctuant. D'autre part, ces pays souffrent d'une situation sociale conflictuelle née d'un taux de chômage élevé.

Les hedge funds... comme au casino.

Les banques d'un État surendetté craignent pour leurs propres finances. Elles cherchent donc à se défaire rapidement de leurs dettes. Entrent alors en jeu de nouveaux investisseurs prêts à prendre des risques. C'est le créneau des hedge funds. Ils rachètent cette dette à moindre coût en pariant sur une amélioration de la situation.

Spéculer, une "réaction normale".

Rien de scandaleux à cela, selon les investisseurs. " *Ce n'est pas de la spéculation, mais une réaction normale aux signaux du marché. Ceux qui sont à blâmer sont les gouvernements de ces pays qui ont laissé filer leur déficit. Si cette situation se présentait dans le cadre d'une entreprise, celle-ci aurait fait faillite depuis longtemps* ", nous confie le président d'une société d'investissement française. (Faux : avant son "redressement" la dette de General Motor dépassait les 70 milliards de dollars et la plupart des grandes entreprises fonctionnent à crédit, cela ne pose pas de problème en temps normal, mais quand les ventes baissent durablement, c'est la faillite. - note du site)

Quand le malheur des uns fait le bonheur des autres.

Autres profiteurs potentiels, les détenteurs de CDS. Cette prime à l'assurance peut s'avérer extrêmement rentable si l'acheteur a anticipé les difficultés financières de l'État. Il touchera cette prime et les bénéfices liés en cas de rupture de contrat si le pays fait défaut.

Opportunisme.

Les fonds d'investissement sont souvent montrés du doigt, accusés d'avoir un comportement opportuniste face aux pays en crise. S'il est clair qu'ils ont gros à jouer dans les pays endettés, les conséquences de leur implication ne sont pas forcément néfastes. (pour qui ? - note du site)

Tirer profit d'un cadavre.

La participation du secteur privé dans le rachat de la dette profite indirectement aux institutions financières, notamment au FMI et à l'UE, qui voient le montant qu'elles auront à déverser, si le pays fait défaut, diminuer à vue d'oeil.

Ceux qui misent sur la faillite.

À l'inverse, les détenteurs de CDS tentent d'influer sur la confiance des investisseurs en soulignant les faiblesses du pays concerné afin de le conduire à la faillite.

Juge et partie à la fois ou marché de dupes.

Les notes attribuées à chaque pays par les agences de notation pèsent directement sur la confiance des investisseurs. Or, les anticipations de ces derniers sont auto-réalisatrices. S'ils jugent qu'un pays est en passe de faire faillite, ce pays fera effectivement faillite. *"Le résultat dépendra donc de celui qui aura été le plus convaincant."*

La crise de la dette se résumerait donc à un vaste terrain d'affrontement entre des agents économiques aux intérêts opposés. Le jeu d'influence des deux parties explique notamment les difficultés rencontrées par les institutions financières et l'Union européenne pour trouver un accord et le mettre en pratique. Leur décision de sauver ou non les pays endettés sonnera la fin du combat. (lepoint.fr 13.07)

## Politique

### 1- France

*"Ce qui va peser, parmi bien des paramètres, c'est la façon dont chacun se comportera durant les dix prochains mois"*, a estimé François Fillon devant les députés et sénateurs de l'UMP et du Nouveau centre à l'Hôtel de Matignon.

François Fillon s'est dit persuadé que la *"crédibilité"* de Nicolas Sarkozy fera la différence en 2012. (lexpress.fr 13.07)

Que sous-entend et dit Fillon ?

Ce qu'il sous-entend. Que si lors du Congrès (députés et sénateurs) le PS ne vote pas l'introduction de la "règle d'or" dans la Constitution, il portera la responsabilité de la dégradation économique des comptes de l'Etat après avoir été sanctionnée par les agences de notation, parce qu'il estime que la majorité de la population serait convaincu du bien-fondé de cette modification de la Constitution. Dans ce cas-là pourquoi n'organise-t-il pas un référendum ? Parce qu'il en connaît d'avance le résultat qui serait négatif.

Ce qu'il dit. En évoquant la *"crédibilité"* de l'épileptique du Château qui plafonne à 30% dans les sondages, il compte sur la propagande du gouvernement relayée en boucle quotidiennement jusqu'au mois de mai 2012 par les médias aux ordres pour faire oublier son bilan catastrophique. On fait confiance à l'UMP pour user de tous les moyens à sa disposition pour orchestrer une campagne délétère contre son principal adversaire à l'élection présidentielle, le PS pour ne pas le nommer, pour redorer le blason de La Talonnette littéralement haï par l'immense majorité.

Cette bataille de chiffonniers ne nous intéresse pas, qu'ils s'étripent entre eux, on comptera les points. Par contre, on mettra en lumière leurs coups tordus pour mettre en garde les travailleurs contre ce qui les attendra quand ils se soulèveront contre le régime, histoire de leur montrer de quoi ils sont véritablement capables, en leur précisant qu'ils n'ont encore rien vu, qu'ils n'ont là qu'un avant-goût des méthodes qui caractérisent la mentalité misérable de ces représentants du lumpenprolétariat de la bourgeoisie aux abois.

### 2- Espagne

Les députés espagnols ont approuvé mardi soir la limite de budget pour 2012 (117,353 milliards d'euros), qui prévoit un recul des dépenses de 3,8% par rapport à 2011, le gouvernement souhaitant poursuivre sa politique d'austérité afin de réduire son déficit public. (liberation.fr 13.07)

### 3- Italie

Le ministre italien de l'Economie et des Finances, Giulio Tremonti, a annoncé mercredi que le plan de rigueur (40 milliards d'euros) allait être "renforcé" et "approuvé d'ici vendredi" par le parlement afin de rassurer les marchés qui craignent une contagion de la crise de la dette à l'Italie.

"Le décret sera renforcé sur les quatre années", soit de 2011 à 2014, et "approuvé d'ici vendredi" par le parlement, a déclaré le ministre lors de l'assemblée de l'association bancaire italienne à Rome, sans donner plus de précisions.

L'Italie inquiète les marchés en particulier en raison de son énorme dette publique de près de 1.900 milliards d'euros (environ 120% de son PIB) qui est l'une des plus élevées du monde en valeur absolue.

Répondant à l'appel à l'unité du président de la République Giorgio Napolitano et du chef du gouvernement Silvio Berlusconi, majorité et opposition sont tombées d'accord mardi pour accélérer l'adoption du plan par le Parlement. (liberation.fr 13.07)

### 4- Egypte

Le ministre de l'Intérieur égyptien Mansour el-Issawi a annoncé mercredi le limogeage de 587 officiers supérieurs de la police, ce qui était l'une des revendications des manifestants campant place Tahrir depuis six jours pour réclamer une accélération des réformes.

Dans le même temps, l'agence de presse officielle a annoncé que les élections législatives, dont on attendait la tenue en septembre, devraient avoir lieu un ou deux mois plus tard, un report annoncé par la junte assurant l'intérim du pouvoir et qui va également dans le sens des demandes des manifestants.

Selon la télévision publique, 37 des officiers limogés seront inculpés pour avoir tué des manifestants. (AP 13.07)

### 5- Algérie.

Le mouvement de grève des personnels navigants commerciaux (PNC) d'Air Algérie, entamé lundi, s'est radicalisé mercredi avec l'annulation de l'ensemble des vols intérieurs et extérieurs, a annoncé mercredi la radio algérienne, recommandant aux voyageurs "d'appeler avant de se déplacer à l'aéroport".

Devant la tournure dramatique prise par cette grève mardi soir, le directeur général d'Air Algérie, Mohamed Salah Boulouf, avait annoncé que "les meneurs de la grève sont licenciés et leur réintégration se fera au cas par cas après la reprise du travail".

Cette radicalisation a également poussé la Coordination des sections syndicales de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) à lancer "un appel à la sagesse et à l'apaisement des esprits".

"La revendication du personnel navigant commercial, même légitime, ne peut aboutir que dans un cadre consensuel et concerté entre tous les syndicats et l'entreprise", ajoute la Coordination de son communiqué.

Par ailleurs, l'Associated Press a appris mercredi par la voix d'un haut responsable de l'Union générale de travailleurs algérien (proche du pouvoir) que "des discussions sont en cours actuellement pour débloquer rapidement la situation dans la journée".

Le syndicat revendique une augmentation des salaires de l'ordre de 106%, alors que le nouveau directeur général Mohamed Salah Boulouf, avait expliqué lundi qu'"il ne pouvait aller au-delà de 20% d'augmentations pour tous les personnels de la compagnie, faute de quoi l'équilibre financier, au demeurant très fragile de l'entreprise, risque d'être affecté". (AP 13.07)

### 6- Israël. Boycott !

La loi adoptée par la Knesset (Parlement israélien), qui érige en infraction le fait d'appeler à un boycott contre l'État d'Israël ou ses colonies de Cisjordanie, aura un effet délétère sur la liberté d'expression en Israël, a déclaré Amnesty International mardi 12 juillet.

Cette loi controversée, votée dans la nuit du 11 juillet, érige en infraction civile le fait d'appeler au boycott économique, culturel ou intellectuel de personnes ou d'institutions en Israël ou dans les territoires palestiniens occupés pour des motifs politiques.

Toute personne appelant à un tel boycott peut faire l'objet de poursuites et être frappé d'une amende (jusqu'à 50.000 shekels, environ 10.000 euros).

Les partisans de cette loi, initialement présentée en juillet 2010 par le député de la Knesset et président de la coalition Ze'ev Elkin, ont clairement fait savoir que ce texte visait principalement à sanctionner les personnes qui appellent à boycotter pour faire campagne contre les colonies illégales d'Israël dans les territoires palestiniens occupés ou dénoncer les violations des droits des Palestiniens actuellement induites par ces colonies.

« *Bien que ses partisans allèguent le contraire, cette loi est une tentative flagrante de museler la dissidence et le travail de campagne pacifiques en attaquant le droit à la liberté d'expression, que tous les gouvernements se doivent de respecter* », a indiqué Philip Luther, directeur adjoint du Programme Afrique du Nord et Moyen-Orient d'Amnesty International.

« *La définition vague du boycott peut s'appliquer à tout citoyen utilisant cet outil de dissidence non violente pour critiquer une personne ou une institution impliquée dans des atteintes aux droits humains ou des violations du droit international en Israël et dans les territoires palestiniens occupés.* »

Plusieurs ONG israéliennes de défense des droits humains ont fait savoir qu'elles comptaient se pourvoir devant la Haute Cour de justice israélienne.

Les parties qui portent plainte n'auront pas à prouver que l'appel au boycott a engendré des dommages réels : les tribunaux pourront ordonner aux personnes ou aux organisations concernées de verser des dommages et intérêts indépendamment des torts causés.

En outre, la loi autorise le ministre des Finances à annuler l'exonération d'impôts des ONG appelant à un boycott, ce qui menace le financement de nombreuses ONG israéliennes de défense des droits humains. Les sociétés ou les associations prenant part à un boycott risquent également de perdre le droit de postuler pour des contrats gouvernementaux. (Amnesty International 12.07)

## Social.

### France

Déjà en forte augmentation au premier trimestre, l'indice de référence des loyers (IRL) qui sert de base à la révision des loyers a poursuivi sa croissance entre mai et juin. Les locataires doivent s'attendre à une progression de 1,73%. (lefigaro.fr 13.07)

## Economie.

### 1- UE

La zone euro continuait mercredi d'être divisée sur la question d'un possible défaut grec, qui devrait finalement être tranchée la semaine prochaine lors d'un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des 17 pays de la monnaie unique.

Berlin, qui avait mercredi matin largement refroidi les espoirs de voir une telle réunion être organisée, a fini par en accepter le principe, a indiqué une source diplomatique de haut rang, qui a ajouté que la date finale dépendrait de l'avancement des discussions en cours sur la participation du secteur privé à un second plan d'aide à la Grèce.

Pratiquement au même moment, l'agence de notation Fitch annonçait l'abaissement de la note de la Grèce, qui était déjà en catégorie spéculative, de B+ à CCC en invoquant l'absence d'un programme crédible dans le pays.

" *Le principe d'avoir une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro est accepté par les principaux acteurs, dont l'Allemagne* ", a dit ce diplomate, avant de préciser que le sommet aurait lieu la semaine prochaine et non vendredi comme évoqué initialement.

Il a par ailleurs indiqué que la date finale en serait arrêtée en fonction de l'état d'avancement des discussions en cours entre les membres de la zone euro sur le double dossier de la participation du secteur privé et d'un " défaut sélectif " de la Grèce qui serait déclaré par les agences de notation et dont les conséquences potentielles sont incalculables.

Apportant de l'eau au moulin allemand, le Fonds monétaire international a estimé que cette participation privée à un nouveau plan grec était primordiale alors que la dette du pays devrait atteindre un pic à 172% en 2012, contre 159% précédemment attendu.

Selon plusieurs diplomates, trois idées restent sur la table: celle d'un rachat d'obligations grecques sur le marché secondaire avec l'aide du fonds de soutien "zone euro" (FESF), celle d'un " swap " d'obligations existantes pour de nouveaux titres à la

maturité allongée, poussée par l'Allemagne, et celle d'un " roll-over " de la dette grecque, soutenue par la France.

Au-delà des cas grecs, irlandais et portugais, les trois pays bénéficiant d'un plan d'aide, c'est aussi et surtout désormais les situations de l'Italie et de l'Espagne, des pays jugés trop gros pour être secourus, qui inquiètent les marchés.

Avant de se replier légèrement mercredi, les rendements des obligations italiennes et espagnoles ont touché des plus hauts historiques ces derniers jours. " *Les grands pays sont désormais en crise. Cela devient assez dangereux* ", a estimé un trader. (Reuters 13.07)

## 2- Etats-Unis

La banque centrale des Etats-Unis est prête à poursuivre l'assouplissement de sa politique monétaire en cas de faiblesse économique et de recul de l'inflation, a déclaré mercredi le président de la Réserve fédérale Ben Bernanke.

Il présentait devant la commission des services financiers de la Chambre des représentants son exposé semestriel sur l'état de l'économie.

" *Il reste possible que la récente faiblesse économique se montre plus tenace que prévu et que les risques déflationnistes ressurgissent, induisant la nécessité d'un soutien monétaire supplémentaire* ", a déclaré Ben Bernanke.

Il a souligné que les prévisions de la Fed de juin, déjà nettement révisées à la baisse par rapport à celles d'avril, ne comprenaient pas les derniers indicateurs et notamment les chiffres très décevants de l'emploi en juin.

Wall Street a bondi aussitôt après ce discours, sur l'espoir d'un nouvel assouplissement monétaire. Les trois grands indices avaient gagné plus de 1% en matinée. Ils restaient en hausse dans l'après-midi mais avaient réduit leurs gains.

Prié de dire si la Fed serait disposée à relancer un programme de rachat d'obligations si la situation économique se dégradait, Bernanke a répondu: " *Tous les choix doivent être disponibles; nous ne savons pas comment l'économie va évoluer* ".

Questionné sur le budget, le président de la Fed a répété que si le plafond de la dette n'était pas relevé, ce serait un gros coup dur pour la reprise économique mondiale.

" *Réduire des programmes ou relever les impôts de telle manière que cela diminue la demande cumulée (...) voilà qui ralentira l'économie* ", a-t-il expliqué. (Reuters 13.07)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 15 juillet

En famille. Édouard de Rothschild est de gauche, si, si...

Selon le directeur de la publication et de la rédaction du quotidien *Libération*, Nicolas Demorand, dans une interview publiée par L'Express, *Libération* est 'aujourd'hui en France le seul grand quotidien de gauche' et 'a pour vocation de restituer la totalité des débats qui peuvent traverser cette famille politique'. (lemonde.fr 14.07)

Consommer toujours plus...

La France compte 16,6 millions d'abonnés à une offre payante, selon Médiamétrie. (lefigaro.fr 14.07)

## Parole d'internaute

(Sur le bras de fer entre démocrates et républicains aux Etats-Unis.)

- " *Je ne comprends pas comment une banque qui possède 1 dollar peut en prêter 30 voire 32. Il fallait que cela pète. Aux US, les Bush Tax cuts depuis 10 ans ont eu un impact négatif sur l'économie: très peu de croissance économique, l'emploi n'en parlons plus, et les recettes du Gouv't ont baissé + le cout des guerres... Un courrier d'investisseur récent dit que cette crise de la dette va déboucher sur "a Major Global financial Collapse", un effondrement global du système financier très douloureux.*" (lemonde.fr 14.07)



Mais cher monsieur, c'est ainsi que fonctionne les banques et le capitalisme en général. Lire plus loin l'article sur JP Morgan Chase.

- *"Imaginez vous que les républicains ont refusé un plan de réduction de \$4T composé de 85% d'économies et de 15% d'extra revenus...car la proposition de la Maison Blanche proposait 87%/13%. Tout est là."* (lemonde.fr 14.07) (4T signifie 400 milliards de \$ - note du site)

Imaginez un instant ce que représente 2% en plus d'impôt sur des dizaines et dizaines de milliards de dollars de bénéfices...

- *"L'impôt sur le revenu est le plus bas depuis plusieurs décennies aux USA. Reagan lui-même avait augmenté les impôts, d'ailleurs. Non, ce qui coince aujourd'hui, ce sont ces républicains intransigeants (fanatiques?) dont la ligne est de garder les avantages fiscaux pour les ménages gagnant plus de \$250k/an. Voyez vous, si les républicains cédaient, le "Tea Party" s'en prendrait à cœur joie et pourrait même se présenter seul à la présidentielle. Je crois que c'est ça, le cauchemar des républicains."* (lemonde.fr 14.07)

Vous avez dit *"fanatiques"*, c'est le mot correct, et ce sont des fanatiques qui a deux reprises ont mis le monde à feu et à sang au XXe siècle, ont orchestré le 11 septembre 2001 pour justifier la guerre contre l'Afghanistan puis l'Irak, puis la Libye...

Quel sale type...

- *"N'est ce pas M. Sarkozy qui a décoré de la légion d'honneur le 1er janvier dernier ce grand patriote qu'est Marc Ladreit de Lacharrière, patron de Fitch. Le même dont l'incompétence est affligeante et reconnue, et dont on peut dire qu'il est en partie responsable de la crise de subprimes. On ne comprend toujours pas pourquoi une procédure judiciaire n'a pas été ouverte contre ce type."*

Contre qui, la particule ou La Talonnette ou les deux ?

Le stalinisme n'est pas mort. Le plus sérieusement du monde, quand leur trahison devrait servir de guide aux travailleurs !

Le PRCF prône l'alliance du drapeau de la Commune avec celui tricolore de ses bourreaux, les Versaillais, sans rire : *"pour marcher au socialisme dans les conditions de notre époque" !*

Côté cour : *"En un mot, engager la rupture totale avec l'Union européenne du capital et avec le système capitaliste."*

Côté jardin : *"Comme nous l'ont appris Maurice Thorez et Jacques Duclos à l'époque du Front populaire, réapproprions-nous l'alliance victorieuse du drapeau tricolore et du drapeau rouge frappé des « outils » pour remettre la classe travailleuse à l'offensive face à l'énorme crise du capitalisme, de l'UE et de l'euro qui ne cesse de s'aggraver."*

*Vive la République sociale, souveraine et fraternelle qui permettra à notre peuple d'en finir avec le capitalisme destructeur pour marcher au socialisme dans les conditions de notre époque !" (extrait d'un tract daté du 12 juillet reçu hier)*

Le PRCF se réfère aux responsables du Front populaire qui ont refusé de rompre en 1936 avec le capital et la IIIe République et qui ont livré le prolétariat français au régime de Vichy, à Hitler, comme quoi on ne se refait pas.

Si dans le site vous ne trouvez plus de documents émanant du Front syndical de classe, c'est parce qu'ils ne m'en envoient plus, ils ont dû juger mes critiques et mes rappels historiques un peu trop embarrassants, ils doivent avoir comme bien d'autres une conception amnésique ou sélective, étriquée de la démocratie. Il faut dire qu'ils sont issus du même tonneau que les dirigeants du PRCF et qu'ils ne s'en cachent pas en faisant référence au stalinien Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT de 1982 à 1992, successeur et dauphin désigné du stalinien de choc Georges Ségué, conspué, éjecté en mai 68 avec les dirigeants de la CGT de l'usine Renault de Boulogne Billancourt...

Pour nous la démocratie ne se décreète pas et ne serait se limiter à un moment particulier de la lutte des classes, elle englobe la totalité de l'activité des partis et de leurs dirigeants. Si certains sont incapables d'assumer leurs discours et leurs actes dans le temps, nous n'y pouvons rien, c'est du domaine de leur responsabilité et non de la nôtre, car de notre côté, nous n'avons absolument rien à cacher aux militants et aux travailleurs, y compris nos erreurs quand nous en avons commises.

Si le PRCF demeure un pur produit du PCF, je m'interroge sur le courant ou la tendance qui se prénomme *La Riposte* dont autant les analyses, la phraséologie et la terminologie sont étrangères au PCF, pour tout dire, elles ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles du courant CCI du POI ou à celui issu de la LCR au sein de la tendance 1 ou 2 du NPA, ou encore l'association *Le Militant* ou les militants qui en sont issus (ex- La Lettre de Liaisons) et ont rejoint le Parti de gauche (dont Vincent Présumé, Raymond

Debord et Eric Augnet). Lisez leur article intitulé *Il y a 90 ans : la naissance du PCF* et vous en serez totalement convaincu, il ne peut pas avoir été écrit par un cadre ou dirigeant du PCF, car un tel parti ne peut sécréter de tels militants ou de telles analyses.

Ce courant ou cette tendance fait la retape auprès des militants et des travailleurs pour s'évertuer à présenter le PCF comme un parti révolutionnaire ou un véritable parti communiste qui se serait égaré du droit chemin (sic !), car ils doivent estimer que ce parti est indispensable et qu'aucune solution politique conforme aux intérêts des travailleurs ne serait possible sans qu'y soit associée le PCF et bien entendu le PS, c'est nous qui ajoutons cette précision. Lors récemment de l'élection par les militants du PCF de leur candidat à la candidature du Front de gauche pour les présidentielles de 2012, ils ont soutenu un apparatchik du PCF depuis 30 ans, André Chassaing, sans doute un "*vrai communiste*".

J'ai lu quelques-uns de ses discours et tout comme dans ceux que j'ai lu de La Riposte, il y ait bien question de renationalisations et quelques autres réformes, de la rupture avec l'Union européenne, mais nulle part je n'ai trouvé trace de la nécessité de mener le combat pour l'abolition des institutions de la Ve République, pas plus que l'expropriation sans indemnité des capitalistes, il faut que je précise que je n'en ai lu qu'une dizaine sur leurs sites ou différents blogs. Le PRCF tient exactement le même discours, le Comité Valmy ou l'Arc également.

La méthode. Les stalinien et les crypto-stalinien avancent des revendications qui se veulent radicales sans l'être vraiment quand on y regarde de plus près, dans l'objectif de répondre partiellement à l'état d'esprit de l'avant-garde du prolétariat et acquérir leur confiance ou endormir leur méfiance, mais ils y manquent toujours le petit quelque chose qui inscrirait ces revendications dans la perspective d'une rupture avec le capitalisme qui passera obligatoirement par une solution politique, la liquidation des institutions et l'élévation de la classe des exploités au rang de classe dominante. Cela fait penser à la technique de marketing des supermarchés qui mettent en tête de gondole des produits bon marché pour attirer le client et dont on pourrait très bien se passer, tandis que plus vous avancez dans leur boutique vous découvrirez que les produits qui vous intéressent sont hors de portée de votre bourse. On aurait pu prendre l'exemple des morceaux de poisson disposés au fond d'un casier métallique pour attirer des proies, et dont ils ne peuvent plus s'échapper.

La technique bien rodée consiste à avancer des revendications sociales quand il est évidemment impossible de les satisfaire, pour les abandonner quand les conditions sont réunies pour les satisfaire sous divers prétextes fallacieux. Ce fut le cas en 36, 47, 68, 81 et lors de chaque mouvement social d'ampleur nationale (Sécu, retraite, etc). Et comment procèdent-ils pour s'en sortir ? C'est très simple, en prétendant que les conditions (le rapport de forces par exemple) ne sont pas réunies alors qu'elles le sont, ce que les militants peuvent difficilement comprendre, puisqu'on ne leur a jamais expliqué en quoi consistaient vraiment ces conditions, conditions qui se situent sur le plan politique, souvenez-vous, un plan qui a été volontairement délaissé au profit des seules revendications à caractère social. A ce stade, les militants qui n'ont pas vraiment de repères (politiques) doutent, se divisent, et l'appareil du parti en profite pour liquider le mouvement engagé et soutenir à fond le régime l'air de rien.

On pourrait affirmer que c'est la raison d'être du PC et du PS et ses satellites. Ce sont des partis fondamentalement contre-révolutionnaires, qui ont pour seul objectif d'attirer vers eux les travailleurs en rupture partielle ou totale avec le régime, à la fois pour les dégoûter et les détourner du socialisme, leur interdire de trouver une issue politique en dehors du régime (les institutions), les empêcher de se tourner vers d'autres partis ouvriers du type POI, NPA ou LO, pour finalement assurer la survie du régime en place.

Cela ne signifie pas que l'on ne puisse pas combattre avec des militants de ces partis qui peuvent être parfaitement sincères dans leurs intentions, mais cela signifie aussi qu'il est impossible de proposer une politique de front unique en direction de ces partis ou leurs dirigeants dont il n'y a absolument rien à attendre, ce que l'immense majorité des travailleurs ont compris depuis belle lurette.

L'entrisme dans ces partis qui conduit à les présenter autrement que ce qu'ils sont vraiment ou qui conduit à faire naître l'illusion dans la tête des travailleurs que ces partis et leurs dirigeants pourraient évoluer favorablement, est une entreprise criminelle vouée de toutes manières à l'échec, comme les expériences passées l'ont amplement prouvées.

Je rajoute quelques lignes après avoir trouvé quelques renseignements intéressants sur le Net.

C'est difficile de s'y retrouver dans cette multitude de courants, après réflexion bien que je ne puisse rien affirmer, La Riposte serait bien pilotée par des militants du courant *Le Militant* qui pratique l'entrisme dans différents partis. (<http://www.marxist.com>)

Dans sa présentation on peut lire ceci :

- "*Les communistes sont tous d'accord sur la nécessité de lutter contre le capitalisme et d'en finir avec ce système. C'est un acquis très important, qui forme le socle commun de l'ensemble du parti.*"

L'"ensemble du parti" lutterait pour en finir avec le capitalisme, il y en a qui sont déjà en train d'étouffer de rire en lisant cela, voilà à quelle falsification honteuse on en arrive pour justifier sa place dans le PCF et ne pas s'en faire éjecter.

- "nous avons besoin d'un PCF puissant et doté d'un programme et d'une stratégie qui frappent au cœur du problème, c'est-à-dire à la propriété capitaliste des banques, de l'industrie et de la grande distribution."

Pas une seule référence aux institutions de la Ve République qu'il nous faut abattre, je confirme. ( A suivre)

Extrait de Wikipédia :

- Le Militant est une association, créée en 2004, issue de la tendance trotskiste internationale « Militant » de Ted Grant, dont ils ont tiré un bilan critique.

Ses adhérents sont également membres du Parti socialiste, du Parti communiste français, du Parti de Gauche et des responsables syndicaux de la CGT de FO et de la FSU

A la différence d'autres tendances issues du trotskisme, les rédacteurs de Militant cherchent à combiner présence dans les partis de gauche (PCF, PG), construction des organisations syndicales (principalement CGT et FO) et action à la base dans les milieux populaires délaissés.

Sur le site [www.marxist.com](http://www.marxist.com), j'ai commencé à lire un article fort intéressant où j'ai appris qu'il existait deux tendances principales au sein de la IVe Internationale en 1946, une prétendant que le capitalisme en Europe (et dans le monde) allait connaître une nouvelle période de stabilité et de développement, donc que la révolution ne serait pas à l'ordre du jour pendant toute cette période ou qu'elle n'aurait aucune chance de vaincre, ce qui fut amplement confirmé par ce qui a été appelé les *Trente glorieuses* et l'échec de tous les mouvements sociaux ou politique à caractère plus ou moins révolutionnaire, et l'autre prétendant exactement le contraire défendu notamment par Pierre Lambert (ex-dirigeant de l'OCI-PCI-PT), autrement dit la théorie foireuse de "*l'imminence de la révolution*" qu'on nous concoctait encore à l'OCI à la fin des années 70 ne datait pas de la veille, elle était le produit d'un dirigeant névrosé qui s'était toujours avéré incapable d'analyser correctement les conditions objectives, cela vaut évidemment pour tous ceux qui l'ont suivi aveuglément et son dauphin, D. Gluckstein.

Je suis capable de faire la part des choses et je ne partage pas pour autant les positions opportunistes défendues par ce courant politique.

Ce qui est totalement intolérable dans cette histoire, ce n'est pas que Lambert ait commis une erreur, cela arrive à tout le monde, mais qu'il se soit entêté dans son erreur pendant 30 ans, que pendant 30 ans il ait trompé des milliers et milliers de militants, dont votre serviteur, qu'il ait systématiquement écarté ou exclu les militants, cadres ou dirigeants qui osaient remettre en doute son analyse de la situation qui était foireuse. C'est terrible camarades, terrible !

J'avais déjà abordé ce sujet dans plusieurs articles ou causeries, mais j'ignorais jusqu'à présent à quelle époque précise elle remontait. Lambert n'était pas un crétin, il avait largement eu le temps de se rendre compte de son erreur et pourtant il a persisté dedans pendant trois longues décennies, à ce stade-là, ce n'était plus une simple erreur d'appréciation passagère, mais un penchant avéré, délibéré, conscient à tromper les militants de son parti.

Je répète que je ne partage pas les positions souvent brouillonnes ou opportunistes défendues par ce courant, cependant par moment ils ont des moments de lucidité sur la situation, dont d'ailleurs ils sont incapables de tirer partie, on en recausera sûrement prochainement. Ils développent une analyse conforme au marxisme que tout développement du capitalisme se traduit à un moment donné par le développement de la lutte des classes, et qu'il faut s'attendre à ce développement dans les pays comme la Chine, ce que nous avons commencé à observer ces toutes dernières années, d'où la nécessité pour nous de nous pencher davantage sur l'évolution de la situation en Chine et les pays dits émergents. (A suivre)

## Politique

1- France. Surprise, surprise.

Mercredi, cinq soldats français ont été tués et quatre autres grièvement blessés dans un attentat en Afghanistan, dans la province de Kapisa (nord-est). Ces morts portent à 69 le nombre de soldats français tués dans ce pays depuis 2001.

La veille, Nicolas Sarkozy s'était rendu en visite surprise en Afghanistan.

Nicolas Sarkozy a expliqué avoir décidé de réunir un conseil de sécurité jeudi midi à l'Elysée pour organiser "*les nouvelles conditions de sécurité du travail de nos soldats, dans la période de transition qui s'ouvre entre aujourd'hui et le départ des forces françaises d'Afghanistan*".

"Nous sommes maintenant davantage face à des actions de type terroriste que seulement des actions militaires", a constaté le chef

de l'Etat à l'issue de cette visite. "Il y a donc un nouveau contexte, et face à ce nouveau contexte il faut de nouvelles mesures de sécurité". (AP 14.07)

Foirée la parade militaire de Sarkonapoléon, pas de bol !

En France, quand un fait divers défraie la chronique, le parvenu de Neuilly se jette dessus et pond dans la foulée une nouvelle loi liberticide qui ne change rien aux conditions à l'origine de ce fait divers, en Afghanistan, à défaut de pouvoir pondre une loi dont les Afghans se foutraient éperduement, après la mort de ces soldats le voilà qui requalifie une guerre en acte terroriste pour masquer l'impuissance ou l'incapacité de l'armée d'occupation de vaincre la résistance afghane.

## 2- Egypte

L'idée insolite de lancer des chameaux et des chevaux contre les manifestants de la place Tahrir au Caire en février faisait partie d'un plan élaboré par l'ancien président de la Choura (Sénat), Safouat el-Chérif, un proche du président Moubarak, ont indiqué jeudi des enquêteurs.

La commission chargée d'enquêter sur les événements de la journée du 2 février, l'une des plus violentes du soulèvement, a déterminé que M. el-Chérif, également chef du parti présidentiel, était le «cerveau» d'une vaste opération visant à briser la contestation ce jour-là.

M. el-Chérif fait partie d'un groupe de 25 personnes que le parquet a décidé la semaine dernière de traduire en justice pour avoir orchestré les violences ce jour là. On y trouve également l'ancien président de la chambre des députés, Fathi Sorour. (liberation.fr 14.07)

## Economie

### 1- Grèce

Après l'agence de notation Standard & Poor's, c'est au tour de Fitch de dégrader de trois crans la note souveraine de la Grèce à CCC, contre B+ auparavant. (lemonde.fr 13.07)

### 2- Etats-Unis

#### 2.1- Faites sauter la banque.

La deuxième banque américaine, JP Morgan Chase, a inscrit un bénéfice net de 5,4 milliards de dollars (3,80 milliards d'euros) au deuxième trimestre.

Le produit net bancaire a progressé de 7% à 27,4 milliards de dollars.

L'encours de créances était de 689,74 milliards de dollars à la fin du trimestre contre 686 milliards fin mars. (RReuters 14.07)

Le produit net bancaire est une dénomination spécifique aux établissements bancaires, équivalent au chiffre d'affaires. Il s'agit de la somme des produits d'intérêts et des produits non productifs d'intérêts. (<http://www.boursereflex.com/lexique/pnb>)

#### 2.2- Deux poids et deux mesures

La tension est brusquement montée autour de l'impasse du débat budgétaire aux Etats-Unis. Le pays risque en effet de perdre sa note de crédit maximale AAA dans les semaines qui viennent si le Congrès ne parvient pas à trouver un accord pour relever le plafond de la dette nationale, a annoncé l'agence de notation Moody's, mercredi 13 juillet.

Les risques d'un défaut de paiement sur les obligations d'Etat américaines, qui passent pour être l'investissement le plus sûr au monde, ont augmenté depuis que l'Etat a atteint, le 16 mai, le plafond légal d'endettement de 14 294 milliards de dollars.

Les républicains, majoritaires à la Chambre des représentants, refusent de voter un relèvement et demandent qu'on s'attaque au déficit. Ils ne se satisfont pas des coupes dans les dépenses sociales proposées par M. Obama, car le président démocrate souhaite également augmenter la fiscalité des plus riches, un chiffon rouge pour ses adversaires, partisans de faire des économies mais tenants d'une ligne anti-impôt. Les réunions quotidiennes organisées depuis dimanche à la Maison Blanche n'ont jusqu'ici abouti à aucun résultat concret.



Le sous-secrétaire au Trésor chargé des finances intérieures, Jeffrey Goldstein, a réagi en déclarant que l'annonce de Moody's était un rappel opportun de la nécessité pour le Congrès de s'accorder avec le gouvernement pour éviter un défaut de paiement des Etats-Unis.

La réunion quotidienne de négociations s'est ensuite tenue à la Maison Blanche, dans une ambiance très tendue. En guise de conclusion à la réunion, Barack Obama leur aurait signifié qu'il ne ferait plus de concession, même s'il devait mettre son mandat en péril. *"J'en suis arrivé au stade où je dois dire : 'ça suffit !' Est-ce que Ronald Reagan resterait assis ici ? J'ai atteint mes limites. Cela peut peut-être entraîner la fin de ma présidence, mais je ne céderai pas sur ce point"*, a-t-il affirmé selon l'attaché parlementaire républicain. (lemonde.fr 14.07)

Moody's ne s'en prend pas à la dette faramineuse des Etats-Unis comme il le fait envers l'Irlande, la Grèce, le Portugal, l'Espagne, tous les pays de la zone euro, non? il presse les républicains et démocrates à s'entendre pour en relever le plafond ! Et qui paiera ? Les travailleurs des pays déjà cités.

### 2.3- La quadrature du cercle.

Des coupes claires trop profondes dans les dépenses publiques risquent de mettre à mal une reprise déjà fragile aux Etats-Unis, a prévenu le président de la Réserve fédérale Ben Bernanke jeudi.

*"Tout ce que je demande, alors que le Congrès examine le calendrier et les modalités des amendements au budget, c'est que ce dernier prenne en compte qu'à très court terme la reprise reste fragile et que des coupes profondes et excessives à très court terme seraient préjudiciables à cette reprise"*, a-t-il dit, devant la commission bancaire du Sénat.

Ben Bernanke a ajouté qu'un défaut sur la dette américaine serait dévastateur. *"Ce serait un résultat calamiteux"*, a-t-il dit. *"Cela créerait un grave choc financier qui aurait des répercussions non seulement sur l'économie américaine mais aussi sur l'économie mondiale"*.

Ne pas relever le plafond de la dette dans les temps constituerait une *"auto-mutilation"* pour l'économie, a-t-il jugé. (Reuters 14.07)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 16 juillet

Schivardi qui a toute notre sympathie n'a décidément pas de bol, c'est une véritable source d'emmerdements pour le POI -il ne doit pas être le seul dans ce cas-là, le préfet de l'Aude vient de le contraindre à retirer son arrêté municipal, interdisant aux jeunes de moins de 17 ans non accompagnés de figurer dans la rue après 22h dans sa commune de Mailhac.

Messieurs les dirigeants du POI, avant de prendre un arrêté municipal d'une telle portée, on commence par consulter les lois en vigueur ou un spécialiste dans ce domaine si l'on ne s'en sent pas capable ou qu'on n'est pas sûr de son coup, excusez-nous, vous vous êtes comportés là comme des amateurs ou de vulgaires aventuriers.

Rappel. On peut parler d'un véritable acharnement de l'Etat contre le POI. Après l'invalidation des affiches du POI sur lesquelles figurait la mention *"candidats des maires"*, l'annulation lors des cantonales de son poste de conseiller général de Ginestat dans l'Aude pour quelque 235 euros qu'il avait déboursés de sa poche, voilà que c'est son arrêté municipal qui est retoqué, alors que dans le fief sarkoziste de Montauban, la maire a fait passer une batterie de lois liberticides... mais légales.

Pour des gens qui respectent scrupuleusement la légalité et qui n'hésitent pas à exclure sur le champ tout militant qui ne s'y conforme pas (pour usage de drogue par exemple), cela la fout plutôt mal et doit jeter le trouble dans la tête de plus d'un militant du POI.

Et presque chaque fois que Schivardi ouvre la bouche, il en rajoute une couche !

Dans le portail *Forum des marxistes révolutionnaires*, un dénommé Lorient qui se présente comme un militant du POI, courant CCI, a écrit le 27 juin à 22h29 : *"Tu penses sérieusement que le tournant Schivardi a été applaudi par tous les militants du POI et particulièrement du CCI ? Je te laisse le soin de prendre comme indicateur de ce tournant les abonnements IO depuis 4 ans, c'est à dire avant et après, inutile d'en dire plus ..."* et plus loin répondant à un autre militant du POI intervenant sur ce forum (NPA) *"Et Schivardi, et la campagne du candidat des maires de France pour 400k €, ça t'a pas fait mal au c. ?"*. Quel gâchis en terme d'énergie dépensée par les militants et d'argent gaspillé, pour quel résultat ?



Camarades du POI, Gluckstein et les vieux cerveaux sclérosés révisonnistes qui dirigent le CCI vous feront boire le calice de la honte jusqu'à la lie ! Remuez-vous, réagissez ! " *On aurait bien dû s'apercevoir que quand on renverse une bouteille, la lie monte et gâte le vin !* " (Balzac, les Paysans)

Extraits de quelques passages du *Programme de Transition* (1938) qu'ils n'ont jamais été capables d'interpréter correctement. Ils s'y fient à la lettre, alors que les conditions décrites par Trotsky n'existent plus ou ont subi de profondes transformations.

On ne peut pas mettre leurs erreurs répétées inlassablement depuis 70 ans sur le compte de Trotsky, puisqu'il n'a pas vécu assez longtemps pour corriger son programme ou le refondre en fonction des modifications intervenues immédiatement après-guerre, comme il ne pouvait pas prévoir quelle forme prendrait la lutte des classes à partir de 1945 en France et dans le monde.

Ajoutons qu'il faut être d'une mauvaise foi incroyable ou pratiquer le culte de la personnalité pour ne pas s'en apercevoir au cours d'une simple lecture ; en comparant de quelle manière il décrivait l'évolution prévisible de la société ou du monde à l'issue de la guerre et ce qui s'est passé réellement, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que cela n'avait pas grand chose à voir, notamment sur la question clé des conditions objectives et des ressources dont disposerait encore le capitalisme pour assurer sa survie pendant plus de sept décennies supplémentaires. A partir d'une analyse basée sur ce programme et qui n'allait rien avoir à voir avec la situation telle qu'elle allait se présenter à partir de 1945, fatalement la stratégie qui allait être adoptée pour construire le parti ne permettrait jamais d'atteindre cet objectif ou allait s'avérer désastreuse. C'est là qu'est la véritable origine de la crise de la IVe Internationale qui a éclaté en 1952-53, on y reviendra une autre fois.

1- *"Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes."*

En réalité les forces productives ont continué de croître, même si une partie s'est transformée en forces destructives ; au contraire les nouvelles inventions et les progrès techniques ont conduit à un accroissement de la richesse matérielle dont presque chacun peut profiter en France et dans les pays similaires, sous forme de biens d'équipement (voiture, réfrigérateur, téléviseur, téléphone, machine à laver, etc. ; quant aux privations et aux souffrances, elles ne concernent pas les masses mais uniquement les couches les plus défavorisées du prolétariat, Trotsky n'a pas connu la société telle qu'elle existe aujourd'hui et depuis déjà plusieurs décennies où les hommes et les femmes travaillent, où deux salaires dans un ménage vous placent au rang des couches moyennes vivant confortablement, etc.

2- *"La crise actuelle, qui est encore loin d'avoir dit son dernier mot, a pu déjà montrer que la politique du New Deal aux États-Unis, pas plus que la politique du Front populaire en France, n'ouvre aucune issue dans l'impasse économique."*

Ce constat concernait uniquement la période qui allait déboucher sur la seconde guerre mondiale, mais en aucun cas la période suivante au cours de laquelle l'extraordinaire potentiel industriel des États-Unis et son vaste marché intérieur allait tenir le rôle d'entraînement du capitalisme mondial... Trotsky n'a jamais affirmé qu'il serait impossible qu'une nouvelle période de prospérité (et de stabilité) du capitalisme voie le jour après guerre ou alors c'était une erreur.

3- *"Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore "mûres" pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir."*

C'est exact, tout dépend à quoi on se réfère. D'un point de vue historique ou théorique, c'est exact, si maintenant on fait référence aux conditions objectives que connaissent les masses c'est faux, il faudrait que les conditions de travail et d'existence du prolétariat retombent au niveau qu'ils étaient autrefois pour que cette affirmation soit correcte. Les Lambert, Gluckstein et Cie. ont tout simplement confondu les deux en permanence jusqu'à nos jours. C'est seulement si la crise actuelle devait s'approfondir encore et encore que cette affirmation retrouverait toute sa justesse. Comme disait Marx à Bismarck : allez-y mesdames et messieurs Sarkozy, Cameron, Zapatero, Merkel, etc. frappez, frappez encore plus fort sur la tête du prolétariat, vous allez réussir l'exploit de déclencher une révolution prolétarienne dans votre pays...

4- *"Des masses de millions d'hommes s'engagent sans cesse sur la voie de la révolution."*

On les chercheraient en vain de nos jours et depuis belle lurette, en tout cas en France ou en Europe.

5- *"L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier"*

Précision qui est tombée dans l'oreille d'un sourd nommé Lambert, puis Gluckstein. C'est la dégradation des conditions objectives des masses qui les conduisent à passer à l'action, or elles n'ont cessé de s'améliorer entre 1945 et le début des années 80, ce que Trotsky ne pouvait pas prévoir évidemment, par contre les dirigeants qui se réclament du trotskisme ont vu se dérouler

ce processus sous leurs yeux sans en tenir compte, ils ont continué d'agiter ce programme comme un fétiche.

6- *"Les syndicats, même les plus puissants, n'embrassent pas plus de 20 à 25 % de la classe ouvrière".*

On est passé depuis à 8% en incluant les cadres, 5% seulement dans le secteur privé ou marchand, dont les trois quart sont concentrés dans les grandes entreprises où les ouvriers sont les mieux payés ou disposent d'avantages importants par rapport aux autres travailleurs, leurs luttes ont généralement un caractère purement corporatiste, tout comme les fonctionnaires.

7- *"C'est pourquoi les sections de la IVe Internationale doivent constamment s'efforcer, non seulement de renouveler l'appareil des syndicats, en proposant hardiment et résolument dans les moments critiques de nouveaux leaders prêts à la lutte à la place des fonctionnaires routiniers et des carriéristes, mais encore de créer, dans tous les cas où c'est possible, des organisations de combat autonomes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise, sans même s'arrêter, si c'est nécessaire, devant une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats. S'il est criminel de tourner le dos aux organisations de masse pour se contenter de fictions sectaires, il n'est pas moins criminel de tolérer passivement la subordination du mouvement révolutionnaire des masses au contrôle de cliques bureaucratiques ouvertement réactionnaires ou conservatrices masquées ("progressistes"). Le syndicat n'est pas une fin en soi, mais seulement un des moyens dans la marche à la révolution prolétarienne."*

En totale contradiction avec ce qui est écrit ici, il existe des liens organiques entre l'appareil du POI et celui de FO notamment. Ainsi nos valeureux "trotskystes" respectent à la lettre un programme qu'ils ont élevé au rang de dogme quand cela les arrangeait, et s'en détournait ou l'interprétait à leur manière quand il leur posait problème. Vous imaginez Gluckstein et ses amis s'engager dans la voie d'"une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats"...

8- *"Que la propagande pour les comités d'usine ne soit ni prématurée ni artificielle, c'est ce que démontrent amplement les vagues d'occupations d'usines qui ont déferlé sur un certain nombre de pays. De nouvelles vagues de ce genre sont inévitables dans un prochain avenir. Il est nécessaire d'ouvrir à temps une campagne en faveur des comités d'usine pour ne pas se trouver pris à l'improviste."*

Vous en avez entendu parler lorsque le POI a lancé sa campagne pour l'interdiction des licenciements ? Non. Là le *Programme de transition* n'était plus une référence pour nos "trotskystes" à l'esprit ramoli, de même qu'ils ne mettront jamais en avant le mot d'ordre d'expropriation sans indemnité ni rachat.

9- *"Les comptes entre le capitaliste isolé et la société constitue un secret du capitaliste"*, beaucoup moins de nos jours, depuis la création des Comités d'entreprise après guerre, puis notamment les lois Auroux au début des années 80, mais comme les syndicats sont contrôlés par des syndicalistes subordonnés au capitalisme, ces informations leur servent à mieux asservir les travailleurs au capitalisme au lieu de les aider à le combattre. Donc ce qui devait être un avantage s'est transformé en son contraire, un moyen supplémentaire pour subordonner les revendications des travailleurs à la bonne marche de l'entreprise. D'outil de combat contre le patronat, il est devenu un élément essentiel de la collaboration de classes, au même titre que la politique contractuelle.

On poursuivra plus tard cette lecture commentée du *Programme de transition*. J'ai rédigé ces lignes très rapidement, elles demandent à être complétées ou corrigées.

Trotsky avait rédigé ce programme sans tenir compte suffisamment de la place et de l'importance que prendrait le stalinisme après guerre, notamment dans les syndicats, il ne pouvait pas le deviner non plus. Un certain nombre de questions qu'il proposait de mettre en avant ne tenait pas compte de ce facteur.

Je ne sais pas si l'on peut dire qu'il a sous-estimé la nature bourgeoise que prendrait inévitablement le combat du mouvement ouvrier pour l'amélioration de la condition ouvrière, dès lors qu'il serait dirigé par des réformistes ou des staliniens principalement, et qui aurait pour conséquence de rendre aux ouvriers le capitalisme plus supportable et de les éloigner d'autant du socialisme et des conditions objectives indispensables pour qu'une révolution ait lieu. Trotsky a commis l'erreur selon moi de ne pas avoir tenu compte des conditions dans lesquelles la lutte des classes se développerait pendant une période de prospérité du capitalisme, sachant que le mouvement ouvrier serait dirigé par des lieutenants de la bourgeoisie, à sa décharge il ne pouvait pas prévoir que cette période allait durer environ 30 ans.

Il faut tenir compte aussi qu'il a écrit ce programme lorsque l'agriculture occupait encore environ un travailleur sur deux dans le pays, que l'industrie n'en occupait qu'un sur quatre ou légèrement plus et que le dernier quart ou légèrement moins concernait le secteur des services, vous corrigerez cette approximation, alors que de nos jours, les actifs dans le secteur de l'agriculture représentent à peine 4% de la totalité des travailleurs du pays, ceux du secteur des services 65 à 75%, et le reste dans l'industrie proprement dit.

Cela pour dire qu'on ne peut comparer que ce qui peut l'être, et qu'une grande partie de ce programme s'est avérée dépassée dès le lendemain de la guerre et bien davantage depuis, ce qui n'enlève rien aux analyses qu'il contenait et qui se sont avérées

exactes bien entendu. Il contient encore quelques éléments dont nous pouvons encore nous servir, mieux, certains qui ne correspondaient plus à la réalité d'hier et qu'ils auraient fallu abandonner, vont de nouveau se retrouver d'actualité. On ne jette pas le bébé avec l'eau du bain, on prend la peine de réfléchir avant.

Pour nous le marxisme n'est pas un dogme, aucun programme, au ouvrage rédigé par un marxisme ne doit être pris à la lettre, on peut en tirer des enseignements pratiques pour notre combat ou théoriques pour comprendre l'évolution du capitalisme et de la lutte des classes, de la société et du monde en général, mais pas davantage.

A ceux qui estiment insupportables de critiquer les oeuvres des marxistes ou leurs chers dirigeants, nous leur disons ceci : imaginez ce que serait devenu le Capital de Marx, quel usage il en aurait été fait s'il était paru dans sa version inachevée où des chapitres entiers comportaient de grossières erreurs d'analyse, excusez du peu, un volume sur trois selon Engels qui a juste eu le temps de le corriger avant de disparaître à son tour, vous l'auriez appris par coeur, vous l'auriez récité pendant des décennies, peut-être même toute votre vie, et bien dites-vous qu'ils ont dû laisser derrière eux pas mal d'erreurs qu'ils n'ont pas décelées ou qu'ils n'ont pas eu le temps de corriger.

Ajoutons qu'on ne peut pas leur imputer l'usage qui a été fait par la suite de leur oeuvre par une tripotée d'incapables ou d'opportunistes en tous genres, pour tromper les travailleurs, prendre le pouvoir ou tout simplement assurer la survie alimentaire de leur appareil. Ceux qui prétendent ne pas détenir la vérité, précisons à seul fin de mettre en confiance les militants, les ignorants ou les naïfs, sont généralement ceux qui se comportent comme s'ils la détenaient, ce n'est pas une affirmation, un simple constat, par expérience.

En famille. La réaction parade.

Qu'est-ce qu'il y a de plus réac qu'un dirigeant UMP-PS-FN admirateur de la police ou de l'armée ?

Touche pas à mon armée ! Pour défendre l'ordre des prédateurs, des affameurs, des parasites, des privilégiés, des ordures qui ruinent quotidiennement la vie de millions de travailleurs et leurs familles et bien davantage dans le monde et qu'il faut balayer de ce vieux monde pourri aurait dit Lénine.

«*Je pense que le temps est venu de supprimer les défilés militaires du 14 juillet parce que ça correspond à une autre période*», a déclaré la candidate d'Europe Écologie - Les Verts pour 2012, Eva Joly, fustigeant «*cette France guerrière*».

«*Si chaque année nous rendons hommage à nos forces armées le jour de la fête nationale, c'est parce que nous rendons hommage à une institution qui assure la défense des valeurs de la République française, de la liberté, de la fraternité, de l'égalité*», a estimé le premier ministre. «*Les forces armées françaises concourent au bon fonctionnement de la démocratie dans notre pays et c'est normal de leur rendre hommage. Je pense qu'il y a bien peu de Français qui partagent l'avis de Mme Joly*».

La présidente du Front national, Marine Le Pen, n'a pas non plus mâché ses mots sur RTL. «*Et pourquoi pas des stands pour fumer le chichon ?*», a-t-elle ironisé. «*Les propos d'Eva Joly sont consternants et démontrent qu'elle ne comprend pas le lien très profond qui existe entre les Français et leur armée. L'armée est le synonyme de notre liberté*», a-t-elle déclaré, assurant que l'ancienne magistrate n'était pas «*légitime*» pour la présidentielle.

Le rendez-vous de la honte.

Manuel Valls a jugé sur Twitter que «*tout cela n'est pas très sérieux*». Harlem Désir, le premier secrétaire du PS par intérim, a quant à lui évoqué sur France info «*un grand moment de rencontre entre la défense nationale et les citoyens*» et un «*grand rendez-vous*».

Un avis partagé par Ségolène Royal, également candidate à la primaire PS, qui a jugé sur France info qu'il était «*normal qu'on rende hommage au moins une journée par an à nos forces armées*». (source : lefigaro.fr 15.07)

Quelle grande famille quand même, sur tous les fronts ils se retrouvent, jusque dans les bas fonds de l'ignominie ! A bas l'armée des Versaillais, à bas la guerre, à bas toutes les forces de répression de ce régime qui tournent à la dictature.

## Politique

### 1- Italie

Les députés italiens ont adopté vendredi un plan d'austérité de 70 milliards d'euros.

Il comprend notamment une augmentation de la participation aux soins de santé, des réductions des avantages fiscaux et des retraites les plus élevées, un report de l'âge de la retraite et des gels des salaires dans le secteur public. Le gouvernement

souhaite aussi privatiser des groupes publics comme les chemins de fer ou la police, une fois le pic de crise passé.

L'opposition italienne estime que le plan d'économies pèse injustement sur les faibles et a voté contre. Elle n'a toutefois pas présenté d'amendements qui auraient pu empêcher son adoption accélérée. Quant au président Giorgio Napolitano, qui avait demandé une approche non partisane du traitement de la crise, il a qualifié le vote du Sénat de "*miracle*". (AP 15.07)

## 2- Tunisie

La police tunisienne a tiré vendredi des grenades lacrymogènes pour disperser des centaines de manifestants venus demander une accélération des réformes, six mois après la chute de l'ancien président Zine ben Ali.

Plus de 700 manifestants se sont rassemblés sur la place de la Casbah à Tunis, le quartier historique de la ville, là où se trouvent les bureaux du Premier ministre Béji Caïd Essebsi, avant d'être chassés par les forces de l'ordre.

Les manifestants scandaient des slogans tels que "*Nous n'avons pas peur*" lorsque la police tentait de les disperser.

Des manifestations ont également eu lieu à Sidi Bouzid, où s'est immolé en décembre Mohamed Bouazizi, dont le geste a été le facteur déclenchant de la révolution tunisienne.

"*Nous voulons une nouvelle révolution*", criaient les manifestants, déçus par la lenteur des réformes qu'ils attendent maintenant depuis des mois.

"*Les gens sont en colère. Rien n'a changé et la frustration est bien là, chez tout le monde*", a dit à Reuters l'un d'entre eux, Mehdi Alharchana. (Reuters 15.07)

## 3- Egypte

Des milliers d'Egyptiens se sont massés vendredi place Tahrir, au Caire, afin de maintenir la pression sur les dirigeants militaires pour qu'ils accélèrent la démocratisation et jugent au plus vite l'ancien président Hosni Moubarak, ainsi que ses anciens collaborateurs.

Mais au-delà de ce grand rassemblement, l'absence des Frères musulmans, le mouvement politique le plus structuré de l'Egypte post-révolutionnaire, a été particulièrement remarquée.

Présents lors de la dernière grande manifestation organisée il y a une semaine en Egypte, les Frères musulmans ont justifié leur décision en expliquant qu'il fallait du temps aux autorités pour répondre aux demandes du peuple.

Selon les analystes, l'actuelle prudence de la confrérie des Frères musulmans s'expliquerait par le fait que ses responsables ne souhaitent pas froisser l'armée, qui dirige le pays depuis la chute du président Hosni Moubarak, en février.

"*Les jeunes rejettent en bloc le langage des menaces employé par le Conseil suprême des forces armées. Il rejettent aussi ce mode de dialogue*", a dit Mohamed Adel, un responsable du mouvement du 6-Avril.

Les mécontents de la place Tahrir, dont certains campent depuis une semaine à cet endroit, ont dit n'avoir pas du tout apprécié le ton utilisé cette semaine dans des communiqués de presse diffusés par l'armée, au sein desquels les manifestations étaient décrites comme des menaces pour l'ordre public.

Les autorités égyptiennes avaient prévenu qu'elles utiliseraient tous les moyens légaux, sans violence, pour faire cesser ces mouvements. Mais pour l'heure, aucune action dans ce sens n'a été mise en oeuvre à travers le pays.

Place Tahrir, vendredi, les slogans hostiles au pouvoir intérimaire ont fusé.

"*A bas le régime militaire!*", scandait notamment un groupe de personnes venues manifester.

D'autres demandaient que soient jugés tous les policiers qui ont tué des manifestants pendant les grands mouvements de contestation du début d'année.

Tous avaient un point commun, celui de demander que leurs revendications, en termes de démocratie et de justice, ne restent pas lettres mortes. (Reuters 15.07)



#### 4- Syrie

La Syrie a été le théâtre vendredi des plus importantes manifestations depuis le début, en mars, du soulèvement contre le régime de Bachar al Assad, dont les forces de sécurité ont abattu au moins 20 contestataires pour cette seule journée, ont rapporté des témoins et des opposants.

Malgré une répression ayant coûté la vie à 1.400 civils depuis mars, selon le bilan des opposants, des centaines de milliers de Syriens sont descendus dans les rues après les prières hebdomadaires et la contestation semble désormais avoir atteint Damas, pourtant plus aisée et mieux quadrillée par l'appareil de sécurité.

Encouragés par cette évolution, les opposants restés en Syrie et ceux vivant en exil devraient tenter de se structurer samedi en créant un Conseil national de 75 membres.

*"Il s'agit des plus grandes manifestations à ce jour. C'est un défi lancé ouvertement aux autorités, notamment quand on voit la forte affluence enregistrée pour la première fois à Damas"*, a déclaré Rami Abdelrahman, directeur de l'ONG Observatoire syrien des droits de l'homme.

La police n'a pas hésité à tirer à balles réelles sur la foule à Damas et dans ses faubourgs, où 11 personnes ont été tuées, ainsi qu'à Deraa, berceau de la contestation dans le sud de la Syrie, où l'on déplore quatre morts, ont rapporté des témoins et des militants de l'opposition. Trois autres personnes ont été tuées par balles dans la province d'Idlib, dans le nord-ouest du pays, et deux autres à Homs.

A Hama, grande ville où en 1982 le régime baassiste a durement réprimé un soulèvement, une foule immense s'est rassemblée sur la place centrale, place de l'Oronte, en scandant: *"Le peuple veut le renversement du régime!"*, pouvait-on voir sur des vidéos. La présence de blindés aux entrées de la métropole n'a pas dissuadé les contestataires de descendre dans les rues.

Au moins 350.000 personnes ont manifesté en outre dans la province orientale de Daïr az Zour, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Bien qu'étant le coeur de la modeste industrie pétrolière syrienne, la province de Daïr az Zour est l'une des régions les plus pauvres de ce pays de 20 millions d'habitants. Cette zone désertique souffre de pénuries d'eau depuis six ans, phénomène dû essentiellement, selon des experts, à une mauvaise gestion et à la corruption ambiante.

Parallèlement à cette répression, Bachar al Assad a promis d'engager des réformes et lancé un "dialogue national", qui a été boycotté par ses principaux opposants.

*"Les autorités sont en train de réagir au refus de l'opposition de participer au dialogue que le régime souhaitait mettre en place pour couvrir ses meurtres"*, a déclaré Louay Hussain, personnalité de l'opposition restée à Damas et interrogée au téléphone par Reuters.

Des opposants ont prévu d'organiser une conférence samedi à Istanbul, en coordination avec une autre réunion d'opposants prévue à Damas.

Radouane Ziadeh, l'un de ces opposants, a déclaré à Reuters que cette conférence déboucherait sur l'élection d'un Conseil national de 75 membres, dont 50 issus de l'opposition restée en Syrie et 25 de celle en exil.

*"C'est la première fois que nous aurons un dialogue commun (entre) l'opposition en Syrie et les Syriens exilés"*, a-t-il dit d'Istanbul. (Reuters 15.07)

#### 5- Libye

Les pays de l'Otan et les puissances arabes membres du groupe de contact sur la Libye, réunis à Istanbul, ont reconnu vendredi le Conseil national de transition (CNT) mis en place par les insurgés comme seule instance représentative du peuple libyen.

Les puissances occidentales ont parallèlement annoncé qu'elles allaient accroître la pression militaire contre le régime de Mouammar Kadhafi et prévenu qu'il n'y aurait pas de pause pendant le ramadan, le mois de jeûne de la religion musulmane, qui commence cette année le 1er août.

La reconnaissance des insurgés de Benghazi comme *"autorité gouvernementale légitime en Libye"* est d'importance: elle pourrait conduire au déblocage de milliards de dollars d'avoirs libyens actuellement gelés (plus de 34 milliards de dollars sont gelés aux Etats-Unis). (Reuters 15.07)



## 6- Bahreïn

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé vendredi à un rassemblement du Wefaq, principal parti de l'opposition chiite à Bahreïn, pour réclamer des réformes politiques dans le royaume.

Après avoir écrasé par la force un soulèvement majoritairement chiite en février et mars, la famille régnante sunnite a ouvert un dialogue national depuis deux semaines.

Devant environ 30.000 partisans agitant des drapeaux bahreïnais et scandant "un homme, une voix", le chef du Wefaq, le cheikh Ali Salman a réclamé vendredi des réformes offrant au peuple davantage de pouvoir dans la conduite des affaires du pays.

*"La véritable victoire est de parvenir à un consensus national sur de profondes réformes démocratiques répondant aux exigences du peuple en faveur de la justice et apportant sécurité, stabilité et développement"*, a-t-il dit.

Il a aussi annoncé que le Wefaq déciderait dimanche du maintien ou non de sa participation au dialogue national.

Les délégués de cette formation ont claqué la porte des discussions mardi après l'emploi par un représentant sunnite d'un terme péjoratif pour désigner les chiites. Quelques heures plus tard, ils ont annoncé qu'ils souhaitaient se retirer définitivement des consultations, déjà contestées en raison du faible poids donné à l'opposition, représentée par 35 délégués sur 300.

Le gouvernement s'est engagé à poursuivre ce dialogue même en cas de départ du Wefaq mais un retrait de cette formation perçue comme modérée fragiliserait le processus.

Le Wefaq doit prendre en compte le poids croissant au sein de la communauté chiite des plus radicaux réclamant l'abolition de la monarchie et l'instauration d'une république. Ces derniers soulignent la faiblesse des résultats obtenus par le Wefaq avec son approche plus modérée.

*"Nous ne sommes pas pour renverser le régime, nous sommes pour le réformer"*, a répété vendredi Ali Salman, ce qui a conduit certains radicaux à quitter le rassemblement de dépit.

*"Mais soyons clairs, nous sommes pour de profondes réformes démocratiques"*, a-t-il ajouté.

La colère continue de gronder au sein de la communauté chiite, majoritaire dans le pays. Des manifestations bourgeonnent quotidiennement dans les villages entourant Manama, la capitale, et la police anti-émeutes tente de les disperser à l'aide de grenades assourdissantes, de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes. (Reuters 15.07)

## Social

### 1- Grande-Bretagne

Les journalistes de la BBC ont entamé une grève de 24 heures, vendredi 15 juillet, contre les suppressions d'emplois programmées au service international, le prestigieux World Service, du fait des coupes budgétaires imposées par le gouvernement.

Le programme d'information du matin de la radio nationale Radio 4 a été très perturbé. Selon un porte-parole de la BBC, 387 postes doivent être supprimés au World Service du fait de la baisse du financement gouvernemental.

La plupart seront des départs volontaires mais 'plus de 100 postes devront être supprimés de façon contraignante', a affirmé ce porte-parole.

*'Nous poursuivons nos efforts pour réduire le nombre de licenciements, mais il semble impossible de l'éviter complètement'*, a précisé un communiqué de la BBC. Le syndicat NUJ (National Union of Journalists) a jugé 'honteux' que la direction 'provoque' la grève pour des suppressions d'emplois qui pourraient, selon lui, être évitées en négociant des départs volontaires.

Le World Service est financé par le ministère des affaires étrangères, qui a exigé 16 % d'économies sur quatre ans à compter de 2011. Le service international a perdu l'an dernier 14 millions d'auditeurs, à la suite de la fermeture de plusieurs services de langues.

Dans le monde, 166 millions de personnes ont écouté le World Service chaque semaine en moyenne pour l'exercice 2010-2011 terminé en mars, contre 180 millions en 2009-2010.

En juin, le gouvernement britannique a rétabli 2,5 millions d'euros de fonds qui avaient été ponctionnés sur le service arabe de la BBC au nom de l'austérité. (lemonde.fr 15.07)

## 2- Ethiopie

Cinq millions de personnes sont exposées au risque de choléra en Ethiopie, pays touché par une grave sécheresse et où des cas de diarrhées aiguës, l'un des symptômes de cette maladie, ont été signalés, a fait savoir vendredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

*"Au total, 8,8 millions de personnes sont exposées au paludisme et cinq millions au choléra (en Ethiopie)", a déclaré le porte-parole de l'OMS, Tarik Jasarevic.*

Les autorités sanitaires éthiopiennes ont confirmé des cas de diarrhées aiguës dans les régions de Somali, d'Afar et d'Oromiya, a-t-il dit à Reuters.

La sécheresse qui frappe la Corne de l'Afrique touche actuellement une dizaine de millions d'habitants, aussi bien en Ethiopie, à Djibouti, au Kenya qu'en Somalie, et elle aggrave le risque de propagation de maladies infectieuses comme la polio, le choléra et la rougeole, précise l'OMS. (Reuters 15.07)

Ce qu'ils ne disent pas, c'est que pendant ce temps-là les marchands de canon continuent de vendre des armes au régime éthiopien corrompu.

## Economie

### 1- UE

1.1- Huit banques européennes (sur 90) ont échoué aux tests de résistance qui devaient évaluer leur réaction en cas de récession prolongée, a annoncé vendredi l'Autorité bancaire européenne.

Ces examens, qui ne prenaient pas en compte l'hypothèse d'un défaut de la Grèce.

Ils ont révélé que les banques qui ont échoué avaient besoin de 2,5 milliards d'euros de capitaux frais, bien moins que ce qu'anticipaient la plupart des analystes.

Cinq banques espagnoles, deux grecques et une autrichienne ne sont pas parvenues à surmonter le scénario le plus rude.

*"Avec seulement huit banques qui échouent, et la nécessité pour ces banques de lever 2,5 milliards d'euros de capital, ce n'est pas la solution si l'on veut restaurer la confiance", a commenté Michael Symonds, analyste credit de Daiwa Capital Markets à Londres.*

*"Ce dont nous avons besoin, c'était de voir davantage de banques échouer et devoir à terme lever davantage de capital."*

Les banques qui ont échoué ont désormais jusqu'au mois de septembre pour détailler la manière dont elles comptent combler leur déficit en fonds propres, tandis que leurs gouvernements doivent se tenir prêts à intervenir, avec de l'argent public si besoin.

*"Les résultats des stress tests montrent que les banques européennes sont plus fortes et mieux à même de résister aux chocs", ont réagi les commissaires européens au Marché intérieur et aux Affaires économiques et monétaires Michel Barnier et Olli Rehn dans un communiqué commun.*

L'opération n'est pas sans détracteurs. Ces derniers soulignent l'absence de l'hypothèse d'un défaut, même partiel, de la Grèce, qui entraînerait de lourdes pertes pour les banques françaises et allemandes.

La crainte que la crise grecque s'étende à l'Espagne et à l'Italie a fait s'envoler les taux de rendement de la dette de ces deux pays et de leurs banques. (Reuters 15.07)

Commentaire.

Ils ont réalisé ces tests à partir d'un scénario particulièrement optimiste qui n'a pas lieu d'être, et qui sera démenti dans les jours ou semaines à venir, preuve de leur désarroi et de leur impuissance à juguler cette crise qui finira bien un jour par prendre une tournure incontrôlable, un peu de patience...

1.2- Le président de l'Union européenne Herman Van Rompuy a annoncé vendredi avoir convoqué un sommet extraordinaire des dirigeants des pays de la zone euro pour le 21 juillet sur la crise de la dette et l'aide à la Grèce.

«*J'ai décidé de convoquer une réunion des dirigeants des Etats de la zone euro jeudi 21 juillet à 12H00 (10H00 GMT) à Bruxelles*», a-t-il indiqué sur son site de messageries twitter. «*Notre ordre du jour sera la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble et le futur financement du programme (d'aide) grec*», a-t-il précisé. (20minutes.fr 15.07)

Vendredi, un consensus ne semblait toutefois pas encore à portée de main entre les membres de la zone euro sur les contours d'un second plan d'aide à la Grèce et notamment sur la double question d'une participation du secteur privé et d'un possible "défaut sélectif" du pays.

"*Nous supposons que Van Rompuy a lancé l'invitation en jugeant qu'une solution pour la Grèce aurait été trouvée d'ici là*", a déclaré une porte-parole du gouvernement allemand. (Reuters 15.07)

## 2- Etats-Unis.

Citigroup (la troisième banque américaine par les actifs) a fait état vendredi d'une hausse de près de 24% de son bénéfice net au deuxième trimestre à 3,34 milliards de dollars (2,36 milliards d'euros).

C'est le sixième bénéfice trimestriel consécutif pour Citigroup, qui avait bénéficié de l'injection de 45 milliards de dollars d'aide fédérale américaine pour s'extirper de la crise financière.

Ces résultats ont été publiés au lendemain de ceux de JPMorgan Chase & Co, également ressortis meilleurs qu'attendu.

Citigroup a fait savoir que son produit net bancaire au deuxième trimestre ressortait à 20,6 milliards de dollars. (Reuters 15.07)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 17 juillet

Voilà comment ces gens-là s'en sortent avec une pirouette.

Selon le comédien et metteur en scène Denis Podalydès qui a interprété Nicolas Sarkozy dans "La conquête", Beckett répondait à la question "*pourquoi écrivez-vous ?*" : "*Bon qu'à ça*", pour justifier son refus de s'engager en politique ou plutôt pour justifier son ignorance du fonctionnement de la société avec laquelle d'ailleurs il s'accommode très bien.

A cette catégorie des masses on peut ajouter les membres des professions libérales (médecin, avocat, architecte, etc) qui sont très souvent dans le même cas et qui utilisent les mêmes subterfuges pour justifier leur choix politiques ou leur ignorance. Cela ne concerne pas seulement la politique, en dehors de ce qui se rattache à l'exercice de leur profession, ils sont pratiquement incultes dans tous les domaines ou dans le meilleur des cas en dehors d'un hobby ou deux ils ne possèdent que des connaissances superficielles qui suffisent à assouvir leurs petits besoins quotidiens. Ils sont en fait dans la même situation que les nantis du régime qui appuient sur un interrupteur et qui s'exclament : Youpi et la lumière fût !

Allez demander à un intellectuel de réparer une prise de courant ou de changer la courroie de l'alternateur de sa bagnole, la plupart en sont incapables, ils ne savent rien faire de leurs dix doigts.

Tous ces gens-là sont des handicapés de la vie qui en imposent par leur statut social dans cette société, et ils ne méritent certainement pas le statut supérieur que leur attribuent les ouvriers, qui eux n'ont pas à rougir de leur mais qui manquent singulièrement de confiance en eux, c'est là que je voulais en venir, sans évidemment exclure ces gens-là du combat que nous menons contre le régime.

Que dit ce comédien, parce qu'il se consacre à son métier il n'aurait pas de temps à consacrer pour essayer de comprendre comment fonctionne la société, car c'est cela également la politique. Donc lorsqu'il va voter ou doit s'exprimer sur une question sociale traitant au niveau politique, il le fait en toute inconscience, en fait sa décision est uniquement guidée par des considérations d'ordre purement individuelles, du genre : à titre personnel quel intérêt ai-je à soutenir telle ou telle idée ou mesure, qu'est-ce que cela va me rapporter, en s'en foutant pas mal de savoir si elle va nuire à la majorité, il l'ignore et ne tient pas à le savoir, car sa bonne conscience ne peut exister sans une bonne dose d'hypocrisie.

A la question de savoir qui doit diriger la révolution, quelle classe doit prendre le pouvoir, la réponse est claire, certainement pas

ces couches de petits bourgeois dont le niveau de compréhension de la société se limite à ce qui leur permet de vivre confortablement en régime capitaliste et se résume finalement à leur nombril.

Le film *La conquête* dans lequel ce comédien interprétait Sarkozy a été un bide, paraît-il, tant mieux, conseillons à ce comédien et aux autres de consacrer davantage de leur temps à étendre leur champs de connaissances au-delà de leur panse...

Le combat contre l'ignorance ne concerne pas uniquement les ouvriers ou les employés, ils s'adressent à toutes les couches exploitées de la société.

Bien dit

- Dette : Hollande s'aligne sur l'objectif du gouvernement - LeFigaro.fr (16.07)

Pas d'ostracisme, tous les candidats du PS sont sur la même ligne politique réactionnaire, d'ailleurs à l'unanimité ils ont adopté récemment le programme que leur direction leur a soumis.

## Politique

1- France.

En famille. Comment préparer les esprits à une nouvelle de cure d'austérité encore plus brutale que la précédente. Mode d'emploi.

Dans *Le Monde* daté du 17 juillet, François Hollande estime que le déficit de l'Etat doit être réduit à 3% dès 2013, soit l'échéance fixée par l'actuel le gouvernement

Le député de Corrèze explique qu'il ne s'agit pas de céder à une quelconque pression des marchés ou des agences de notation, mais de créer les conditions pour que la France retrouve confiance en elle.

*"Nous ne pouvons pas laisser gonfler la dette publique au risque de faire de la charge de nos intérêts le premier budget du pays, ce qui altérerait toutes nos marges de manoeuvre"*, explique-t-il.

François Hollande assure que s'il est élu, la première réforme du quinquennat sera la réforme fiscale. *"Le candidat qui annonce qu'il n'y aura pas d'effort supplémentaire après 2012 sera un président qui se parjurera"*. (Reuters 16.07)

Traduisons : Hollande est sur la même ligne réactionnaire que Sarkozy, parce qu'il partage avec lui son interprétation de la situation économique et sa détermination à faire payer cette crise aux travailleurs. Il le revendique et s'en défend à la fois, exercice périlleux qui ne trompera que ceux qui veulent bien l'être, il le revendique *"pour que la France retrouve confiance en elle"*, les marchés ne fonctionnent qu'à la confiance c'est bien connu, Hollande en est un représentant, il s'en défend parce que lui s'il était élu il disposerait de *"marges de manoeuvre"*, mais comme c'est un grossier mensonge, il doit bien admettre qu'il y aura un *effort supplémentaire (à faire) après 2012*, inévitablement évidemment, lui il n'y est pour rien le philistin, c'est de la faute à Sarkozy responsable de l'envolée de la dette et du déficit, alors qu'il vient de nous expliquer qu'il allait en réalité poursuivre sa politique. En tant que représentant des intérêts de la même classe sociale, celle du CAC 40, a-t-il vraiment le choix ?

Pourquoi affichent-ils tous ainsi la couleur pour l'après 2012 ?

D'une part, parce qu'ils sont tous soumis aux lois du marché, à l'UMP, puisque c'est naturel chez eux ils ne prennent pas trop la peine de le camoufler ou de le nier, au PS comme cela l'est moins du côté de leurs électeurs par rapport à ses dirigeants totalement inféodés au capitalisme, ils louvoient en permanence entre des vérités qui ne sont finalement que des constats et des contre-vérités (fatalité) qu'ils enrobent pour donner l'illusion que leur parti et leur programme seraient différents de l'UMP, et si les lois du marché s'imposent également à eux, voyez-vous c'est bien malgré eux... après s'en être réclamées, quand on boit le calice de l'infâmie mesdames et messieurs c'est jusqu'à la lie !

D'autre part, c'est pour préparer les esprits à ce qui attend les travailleurs à partir de mai 2012 et les empêcher de trouver une issue politique à la crise du capitalisme en dehors dur régime en place, ils n'auraient le choix qu'entre la peste et le choléra à défaut de pire, le FN par exemple... ou la révolution.

Hollande et les autres candidats du PS tiennent sur le fond exactement le même discours tout en se réclamant du socialisme qu'ils foulent aux pieds en permanence ou qui leur est totalement étranger. Si leur candidat est élu en 2012, il va appliquer au nom du socialisme la même politique que Papandréou ou Zapatero contre la classe ouvrière.

Dès lors je suggère qu'à partir de cette date tous les partis, organisations, groupes, comités de militants qui se réclament du socialisme et de la révolution prolétarienne unissent leurs forces et leur énergie, concentrent tous leurs moyens matériels, humains et financier, dans une énorme campagne nationale pour réhabiliter le socialisme et démontrer point par point aux travailleurs que le socialisme se situe aux antipodes de la politique antisociale appliquée par le gouvernement, que les partis qui sont au pouvoir et se réclament du socialisme y sont en réalité totalement étranger, en appelant à construire ensemble un parti ouvrier révolutionnaire sur les bases et dans la perspective du socialisme.

Pour ainsi dire, au lieu de participer à cette farce électorale inique dont on connaît l'enjeu, on vient de l'évoquer, le POI, le NPA ainsi que LO devraient dès maintenant étudier cette proposition et se préparer à mener cette bataille tournée évidemment contre la Constitution et les institutions de la Ve République, histoire de montrer aux travailleurs qu'il existe bien une alternative au capitalisme et au régime bonapartiste en place : le socialisme.

Cette campagne pourrait parfaitement s'inscrire dans le prolongement de la bataille engagée par le POI contre le projet de "réforme constitutionnelle" présenté par Sarkozy, parallèlement à celle qui vient d'être lancée par des syndicalistes en défense des syndicats, deux batailles que nous soutenons en invitant tous les militants à y participer quel que soit le parti ou le syndicat dans lequel ils militent ou s'ils sont inorganisés.

Nous sommes face à un problème politique et c'est au niveau politique que se situe l'issue à la crise du capitalisme.

Nous ne quémandons pas des miettes au régime pour mieux le supporter demain, notre objectif est de l'abattre et d'avancer sur la voie du socialisme, de la démocratie et de la liberté, afin de sortir un jour du royaume de la nécessité qui nous réduit en esclavage depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme existe, et compromet gravement de nos jours jusqu'aux moyens d'existence des générations futures que le capitalisme s'emploie quotidiennement à hypothéquer pour assurer sa survie.

Les travailleurs sont en proie à une grave crise de confiance en eux, parce qu'ils sont incapables de relier leurs besoins ou leurs aspirations à une perspective politique, qui, si elle se réalisait leur permettrait d'entrevoir les conditions dans lesquelles il serait enfin possible de les satisfaire. A chacun de prendre ses responsabilités.

En étant confronté quotidiennement à des problèmes de plus en plus insolubles et dramatiques, les travailleurs doivent déployer des génies d'imagination pour contourner ces obstacles et trouver des solutions partielles et temporaires pour survivre. Alors accompagnons leur démarche, nourrissons-là, faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider à entrevoir le bout du tunnel, le meilleur moyen c'est encore de les aider à donner une orientation politique correcte à leur résistance ou à leur combat.

On a beau dire ce qu'on voudra, on ne se dresse pas contre l'infâmie, si quelque part on n'a pas conscience qu'on n'est pas seul à partager cet état d'esprit et qu'on finira bien un jour par en venir à bout.

Organisez-vous, syndiquez-vous, rejoignez le parti politique qui semble le plus proche de vos convictions, qui entend rompre avec les institutions de la Ve République, avec l'UE et toutes les institutions internationales du capital, rejoignez les comités qui regroupent des travailleurs et des militants qui combattent pour la même cause que la vôtre.

Aider la classe à prendre confiance en elle-même, de sa gigantesque force qu'aucun régime ne peut vaincre dès lors qu'elle est en marche et orientée dans la bonne direction, l'aider à rompre avec son isolement, son atomisation qui en fait une proie facile pour les diseuses de bonnes aventures, du genre Hollande, Aubry, Laurent, Mélenchon, la propagande gouvernement relayé par les médias aux ordres, telle est la tâche de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat organisée.

## 2- Yémen

Les manifestants yéménites hostiles au président Ali Abdallah Saleh ont mis sur pied samedi un conseil de transition constitué de personnalités de l'opposition, chargé de conduire les efforts visant à contraindre le chef de l'Etat à renoncer à ses fonctions.

Des groupements de jeunes, qui ont été à la pointe des manifestations anti-Saleh depuis le début de l'année, ont déclaré lors d'une conférence de presse que ce conseil, fort de 17 membres, comprendrait l'ancien président Ali Nasser Mohamed et des dirigeants de plusieurs organisations d'opposition, dont des exilés.

Un responsable de la coalition des partis traditionnels d'opposition a fait savoir qu'elle ne soutiendrait pas le nouveau conseil provisoire.

"Ce conseil ne reflète pas (nos points de vue), car nous avons un projet différent. Il ne représente que ceux qui l'ont créé", a déclaré à Reuters Hamid Assim, secrétaire général adjoint d'un parti nationaliste d'opposition. (Reuters 16.07)

## Economie



## Chine-Iran

L'Iran et la Chine ont signé samedi 16 juillet une série d'accords pour des projets d'infrastructures, d'un montant total de 4 milliards de dollars, dans les domaines de l'énergie, de l'eau, de l'industrie, des mines et de l'environnement, ont rapporté les médias iraniens.

La Chine doit notamment vendre à l'Iran une soixantaine d'incinérateurs avec récupération d'énergie, d'une valeur de 500 millions de dollars, qui seront installés d'ici un an dans les grandes villes du pays et le long de la région touristique de la mer Caspienne. Pékin doit de son côté augmenter ses importations de minerais iraniens, selon la télévision d'Etat.

*'La Chine est désormais le premier partenaire économique de l'Iran et il est prévu de faire passer le volume des échanges de 30 milliards de dollars l'année dernière à 100 milliards de dollars dans le futur', a déclaré, sans donner d'échéance, le vice-président iranien Mohammad Javad Mohammadi-Zadeh à la télévision d'Etat. Selon l'ambassadeur de Chine à Téhéran cité par Irna, 'les échanges bilatéraux vont atteindre plus de 40 milliards de dollars cette année' (2011).*

La Chine a fortement renforcé sa présence économique et commerciale en Iran au cours des dernières années, notamment dans le secteur pétrolier et gazier, profitant de l'embargo occidental qui a obligé de nombreux partenaires européens de l'Iran à se retirer. Pékin achète désormais près de 20 % du brut iranien. (lemonde.fr 16.07)

Haut de page ↗

---

## Le 18 juillet

Monsieur Coquéma je ne répondrai pas à votre courriel qui est parti directement à la poubelle, sans lecture je précise, vous comprendrez que je n'ai pas de temps à perdre avec des gens complètement sclérosés.

Un camarade (ex- POI-CCI) m'a adressé un courriel contenant des infos et des liens en rapport avec la polémique intervenue à la suite de l'arrêté municipal pris par G. Schivardi, puis retiré sur ordre de la préfecture de l'Aude, et je me suis demandé si je devais les traiter ou les utiliser ou non, et si oui de quelle manière. En réalité c'est très délicat, mais pas impossible à condition de bien faire la part des choses, ce que je vais essayer de faire ici.

Que des gens aussi infréquentables que l'organisation d'extrême droite Egalité et Réconciliation d'Alain Soral (<http://www.egaliteetreconciliation.fr>) soutiennent Schivardi a de quoi questionner plus d'un militant du POI. Maintenant il faut être honnête et reconnaître qu'il était pratiquement inévitable que des personnes animés par des idées à mille lieux de celles du POI récupèrent cette affaire, précisons, dans certaines proportions seulement. Donc attention de ne pas tomber dans le piège de l'amalgame

Si le POI se serait bien passé de cette publicité plutôt embarrassante, on est quand même en droit de se demander comment ce parti a-t-il pu en arriver à s'attirer le soutien d'une formation d'extrême droite, sans parler de certains élus de l'UMP qui ont dû applaudir des deux mains à cet arrêté municipal.

Maintenant si l'on se demandait d'où venait cet engouement pour le POI de la part de gens d'extrême droite, on s'apercevrait qu'il ne datait pas d'hier. S'ils se sont reconnus dans cet arrêté municipal, c'est parce que pour eux il s'inscrit dans la continuité de leur combat pour la défense de la nation que partage effectivement le POI et d'autres formations politiques soit-disant de gauche précisons, le MRC de Chévènement par exemple, mais aussi plusieurs formations politiques de droite issues de l'UMP.

De notre côté, nous n'avons jamais manqué une occasion d'indiquer selon nous que la ligne politique consistant en la défense de la démocratie, de la République, de la nation tel que le POI la concevait constituait une dérive droitière en rupture avec le marxisme, dans la mesure où elle n'était pas orientée systématiquement dans la perspective d'une République sociale ou socialiste ou d'un Etat ouvrier.

Nous avons aussi pointé à plusieurs reprises que le POI concentrait son intervention dans la lutte des classes sur ces valeurs ou principes, la démocratie et la République au détriment du socialisme qui passait systématiquement ou presque à la trappe. Du coup, il est tout à fait normal que des gens de droite ou d'extrême droite se reconnaissent dans le POI, s'en disent très proches ou sympathisants, certains affirment même avoir adhéré un temps au POI.

On se souviendra des interviews de Schivardi qui ne prêtaient à aucune confusion sur les intentions des dirigeants du POI, ce qui nous fait dire aujourd'hui qu'ils ont récolté ce qu'ils ont semé, deux extraits suffiront :

1- *"Nous sommes plus partisans de sauver la France qui va très mal actuellement"* (interview de Schivardi - Le Midi Libre -

décembre 2008).

2- A propos de la transformation du PT en POI "*Avec certains de ses membres, mais aussi des élus sans étiquette, des radicaux de gauche, des communistes, des élus du Mouvement des citoyens et même des gens de droite, nous sommes en train de mettre en place un nouveau parti ouvrier indépendant, dont le congrès fondateur se tiendra les 14 et 15 juin à Paris. Ce sera un parti des Français pour les Français, dans une Europe des pays libres.*" (Interview de Schivardi - France Soir 24 avril 2008)

Pas de quoi s'étonner quelques années plus tard que l'on trouve ce genre de commentaires dans la bouche d'une personne se présentant comme un "*sympathisant du POI*" dans le site Egalité et Réconciliation :

*"De mémoire, Alain Soral a mentionné quelques fois le POI dans d'anciennes interviews :*

*"La nation est le dernier rempart contre la mondialisation libérale, et ça même les trotskystes l'ont compris. Les trotskystes intelligents hein, le POI, pas Besancenot".*

*"On a envoyé une délégation E&R au POI. Ils ont refusé notre main tendue sous prétexte qu'on a été proches du FN, alors qu'on est d'accord sur tout".*

*Peut-être Alain pourrait-il nous éclairer un peu plus ? Sinon, bravo à E&R pour ce soutien. "*

Un adhérent de cette formation politique enchaînait :

*- "Est ce qu'il y aurait pas une pétition à signer pour soutenir M. Schivardi ? (Je sais que les pétitions ne mènent nul part mais c'est surtout un geste en guise de soutien)"*

Question : comment est-il possible qu'un adhérent de ce mouvement d'extrême droite en arrive à la conclusion à propos du POI "*on est d'accord sur tout*", sinon parce que le POI privilégie l'aspect nationaliste de sa ligne politique au détriment du socialisme dans lequel ces gens-là ne pourraient pas se reconnaître ?

Cependant les choses ne sont pas aussi simples, car l'extrême droite s'approprie une grande partie des idées du socialisme pour détourner les travailleurs des partis ouvriers et constituer une armée de lumpenprolétaires qui demain combatteront au côté de la réaction contre la révolution, ce en quoi le POI ne porte aucune responsabilité évidemment.

Gageons seulement que si le POI et avant lui le PT avait engagé le combat pour la rupture avec l'UE strictement dans la perspective de l'abolition des institutions de la République et l'établissement d'un Etat ouvrier, le socialisme, il y a fort à parier un, que des gens comme Schivardi ou des "*gens de droite*" n'auraient jamais adhéré à un tel parti, ce que le passage du PT au POI devait permettre et confirme mon analyse sur l'origine de cette opération lamentable, je le rappelle au passage ; deux, qu'aucune confusion n'aurait pu s'installer (durablement) dans la tête de travailleurs entre les intentions et les objectifs politiques du POI et une formation d'extrême droite ou qu'elle aurait été rapidement dissipée, au lieu de se maintenir pendant des années comme on peut le constater ici.

C'est sur ce plan-là que la politique droitiste du POI est insupportable, inexcusable et doit être combattue. Les dirigeants du POI en portent l'entière responsabilité. L'opportunisme sans frontière entre les classes ne peut aboutir qu'à la plus grande confusion possible dans la tête des travailleurs, alors que notre combat doit consister à les aider à y voir plus clair parmi tous les partis qui parlent en leur nom ou se réclament abusivement du socialisme.

Non, on ne peut pas faire feu de tout bois sous prétexte de combattre contre l'Union européenne afin de freiner sa construction. Le POI peut se défendre d'avoir franchi la frontière qui existe entre les classes, cependant la collusion qui existe dans sa ligne politique aux relents nationalistes dans laquelle se reconnaissent des formations politiques de droite ou d'extrême droite revient finalement exactement au même, autrement dit, ce que ses dirigeants critiques chez d'autres partis, le PS et ses satellites en l'occurrence.

Quel militant du POI pourrait soutenir un instant, que si le POI avait situé son combat pour la défense de la souveraineté de la France, puisque c'est bien de cela dont il s'agit à l'opposé du régionalisme intégré à l'UE faisant disparaître les nations ou les Etats indépendants, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, qui peut soutenir sérieusement que dans cette perspective que ne partagent évidemment pas ces gens d'extrême droite ou de droite, ceux-ci se seraient précipités pour soutenir Schivardi ou auraient affirmé être sur la même longueur d'onde que le POI ? Impossible évidemment, dès lors qu'ils sont férocement contre la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, mot d'ordre révolutionnaire qui implique l'abolition du système capitaliste dont ils sont des représentants.

Les dirigeants du POI et avant eux ceux du PT ou du PCI, en fait les mêmes ou leurs disciples, n'ont cessé avec une remarquable constance au cours du demi-siècle passé, de prendre bien soin de séparer le combat pour des revendications

sociales ou transitoires des objectifs politiques pour lesquels le prolétariat devrait combattre pour s'émanciper du capital, reprenant à leur compte la méthode des réformistes ou des staliniens qui devait aboutir à mieux subordonner la classe ouvrière au capital, ce que l'on retrouve dans leur combat pour la défense de la nation qu'ils ne situent pas dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe qu'ils ont troqué pour une "Europe des nations" ou une "Europe des pays libres" compatible avec le programme de formation de droite ou d'extrême droite.

On pourrait ajouter à ce palmarès qu'on n'enviera pas, les staliniens du PRCF avec lesquels les dirigeants du POI flirtent ouvertement (Compte-rendu de la rencontre POI-PRCF du 25 juin 2011 sur Internet), au nom du front unique, mais cela vous l'aviez déjà deviné.

Le PRCF vient encore de s'illustrer en hurlant avec les loups (Sarkozy, Fillon, Le Pen, Valls et Cie) contre les propos tenus par Eva Joly à l'occasion du défilé militaire du 14 juillet, il estime que "son attaque contre le défilé militaire du 14 juillet n'a d'autre sens que de démolir ce qui demeure une expression de l'indépendance et de la souveraineté nationale", donc sous prétexte de défendre l'existence de la nation contre la tentative de l'UE de la faire disparaître, ils en arrivent à soutenir une manifestation à la gloire de l'armée française, pourquoi, parce que comme au POI, pour eux la défense de la nation est un principe supérieur à celui du socialisme, alors qu'à l'opposé nous estimons que la défense de la nation devrait être subordonnée au combat pour le socialisme, l'inverse consistant en pratique à abandonner le combat pour le socialisme. Ils en sont restés à la révolution de 1789, au drapeau tricolore, à la Marseillaise, ceci explique cela.

Le PRCF revendique un opportunisme tout azimut qui n'a rien à envier au POI lorsqu'il affirme "s'adresser aux forces progressistes, républicaines, qui combattent pour la sortie de l'euro et de l'UE", y compris des gaullistes précisant qu'"il est d'ailleurs engagé présentement dans la démarche de l'Arc républicain de progrès", tandis que le POI s'encanaillent avec le Parti Radical (membre de l'UMP) de Borloo à l'Assemblée nationale au sein d'un comité pour la défense de la laïcité par le biais de la Libre Pensée, à la direction de laquelle les militants du POI ont élu un pur produit de l'anticommunisme d'après-guerre et bureaucrate syndical de son état, Marc Blondel, sans oublier leur appartenance revendiquée à la franc-maçonnerie où se retrouve côte à côte représentants du capital et de soit-disant trotskystes, ainsi la boucle est bouclée, on a envie de dire que les uns ne valent pas grand chose de mieux que les autres tellement ils se ressemblent finalement.

Contrairement aux dirigeants du POI, ceux du PRCF ont cru bon de préciser que leur politique tournée contre l'UE ne constituait pas un « repli national », dès fois que des militants un peu trop curieux auraient pu croire le contraire ou percer leurs véritables intentions, ils ont préféré prendre les devants en avançant un argument partagé par le POI, selon lequel : "sortir de l'UE peut contribuer à l'ouverture de la crise révolutionnaire. Si la France ou un autre pays sortait de l'UE, cela provoquerait une onde de choc au moins continentale.", alors qu'en réalité cela ne changerait absolument rien aux conditions objectives que connaissent les masses ni à leur niveau de conscience politique, deux facteurs qui ne sont manifestement pas mûrs si l'on en juge par leur faible niveau de mobilisation ou d'organisation. La France sort de l'UE, elle adopte le franc, le dévalue et la vie continuerait comme avant sous la Ve République... A ce que je sache, la Grande-Bretagne n'a pas adopté l'euro, question : la situation du prolétariat est-elle plus enviable que celle du prolétariat des pays de la zone euro ? Non ! Etc. etc. etc.

Le PRCF a cru bon de préciser lors de cette rencontre avec le POI, que son objectif n'était pas "d'en revenir à une situation de type 1945", ce qu'on aurait pu deviner sans peine après s'être encanaillé avec des gaullistes pur jus qui ne doivent pas être des adeptes forcenés de la IVe République !

A l'opposé, nous affirmons que le combat politique devrait se concentrer contre les institutions de la Ve République qui sont les représentants politiques du capitalisme, les piliers de l'Etat, et subordonner notre activité dans la perspective de les abattre, notre combat consistant à aider les travailleurs à se saisir de cet objectif politique, à donner une orientation politique correcte, révolutionnaire à leur combat, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui comme hier, chacun a pu le constater lors de la dernière mobilisation sur les retraites. Passons sur le fait qu'il peut très bien exister une situation révolutionnaire sans que les masses trouvent la voie de la révolution, ce qu'ont cure ces messieurs.

Sous prétexte que la révolution et le socialisme n'était pas pour demain, ils ont abandonné cette perspective, ils n'ont pas voulu y préparer les masses ou les organiser dans cette perspective, et le jour où la situation sera révolutionnaire, vous verrez qu'ils seront les premiers à s'étonner que les masses s'avèrent incapables de s'en saisir ou d'orienter leur combat dans la bonne direction, on leur rétorquera qu'ils ont vraiment tout fait pour qu'il en soit ainsi et qu'ils en portent la responsabilité.

Comme je l'expliquais dans une précédente causerie, Lambert et sa cour n'ont pas été capables d'assurer la continuité du marxisme après l'assassinat de Trotsky en 1940 qu'ils ont confondu avec l'application à la lettre du contenu du *Programme de transition* de 1938, programme d'action qui s'est avéré dépassé par bien des aspects dès 1945.

D'après ce que j'ai cru comprendre en lisant des documents retraçant les discussions ayant eu lieu à cette époque au sein de la IVe Internationale, ni Lambert ni Pablo n'ont été capable d'analyser correctement la situation qui allait naître à la sortie de la guerre et les décennies qui allaient suivre. Lambert a commencé par faire une interprétation réductrice du *Programme de transition* sans tenir compte du contexte dans lequel il avait été rédigé et de la période spécifique qu'il concernait, s'en apercevant rapidement et pour rompre avec l'isolement dans lequel il était avec la poignée de militants qui le suivaient, il a offert ses services aux réformistes farouchement anticommunistes, moyennant quoi il s'engageait à bien séparer le combat syndical du combat politique

pour montrer sa loyauté et leur inspirer confiance, engagement qu'il théoriserait sous la forme de l'indépendance des syndicats par rapport au parti, peut-être en s'appuyant sur quelques citations des marxistes sorties de leur contexte, mais cela ne résolvait pas son principal problème, comment exister sur le plan politique, reconstruire un appareil dont il serait l'unique dirigeant, qu'il contrôlerait sans partage, il ne trouva rien de mieux que d'élever la tactique du front unique au rang de stratégie ou d'unique objectif à atteindre, quitte à balancer les uns après les autres les principes qui étaient à l'origine du programme dont il continuera de se réclamer, à devenir un renégat, ce qui n'a rien d'exceptionnel en soi, Bernstein, Kautsky, Plekanov et bien d'autres dirigeants avaient emprunté le même chemin bien avant lui. Vous connaissez la suite de 1981 à nos jours sous les traits de son dauphin D. Gluckstein qui marche dans ses pas.

Une fois le front unique devenu une stratégie ou l'unique objectif à atteindre de son combat, le PS et le PCF devenaient forcément plus fréquentables, il faudrait dire plus ouvertement fréquentables aux yeux de ses militants, car les militants de son organisation ignoraient qu'ils se rencontraient derrière leur dos on l'apprenait que plusieurs décennies plus tard, l'objectif du front unique qu'il s'était donné il le dire lui-même devait coïncider avec l'arrivée au pouvoir de Mitterrand. Du coup une fois cet objectif atteint, le PCI n'avait plus aucune raison d'exister, il le liquidera tout simplement. Mais il se retrouvait confronté au même problème qu'autrefois, comment continuer à exister (son appareil), une fois la théorie foireuse de l'immense de la révolution s'étant évaporée, il allait la remplacer par celle de la défense de la démocratie et de la République en s'adressant aux élus et aux dirigeants du PS et du PCF, ce qui lui permettait de donner un nouveau souffle à la théorie du front unique usée jusqu'à la corde, cette fois en désignant un objectif quasiment impossible à atteindre, pour ainsi dire surréaliste, la rupture avec l'Union européenne. Cette tâche s'avérant plus ardue que prévue et les concessions consenties lors du passage du PCI au PT n'y suffisant pas, le tandem Lambert-Gluckstein liquida le PT pour fonder le POI, autrement dit ils rajoutèrent une couche (de concessions) pour finalement obtenir l'adhésion à leur parti d'une poignée d'ex-élus du PS et peut-être quelques cadres du PCF.

La création du PT et du POI, qui devait permettre à d'autres courants du mouvement ouvrier de rejoindre le courant trotskyste de leur parti, s'est avéré un échec sur toute la ligne 26 ans plus tard. Voilà le bref et rapide constat que l'on peut dresser. Je vous concède volontiers qu'il est approximatif, mais l'esprit ou dans les grandes lignes il doit être exact, c'est cela l'essentiel. Cependant, toutes ces concessions droitières au programme de la révolution socialiste n'ont pas eu que des aspects négatifs, elles ont permis au moins à ce parti de se maintenir à flot, de renouveler ses militants, de recruter des syndicalistes qui sont sur une ligne réformiste ou franchement réactionnaire, de nos jours les deux se confondent, donc de faire vivre son appareil et ses permanents.

Lambert et ses amis se sont employés en permanence à préserver l'existence du PS et du PCF, à faire croire que ces partis seraient encore des partis ouvriers, pire encore, qu'ils pourraient un jour devenir de véritables partis socialiste ou communiste, de leurs côtés au NPA et à LO ils n'ont jamais douté qu'il en fut ainsi un jour dans un passé lointain, encore une légende à laquelle avaient tordu le cou Lénine et Trotsky, des partis ouvriers sans aucun doute, des partis socialiste ou communiste c'est une autre affaire, ne confondons pas tout.

C'est leur incapacité à construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire au cours des 71 ans écoulées depuis la mort de Trotsky, donc l'inexistence de ce parti qui explique en grande partie pourquoi le PS et le PCF ont finalement pu donner naissance à des partis qui à leur tour se réclament du socialisme ou du communisme, le Parti de gauche et le PRCF, on pourrait ajouter le courant La Riposte du PCF, sans généraliser à la ribambelle d'organisations, de groupes ou de comités qui auraient tout de même vu le jour comme à chaque époque dans tous les pays.

Les militants du POI sont peut-être passés à côté de la polémique entre Jean-Jacques Marie et Domenico Losurdo (PRCF ?) à propos de "*l'imminente médiocrité*" (Trotsky) nommée Staline. Vous trouverez l'article en question sur le site du PRCF si cela vous intéresse, il date du 28 juin.

Cette causerie s'éternisant je serai bref, j'ai noté cette phrase qui résume à elle seule l'état d'esprit de Domenico Losurdo : "*Trotsky se convainc (à tort) qu'il y a eu une contre-révolution à Moscou et agit en conséquence.*" à propos de la mainmise de Staline sur l'appareil du parti bolchevik et de l'Etat avant ou juste après la mort de Lénine en janvier 1924.

Domenico Losurdo s'emploie ensuite à faire passer Staline pour un fin stratège, pour un peu sans lui l'armée rouge n'aurait pas vaincu l'armée du Troisième Reich :

*"Je démontre que cette liquidation totale de Staline (sur le plan intellectuel en plus de moral) ne résiste pas à l'enquête historique, en réclamant l'attention sur deux points : d'éminents historiens (dont aucun ne peut être suspecté d'être pro-stalinien) parlent de Staline comme le « plus grand leader militaire du vingtième siècle ». Et vont plus loin encore : ils lui attribuent un « talent politique exceptionnel » et le considèrent comme un homme politique « extrêmement doué » qui sauve la nation russe de la décimation et de la mise en esclavage auxquelles la destine le Troisième Reich ; et ceci grâce non seulement à son accorte stratégie militaire mais aussi à des discours de guerre « magistraux », parfois véritables « morceaux de bravoure » qui arrivent dans des moments tragiques à stimuler la résistance nationale. Ce n'est pas tout : des historiens fervents anti-staliniens reconnaissent la « perspicacité » avec laquelle il traite de la question nationale dans son écrit de 1913 et l'« effet positif » de sa « contribution » sur la linguistique (p. 409)."*

Bref, Staline était un génie, Lénine et Trotsky ne s'en seraient pas aperçus les malheureux, Jean-Jacques Marie non plus, quel



crime abominable ! Question que peut se poser tout militant : qu'est-ce que les dirigeants du POI ont-ils à faire avec ces gens-là ? C'est encore au nom du front unique qu'ils les fréquentent ? Comme ils savent si bien dire hypocritement : "*on cherche à comprendre*" !

Pour terminer et revenir une dernière fois sur l'histoire de l'arrêté municipal de Schivardi, je répète qu'il ferait mieux de démissionner.

Qui ignorait que les maires étaient placés directement sous les ordres des préfets, véritables gardes-chiourmes des institutions ? Les maires sont un des rouages des institutions, qui l'ignorait ? A ne vouloir considérer la réalité que sous l'aspect qui nous intéresse sous des prétextes plus ou moins avouables, on est pris un jour ou l'autre à son propre piège car elle finit par nous rattraper et nous rappeler à l'ordre...

Comme d'habitude j'ai rédigé cette causerie d'un trait, alors qu'il aurait fallu y consacrer plusieurs jours pour rendre une copie satisfaisante et plus consistante. J'assume les imperfections qu'elle comporte.

On pourrait poursuivre une autre fois sur le thème : la lutte de classe est nationale dans sa forme, internationale par son contenu, en repartant du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels... adaptée à notre époque.

On vous la laisse telle qu'elle est bien volontiers !

Valls ne laissera pas "*la Nation à la droite et l'extrême droite*" - L'Express.fr - (17.07)

A bas la nation du gang du Fouquet's et des Versaillais, vive la République socialiste française membre des Etats-Unis socialistes d'Europe !

Cela m'étonnerait que l'extrême droite reprenne à son compte ce mot d'ordre !

## Politique

France

En famille.

Ségolène Royal a déclaré dimanche sur France 2 qu'elle s'efforcerait de rassembler jusqu'aux gaullistes, si les primaires socialistes la désignent comme candidate du PS pour l'élection présidentielle de 2012.

«*Et nous rassemblerons ensuite, bien sûr, les écologistes, l'extrême-gauche, mais aussi les centristes humanistes, mais aussi la droite gaulliste*», a-t-elle ajouté. (20minutes.fr 17.07)

Commentaire d'un supporter de Royal : "*Attention Ségolène a vouloir ratisser trop large, tu risques de ne plus être crédible.*"

Mais monsieur, c'est le cas d'absolument tous les partis à des degrés divers.

2- Syrie

Les forces syriennes, appuyées par des hélicoptères et des blindés, encerclaient dimanche la ville de Bou Kamal, dans l'est du pays, où des dizaines de milliers de manifestants, encouragés par des défections au sein de l'armée, sont descendus dans les rues pour dénoncer le régime de Bachar al Assad.

Selon certains activistes, le mécontentement grandit au sein de l'armée, majoritairement sunnite, et la mort de civils, tués en grande partie par une unité ultra-loyale commandée par le frère d'Assad, Maher, a entraîné des défections jusqu'ici inimaginables.

Dans la nuit de samedi à dimanche, un millier de soldats et de forces de sécurité, épaulés par des blindés et des hélicoptères, ont encerclé Bou Kamal, située près de la frontière avec l'Irak, au lendemain de la mort de cinq manifestants, dont un adolescent de 14 ans, tués par des agents du renseignement militaire.

Face à cette nouvelle vague de répression, plusieurs milliers d'habitants sont descendus dans les rues de Bou Kamal, ville de la vallée de l'Euphrate, pour dénoncer le régime de Bachar al Assad, qui a succédé à son père en 2000.

Selon des habitants, une centaine de membres des renseignements des forces aériennes syriennes et les militaires d'au moins quatre blindés ont rejoint les rangs de la contestation.



"Les manifestants ont fait état de plusieurs défections de soldats aujourd'hui. Le régime sait qu'il va rencontrer une forte résistance s'il attaque Bou Kamal et que les tribus irakiennes de l'autre côté de la frontière viendront en aide à leurs frères", a indiqué un militant qui a requis l'anonymat.

"L'ensemble des habitants de Bou Kamal sont descendus dans les rues après la mort (des manifestants). Plusieurs soldats sont venus dans le centre de la ville pour les en empêcher avant de finalement rejoindre leurs rangs", a ajouté un autre militant.

Dans la ville de Zabadani (sud-ouest), les forces de sécurité et les unités de l'armée ont mené plusieurs raids sur des habitations dans la nuit de samedi à dimanche et ont arrêté 70 personnes, ont rapporté les habitants.

"Ils les ont poussées dans des bus. Les arrestations étaient arbitraires. Beaucoup n'avaient rien à voir avec les manifestations. Un homme handicapé et son fils de 15 ans ont été emmenés", a dit à Reuters par téléphone un médecin de Zabadani. (Reuters 17.07)

Haut de page ↗

---

Le 19 juillet

Ils essaient de se rassurer à coup de tests bancaires bidons disions-nous récemment, c'est confirmé avec la chute des principales places boursières. A ce jeu-là ils ne peuvent se leurrer éternellement affirmions-nous, la réalité a une longueur d'avance sur eux, non seulement elle les rattrape mais elle court plus vite qu'eux, et quand ils courent après c'est généralement mauvais signe, pour eux bien entendu et l'on s'en réjouit, par les temps qui courent on prend son plaisir où l'on peut, c'est si rare.

- Les Bourses européennes ont lourdement chuté lundi, pénalisées par les valeurs financières, les résultats des tests de résistance des banques n'ayant pas dissipé les craintes de contagion de la crise de la dette souveraine dans la zone euro. (Reuters 18.07)

On nous dit que la crise est le produit de l'accumulation du capital au cours de la période qui a commencée tout juste après la dernière crise jusqu'à maintenant, et on nous dit également que cette crise correspond à une faillite, bref c'est à rien n'y comprendre et nous sommes certains que 90% au moins des militants n'y comprennent rien, j'aurais pu écrire 99% puisque même chez les économistes dont c'est le métier le même pourcentage ne savent plus où en est l'économie ni où elle va.

En fait, le capitalisme est riche de ses dettes qu'il a contracté sur le futur.

Il y a d'un côté des milliardaires et des millionnaires en dollars ou euros qui ont forgé leur fortune sur l'endettement des sociétés qu'ils contrôlent, sur l'endettement des banques et des institutions financières qui leur ont octroyé des centaines de milliards de crédits, sur l'endettement des citoyens ou des ménages qui se sont vus octroyer des crédits par les banques et institutions financières pour acheter les marchandises ou biens d'équipement qu'ils produisent, l'endettement de l'Etat auprès des marchés financiers qu'ils contrôlent également.

La fusion du pouvoir politique et de la finance conduit à une situation où l'entité, le clan ou la personne qui décide du niveau d'endettement total d'un pays (établissement financier, entreprises, Etat, particuliers) et celle qui empoche les intérêts versés sur cette dette est la même.

Plus la dette est importante, plus les intérêts versés aux créanciers sont importants en volume, ajoutons plus il y a d'argent en circulation pour spéculer, argent qui prend artificiellement de la valeur par le biais de la spéculation, alors que la valeur de l'actif n'a pas changé en réalité. Plus la distorsion entre la valeur réelle d'un actif et sa valeur sur le marché s'accroît plus le risque s'accroît également que l'emprunteur se retrouve un jour dans l'impossibilité de rembourser son créancier, cela s'explique par le fait qu'il a acquis un bien à une valeur surévaluée qui incluait l'hypothèque de ces conditions de remboursement dans les années ou décennies à venir, cela correspond à une traite tirée sur l'avenir que le banquier a émise qui inclut le capital et les intérêts qu'il a déjà perçus par le biais de différents mécanismes financiers, donc en se basant sur une vision optimiste de l'évolution de la situation économique sans qu'elle soit forcément en rapport avec la réalité ou pas du tout, réalité représentée par la solvabilité ou non à terme du débiteur, pour être complet ajoutons que le créancier s'en moque tant que l'argent rentre dans ses caisses.

Rien ne peut justifier qu'une maison qui valait 100.000 euros en 2000 en vaille le double ou davantage encore dix ans plus tard, alors qu'au cours des décennies précédentes sa valeur n'avait que modestement progressé. La personne qui en 2011 va l'acheter 200.000 euros, dans ces 200.000 euros est inclus une partie de la plus-value qu'elle sera censée percevoir au cours des décennies suivantes sous forme de salaire, cela sous-entend que la personne continuera de travailler et de percevoir au moins le même salaire ou un salaire supérieur puisque le coût de la vie ne cesse d'augmenter, cela implique aussi que la valeur de

sa maison sur le marché augmentera de telle sorte qu'il pourra la revendre en cas de besoin ou par nécessité.

Quand le banquier vous a prêté 200.000 euros, il a créé dans sa comptabilité une ligne de crédit d'une valeur de 200.000 euros, mais il ne dispose pas de cet argent, il n'existe pas, il le crée de toutes pièces, c'est comme s'il avait fabriqué cet argent avec la planche à billet. Dans ces 200.000 euros, il y a la partie qui correspond à la valeur réelle de la maison, plus celle correspondant à sa valeur fictive produit de la spéculation immobilière, et c'est sur l'ensemble qu'il va calculer les intérêts que vous allez lui verser pendant 20 ou 30 ans.

La partie fictive de la valeur de votre maison que vous lui versez plus les intérêts correspondent à une ponction sur vos revenus futurs, donc sur la plus-value qui sera dégagée par l'entreprise qui vous emploie durant toute la durée de votre emprunt, ce qui suppose d'une part que cette entreprise sera toujours en mesure de produire plus de plus-value pour survivre, d'autre part qu'elle en produira suffisamment pour régler votre salaire durant toute cette période.

Donc tout ce mécanisme repose uniquement sur la confiance que le système économique a en lui-même, dans sa capacité à produire toujours plus de richesses sans connaître de failles ou de crises, crises qui correspondent en partie à une perte de confiance des investisseurs dans le marché, et dans l'intenabilité à terme de la distorsion grandissante entre la valeur réelle des richesses produites et la valeur fictive que lui attribue le marché par le biais d'une spéculation effrénée qui est à la base de l'enrichissement rapide et colossale de ceux qui contrôlent le marché, enrichissement qui n'a là rien de fictif, mais qui repose à son tour sur un endettement abyssal de l'ensemble de la société, et si maintenant on compare cet enrichissement personnel de quelques dizaines de milliardaires ou millionnaires dans le monde avec cette dette qui se chiffre en centaines de milliers de milliards de dollars, on se rend compte immédiatement que même en confisquant toutes les richesses accumulées par ces milliardaires, il serait impossible de rembourser 1% du total de la dette mondiale des banques, des institutions financières, des entreprises, des Etats et des particuliers.

Voilà en gros pourquoi on peut parler de faillite du capitalisme, tandis qu'une poignée de nantis ont accumulé des dizaines de milliards de dollars qui à l'échelle de l'économie mondiale ne pèse pas aussi lourd qu'on pourrait le penser.

La faillite du capitalisme correspond à l'impossibilité grandissante des débiteurs à travers le monde de régler cette dette qui se chiffre en centaines de milliers de milliards de dollars.

Quand on dit que la crise est le produit de l'accumulation du capital, je pense qu'il faut entendre par là capital réel et capital fictif. La crise éclate lorsqu'un établissement financier (même un Etat) fait défaut ou la Bourse s'écroule, mais en réalité la crise n'a cessé de creuser son sillon ou d'être alimentée au cours des années précédentes et c'est seulement lorsqu'elle atteint un certain stade, qu'elle s'emballé ou se propage, que l'on parle à proprement dit de crise.

Qui décide : le parlement européen, la Commission européenne ou les chefs d'Etat ?

Vous me direz si j'ai loupé un chapitre, depuis que la crise grecque a éclaté, ce sont les chefs d'Etat et leurs ministres de l'Economie qui la gèrent directement au niveau de l'UE, la Commission européenne est reléguée au second plan et le parlement européen s'est littéralement évaporé, pincez-moi si je me trompe.

On nous dit que c'est le FMI ou l'UE qui ont imposé une politique d'austérité à la Grèce, alors qu'en réalité c'est Sarkozy, Merkel, etc. en tant que représentant des intérêts des banquiers et de l'aristocratie financière. Et en France, c'est encore Sarkozy qui refuse d'augmenter le smic le 1er août, qui octroie cadeau sur cadeau aux patrons...

Contradiction ou paradoxe.

- Lyon: colère des commerçants après l'interdiction de la vente d'alcool le soir - AFP (18.07)

Côté consommateur, l'avis est quasiment unanime : cet arrêté, "*c'est une atteinte à la liberté*" ! (Reuters 18.07)

La survie du régime conduit à un individualisme débridé ou des comportements insupportables ou asociaux, et dans le même temps chacun revendique plus de liberté parfois au détriment de celle des autres. Les problèmes engendrés par la survie du régime sont quasiment inextricables, ingérables autrement que par la répression ou des lois de plus en plus liberticide dans la mesure où elles s'adressent à tous indistinctement.

D'où l'impossibilité de participer aux institutions, sauf à vouloir jouer au procureur ou au justicier contre la majorité de la population dès lors que les lois restreignant les libertés touchent absolument tous les domaines et toute les catégories de la population.

Vous vous voyez maire face à des demandes urgentes de logement et décider à quelle famille il en sera attribué un et laquelle devra rester sur la touche, vous aurez beau le justifier comme vous voudrez, vous apparaîtrez toujours comme l'exécutant de la politique du gouvernement, à juste titre ajoutons puisque personne ne vous a forcé à tenir ce rôle.

A ne pas confondre avec certains boulots ingrats, gardien de prison est un emploi comme un autre, il faut bien bosser pour survivre, le maton n'est pour rien dans l'état de la société. On ne dira pas la même chose du contrôleur de la SNCF ou du policier, qui n'ignorera pas que la définition de fonction de son poste comporte un volet répressif dont il a parfaitement conscience, à eux d'en assumer les conséquences.

Je me souviens que lorsque notre fille était toute petite et marchait à peine, nous avons été interpellés violemment par le gardien du parc de Clichy, parce qu'elle avait osé poser ses petite pieds sur l'herbe. Avec sa mère nous l'avions envoyé chier vertement !

## Parole d'internaute

- "Il ne manque plus qu'à faire signer aux électeurs de la primaire une charte d'adhésion aux valeurs de résignation de la droite. On comprend mieux Emmanuel Todd lorsqu'il disait qu'au dernières présidentielles il y avait eu trois candidats de droites si on compte le PS" (lemonde.fr 18.07)

Soyez l'avant-garde, osez dire que le candidat du PS est de droite, osez dire que le PS est étranger à la classe ouvrière.

## Politique

### 1- France. En famille.

1.1- Quand il s'agit de défendre notre patrimoine, les hommes politiques parviennent parfois à dépasser les clivages partisans. Lundi, le député socialiste des Landes Henri Emmanuelli et le président de Chasse Pêche Nature et Tradition (CPNT) Frédéric Nihous l'ont une nouvelle fois prouvé en protestant unanimement contre la décision du Salon agroalimentaire de Cologne de ne pas accueillir en octobre les producteurs de foie gras.

Dans un communiqué, le président du conseil général des Landes, s'élève contre "*cette discrimination qui pénalise notamment une dizaine d'entreprises du sud-ouest et landaises en particulier et tous les producteurs*".

"*Au nom de la sécurité (en raison des opposants au gavage), je ne peux accepter cette entrave aux règles de la concurrence, ceci d'autant plus que l'industrie agroalimentaire allemande est importatrice et exportatrice de produits de la filière gras et que les exportations françaises à l'international sont en progression*", ajoute Henri Emmanuelli.

Dans une autre communiqué, le patron de CPNT s'emporte contre des "*extrémistes anti-gavage*" qui "viennent ainsi, grâce à quelques bien-pensants allemands, de remporter une victoire dans leur combat obscurantiste". (lexpress.fr 18.07)

1.2 La maire de Lille a adopté la même position que son principal rival : "*Nous nous sommes engagés, dans le projet socialiste, à respecter les engagements de la France, 3 % en 2013 puisque c'est la règle aujourd'hui*", a assuré dimanche 17 juillet la maire de Lille lors du "*Grand Rendez-Vous Europe 1-Le Parisien*", se félicitant de son "*accord*" avec M. Hollande sur la question. Elle ajoutait que le PS a "*construit le quinquennat et la première année, sur laquelle nous travaillons actuellement, sur ce principe-là*".

Benoît Hamon, porte-parole du PS et soutien de Martine Aubry pour la primaire, a expliqué lundi 18 juillet que son parti respecterait l'objectif de retour sous les 3% avant 2013. (lemonde.fr 18.07)

### 2- Egypte

2.1- Plus de cinq mois après la chute d'Hosni Moubarak, l'armée égyptienne célébrée en février pour son rôle dans l'éviction du raïs est désormais accusée de tarder à mettre en oeuvre les changements démocratiques. Pour un nombre croissant d'Egyptiens, les méthodes du Conseil suprême militaire au pouvoir ressemblent de plus en plus à celles du régime du président déchu.

Depuis le 8 juillet, des manifestants occupent de nouveau la place Tahrir du Caire, épice de la révolution en début d'année, accusant l'armée de détourner le processus de transition et de rechigner à mener une purge contre les membres de l'ancien régime.

Pour ne rien arranger, des informations font état de violations des droits de l'Homme par les militaires. De nombreux cas de torture de détenus ont été rapportés. En cinq mois, plus de 10.000 civils ont été traduits devant des tribunaux militaires, dont des manifestants, des militants et au moins un journaliste auteur d'un article critique sur l'armée, selon des organisations de défense des droits de l'Homme. Le recours à ces tribunaux, connus pour leurs jugements expéditifs, atteindrait ainsi un niveau sans précédent.

"*La révolution a été volée*" par le Conseil suprême des forces armées au pouvoir, estime Issam, le "*chanteur de la révolution*" qui

avait galvanisé la foule en début d'année place Tahrir, en jouant des chansons politiques à la guitare. "*Nous avons fait la révolution et nous l'avons donnée au Conseil militaire sur un plateau en argent. Mais tout le monde doit savoir que nous avons appris à dire 'non'.*"

L'armée était déjà un des piliers du régime Moubarak. Le Conseil est composé de généraux âgés d'une soixantaine d'années pour les plus jeunes et de plus de 80 ans pour les plus anciens, tous nommés par l'ancien président.

Après la chute du raïs, le Conseil militaire s'est présenté en "*protecteur*" de la révolution, profitant de sa décision de ne pas tirer sur les manifestants durant le soulèvement.

Le Conseil dit vouloir instaurer le changement démocratique auquel le peuple aspire et assure consulter fréquemment l'ensemble des partis politiques. Mais, bien souvent, il n'a modifié son plan de transition ou pris des mesures contre des cadres de l'ancien régime que sous la pression de nouvelles manifestations de rue. Et même ainsi, ses concessions sont restées limitées.

En réponse au nouveau campement de protestation installé place Tahrir, le général Mohsen el-Fangari, un membre du Conseil, a répété à la télévision la promesse des militaires de transférer le pouvoir après la tenue d'élections démocratiques. Il a toutefois averti que l'armée n'accepterait pas des "*écarts*" des manifestants susceptibles de "*nuire aux intérêts de la nation*".

Peu d'Egyptiens pensent que le Conseil, dirigé par le maréchal Hussein Tantaoui, veuille continuer à diriger le pays après les élections. Mais les manifestants craignent que l'armée ne cherche à préserver autant que possible ce qu'il reste de l'ancien régime et à maintenir son rôle d'arbitre suprême. (AP 18.07)

2.2- Le Premier ministre Essam Charaf a désigné dimanche un nouveau ministre des Affaires étrangères, nouvelle étape du vaste remaniement promis lors de sa dernière allocution. Mohammed Kamel Amr remplace Mohammed Al-Orabi, qui avait démissionné samedi.

Amr a été ambassadeur de son pays auprès de l'Arabie saoudite et a également travaillé à l'ambassade d'Egypte à Washington. Il a également été le représentant de l'Egypte auprès de plusieurs organisations africaines et de la Banque mondiale.

Selon des sources gouvernementales une vingtaine de ministres seraient remplacés. Charaf s'est déjà choisi samedi deux adjoints à la tête du gouvernement, un économiste expérimenté, Hazem Beblawi, et Ali al-Silmi, un membre influent du Wafd, un parti libéral dans l'opposition. Beblawi supervisera la politique économique dans le futur gouvernement remanié et Silmi sera chargé des questions liées à la "*transition démocratique*".

Le très médiatique, mais controversé, secrétaire d'Etat aux Antiquités, Zahi Hawass, déjà en place sous Moubarak, est lui aussi donné partant, selon des sources gouvernementales.

Finalement, la liste des ministres est publiée sur le quotidien égyptien Masry al-Youm(en anglais). (lexpress.fr 18.07)

### 3- Jordanie

Le ministre jordanien de l'Intérieur Mazen Saket a déclaré lundi qu'une manifestation qui s'est tenue vendredi à Amman présentait un risque de conduire à un "*renversement du régime*", a rapporté un député jordanien.

M. Saket s'est exprimé lors d'une réunion à huis clos avec la commission des droits de l'homme du Parlement, a précisé le député Jamil Nimri.

Vendredi, des affrontements ont opposé des policiers à des manifestants qui tentaient d'installer un campement de protestation à Amman, faisant au moins 15 blessés. C'est l'incident le plus sérieux depuis que les manifestations ont commencé en mars dans le pays.

M. Saket a fait état de craintes de la sécurité jordanienne selon lesquelles "*la manifestation de vendredi pouvait conduire à un sit-in illimité susceptible de troubler l'ordre public et de conduire au renversement du régime*", a déclaré M. Nimri, qui a participé à la réunion.

M. Saket a précisé que les autorités avaient été informées que certains manifestants voulaient faire monter le niveau de violence pour que des "*civils soient tués dans des affrontements avec la police*", a ajouté M. Nimri.

Inspirés par les révoltes en Tunisie et en Egypte, les Jordaniens descendent régulièrement dans la rue depuis plusieurs mois pour demander des réformes.



Les manifestants ne demandent pas le départ du roi Abdallah II, mais réclament celui du Premier ministre Marouf al-Bakhit, un ancien général accusé de tarder à mettre en oeuvre des réformes politiques. Les manifestants veulent également davantage de libertés politiques, des créations d'emploi et la fin de la corruption au sein de l'Etat. (AP 18.07)

#### 4- Yémen

Des affrontements entre les forces de sécurité et des membres de l'opposition ont fait six morts lundi à Sanaa, la capitale du Yémen, ont rapporté des opposants au président Ali Abdallah Saleh.

Sanaa n'avait plus connu de tels affrontements depuis le départ, en juin, du président pour se faire soigner en Arabie saoudite, après avoir été blessé dans l'attaque de son palais présidentiel. (Reuters 18.07)

### Social

#### France

Un préavis de grève des hôtesses et des stewards d'Air France a été déposé pour une période allant du 29 juillet au 1er août, annonce lundi l'intersyndicale CFDT, CFTC, CGT, SNPNC, SUD, UNAC et UNSA. Les syndicats accusent notamment la direction de la compagnie aérienne de vouloir revenir sur les accords sociaux de 2007 et d'appliquer le modèle des low-cost au personnel navigant commercial (PNC).

*"Nous refusons de devenir les victimes de la productivité. Nous refusons de sacrifier la sécurité des vols. Nous refusons que la direction, sous couvert de règles européennes ultralibérales (...) impose unilatéralement ses projets au mépris de l'intégrité physique et psychologique des PNC",* dénonce l'intersyndicale dans un communiqué en affirmant qu'une augmentation de la charge de travail est *"inadmissible"*. (AP 18.07)

### Economie

#### 1- UE.

Les banques européennes pourraient devoir lever 80 milliards d'euros, pour rassurer les marchés. Un rapport de JPMorgan Cazenove, piloté par l'analyste Kian Abouhossein, estime que, si le niveau des réserves obligatoires est strictement respecté à 7%, près de vingt banques devront lever de l'argent frais. Les banques françaises Société Générale, BNP Paribas et Crédit Agricole auraient besoin de vingt milliards d'euros.

Mais les banques françaises ne sont pas les seules à être montrées du doigt par JPMorgan Cazenove, qui chiffre les besoins en capitaux frais à 25 milliards d'euros pour les établissements britanniques et 14 milliards d'euros pour les prêteurs allemands, dont la Deutsche Bank. L'italienne UniCredit, Crédit Suisse et l'espagnole Santander sont également citée dans le rapport.

Cette étude est dévoilée après les résultats des tests de résistance publiés vendredi dernier par l'Autorité bancaire européenne. Ces tests, bâtis sur des exigences de fonds propres de 5% seulement, ont conclu à un besoin de refinancement de 2,5 milliards d'euros pour huit des 90 banques évaluées, dont aucune française. Mais les investisseurs jugent ces tests insuffisants, les critiquant notamment pour ne pas avoir suffisamment pris en compte le risque de défaut de la Grèce. JPMorgan Cazenove souligne ces critiques dans son étude, indiquant que ces stress tests ont *«une valeur limitée»*.

En mars dernier, l'agence de notation Standard & Poor's avait mené ses propres tests de résistance. Sa conclusion : les banques européennes auraient besoin de 250 milliards d'euros de capitaux supplémentaires. (lefigaro.fr 18.07)

#### 2- Etats-Unis.

L'agence de notation Moody's a suggéré lundi aux Etats-Unis d'éliminer simplement le plafond imposé à la dette extérieure du pays afin de réduire l'incertitude chez les détenteurs d'obligations souveraines.

Moody's souligne avoir toujours jugé le risque d'un défaut américain comme très faible, car le Congrès a déjà autorisé une dette plus élevée à de nombreuses reprises depuis des dizaines d'années, le plus souvent sans grande controverse.

N'hésitant pas à s'immiscer plus avant dans le débat politique, Moody's suggère aux Etats-Unis de s'inspirer d'autres exemples, et cite notamment le cas du Chili, généralement considéré comme le bon élève de l'Amérique latine en matière de politique budgétaire.

*"Ailleurs, le niveau des déficits est déterminé par une 'règle budgétaire', ce qui signifie que le creusement de la dette est restreint, mais pas limité techniquement",* ajoute Moody's en précisant que ce système s'est montré efficace au Chili.



L'agence de notation évoque également le critère de Maastricht en vigueur pour l'Union européenne, qui fixe à 60% du produit intérieur brut le seuil à ne pas dépasser pour le volume de la dette. Moody's indique toutefois que cette règle est fréquemment enfreinte par les Etats membres. (Reuters 18.07)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 20 juillet

J'ai actualisé les pages d'accueil des différentes rubriques du site en ajoutant tous les liens qui figent dans cette page.

Nous attendons d'en savoir un peu plus sur le scandale News of the World en Grande-Bretagne avant d'aborder ce sujet, car cela ressemble davantage à un coup tordu de la part des concurrents (aux Etats-Unis) de Rupert Murdoch pour démenteler son empire et mettre la main dessus ou tout du moins pour réduire son influence, et non un coup porté en direction de Cameron, sachant que les travaillistes sont aussi mouillés que les conservateurs dans cette affaire.

Qui décide de soutenir l'Etat grec, d'engraisser en fait les prédateurs de la finance qui l'ont conduit à la faillite et d'en faire payer le prix aux travailleurs, la Commission européenne, la BCE, le FMI ? Réponse :

- "Nous n'avons cessé depuis un mois de faire des propositions aux gouvernements", a souligné le président de BPCE (Banque populaire-Caisse d'épargne), François Pérol, lors d'une conférence de presse. (Reuters 19.07)

Tiens donc "les gouvernements", cependant il semblerait que dans aucun pays le mouvement ouvrier oriente son combat contre le gouvernement et les institutions en place, pincez-moi si je me trompe. Tous ces gouvernements sont illégitimes, tous les partis institutionnels sont rejetés par la majorité des travailleurs et jeunes, et malgré cela aucun parti n'a osé poser la question de la nécessité de les chasser du pouvoir... Même lorsque Sarkozy était au plus bas dans les sondages aucun parti n'a osé titrer : qu'il dégage !

Question : si aucun parti ne combat sur cet axe, il y a bien une explication, alors formulons une hypothèse : cela ne proviendrait-il pas du fait que plus aucun parti ne combattrait dans la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, sans l'avouer ouvertement, évidemment ? Pourquoi construire un parti dans cette perspective si on n'y croit pas soi-même, n'est-ce pas ? Cela se tient, non ? Reliez bout à bout tous les éléments que nous vous avons fournis au cours des mois et des années précédentes, réfléchissez-y encore une fois sérieusement et il se pourrait bien que vous en arriviez vous-même à cette conclusion, épouvantable, nous vous l'accordons et partageons ce triste constat avec vous. Si de mon côté je soutiens le POI, c'est vraiment sans la moindre illusion...

### Parole d'internaute

(Après la mise en examen de Berlusconi hier)

- "Mais il y a tout de même une question que je me pose. Comment les populations, et c'est valable pour la France aussi, arrivent à mettre des gens aussi cons au pouvoir ? Parce que pour moi, franchement, ça reste un mystère..." (Reuters 19.07)

Le plus étonnant c'est de se poser ce genre de questions depuis le temps que cela dure, non ? C'est le genre de réflexion qu'on peut se faire quand on se fie aux apparences, ce qui n'est pas non plus le témoignage d'une intelligence très développée...

Cela prouve le niveau de médiocrité de la conscience politique des masses exploitées qu'une belle gueule ou un bon discours plein de promesses qu'on voulait entendre suffit à convaincre. Un simple constat que tout les opportunistes et gauchistes rejettent, car prétendre de nos jours que les masses sont ignorantes est une infâmie pour les ouvriéristes, du coup on comprend pourquoi ils préfèrent affirmer que la faible mobilisation ou le faible niveau d'organisation des masses serait uniquement de la responsabilité des appareils, parce qu'ils sont incapables de regarder la réalité en face et de s'adresser aux masses dans des termes saisissables par elles. Et s'il en est ainsi, c'est également parce qu'ils prêtent aux masses un niveau de compréhension de la société qui n'est pas le leur, inconsciemment le plus souvent, ils leur prêtent volontiers leur propre niveau de conscience, ce qui explique qu'à l'arrivée ils ne comprennent pas grand chose à la situation.

Notez bien qu'ils commettent la même erreur quand ils analysent les conditions objectives des masses, généralisant et considérant que les masses dans leur majorité en sont déjà réduites pour ainsi dire à un état d'indigence, alors qu'en réalité la majorité continue de vivre comme avant, ils en ont tellement peu conscience qu'ils commettent ensuite une double erreur : ils produisent un discours en direction des travailleurs qui finalement leur ressemblent, en direction de la majorité, dans des termes

(la forme) inadaptés à la plupart des travailleurs qui sont inorganisés ou n'ont aucune expérience du militantisme, et dont le contenu s'adresse davantage à ces travailleurs (de par leur condition) qu'à ceux auxquels ils s'adressent dont l'état d'esprit est avant tout corporatiste.

Dit autrement, leur tournure sémantique est étrangère aux plus larges masses, alors que le contenu de leurs discours sera saisi par les couches de travailleurs qui ne figurent pas parmi les plus défavorisés, cherchez l'erreur.

## Politique

### 1- France.

L'horizon politique s'est brusquement éclairci sur le front de la défense de la note "triple A" de la France, les principaux prétendants à l'Elysée s'accordant sur la nécessité d'assainir les comptes publics dans un contexte de très forte tension sur les marchés financiers.

Après des mois d'incertitude, les socialistes ont clarifié leur position, les deux favoris de la primaire du parti pour la présidentielle de 2012 promettant de respecter l'engagement français de ramener le déficit public à 3% du PIB en 2013. (Reuters 19.07)

Après cela, il s'en trouvera encore pour emmener des travailleurs en délégation en direction des élus du PS, front unique oblige ! Ces militants et dirigeants sont les seuls dans le pays à spéculer sur les intentions du PS.

### 2- Espagne

Le chef de file de l'opposition espagnole, le conservateur Mariano Rajoy, administrera une "thérapie de choc" au pays en cas de succès lors des prochaines élections, a-t-on appris auprès de membres du Parti populaire (PP).

"Il y aura une thérapie de choc pour convaincre les marchés que nous pouvons stimuler la croissance économique", a promis un élu du parti conservateur.

Mariano Rajoy, qui caracole en tête des sondages avec 14 points d'avance sur les socialistes, s'est déjà dit prêt à affronter la colère de la rue et à résister à des manifestations et des grèves s'il est porté jusqu'à la Moncloa, le siège de la présidence du gouvernement.

"Les mesures seront dures et nous allons avoir des problèmes avec beaucoup de personnes mais les gens devront comprendre que nous vivons au-dessus de nos moyens. Les Espagnols comprendront", a assuré un membre du PP.

Parmi les propositions déjà actées figure le projet de libéraliser davantage encore le marché de l'emploi, en créant un seul contrat de travail souple, permettant aux sociétés d'embaucher et de licencier plus facilement. Le PP souhaite également réduire les impôts payés par les PME et encadrer davantage la dette et les dépenses des 17 régions autonomes espagnoles. (Reuters 19.07)

### Italie

Le président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, a été mis en examen dans le cadre de l'affaire "AnnoZero", du nom d'une émission politique qu'il aurait tenté de faire supprimer, a-t-on appris mardi de sources judiciaires.

Le chef du gouvernement italien est soupçonné d'avoir fait pression pour que l'émission politique, présentée par le journaliste et polémiste Michele Santoro, critique déclaré de la politique de Berlusconi, soit retirée de l'antenne en 2009, la jugeant trop favorable à l'opposition, ont précisé ces sources.

L'ancien directeur général de la RAI, Mauro Masi, et l'ancien responsable de l'autorité des communications AGCOM, Giancarlo Innocenzi, ont également été mis en examen, a-t-on appris de mêmes sources.

### Syrie

Les forces de sécurité syriennes ont ouvert le feu mardi sur une procession funéraire à Homs, dans le centre du pays, faisant au moins dix morts, ont affirmé des militants syriens.

Selon des militants, cette nouvelle fusillade survient au lendemain de raids au cours desquels les forces de sécurité ont tué dix personnes à Homs. Et depuis samedi, les violences ont fait une cinquantaine de morts dans cette ville, d'après des militants, des mouvements des droits de l'Homme et des témoins. (AP 19.07)

## Social

## France

1- Quand l'Etat "**méprise**" ceux qu'elle a réduits à l'état d'épaves.

Dans un entretien à paraître mercredi dans l'hebdomadaire satirique "*Charlie Hebdo*", où il annonce sa démission, M. Emmanuelli estime que la situation du Samu social "*n'est plus gérable*" après la baisse, depuis le printemps dernier, des moyens attribués par l'Etat.

Cette annonce intervient alors que le 29 juin dernier, une trentaine d'associations d'aide aux plus démunis ont dénoncé dans un communiqué des dizaines de suppressions de places d'hébergement "*conséquence de réductions budgétaires inacceptables en 2011*", parlant de "*mépris*" de la part des "*plus hautes instances de l'Etat*".

Les associations, parmi lesquelles la Fondation Abbé Pierre, Emmaüs, Médecins du Monde ou encore le Secours catholique et la FNARS, disaient avoir "*vu se multiplier, ces dernières semaines, des mesures d'une grande brutalité*", en premier lieu la "*fermeture de places d'hébergement et d'hôtel, sans qu'aucune solution ne soit proposée aux personnes*". (AP 19.07)

2- Comment join-dre les deux bouts ? Génération sacrifiée.

Quelque 100.000 personnes, des rabatteurs ou petits dealers, vivent en France grâce au trafic de cannabis, une "*économie de survie*" ou de la "*débrouille*", loin des gros revenus des caïds de la drogue, estiment policiers, chercheurs et élus.

Il y a 1,2 million de fumeurs réguliers de cannabis en France, selon l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies. Et le chiffre d'affaires du trafic est estimé entre 700 millions et un milliard d'euros.

Un "*secteur économique*" hiérarchisé, qui compte au bas de l'échelle quelque 100.000 personnes, des petits dealers, selon Christian Ben Lakhdar, économiste des drogues à l'Université catholique de Lille. Ils gagneraient entre 4.500 et 10.000 euros par an.

A leur côté, le guetteur, souvent un adolescent, est payé en moyenne 100 euros par jour, et la nourrice, un habitant du quartier où a lieu le deal, touche quelques centaines d'euros par mois pour stocker.

Ils sont loin des grossistes et des premiers intermédiaires, quelques centaines ou milliers de personnes, dont le chiffre d'affaire est estimé à plusieurs dizaines voire centaines de milliers d'euros par an.

"*En bas de l'échelle, beaucoup vivent, se font un peu d'argent, c'est l'économie de la débrouille*", dit Christian Ben Lakhdar. "*Le taux de chômage dans les quartiers est très élevé, il faut bien manger*" et "*l'argent de la drogue vient en complément du chômage, du RSA, des petits boulots*", poursuit l'économiste.

Ces petits trafiquants souvent âgés de moins de 25 ans ont pour la plupart grandi dans les quartiers populaires, sont en décrochage scolaire ou au chômage. Mais ce sont aussi parfois des actifs qui arrondissent leur petit salaire.

Le trafic "*rapporte à ceux qui en vivent directement, les trafiquants en premier lieu, et à une partie de leurs proches pour faire les courses*", selon une source policière.

"*La majorité gagne peu, l'équivalent d'un Smic, ce qui est énorme quand les parents sont au chômage, ça permet d'accéder à la consommation, de faire vivre des familles*", explique-t-on au parquet de Bobigny (Seine-Saint-Denis).

"*C'est l'économie de la survie*", poursuit cette source, qui raconte que lors des perquisitions, "*il n'y a rien à saisir, (...) il y a très peu de signes de richesse, peut-être un écran plat, mais c'est tout*".

"*Dans les commerces (de Sevran), beaucoup de clients paient en liquide, et pas mal de cet argent vient du trafic*", affirme Stéphane Gagnon, maire (EELV) de cette ville de Seine-Saint-Denis, un des principaux lieux du trafic de cannabis en France. Il milite pour une dépénalisation.

Une source policière de Seine-Saint-Denis se dit persuadée que "*le trafic de cannabis, souvent mêlé à d'autres trafics comme la cocaïne, soutient l'économie des quartiers*", où le chômage des jeunes peut atteindre 40%.

Dans ce département, il y a du deal dans 42 cités, selon cette source policière. Si plus de 1.000 personnes ont été interpellées pour trafic de stupéfiants en 2010, il y aurait une quarantaine de gros trafiquants, qui tiennent des halls, dont le chiffre d'affaires peut atteindre 15.000 euros par jour.

Pour Etienne Ataire, président de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt), les petits dealers sont les "manoeuvres de la drogue": *"Tous les risques sont répartis sur les jeunes dans la rue ou dans les cages d'escalier"*.

*"Ils pensent qu'ils vont passer au stade du dessus, mais il y a une sélection impitoyable"*.

Pour le magistrat, l'enjeu est de *"convaincre que la formation est plus payante"*, qu'*"il est plus sûr d'avoir 1.000 euros avec un petit emploi plutôt que 600 euros sur une semaine, puis plus rien, puis prison"*. (AFP 19.07)

Ces jeunes se savent rien faire d'autre le plus souvent. Si le cannabis était légalisé cela leur enlèverait le pain de la bouche, il ne leur resterait plus qu'à se rabattre sur les bracages ou les vols pour survivre ainsi que leurs familles, à verser dans le banditisme.

Un gouvernement ouvrier leur proposerait d'entrer en apprentissage moyennant un revenu équivalent au smic à 1600 euros net par mois dès le premier jour, histoire de les sortir de ce cycle infernal...

## Economie

### 1- UE

Les négociations menées à un rythme inédit entre financiers privés et autorités publiques en Europe ont débouché sur un document intitulé *«proposition pour une initiative de long terme»*. Ce texte formule une réponse technique à l'exigence politique de Berlin: faire participer le secteur privé à l'effort européen en faveur de la Grèce, dans le cadre du second plan de sauvetage qui doit lui allouer 90 milliards d'euros supplémentaires sur la période 2011-2014. Concrètement, il propose que tous les créanciers privés d'Athènes puissent choisir entre trois options: échanger leurs créances contre de nouvelles obligations à 5 ans, participer au *«plan français»* initial qui prévoit de nouveaux crédits à Athènes à 30 ans, ou vendre leurs créances sur la Grèce à 60% de leur valeur faciale lors d'une opération de rachat que financerait le Fonds européen de stabilité financière (FESF).

Cette solution panachée signifie que l'Europe prendra le risque d'un *«défaut sélectif»* de la Grèce. En tablant sur le fait que son consensus politique permettra de fléchir la position de la BCE et convaincra les marchés que le défaut de la Grèce sera cantonné dans le temps.

Plusieurs capitales, dont Paris, mettent aussi sur la table une proposition de taxe bancaire, assise sur les revenus de chaque banque européenne (produit net bancaire). Une idée *«étrange»*, ironisait mardi François Pérol, le patron du groupe BPCE et président de la Fédération bancaire française (FBF). La Fédération allemande des banques s'y est opposée elle aussi: si taxe il y a, elle devra *«s'appliquer à tous les concitoyens»*, argumente-t-elle. De fait, il n'est pas impossible qu'outre-Rhin, une taxe bancaire dédiée au renflouement grec pose un problème constitutionnel.

Un de ses confrères, en privé, ne décolère pas: *«On est en train de saccager la monnaie européenne, alors que nous avons l'opportunité d'en faire une grande devise, face au dollar dont l'hégémonie commençait justement à être battue en brèche! Entre la baisse des actions européennes et la hausse des taux d'emprunts, cette crise a déjà eu un coût astronomique. Dans le meilleur des cas, celui où les États trouvent bien un accord jeudi, il nous faudra dix ans, vingt ans peut-être pour reconstruire la crédibilité de l'Europe»*.

Ce qui manque, c'est la cohésion politique. Jeudi, les dirigeants de la zone euro devront *«parler d'une seule voix, une seule fois, pour dire clairement quelle est leur stratégie»*, plaidait mardi François Pérol.

*"On nous a indiqué que cette implication du secteur privé devait se faire dans un cadre volontaire"*, a-t-il rappelé.

*"S'il s'agit d'un cadre volontaire, il faut que les investisseurs, en fonction de leurs positions, aient un intérêt à venir aux opérations qui leur sont proposées."*

*"Il appartient aux autorités européennes de décider ensemble, en parlant d'une seule voix et en parlant une seule fois, ce qu'est leur stratégie (...) pour l'euro"*, a insisté François Pérol. *"Ce n'est pas un sujet technique, c'est un sujet politique."*

*"Les marchés ont besoin d'être guidés. C'est aux autorités politiques de les guider."* (lefigaro.fr 19.07)

Résumons par une lecture entre les lignes ou les mots :

1- S'il doit y avoir une nouvelle taxe, pas question qu'elle s'applique aux banques, elle devra *«s'appliquer à tous les concitoyens»* ;

2- Effectivement dans l'esprit des fondateurs de l'UE puis de l'euro, cette institution supranationale et cette monnaie n'avaient pas

pour objectif de rivaliser avec les Etats-Unis ou le dollar ;

3- Quant au manque de "*cohésion politique*", elle fait plutôt l'affaire de Washington tant que tous les Etats n'accepteront pas de céder leur souveraineté, en revanche la cohésion politique est souhaitable (ponctuellement) quand le diktat de l'impérialisme américain est appliqué à la lettre.

4- Une fois constaté avec quelle délicatesse les chefs d'Etat s'adressent aux banquiers et bien des ronds de jambes, on est absolument convaincu que ce sont plutôt les marchés qui guident les "autorités politiques", n'en sont-ils pas les représentants. S'ils prétendent le contraire, c'est uniquement pour ne pas saper ouvertement l'autorité de l'Etat dans chaque pays (auprès de la population) qui doit continuer de faire illusion en attendant que l'Union européenne soit en mesure de prendre le relai.

## 2- Etats-Unis

2.1- Wells Fargo a annoncé mardi un bénéfice trimestriel en hausse de 30%, après avoir de nouveau puisé dans les fonds initialement alloués aux créances douteuses.

La quatrième banque américaine a ainsi dégagé un milliard de dollars de ces réserves, comme au premier trimestre, ce qui lui a permis de publier un bénéfice net de 3,73 milliards de dollars (2,62 milliards d'euros). (Reuters 19.07)

2.2- Bank of America a fait état mardi de la plus lourde perte trimestrielle de son histoire, 8,8 milliards de dollars (6,2 milliards d'euros) et annoncé une chute de ses marges de crédit en raison de la faiblesse des taux d'intérêt.

BofA avait indiqué fin juin prévoir une charge de plus de 20 milliards de dollars après le règlement de son contentieux Countrywide.

La banque a soldé la quasi-totalité d'un contentieux relatif à des titres liés à des créances hypothécaires (MBS) de la société de crédit immobilier Countrywide, moyennant le versement de 8,5 milliards de dollars en cash.

La première banque américaine par les actifs a donc fait état mardi d'une perte nette de 8,8 milliards de dollars. Hors éléments exceptionnels, la banque a dégagé un bénéfice de 3,7 milliards de dollars au deuxième trimestre.

Le produit net bancaire a plongé de 54,0% pour tomber à 13,5 milliards de dollars en raison de la provision passée dans le cadre du règlement du litige portant sur les MBS. En excluant cette charge, le produit net bancaire serait ressorti à 26,5 milliards de dollars.

Les revenus tirés des intérêts sont quant à eux ressortis en nette baisse. Son encours de crédit s'est fortement réduit en raison notamment de la distorsion entre taux longs, auxquels prête la banque et qui baissent, et taux courts auxquels la banque emprunte.

"C'est le reflet d'une banque qui essaye de s'en sortir, mais qui reste empêtrée dans ses problèmes de crédit immobilier", a réagi Rick Meckler, président de LibertyView Capital Management.

"Ce n'est pas aussi négatif que ce beaucoup pensaient, cela montre qu'il y a une certaine stabilité dans cette banque." (Reuters 19.07)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 21 juillet

Encore une nuit blanche car pas d'électricité ! Du coup à 5h30 ce matin j'avais terminé d'actualiser le site. En attendant le lever du soleil je vous écris un petit mot.

On est crevé, sur les nerfs, bref la routine ici. Comme il a fait environ 40°C hier, les murs en brique ont conservé la chaleur, il fait plus de 30°C à l'intérieur de la maison, impossible d'ouvrir les fenêtres à cause des moustiques et impossible de sortir car il a plu hier soir. Quelle patience il faut avoir pour vivre dans ce pays ! Et j'en manque souvent, parfois, de moins en moins mais il arrive qu'on soit poussé à bout.

En France on est habitué à ce que tout roule ou fonctionne, démarre au quart de tour, on appuie sur le bouton et hop c'est bon, ici c'est tout le contraire, quand quelque chose fonctionne normalement on est surpris, on se dit que cela ne va pas durer et presque à tous les coups on gagne !



Voilà qu'il fait jour, il est 5h45. C'est le réveil en fanfare avec les corneilles et quelques oiseaux, on entend à peine la mer. Ce qui est agréable en revanche, c'est que neuf fois sur dix après une soirée pluvieuse on a une journée ensoleillée. J'arrête là, je vais économiser la batterie du portable sur lequel je travaille, car je ne sais pas à quelle heure le courant va revenir, à 8h, à 10h, à midi ? Bonne journée à tous et bonne continuation.

Nous avons annoncé que nous allions nous recentrer sur l'économie, actualité oblige, nous continuons donc par quelques extraits provenant de la lecture des articles que j'ai mis en ligne dernièrement et que vous n'avez peut-être pas eu le temps de lire, je vous avoue que je n'avais pas eu le temps de les lire attentivement non plus jusqu'à présent, je m'étais contenté de les lire en diagonal pour voir s'ils présentaient un intérêt avant de les mettre en ligne.

### 1- Clés pour comprendre.

Ils peuvent créer de l'argent à gogo, mais pas de la richesse.

Qui est la principale victime de l'inflation ?

- Penser la valeur des actifs réels (or, pétrole, et ainsi de suite) en monnaie (dollar), est trompeur. La bonne approche consiste à concevoir la valeur de la monnaie en terme d'actifs (or, pétrole), car ces actifs sont la richesse. La Fed peut créer de l'argent, mais elle ne peut créer de la richesse.

Les banquiers centraux sont suffisamment avisés pour savoir que s'ils peuvent créer de l'argent, ils ne peuvent créer de la richesse. Pour arrimer la monnaie à la richesse, les banques centrales doivent lutter contre l'inflation comme s'il s'agissait d'une peste. Mais la règle de base de la croissance économique indique que pour créer de la richesse grâce à la croissance, une inflation doit être tolérée.

La solution consiste alors à faire subir aux salariés pauvres le poids de l'inflation, en donnant aux riches une plus grande part de la richesse monétaire nominale créée par l'inflation, de sorte que la perte de pouvoir d'achat due à l'inflation est principalement supportée par les bas salaires et les salariés pauvres et non pas par les détenteurs du capital, dont la valeur monétaire est mise à l'abri de l'inflation par les bas salaires. Ainsi, les salariés pauvres sont les perdants, à la fois durant les périodes de croissance et de récession. (Par Henry C K Liu, Asia Times, 27 mai 2009)

### 2- Clés pour comprendre.

Les forces productives ne peuvent être contenues dans le mode de production capitaliste.

L'outil de production est surdimensionné par rapport au marché.

Le marché ne peut absorber toutes les marchandises produites. Surproduction permanente.

Les bas salaires responsables de l'insolvabilité des débiteurs qui sont endettés, de la rétraction du marché.

- L'inflation est considérée comme bénigne par le monétarisme aussi longtemps que les salaires augmentent à un rythme plus lent que les prix des actifs. La loi d'airain monétariste sur les salaires a prévalu durant l'ère industrielle, dans laquelle les capacités excédentaires résultantes étaient absorbées par la consommation ostentatoire de la classe aisée - même si cette époque a été également celle des révolutions. Mais la loi d'airain des salaires ne fonctionne plus à l'ère postindustrielle dans laquelle la croissance ne peut venir que de la demande de masse, car la surcapacité de production a augmenté au-delà de ce que peut absorber dans une démocratie économique la capacité de consommation ostentatoire d'une minorité.

Cela a été le problème fondamental de l'économie mondiale au cours des trois dernières décennies. Les bas salaires, même en période de croissance ont conduit le monde dans son triste état actuel de surcapacité, masquée par une demande non soutenable résultant d'une bulle de la dette qui a finalement imploré en Juillet 2007. Le monde entier produit désormais des biens et des services avec des travailleurs à bas salaires qui ne peuvent se permettre d'acheter ce qu'ils produisent, sauf à avoir recours à la dette sur laquelle ils ont fini par faire défaut parce que leurs faibles revenus ne leur permettaient pas de la rembourser.

Toutes les relances budgétaires de tous les gouvernements perpétuent ce dysfonctionnement. Il n'y aura pas de reprise économique en provenance de ce système financier dysfonctionnel. Seules des réformes vers le plein emploi et la hausse des salaires sauveront cette économie complètement malade. (Par Henry C K Liu, Asia Times, 27 mai 2009)

### 3- Clé pour comprendre.

La dette est celle du secteur privé.

L'Etat complice.

L'économiste Paul De Grauwe rappelle que la dette souveraine n'a gonflé qu'en raison de l'insouciance prodigale du secteur privé et non du public. « Derrière chaque euro supplémentaire de dette publique, il existe un euro de dette privée qui a été repris ou soutenu par l'Etat, » note-t-il.

«Les marchés contraignent aujourd'hui les gouvernements à s'engager trop tôt à réduire leurs dettes et les déficits, mettant ainsi en danger la solvabilité d'une grande partie du secteur privé. ».

4- Clés pour comprendre.

La crise. Un optimisme excessif. Endettement massif.

Avant la crise, les marchés financiers ont donné à croire que la valeur des actifs allait augmenter indéfiniment et que les risques étaient faibles. Cette sous-estimation systématique des risques a conduit à une accumulation excessive de la dette privée et s'est finalement terminée par un crack.

5- Clés pour comprendre.

La crise de la dette a été sciemment provoquée.

Les marchés financiers et les agences de notation sont de retour, et cette fois-ci se vengent. A ceci près que cette fois, ils font exactement le contraire de la façon dont ils agissaient avant l'irruption de la crise. Ils estiment désormais qu'un nombre croissant d'obligations souveraines sont à haut risque, ce qui conduit les investisseurs à vendre ces obligations, précipitant ainsi une crise de la dette dans la zone euro.

6- Clés pour comprendre.

L'accumulation de capital conduit à la crise.

Une seule solution : la fuite en avant.

Valorisation excessive (artificielle) des actifs (subprimes).

Elle est le résultat des déséquilibres macroéconomiques mondiaux, particulièrement de l'afflux massif des réserves de capitaux en provenance des économies émergentes d'Asie (notamment la Chine), des exportateurs de pétrole, de quelques pays à haut revenus, auxquels sont venus s'ajouter les surplus de trésorerie des entreprises de nombreux pays.

Dans cette perspective, les banques centrales et les marchés financiers n'ont fait que réagir à l'environnement économique global. L'excès d'épargne induit non seulement des taux d'intérêt réels bas, mais crée aussi le besoin de générer une offre face à cette demande dans les pays importateurs de capitaux, au premier rang desquels se trouvaient les Etats-Unis.

Le dilemme de la Fed a été que le seul moyen dont elle disposait pour soutenir la demande intérieure à un niveau suffisamment élevé pour faire face à cet afflux de capital (d'état et du secteur privé), était d'entretenir le boom du crédit.

Celui-ci a entraîné une valorisation excessive du prix des actifs, particulièrement dans l'immobilier.

La prolifération des liquidités a changé en profondeur le fonctionnement du capitalisme. (Par Martin Wolf, Financial Times, 22 septembre 2008)

7- Clé pour comprendre.

L'inflation

L'inflation est une hausse durable du niveau des prix : le résultat de trop d'argent (ou de pouvoir d'achat) cherchant à acquérir des biens et des services offerts en trop petit nombre. L'envol ponctuel des prix des matières premières n'est pas de l'inflation. Et cet événement ne devrait pas nécessairement provoquer une inflation. Par contre une hausse continue du prix relatif des matières premières est un symptôme d'un processus inflationniste.

Comment pouvons-nous avoir un début de processus inflationniste mondial alors même que l'économie américaine et celles des autres grands pays à fort niveau de revenu sont en ralentissement ? La première raison est que leur poids relatif dans l'économie mondiale est bien moindre qu'auparavant. Mais l'explication des causes sous-jacentes est à rechercher dans les forces qui influent sur l'offre et la demande au niveau global.

8- Clé pour comprendre.

Pourquoi il n'y a plus de "grain à moudre".

Désindustrialisation.

L'Etat ne peut être le garant de l'intérêt général.

(...) les échanges marchands dans le modèle fordien et dans celui qualifié de « Wall Street » ne sont pas de même nature. Dans le premier cas, il s'agit d'une division effective du travail aux fins d'élévation effective de la productivité. Dans le second, il s'agit d'une division, non pas pour partager le risque, mais bien plutôt pour le transférer.

D'où la difficulté de mesurer le gain de productivité qui serait associé à l'échange. Il existe néanmoins un fait objectif : c'est bien le transfert du risque lui-même - résultant de la marchandisation de tous les actifs imaginables - qui a permis l'endettement croissant, et en retour une valorisation accrue des patrimoines, autorisant une croissance continue de la consommation. Plus brutalement exprimé, si dans le fordisme les gains de productivités pouvaient être redistribués, et donnaient naissance à ce qu'on a appelé les « trente glorieuses », c'est l'endettement croissant, qui tient lieu de gain de productivité dans le modèle « Wall Street ». C'est le processus de titrisation généralisée, qui a permis la mondialisation, comme la société de capitaux au 19<sup>ème</sup> siècle a facilité la révolution industrielle.

Mais si la révolution industrielle a pu déboucher sur le fordisme, évidemment avec le recours des marchés politiques, la mondialisation n'a pas encore débouché, ou ne pourra pas déboucher sur un fordisme mondial, le fonctionnement des marchés politiques, s'enracinant encore sur des bases étatiques nationales.

Au niveau des Etats, l'utilisation de la contrainte publique à des fins privées, a donné lieu à un nouveau type de fonctionnement, largement favorable aux entrepreneurs de la finance, et interdisant la vieille redistribution des gains de productivité. L'entreprise mondiale titrisée, fragilisée dans son corps en raison de la titrisation possible de chacune de ses parties, obéissant à de nouvelles normes comptables, elles-mêmes mises en place dans le cadre d'une adéquation avec la titrisation généralisée, n'a plus à redistribuer aux salariés les gains de productivité. La mondialisation (concurrence) comme les actionnaires (nouvelle gouvernance) sont d'ailleurs là pour lui interdire. Si l'entreprise fordienne générait des débouchés par redistribution des gains de productivité, l'entreprise titrisée laisse la place à la finance pour assurer, par un endettement croissant, les débouchés dont elle a besoin. Pour être juste, la mondialisation qui s'est servie de la titrisation généralisée, assure aussi un « revenu supplémentaire » résultant du prix bas des marchandises importées ... mais qui tue le fordisme ancien. Comme quoi la titrisation généralisée, avec tout ce qu'elle implique, notamment la liberté de circulation du capital, est cause essentielle de la désindustrialisation des anciens pays fordien.

La croissance était ainsi - pour l'essentiel - non plus tirée par les gains de productivité, mais par un endettement croissant reposant sur le transfert généralisé du risque, et impulsant un effet d'enrichissement.

Les produits politiques (dépenses budgétaires) étant affectés de façon croissante au service de la dette publique, imprudemment titrisée depuis trente années, les entrepreneurs politiques deviennent ainsi massivement délégitimés, car devenus incapables de promulguer l'idéologie d'un intérêt général. (Réflexion sur le gigantisme financier, par Jean Claude Werrebrouck)

9- Clés pour comprendre

Comment la "mondialisation" a commencé.

Comment l'aristocratie financière a pris le pouvoir sur les Etats.

Le point de départ du nouveau paradigme est la fin de Bretton Woods, fin proclamée par le président des Etats Unis le 15 août 1971. Désormais il n'y aura plus de limite au « déficit sans pleurs » (Rueff) et l'aventure de la mondialisation peut commencer, avec ce que nous appelons l'édification des « autoroutes de la finance ». La construction est un fait juridique, lourd et massif, donc produit par les entrepreneurs politiques. Ce sont les Etats qui vont fabriquer les marchés financiers et la mondialisation. Ce sont donc les entrepreneurs politiques qui vont choisir de « renverser le monde », et de ne plus avoir une finance enkystée dans les Etats, mais des Etats enkystés dans la finance. (...)

Ce partenariat exemplaire, faussement libéral et tout aussi faussement keynésien, entre financiers et entrepreneurs politiques développe deux conséquences.

La première est la plus évidente : les Etats se font dans le monde des apparences beaucoup plus petits, et la finance complètement tentaculaire....avec les revenus correspondants. La réalité est autre : le gigantisme financier est le moyen nouveau de l'aventure étatique. Ce sont toujours les Etats et leurs entrepreneurs qui tiennent les ficelles réglementaires, et donc fixent les règles du jeu. Et un jeu qui permet au moins de gagner du temps, c'est-à-dire de prolonger un fordisme - désormais malade car amputé dès la fin des années 70 de ses magiques gains de productivité - par d'autres moyens : maintenir l'emploi en stimulant les demandes globales par le fantastique développement du crédit, donc de la dette privée (USA, Irlande, Grande Bretagne, Espagne, etc.) ; maintenir l'Etat providence malgré les pertes de ressources fiscales du fordisme déclinant en développant une dette publique d'autant moins couteuse qu'elle se trouve davantage internationalisée (France notamment) ; et en raison des mêmes causes et avec les mêmes moyens, maintenir la puissance (USA). Le fordisme triomphant n'avait guère besoin d'une finance développée. Son agonie, et l'affolement des entrepreneurs politiques qui s'en nourrissaient, justifient de la part de ses mêmes entrepreneurs, un fantastique investissement vers une finance qui deviendra tentaculaire. Le politique ne s'efface pas, derrière un faux libéralisme et la gigantesque construction financière, et ses entrepreneurs ont besoin de pérenniser un partenariat équilibré avec les banques : Il faut sauver ces dernières durant la crise... pour que les entrepreneurs en question se sauvent eux-mêmes. Clientélisme et irresponsabilité, restent les objectifs du mariage entre désormais le « petit Etat » et la « grosse Banque ». Mariage qui jusqu'ici ne supporte pas l'infidélité.

La seconde ne concerne pas directement cet article centré sur le gigantisme financier. Pour autant elle est aussi la conséquence du partenariat entre banquiers et entrepreneurs politiques. Dans le fordisme devenu mutant, le citoyen va apparaître à tout le moins dissocié. Jadis, en fordisme, au centre de trois cercles concentriques (citoyen/salarié/consommateur), il est désormais, en tant qu'enfant du « petit Etat » et de la « grosse Banque » un être dissocié : il tue involontairement son statut de salarié, en satisfaisant ses désirs consuméristes de marchandises mondialisées acquises à l'aide d' un crédit facile ; Il aime ce sous produit du mariage des Etats et de la finance qu'est la drogue-euro, laquelle lui procure un pouvoir d'achat élevé, souvent invisiblement dissocié de sa productivité... dissociation dangereuse pour son emploi ; partiellement issu d'obscures pyramides financières (CADES, ACOSS etc.), il sait que le service public dont il est usager pourrait s'effondrer ; Par ailleurs Il ne voit plus pourquoi il financerait par l'impôt le service d'une dette qui gave la finance et aggrave son gigantisme. Jadis enchâssé dans le politique et les institutions de la nation, il se sent à la fois perdu et libéré et veut chaque jour se libérer davantage.

Il creuse sa tombe, non, la nôtre !

Mélenchon : "*Nous serons alors le coeur d'un nouveau front populaire*". (lexpress.fr 20.07)

## Politique

### 1- France

1.1- Ils vont placer La Talonnette sur des échasses.

1.1.1- Est-ce un début de retour en grâce? Depuis deux mois, la popularité de Nicolas Sarkozy est orientée à la hausse.

Selon le directeur général d'Ipsos-Public Affairs, Jean-François Doridot, "*c'est une remontée certes spectaculaire, mais qui part de très bas*"

Nicolas Sarkozy a été au plus bas en avril, avec 29% d'opinions positives, après le gros décrochage des régionales 2010. Peut-être l'actualité nationale, moins conflictuelle en ce moment, favorise-t-elle cette remontée. On est plutôt dans un retour à la normale, qui demande confirmation à la rentrée. (libération.fr 20.07)

1.1.2- Soixante-six pour cent des Français ne souhaitent pas que Nicolas Sarkozy soit réélu en 2012, contre 29% qui sont d'un avis contraire, selon un sondage Ipsos pour le magazine Le Point.

L'institut souligne que "*Nicolas Sarkozy accuse un très net déficit de soutien chez les jeunes (près de 80% des moins de 35 ans ne souhaitent pas sa réélection), les plus diplômés (72% du même avis), que ne compense pas le ralliement finalement pas si unanime que cela de son socle électoral traditionnel*". (Reuters 20.07)

### 1-2- Le temps des colonies...

Dans une interview à LCI, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a indiqué que Kadhafi pourrait être autorisé à rester en Libye à condition de renoncer clairement à toute activité politique dans le pays.

Un tel engagement du dirigeant libyen permettrait de déclencher le processus politique du cessez-le-feu, a-t-il ajouté.

"J'entends dire qu'il ne veut pas quitter la Libye. Mais l'une des hypothèses qui est envisagée, c'est effectivement qu'il séjourne en Libye à une condition, c'est que très clairement il se mette à l'écart de la vie politique libyenne", a expliqué le chef de la diplomatie française. (Reuters 20.07)

## 2- Italie. Berlusconi trafiquant d'armes.

Le gouvernement italien a officiellement bloqué l'enquête sur une mystérieuse disparition d'un stock d'armes, révèle le Corriere Della Sera, repris par The Independent.

Le procureur qui enquêtait sur la disparition de ces stocks a été rappelé à l'ordre par le bureau du président du Conseil Silvio Berlusconi en invoquant les lois sur le secret d'Etat. De fait, aucune information sur le sujet ne peut être rendue publique.

Les armes disparues provenaient d'une saisie sur un navire en provenance d'un pays de l'ex-URSS et à destination de la Croatie en 1994, en plein période de guerre dans les Balkans.

Selon le Corriere Della Sera, la cargaison contient «assez de matériel pour équiper une armée entière». Dans les détails, il s'agit d'un arsenal pesant plus de 19 tonnes avec 5.000 roquettes Katiouchas, 400 missiles Fagot (aussi appelés AT-4 Spigot), 30.000 AK-47 (Kalashnikov) et de 11.000 roquettes anti-char. (slate.fr 20.07)

## Social

### 1- France-Italie. Interdire la grève et grève interdite.

1.1- En cette période de chassés-croisés estivaux, la compagnie Air France est confrontée à plusieurs menaces de conflits prévus pour la fin de juillet et le début d'août. Une situation à laquelle le député UMP des Alpes-Maritimes, Lionnel Luca, propose de mettre fin en interdisant la grève durant les périodes de grands départs ou de retours de vacances, à l'instar de l'Italie, qu'il cite en exemple.

Pour Lionnel Luca, cofondateur avec Thierry Mariani, le ministre des transports, du collectif Droite populaire, '*ce mépris pour ceux qui ne sont en rien responsables du conflit avec la direction et les pouvoirs publics est insupportable*', et '*la seule solution est (...) l'interdiction de la grève durant les périodes de départs et de retours massifs de vacances*'. (lemonde.fr 20.07)

1.2- La législation italienne sur la réglementation des grèves dans les transports est destinée à concilier deux droits fondamentaux inscrits dans la constitution transalpine : le droit de grève et les libertés individuelles dans lesquelles s'inscrit le droit à se déplacer librement. Adoptée en 1990 et confirmée en 2000, la législation interdit les grèves dans les entreprises de transport aussi bien privées que publiques - même les taxis y sont soumis - durant les périodes de vacances.

Les périodes protégées sont du 19 décembre au 7 janvier pour les fêtes de Noël, du jeudi précédant Pâques au jeudi suivant la fête religieuse, du 24 avril au 2 mai pour la fête nationale italienne, du 27 juin au 4 juillet pour les premiers départs en vacances, du 27 juillet au 5 septembre pour l'exode des aoûtiers et du 30 octobre au 5 novembre pour la Toussaint.

La loi prévoit également une interdiction de grève dans les transports trois jours avant et trois jours après les consultations électorales. En dehors de ces périodes appelées "*franchises*", la législation impose en cas de grève dans les entreprises de transport la suspension de l'arrêt de travail de 7 heures à 10 heures du matin et de 18 heures à 21 heures.

Une autorité indépendante, dont les membres sont nommés par le président de la République, est chargée de faire respecter la législation. En cas de non-respect des règlements, elle peut sanctionner pécuniairement les syndicats en suspendant les financements publics qu'ils reçoivent.

Elle peut également imposer individuellement des amendes aux grévistes, sans toutefois arriver jusqu'à un licenciement. Les sanctions sont rares, car tous les grands syndicats qui ont participé à son élaboration la respectent.

Mais la liberté de se déplacer des Italiens peut également être limitée par des grèves induites par des sociétés de transport étrangères qui desservent la péninsule. Rome a donc fait les premiers pas pour étendre sa législation aux réglementations européennes. (lepoint.fr 20.07)

## 2- France

L'Office national des forêts (ONF), gestionnaire des forêts publiques, a perdu plus du tiers de ses effectifs en 25 ans, des



réductions qui devraient se poursuivre, provoquant un mal-être croissant chez les 9.500 agents, selon les syndicats. Ce malaise s'est traduit par plusieurs suicides ces dernières années - dont trois depuis le 20 juin - touchant surtout des agents patrimoniaux, les ex-gardes forestiers. Direction et syndicats comptabilisent 23 cas depuis 2005, même si tous ne sont pas liés au travail.

Tout en essayant d'enrayer le malaise des agents, l'Office, qui gère un quart des forêts françaises (4,7 millions d'hectares), voit ses effectifs baisser. Cet établissement public sous double tutelle (Agriculture et Environnement) comptait 15.000 employés en 1986 contre 6.300 fonctionnaires (dont 3.000 agents patrimoniaux) et 3.200 ouvriers privés aujourd'hui. Or le Contrat d'objectifs 2012-2016, soumis mercredi au Conseil d'administration de l'ONF, prévoit près de 700 nouvelles suppressions de poste.

La CGT-Forêt y voit «*l'arme qui va servir à l'assassinat prémédité de l'ONF*». Le Snupfen-Solidaires réclame que ce contrat avec l'Etat soit examiné au Parlement «*pour un véritable débat démocratique et citoyen*». Au cours d'un Comité central hygiène et sécurité (CCHS) le 12 juillet, les syndicats (Snupfen-Solidaires, CGT-Forêt, FO et Unsa) ont réclamé «un moratoire immédiat» sur les baisses d'effectifs. Ils redoutent à terme une privatisation de l'ONF, depuis la divulgation d'une note de la direction du Trésor, datée de décembre, évoquant la possibilité de «*déléguer la gestion des forêts communales à des prestataires privés*». Mais le gouvernement a assuré à plusieurs reprises être opposé à cette idée.

Le directeur général de l'ONF, Pascal Viné, a expliqué à l'AFP que l'Office ayant «*fait le choix de rester un établissement public*», il devait appliquer «*les règles générales des établissements publics*», soit une baisse des effectifs «de 1,5% par an par le non-renouvellement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite».

Mais pour les gardes forestiers, c'est la nature même du travail qui a changé, la surface à leur charge ayant augmenté depuis une réforme de 2002, selon Jean-Noël Schmidt (SNTF-FO). Pour François Sittre (Snupfen), le travail des forestiers, «*garants d'un fragile équilibre entre la production de bois et son renouvellement*», «*n'a plus aucun sens*». «*La réforme de 2002 nous a basculés dans la marchandisation. On essaye de faire de nous des commerciaux. Du coup, on n'est plus en forêt*», déplore ce quinquagénaire qui gère près de 14.000 hectares en Franche-Comté. «*C'est un métier qui fout le camp. On oublie nos missions de forestiers, de police et de surveillance, pour faire du chiffre*», affirme Claude Ammerich (CGT), agent dans le Val-d'Oise.

L'Office, qui produit chaque année plus de 14,5 millions de m3 de bois, a enregistré un déficit de 14 millions d'euros en 2010 pour un budget de 700 millions. (20minutes.fr 20.07)

3- Somalie.

L'Onu a décrété mercredi l'état de famine dans deux régions du sud de la Somalie et prévenu que d'autres zones de la Corne de l'Afrique pourraient connaître pareil sort dans les prochaines semaines.

"*Si nous n'agissons pas maintenant, la famine va s'étendre aux huit régions du sud de la Somalie d'ici deux mois, en raison des faibles récoltes et de la multiplication des foyers d'infections*", a estimé Mark Bowden lors d'une conférence de presse organisée à Nairobi.

"*Chaque jour de retard dans l'acheminement de l'aide est au sens propre une question de vie ou de mort pour les enfants et les familles des zones touchées par la famine*", a-t-il ajouté.

Selon l'Onu, près de 3,7 millions de Somaliens, soit environ la moitié de la population du pays, sont en situation de danger.

Dans les zones les plus exposées, près d'un enfant sur deux souffre de malnutrition. "Il est probable que des dizaines de milliers d'enfants soient déjà morts", a estimé Mark Bowden. (Reuters 20.07)

Aux infos du soir sur TV5Monde Asie, ils ont dit avant-hier que 250.000 enfants étaient menacés de mort à brève échéance. On a vu des enfants décharnés portant la mort dans leur regard, des mères désespérées, c'est terrible, dégueulasse, et pendant ce temps-là ils dépensent des milliards de dollars dans la guerre...

[Haut de page ↗](#)

---

Le 22 juillet

Les banques se sont octroyées, pardon, se sont vues octroyer une rente de 30 ans sur la dépouille grecque, elle n'est pas belle la vie ! Avec de l'argent qui ne leur appartient pas de préférence, qu'elles créeront pour la circonstance ou qu'elles emprunteront elles-mêmes à un taux inférieur de celui qu'elles pratiqueront envers la Grèce, quelle aubaine ! Passagère tout de même, car si tous les commentateurs bourgeois poussent un cri de soulagement, il n'en demeure pas moins que la dette grecque n'a pas

disparu pour autant.

Le Figaro jubilait hier :

- Français, quel que soit le prochain président de la République, préparez-vous à vous serrer la ceinture ! Jeudi, selon les documents servant de base à la négociation, Paris s'apprêtait à prendre l'engagement, comme toutes les capitales de la zone euro qui ne sont pas sous le coup d'un programme d'aide, de passer sous la barre de 3 % de déficit public en 2013 «au plus tard». Un chiffre inscrit dans le traité de Maastricht en 1992, piétiné depuis des années, et qui semble donc sur le point de revivre...

Un avant-goût du "**Front populaire**" avancé par Mélenchon et une bonne raison de s'y opposer :

- Quant au Parti socialiste, déjà en campagne pour sa primaire, il va devoir rapidement détailler comment il compte respecter un engagement qui s'impose désormais à tous les camps politiques s'il revenait au pouvoir l'an prochain. Parce qu'il veut jouer la carte du sérieux, l'objectif d'un retour à 3 % en 2013 est aussi inscrit dans son programme. Mais, pour cela, il insiste moins sur une réduction des dépenses que sur une pression fiscale accrue de 50 milliards. (lefigaro.fr 21.07)

Le Front de gauche en annonçant qu'il se désisterait en faveur du candidat du PS au second tour de la présidentielle de 2012, a de fait adopté le programme du PS qui sur le fond ne se distingue en rien de celui de l'UMP. Tout le reste est du baratin... électoral !

## Politique

1- Egypte. Le peuple propose, l'armée dispose.

Le nouveau gouvernement égyptien du Premier ministre Essam Charaf a prêté serment jeudi dans le cadre d'un remaniement réclamé depuis plusieurs jours par les manifestants de la place Tahrir, qui exigent une accélération des réformes.

Les ministres ont prêté serment devant le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, le chef du Conseil suprême des forces armées (CSFA) qui dirige l'Egypte depuis la chute de l'ancien président Hosni Moubarak, le 11 février.

*"Cela risque de calmer un peu le peuple et ce n'est toujours pas suffisant car (...) les gens attendaient des changements aux ministères de l'Intérieur et à la Justice"*, confie un expert à la tête d'un groupe de réflexion égyptien, Adel Soliman.

*"Mais il est évident que le Premier ministre ne dispose pas des pleins pouvoirs pour les remplacer et qu'il est sous pression"*, ajoute cet analyste. (Reuters 21.07)

2- Sénégal

Les autorités sénégalaises ont interdit jeudi tout rassemblement politique dans le centre de Dakar, à deux jours d'une manifestation programmée par l'opposition pour protester contre l'intention du président Abdoulaye Wade de briguer un nouveau mandat en février 2012.

Des observateurs craignent que cette mesure d'exception exacerbe les tensions entre les membres de l'opposition et les partisans d'Abdoulaye Wade, d'autant qu'une marche prévue par ces derniers dans la banlieue de la capitale sénégalaise ne tombera pas sous le coup de cette interdiction.

Jeudi, le ministre de l'Intérieur a expliqué que la décision d'interdire tout rassemblement politique à Dakar avait été prise pour des raisons de sécurité.

L'annonce de cette mesure intervient quelques jours après la promesse d'Abdoulaye Wade de réprimer durement toute manifestation qui s'inscrirait dans la lignée de celles de la fin du mois de juin.

*"Cela prouve que les positions se durcissent au gouvernement contre les manifestants qui lui sont hostiles"*, a dit à Reuters un diplomate basé à Dakar. (Reuters 21.07)

3- Malawi

Au moins dix personnes ont été tuées dans des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre au Malawi, théâtre depuis deux jours d'un mouvement de contestation inédit du régime du président Bingu wa Mutharika, rapportent des responsables et des proches de victimes.

Sept personnes auraient été tuées par balle par la police, mercredi 20 juillet dans la ville de Mzuzu, a affirmé jeudi un militant des droits de l'homme, qui se trouvait jeudi matin à la morgue de l'hôpital de la ville.

Selon lui, les victimes ont été tuées lorsque la police a tiré sur une foule qui s'attaquait à des magasins appartenant à des Chinois et à des bureaux du Parti progressiste démocratique, le parti du président Mutharika.

Selon le témoignage de ses proches, un homme a également été tué par balle à Blantyre, la capitale économique du pays, où policiers et soldats ont tiré des gaz lacrymogènes pour tenter de disperser la foule de manifestants venus réclamer la démission de Mutharika. Dans la capitale, Lilongwe, des heurts ont éclaté pour la deuxième journée consécutive entre les manifestants et les forces de l'ordre, selon la radio privée locale MIJ.

D'après l'AFP, deux mille personnes environ étaient rassemblées dans les rues de chacune de ces deux villes. Le bilan n'a pas été confirmé par la police et Amnesty International fait état de plusieurs enfants présentant des blessures par balle. (lemonde.fr 21.07)

## Social

France.

### 1- Usine occupée.

Les salariés de Veninov, premier producteur européen de toile cirée, placé en liquidation judiciaire, ont voté jeudi 21 juillet l'occupation de l'usine de Vénissieux, en banlieue lyonnaise, pour empêcher le départ des machines, a-t-on appris de source syndicale.

*'Pour nous, l'usine est viable, on préfère attendre un repreneur, on ne va pas nous enlever notre outil de travail tant qu'on a encore un espoir de redémarrer l'activité',* a déclaré à l'AFP Stéphane Navarro, délégué syndical CGT.

Comme prévu, le tribunal de commerce de Nanterre a entériné jeudi la liquidation judiciaire de Veninov, aucune offre de reprise n'ayant été déposée dans les délais impartis pour cette filiale du groupe allemand Alkor-Venilia, qui emploie 87 salariés dans son usine de Vénissieux.

Les lettres de licenciement seront envoyées le 28 juillet par le liquidateur judiciaire à l'ensemble des 88 salariés, avec effet au 1er août, a précisé M. Navarro.

Créée en 1874, l'entreprise Veninov réalisait près de 20 millions d'euros de chiffre d'affaires, dont environ un tiers à l'export, selon son site Internet. (lemonde.fr 21.07)

### 2- La servilité récompensée.

Après des mois de négociations, l'Assurance-maladie et les médecins libéraux ont signé dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 juillet un protocole d'accord comprenant un projet complet de nouvelle convention médicale. Le texte ouvre la voie à une généralisation des primes à la performance pour les médecins et jette les bases d'un "secteur optionnel", nouveau secteur tarifaire permettant d'encadrer les dépassements d'honoraires de certains spécialistes.

L'accord *"est loin d'être parfait"*, a estimé le président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), Michel Chassang. *"Mais c'est une convention qui va bouleverser l'exercice médical"*, a-t-il ajouté. *"Nous généralisons un mode de rémunération dont l'objectif est de soigner mieux"*, s'est félicité de son côté le directeur de l'Assurance-maladie, Frédéric van Rookeghem. Pour mettre en œuvre la convention qui régira pour cinq ans les relations entre les médecins et la Sécu, les instances des syndicats doivent encore se prononcer, ainsi que le gouvernement et les complémentaires santé (mutuelles, assurances privées).

Les nouvelles primes à la performance sont réservées pour l'instant aux médecins généralistes, mais elles ont vocation à s'étendre à d'autres spécialités. Elles généralisent une formule comparable déjà proposée à titre individuel aux généralistes depuis 2009, qui complète le paiement à l'acte. Une liste d'une trentaine d'objectifs a été établie. Pour engranger des points, un médecin devra par exemple atteindre un taux défini de patientes de 50 à 74 ans participant au dépistage du cancer du sein, prescrire une proportion donnée de génériques ou encore transmettre suffisamment de feuilles de soins électroniques.

En atteignant l'ensemble des objectifs fixés, les 45 000 généralistes éligibles pourront espérer toucher une prime d'un peu plus de 9 000 euros par an.

Le point le plus difficile de la négociation aura été l'encadrement des dépassements d'honoraires, qui s'est soldé par un résultat

en demi-teinte. La Sécu et les médecins sont convenus de ressusciter le projet d'un "secteur optionnel", un nouvel espace tarifaire à mi-chemin entre les actuels secteurs 1 (médecins pratiquant les tarifs Sécu) et 2 (honoraires libres). L'enjeu est de régler le problème croissant d'accès aux soins posés par les dépassements, qui ne sont pas remboursés par la Sécu et le sont de manière inégale par les complémentaires santé.

Le secteur optionnel ne concernerait que les chirurgiens, anesthésistes et obstétriciens actuellement en secteur 2 (sauf exceptions). Les médecins qui choisiraient d'y exercer s'engageraient à plafonner leurs dépassements, dans une limite de 50 % au-dessus du tarif opposable qui sert de base de remboursement à la Sécu. Ils s'engageraient aussi à réaliser un minimum d'actes (30 %) sans dépassements. Les complémentaires santé s'engageraient quant à elles à prendre en charge ces dépassements encadrés pour leurs assurés. Mais elles n'ont pas paraphé le texte d'accord Sécu-médecins, exigeant au préalable une série d'engagements de la part du gouvernement.

La mise en œuvre du secteur optionnel reste donc une nouvelle fois suspendue. Ce dispositif avait déjà été négocié dans les mêmes termes en 2009... sans jamais entrer en vigueur. Ce projet a été qualifié de "désastreux" par l'association de consommateurs UFC-Que Choisir, qui y voit une "aubaine" pour les médecins, mais estime que les patients verraient leurs cotisations aux complémentaires santé exploser. (lemonde.fr 21.07)

## Syndicat

France. Allégeance aux institutions.

Six syndicats (CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, SNPST, Solidaires) demandent aux parlementaires de l'opposition de saisir le Conseil constitutionnel afin "d'obtenir le retrait" de deux articles du texte de loi réformant la médecine du travail, qui, selon eux, remettent en cause ses missions et l'assujettissent aux employeurs.

Le texte relatif à l'organisation de la médecine du travail a été adoptée par le Sénat le 8 juillet, en deuxième lecture, après avoir été adopté par l'Assemblée nationale le 5 juillet.

Dans un communiqué diffusé jeudi, les six organisations syndicales dénoncent le fait que "l'article 1er confie aux présidents des SST (Services de santé au travail), émanation des employeurs, qui génèrent les risques professionnels, la mission de conseiller les employeurs, les travailleurs et leurs représentants" et d'assurer "la surveillance de l'état de santé des travailleurs en fonction des risques".

"L'article 13 subordonne l'équipe pluridisciplinaire au projet de service approuvé par le conseil d'administration, réduisant les professionnels à n'être que de simples exécutants de celui qui génère les risques professionnels", poursuivent les syndicats.

Ils estiment que cet article "heurte frontalement le code de déontologie médicale, qui stipule" que "le médecin ne peut aliéner son indépendance sous quelque forme que ce soit".

Les six organisations syndicales demandent donc aux députés et sénateurs de l'opposition "de saisir, de toute urgence et selon les formes appropriées résultant de l'article 61 de la Constitution, le Conseil constitutionnel, afin d'obtenir le retrait de ces dispositions, qui menacent la prévention de la santé des salariés et l'indépendance médicale". (AP 21.07)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 23 juillet

Ils en rêvent tout bas, mais le disent tout haut...

De quoi au juste ? Pardi, de "plus d'intégration européenne", d'un "gouvernement économique supranational", d'un Etat à l'américaine, les Etats-Unis capitalistes d'Europe, l'antithèse des Etats-Unis socialistes d'Europe

Pour se faire "Le pacte de stabilité ne suffit plus" selon un haut responsable européen rapporte *Le Figaro*.

Mais il leur faut avancer masqué "les propositions franco-allemandes en faveur d'une meilleure gouvernance européenne mettront de côté toute option supranationale", pourquoi, parce que "les opinions publiques ne sont pas prêtes", ah c'est là que ça coince, encore cette foutue lutte des classes !

C'est que l'on ne peut pas confier à n'importe qui la gestion politique de ce monstre qu'est l'UE, mais au fait qui s'en charge ?



Le Parlement européen, apparemment non "*Sylvie Goulard (MoDem), défend l'idée d'une association du Parlement européen aux grandes options fiscales*", parce qu'il en est exclu, ?

La Commission européenne, cela n'est pas le cas et certains s'en plaignent "de nombreux «*fédéralistes*» estiment qu'il faudrait confier plus de moyens à la Commission européenne" selon la même source.

C'est donc toujours les chefs d'Etat qui dirigent l'UE, des chefs d'Etats indépendants dont l'existence et le pouvoir proviennent de la Constitution de leur pays respectif et non de l'UE, c'est cette contradiction incontournable entre l'existence des Etats indépendants qui possèdent leurs propres contraintes et de l'UE qui possède les siennes qui mine la construction européenne.

Un internaute disciple du *Figaro* et admirateur de cette cynique institution européenne à l'américaine exprime à haute voix ce que les Sarkozy, Merkel, etc. pensent tout bas : "*Il faut un vrai gouvernement fédéral supranational d'une Europe unie homogénéisée et ce gouvernement doit être élu par l'ensemble des citoyens européens; il prendra les décisions non seulement économiques mais aussi politiques majeures. L'UE sera la première puissance économique et politique mondiale.*" (lefigaro.fr 22.07)

Il a oublié une chose au passage : c'est que la place est déjà prise par l'impérialisme américain et que l'impérialisme chinois est déjà sur les rangs pour la revendiquer à brève échéance.

Mais alors, cela signifie qu'ils ne sont pas près d'en voir le bout, et que d'ici là cet édifice bancal pourrait s'écrouler, éclater, disparaître, tout est possible tant qu'ils ne sont pas parvenus à leurs fins.

Il ne faut pas s'emballer pour autant, certes on sait que le temps joue contre eux, chaque jour qui passe à la faveur de la crise permet à chaque travailleur de s'interroger afin de mieux cerner comment fonctionne leur société, cependant de notre côté et dans l'état actuel des choses, si tout demeure possible cela inclut le meilleur comme le pire, le meilleur serait que les travailleurs trouvent la voie de l'organisation sur la base d'une orientation politique posant la question du pouvoir, de l'Etat et la remise en cause des fondements du capitalisme, le pire serait qu'ils n'y parviennent pas et qu'ils plébiscitent une solution contraire à leurs intérêts, autrement dit l'extrême droite rejointe par une partie de la petite bourgeoisie.

Maintenant on ne peut pas tenir ce genre de discours et ne pas soutenir ou participer aux comités politiques mis en place par le POI. Pourquoi ceux-là plus que d'autres ? Déjà parce que par leur dénomination ils annoncent la couleur si je puis dire, si ces comités présentent un caractère politique ce n'est pas pour se cantonner à avoir des discussions uniquement à caractère social ou de type para-syndical, ils doivent permettre aux travailleurs et aux militants de confronter leurs idées, de réfléchir aux moyens à mettre en oeuvre pour sortir de cette crise du capitalisme, de comparer les différentes hypothèses en présence, de voir sur quoi elles reposent, l'objectif étant que ces travailleurs et militants arrivent à la conclusion qu'il existe bien une alternative cohérente et sérieuse au capitalisme, le socialisme, et que c'est en unissant nos forces, en organisant toujours plus de travailleurs et militants que cette idée finira par s'imposer à la majorité des travailleurs du pays, condition sans laquelle il sera impossible de vaincre notre ennemi de classe, parce que nous aurons été incapables de construire le parti indispensable à la victoire de la révolution.

Des camarades rétorqueront que bien des militants du POI sont opposés à cette perspective. Je leur répondrai qu'il en existe un certain nombre dans ce parti qui y sont favorables, donc en rejoignant ces comités, vous aurez la possibilité d'exposer et en défendre loyalement vos idées, et si de la sorte vous soutenez également indirectement le courant révolutionnaire qui existe au sein du POI et qui partagent vos idées, je ne vois pas où il y aurait un problème, au contraire, en additionnant vos voix cela donnera plus de poids à vos idées qui seront ensuite partagées par davantage de travailleurs et militants, donc tout le monde y gagnera à l'arrivée.

On ne milite pas pour satisfaire des intérêts particuliers ou pour imposer ses idées aux autres, on milite uniquement pour convaincre les travailleurs et militants de la justesse des idées que l'on défend, donc l'orientation et les objectifs politiques qu'on leur propose...

On milite pour une cause qui nous est commune et qu'on estime juste, une cause qui incarne les intérêts collectifs de l'ensemble des masses exploitées, une cause qui repose sur un processus dialectique et historique, une cause qui repose donc sur une base scientifique et non sur un coup de tête, une cause qui ne correspond pas à une lubie, on ne milite pas pour se faire plaisir ou pour passer le temps, pour avoir l'impression de seulement exister dans une société qui tend à broyer la personnalité de chacun.

On milite en gardant toujours à l'esprit qu'il nous faut toujours faire des efforts pour progresser sur le plan théorique et politique, qu'on est perfectible, ce qui nécessite de faire preuve en permanence d'une très grande modestie, par exemple avant de réfléchir à une question, seul ou en présence de travailleurs ou de militants on doit systématiquement remettre les compteurs à zéro, c'est une méthode sûre qui va nous permettre (une nouvelle fois) de vérifier sérieusement et honnêtement la validité de nos principes ou des théories sur lesquels reposent nos convictions, et si maintenant lors d'une discussion il s'avère que l'on ne soit pas sûr de soi, qu'on doute et qu'on ne sache plus quoi penser, il n'y a pas de quoi à en avoir honte ou en faire un drame, ce n'est pas non plus une raison pour se recroqueviller sur soi-même et se mettre à égréner des vérités toutes faites qui ne convaincront personne,



qui au contraire vous feront passer pour un dogmatique ou un sectaire, dans ces cas-là on y gagne à dire la vérité, qu'on n'a pas suffisamment étudié une question pour se prononcer, évidemment cela ne doit pas être un moyen employé pour se défilier, quand ce cas de figure se présente on ajoute qu'on en reparlera ensemble, on se fixe un nouveau rendez-vous, bref, on garde la maîtrise de soi, on reste digne, on ne se ridiculise pas, on ne culpabilise pas, on témoigne qu'on ne fait pas de notre combat politique une affaire personnelle.

Quand on milite depuis des années ou des décennies, on s'imagine qu'on a acquis suffisamment d'expérience pour savoir forcément de quoi on parle, or c'est rarement le cas, parce les militants n'ont pas abordé ou étudié sérieusement de nombreuses questions, ou les réponses qu'on leur a fournies étaient calquées sur une théorie réputée infaillible et gravée dans le marbre, en contradiction avec les profondes transformations que la société et le monde ont connues depuis qu'elles ont vu le jour, théorie encore juste par endroits et fautive ou dépassée ailleurs, qui de ce fait aurait nécessité une nouvelle étude.

On se croit capable d'avoir réponse à tout, de se prononcer sur tous les sujets, de concurrencer les dirigeants de notre parti, alors que bien souvent ce sont les illusions que l'on avait placées dans notre militantisme et dont on n'avait pas conscience qui nous conduisent à adopter cette attitude, qui en réalité ne fait qu'exprimer notre impatience d'aboutir à certains résultats ou objectifs qui tardent à venir, plus généralement notre incompréhension de la situation, ce que l'on refusera d'admettre évidemment.

Des militants m'écrivent qu'ils vont quitter leur parti ou qu'ils l'ont déjà quitté, je leur réponds que cela ne m'intéresse pas du tout, par contre je voudrais bien savoir pourquoi sur le plan politique uniquement, quels étaient leurs désaccords politiques avec leur parti, voilà ce qui peut intéresser les militants en général car cela participe de la confrontation des idées, pour les faire avancer. Je vous avoue que neuf fois sur dix les arguments avancés par ces militants ne tiennent pas la route ou ne sont pas très sérieux, sans leur dire (comme cela c'est fait !) je ne partage pas leur attitude qui consiste à reporter sur leur parti leurs propres incompréhensions ou impatience, ce qui ne signifie pas que leur parti et ses dirigeants ne portent pas en partie la responsabilité de leur état d'esprit et de leur décision. S'ils croient trouver en moi un opposant farouche ou pire un ennemi du POI, ils se mettent profondément le doigt dans l'oeil, cela je l'ai déjà dit, je le martèle ici.

Quand l'affrontement direct entre les classes va se déclencher, il sera d'une rare violence dont la plupart des militants ne peuvent même pas imaginer l'intensité, ce jour-là, il sera plus urgent que jamais que les militants révolutionnaires se regroupent, dans les pires conditions, vers quel parti vont-ils s'orienter, vers le PCF, ils sont morts, vers LO, autant disparaître ou s'enfermer tout de suite dans une cave, vers le NPA, s'ils se sont forgés une mentalité de martyrs inutiles, il retera quoi d'autres comme parti à ceux qui n'ont pas un état d'esprit suicidaire à part le POI, je vous pose la question, réfléchissez bien camarades.

Je ne tenais pas exactement les mêmes propos avant cette crise du capitalisme qui ne peut déboucher que sur une situation révolutionnaire à court terme dans la plupart des pays de la zone euro, mon propos est de se disposer dans cette perspective, de s'y préparer dans tous les domaines, de l'aborder si c'est encore possible dans les meilleures conditions, ce qui implique le regroupement de nos forces, de siffler la fin de la récréation, certes pas tout à fait inutile au cours de laquelle les militants ont privilégié au mieux leurs désaccords politiques, au pire leur conception de la lutte de classe qui les a conduit très souvent à reproduire sur une échelle réduite ce qu'ils reprochaient au parti qu'ils avaient quitté sans pour autant faire progresser le mouvement ouvrier dans la bonne direction.

Comme je sais également que bien des militants ont la rancune coriace, j'invite de leur côté les militants et cadres du POI qui se connectent sur le site à bien réfléchir également aux questions que je viens d'aborder et à modifier leur comportement envers les militants de leur parti, ainsi qu'envers les militants qui pourraient les rejoindre.

Qu'on se comprenne bien, je ne prends parti ni pour les uns ni pour les autres, je ne me sens concerné ni par l'attitude des militants qui reprochent tout et son contraire au POI, ni par celle des militants ou cadres du POI qui se prennent pour des êtres supérieurs sans en avoir forcément les qualités, je suis dans la peau du militant qui partage une partie des positions de ce parti tout en se montrant très critique envers ses dirigeants et certaines de leurs positions ou méthodes de fonctionnement que je partage pas, j'essaie comme dans toute chose de faire la part des choses afin de ne pas sacrifier l'essentiel à ce qui me paraît secondaire, et dans l'ordre des choses, on peut effectivement reprocher beaucoup de choses au POI, mais a-t-il changé de position face à l'Union européenne, face à la dette, face au gouvernement et au patronat, à quel moment s'est-il compromis avec les partis pourris institutionnels, vous connaissez la réponse, jamais, n'est-ce pas cela l'essentiel ?

Maintenant on peut trouver intolérable la manière dont il se comporte avec les appareils des syndicats, je suis d'accord pour estimer que c'est une grave défaillance sur une question essentielle, je vous l'accorde, cependant je ne vais pas renier ce que j'ai écrit ailleurs où j'expliquais que le faible taux de syndicalisation dans le pays reléguait finalement cette question au second plan, il me semble qu'on en a eu la preuve lors de la mobilisation sur la contre-réforme des retraites, on peut aussi observer ce qui se passe en Grèce, en Espagne, au Portugal ou dans d'autres pays similaires pour constater que les syndicalistes peuvent se mobiliser une multitude de fois sans entraîner une modification du rapport de force en faveur des travailleurs du pays concerné, et je ne parle même pas de leur comportement le jour où ils devront affronter la mitraille, je ne suis pas sûr qu'il faille compter ce jour-là sur la mobilisation de beaucoup de syndiqués pour entraîner le gros des troupes des masses, tout comme les "démocrates" et les "républicains" qui se volatiliseront au premier coup de canon tiré en leur direction, laissant seule la véritable avant-garde du prolétariat organisée ou non affronter le régime.

Bien que je ne conteste pas la place déterminante des syndicats au sein du mouvement ouvrier, je ne vais pas les idéaliser tels qu'ils existent aujourd'hui, surtout à l'heure où toute lutte va prendre de plus en plus une tournure politique qui débordera du cadre du syndicalisme pour se situer sur le plan politique, plan sur lequel il faut impérativement se situer pour entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme.

Je comprends que lorsqu'on ne partage pas cette analyse, on puisse se focaliser sur les relations entre le POI et les appareils des syndicats et décider de tourner le dos à ce parti, j'estime que c'est une erreur politique pour les raisons que j'ai évoquées plus haut.

Le problème de ce parti et ses dirigeants, c'est que jusqu'à présent ils ont été incapables de développer ce genre de discours avec leurs militants et leurs contacts. Ils ont négligé la formation des militants pour se concentrer sur des questions purement politiques, alors que l'évolution du niveau d'instruction des travailleurs et l'existence de nouveaux moyens d'informations à leur disposition mettaient à l'ordre du jour de nouvelles tâches au sein même de leur parti pour résoudre des problèmes qui se posaient sans doute autrement autrefois, admettons-le bien que je pense que ces problèmes ont toujours existés sans jamais avoir été abordés sérieusement.

La formation des militants, des cadres et des dirigeants ne devrait pas concerner que des questions de théorie ou de politique, elle devrait aborder aussi la question des rapports entre les militants dans le parti, avec les militants des autres partis, avec les travailleurs en général, sans oublier l'acquisition de la méthode du matérialisme dialectique et historique, l'approfondissement de l'acquisition de cette méthode pour interpréter le monde afin de parvenir à la maîtriser le mieux possible.

Le mouvement des "indignés" initié à partir des "réseaux sociaux" a fait long feu, Facebook est plus un foutoir qu'un guide pour s'orienter politiquement ; le milieu associatif est tout juste bon à accompagner le capitalisme dans sa chute ; la baudruche du NPA s'est dégonflée aussi, bref, rien ne peut remplacer le parti, et demain, espérons avant qu'il ne soit trop tard, on s'apercevra qu'on a absolument besoin d'un parti de militants conscients, disciplinés, au caractère trempé comme l'acier, aux convictions et à la détermination inébranlable pour entraîner les masses au combat, on chantera les louanges du léninisme un peu vite enterré au profit de formules ou de raccourcis foireux pour construire le parti.

L'esprit de cette causerie se veut fidèle à la méthode de Lénine, fermeté sur les principes, souplesse dans leur application, ce qui implique que le parti soit capable d'aborder et de prendre en charge les différents niveaux de conscience qui s'y côtoient, je ne parle pas sur le plan politique, je parle sur un plan plus général, ce qui est d'autant plus indispensable de nos jours que tous les rapports se délitent à une vitesse folle dans la société. Il faut comprendre que ces rapports prennent le dessus ou interfèrent sur le comportement, les décisions ou les positions que privilégient les militants, qui pour cette raison apparaissent incompréhensibles ou la discussion impossible. J'ai laissé de côté volontairement l'appréciation portée par certains militants qui m'écrivent que tout va très bien au POI, laissant entendre que je me ferais des idées, alors que davantage de militants m'ont écrit exactement l'inverse, toujours anonymement par crainte de représailles ou de se faire casser la gueule, ce qui témoigne de la bonne santé de ce parti et de ses militants...

## Politique

### Egypte

Des centaines d'Egyptiens ont bravé les fortes chaleurs vendredi pour manifester contre le Conseil militaire au pouvoir, refusant de démanteler le campement qu'ils ont installé il y a deux semaines au centre du Caire.

"A bas, à bas le pouvoir des militaires", ont-ils scandé après une séance de prières organisée place Tahrir, épice de la contestation qui a renversé le président Hosni Moubarak en février.

Les manifestants continuent à protester malgré le remaniement ministériel intervenu jeudi et les promesses officielles d'accélérer les réformes. (Reuters 22.07)

### Syrie

Des centaines de milliers de Syriens ont défilé dans les rues vendredi à l'issue des traditionnelles prières hebdomadaires, ont rapporté des témoins et des membres de l'opposition, plus que jamais déterminés à faire plier Bachar al Assad malgré sa politique de répression.

Le régime syrien a répliqué et le bilan de la journée fait état de 11 personnes abattues par les forces de sécurité, selon des militants des droits de l'homme.

Les principaux rassemblements appelant au départ du président syrien ont eu lieu à Damas, Homs, Latakia, Deraa ainsi qu'à Dair az Zour, ont rapporté des témoins. (Reuters 22.07)

## Syndicat

France.

Le syndicat FO appelle les salariés de l'ensemble des transports routiers (marchandises, voyageurs, convoyeurs) à une semaine de grève fin septembre pour exiger des augmentations salariales et la prise en compte de la pénibilité, alors que des mobilisations sont en préparation dans plusieurs secteurs pour la même période.

Dans un communiqué diffusé vendredi, l'organisation syndicale appelle ainsi à une "*semaine de mécontentement social des salariés du transport par route et activités auxiliaires*", du dimanche 25 septembre à partir de 22h au vendredi 30 septembre.

Cet appel de FO intervient alors que la CGT, au niveau confédéral, propose une journée nationale de grève unitaire interprofessionnelle "*fin septembre début octobre*" contre les plans d'austérité et pour la défense des salaires et du pouvoir d'achat.

Un mot d'ordre de grève nationale à la SNCF pour cette période est en discussion depuis le 11 juin dernier parmi les fédérations syndicales de cheminots. La proposition de la CGT est également en débat au sein de l'intersyndicale nationale interprofessionnelle CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires qui doit se réunir le 18 août.

Par ailleurs, les principales fédérations d'enseignants (FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Education et FERC-CGT) appellent d'ores et déjà à une journée de grève nationale le 27 septembre contre les suppressions de postes et les restrictions budgétaires à l'Education nationale. (AP 22.07)

Je n'ai plus le temps de commenter cette info, notons que la mobilisation sociale semble se focaliser à la fin septembre, en désordre évidemment et sous la forme de journées d'action, pour les dirigeants syndicaux il faut à tout prix éviter la jonction de tous ces mouvements sociaux...

## Social

France. Allégerance aux institutions. Les inégalités et les injustices sont constitutionnelles.

Le Conseil constitutionnel a jugé vendredi que les dispositions de la Journée de solidarité, destinée à financer la prise en charge des personnes âgées et dépendantes, respectent le principe de l'égalité devant la loi et l'impôt, ce que contestaient des salariés.

Deux questions prioritaires de constitutionnalité (QPC) avaient été soulevées pour contester les dispositions de la Journée de solidarité créée en 2004. «*L'ensemble des dispositions*» visées a été jugé conforme à la Constitution, a indiqué le Conseil constitutionnel dans un communiqué.

Les requérants, dont le syndicat des services CFDT du Maine-et-Loire, estimaient qu'en s'appliquant exclusivement aux salariés et fonctionnaires et en exonérant les professions libérales et les retraités, la Journée de solidarité «*portait atteinte au principe d'égalité*» devant la loi et devant les charges publiques. Selon eux, «*la dimension nationale de la Journée de solidarité devait être rétablie en la faisant supporter par tous les Français et non par les seuls salariés*».

Le Conseil constitutionnel a pour sa part reconnu au législateur la possibilité de «*faire spécialement appel à l'effort*» des salariés du privé et agents du public.

Le principe d'égalité «*n'interdit pas au législateur de mettre à la charge de certaines catégories de personnes des charges particulières en vue d'améliorer les conditions de vie d'autres catégories*», a expliqué le Conseil constitutionnel. (libération.fr 22.07)

Ils s'attendaient à quoi ? A bas le Conseil constitutionnel : abolition des institutions de la Ve République !

## Economie

UE. Ils s'offrent un répit... jusqu'à quand ? Qui va payer, devinez ?

Les grandes banques européennes sont parvenues à limiter leurs pertes sur la dette grecque à 5,4 milliards d'euros, en négociant une décote de 21% sur leurs avoirs lors des débats sur le deuxième plan de sauvetage.

C'est la française BNP Paribas qui devrait subir les plus lourdes pertes du secteur, avec l'évaporation d'environ 950 millions d'euros

de ses créances. La première banque française est l'établissement européen le plus exposé à la dette d'Athènes, hors Grèce.

Le fait que les pertes du secteur bancaire ne soient pas plus lourdes a soulagé les investisseurs et apaisé les craintes d'une contagion de la crise à l'Espagne et à l'Italie.

*"Le danger d'un défaut (grec) incontrôlable est écarté. Cela ne signifie pas que tout va bien, seulement qu'une catastrophe a été évitée",* a déclaré Oliver Flade, gestionnaire de fonds chez Allianz Global Investors.

*"Une décote de 40-50% aurait été logique sur le plan économique. Mais entre les banques qui voulaient 0% et les dirigeants politiques qui demandaient bien plus, un consensus de 21% a été conclu. Pour les banques, c'est mieux que ce qu'elles pouvaient espérer."*

Le coût pour les assureurs européens, qui détenaient en fin d'année dernière 24 milliards d'euros de dette grecque, devrait être similaire à celui des banques.

Mais la crainte d'un alourdissement des pertes anticipées par les banques demeurent. Les obligations grecques s'échangent actuellement à un cours impliquant une décote de 45%, contre 50% la semaine dernière.

*"Nous pensons depuis longtemps que l'issue la plus probable est que les détenteurs de dette grecque devront subir d'abord une petite décote, puis une plus importante plus tard. Pour que la Grèce ait une chance de s'en sortir, ils devront probablement renoncer à environ 65%",* a estimé Gary Jenkins, du cabinet d'analyse Evolution.

Quatre possibilités s'offrent aux créanciers, notamment des offres d'échange de titres et de roulement (rollover), ainsi qu'un dispositif de rachat de dette.

Le programme reposant sur le volontariat afin d'éviter un défaut complet, certains établissements pourront tout à fait ne pas y participer.

La dette grecque détenue par le secteur privé atteint environ 150 milliards d'euros. Une participation de 90% permettrait d'agir sur 135 milliards d'euros, dont environ 54 milliards d'ici à la mi-2014.

La contribution nette du secteur privé équivaudra à ce montant de 54 milliards, minoré du coût, assumé par la Grèce, du service des nouvelles obligations à 30 ans.

BNP Paribas détient 4,5 milliards d'euros de dette grecque. Elle est suivie par la franco-belge Dexia et la chypriote Marfin, toutes deux à 3,4 milliards d'euros.

Ces deux banques pourraient donc subir une perte de 700 millions d'euros chacune.

On trouve ensuite Commerzbank avec 3 milliards d'euros d'avoirs, et Société générale, avec 2,4 milliards. Leurs pertes devraient atteindre respectivement 630 millions et 500 millions d'euros.

Les assureurs les plus exposés sont l'italien Generali, avec 3 milliards d'euros, le français CNP Assurances avec 2 milliards et l'allemand Allianz, avec 1,3 milliard d'euros, selon les chiffres de Barclays Capital. (Reuters 22.07)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 24 juillet

J'ai mis en ligne quelques articles économiques trouvés sur le Net.

Généralement leurs auteurs commettent l'erreur de sous-estimer les facteurs social et politique, très souvent s'y étale l'impuissance du capitalisme face à ses contradictions poussées de nos jours à l'extrême, le reste du temps ils préconisent des solutions impossibles à mettre en oeuvre et témoignent de l'angoisse que suscite chez eux la fuite en avant à laquelle on assiste depuis 2007, avec des taux d'endettements abyssaux qui grèvent à l'avance toute croissance économique dans les pays dits développés sur fond de chômage de masse, pour un peu, on pourrait croire qu'ils n'attendent plus que l'apocalypse s'abatte sur le monde, qui coïncidera avec la chute annoncée du capitalisme mondial ... sur fond de révolution ! Place au socialisme !



Pour revenir sur ma causerie d'hier.

Elle avait pour seul objectif d'inciter les militants inorganisés à participer activement au combat politique, certainement pas de blanchir les dirigeants du POI, notamment Gluckstein et son courant politique que je tiens responsable de l'inexistence du parti.

J'ai consacré une partie de la matinée à relire des articles de sources diverses, notamment d'anciens cadres ou dirigeants sur les trois partis issus du trotskysme depuis les années 40. Ce qui en ressort ou l'impression générale qui se dégage de cette lecture : LO : autoreproduction, secte, scéléré ; LCR/NPA : crypto-stalinisme, guévarisme, gauchisme, opportunisme, réformiste au sens réactionnaire du terme ; OCI/POI/PT/POI : culte de la personnalité, centralisme bureaucratique, esprit d'appareil, éclectisme, aventurisme.

Ces partis peuvent guère avancer la question du pouvoir, parce que leurs dirigeants sont trop occupés par la question de leur propre pouvoir à l'intérieur de leur parti. Les caméléons remportent logiquement la palme de l'opportunisme tout azimut, la LCR/NPA suivi de près par OCI/POI/PT/POI.

Le retard considérable pris par la révolution socialiste au cours de la seconde moitié du XXe siècle a donné naissance à toutes sortes de cuisines gauchistes ou franchement droitières de la part des dirigeants de ces partis. Quand on observe leur parcours on est pris de vertige, on se dit qu'il ne s'est jamais trouvé un dirigeant capable de les orienter dans la bonne direction, d'où cette profusion de dirigeants ou cadres voulant imposer leurs points de vue pour finalement atterrir au PS (ou au PG), faire carrière dans les médias ou pire encore, car ils ne valaient pas mieux que les dirigeants qu'ils critiquaient, ce qu'ils ont prouvé amplement par la suite.

Ce constat a franchement de quoi donner la gueule de bois ou plutôt cela ressemble à un cauchemar, car évidemment on aurait souhaité que les choses se passent autrement. Le plus singulier, c'est leur propension à renier leurs principes et leurs convictions dont on se demandera sur quoi elles avaient bien pu reposer, pas grand chose de sérieux il faut en déduire.

Même en cas d'incapacité (intellectuelle), la moindre des choses auraient dû être de le reconnaître humblement, en tout cas c'est ainsi qu'aurait dû agir tout dirigeant responsable et honnête, au lieu de s'en tenir à des vérités qui n'en étaient pas et que chacun finirait bien un jour par découvrir. C'est la personnalisation du pouvoir au sein de ces partis qui les a pourris pour l'essentiel. On retrouve le même travers dans les syndicats.

Dans ces partis, ce qui importe le plus, c'est que les militants adhèrent à la ligne politique impulsée par la direction et non la manière dont les militants analysent la situation, autrement dit, seuls ce qui se traduit par des objectifs quantitatifs, comptables ou matériels importe pour eux, nombre de journaux vendus, signatures et collecte d'argent, notez bien ce qui permet d'assurer l'existence de leur appareil, par contre l'aspect qualitatif de la construction du parti ne les intéresse pas, la formation des militants et les discussions qu'ils peuvent avoir dans leur parti sont uniquement conçus comme des supports permettant d'atteindre ces objectifs matériels, et non de permettre aux militants de progresser dans la maîtrise de la méthode du marxisme pour interpréter le monde, on comprend pourquoi cela ne peut pas constituer un objectif pour leurs dirigeants puisqu'eux-mêmes ce sont écartés du marxisme, l'ont abandonné ou l'ont renié. Même un principe aussi élémentaire que la fraternité n'existe pas dans ces partis, pas davantage dans les syndicats d'ailleurs, ou quand elle s'exprime c'est toujours de manière intéressé, une sorte d'humanisme au rabais.

Bref, tous bien entendu étaient en mesure de justifier leurs reniements ou leurs égarements qu'ils se refusaient à reconnaître, mettant cela sur le compte du stalinisme ou des conditions objectives ou plus généralement sur la situation qui serait "difficile", jamais à aucun moment ces dirigeants ne se remettent en question, jamais il ne leur viendra à l'idée que ce seraient eux le véritable problème et obstacle à la construction du parti, non, ils sont au-dessus de toute critique ou considération de cet ordre, ils sont intouchables, après avoir bien ancré cette idée dans la tête de leurs militants, ils peuvent faire la pluie ou le beau temps dans leur parti sans produire une vague qui les submerge et les emporte, ils le savent, en usent et en abusent à loisir.

Hier je lisais dans le dernier numéro de *Débat révolutionnaire* que des militants faisant partie de la tendance majoritaire du NPA en appelaient à la "*refonte du NPA*", deux ans à peine après sa fondation, afin d'adopter une nouvelle stratégie, etc. Voilà qui va s'ajouter à la déjà longue et tortueuse histoire de la LCR que personnellement je n'ai jamais pris au sérieux. Cette histoire figure dans Wikipédia, elle est franchement à couper le souffle, une telle constance, une telle détermination dans l'opportunisme tout azimut mérite de figurer dans le Guinness book des records !

Le plus extraordinaire, c'est que les militants s'en accommodent, c'est valable partant de ce constat, on comprend qu'ils pensent la même chose vis-à-vis des travailleurs envers le capitalisme, car dans ces conditions ils ne peuvent pas croire un instant que les travailleurs trouveront la voie pour briser leurs chaînes, dès lors qu'eux-mêmes sont prisonniers d'un parti qui ne sera jamais en mesure de prendre la direction de la révolution pour la mener à la victoire.

On milite dans un but bien déterminé sans être tributaire des rythmes et des délais pour l'atteindre, ce qui ne veut pas dire qu'on pourrait s'en écarter ou le ranger au fond d'un tiroir en attendant des jours meilleurs, c'est ce qu'on fait ces trois partis avec la question déterminante du pouvoir, dont Lénine rappelait qu'elle n'avait pas besoin d'être d'actualité pour être posée. Sur



quoi reposait le léninisme, qu'est-ce qui a permis de construire le parti bolchevik, qu'est-ce qui a assuré la victoire de la révolution russe en 1917, sinon le respect indéfectible par Lénine des principes qu'il avait adoptés, qu'il appliqua au parti bolchevik, puis au soviets, et qui servit de fil conducteur à la révolution.

Il y a des militants qui vont jusqu'à expliquer que la révolution russe a vaincu parce qu'elle aurait bénéficié de conditions extraordinairement favorables, c'est oublier un peu vite ou ignorer qu'il existait aussi des conditions toutes aussi défavorables en Russie, la preuve en est que ce sont les mêmes qui ont fait la révolution d'Octobre qui se sont retournés contre elle en portant Staline au pouvoir, si ce n'est pas un témoignage de l'extrême faiblesse des conditions qui avaient prévalu lors de la révolution russe, alors qu'est-ce que c'est ?

Clandestinité, déportation ou emprisonnement des principaux dirigeants, régime policier, libertés d'expression baillonnées, répression sanglante, mouvement ouvrier réprimé, mainmise de l'église orthodoxe sur la classe ouvrière et la paysannerie, alcoolisme endémique, illettrisme ou analphabétisme des masses, moyens d'information désuets par rapport à ce que nous connaissons aujourd'hui, etc. voilà les conditions autrement plus difficiles que de nos jours dans lesquelles le parti bolchevik s'est construit.

Contrairement aux trois partis dont il a été question plus haut, le parti bolchevik ne s'adressait pas à une catégorie particulière de travailleurs, à son élite cultivée, aux intellectuels, aux couches supérieures du prolétariat, aux syndiqués, aux militants des autres partis, mais à l'ensemble des travailleurs. Toute la différence est là.

Et qu'est-ce qui s'est passé entre février et octobre 1917 ? Le gouvernement formé en février 1917 et dirigé par les menchevik et les socialistes-révolutionnaires avaient été portés au pouvoir principalement par les couches de travailleurs citées dans le paragraphe précédent. Ce sont les masses (en partie sous l'uniforme) qui n'avaient pas participé à la révolution de février qui s'y sont engouffrés par la suite sur l'impulsion du parti bolchevik alors minoritaire dans les soviets, qui ont permis de balayer le gouvernement Kerenski.

Dans la première phase de la révolution, les travailleurs qui avaient chassé le tsar avaient donné le pouvoir à des partis qui estimaient que l'heure n'avait pas encore sonné pour que la classe ouvrière prenne le pouvoir, mais que c'était à la bourgeoisie que devait revenir le pouvoir et de prendre des mesures pour satisfaire leurs revendications sociales. La quasi-totalité des dirigeants bolcheviks étaient sur la même ligne politique liquidatrice de la révolution. C'est seulement à partir d'avril 1917 et le retour de Lénine en Russie, que le parti bolchevik opérera un revirement à 180 degrés de sa stratégie pour mettre à l'ordre du jour le combat pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière et le parti qui l'incarnait, refusant toute participation au gouvernement bourgeois de front populaire, rejetant tout compromis avec les partis qui y participaient parce qu'il aurait été perçu à juste titre par les masses comme une trahison, Lénine est resté inflexible sur ces principes et c'est de la sorte qu'entre avril et octobre des centaines de milliers de travailleurs ont rejoint le parti bolchevik, ajoutons-y les dizaines de milliers de militants qui étaient organisés dans une multitude de formations politiques, ainsi que l'aile gauche des partis menchevik et socialiste-révolutionnaire.

Ce qui a payé à l'arrivée, cela n'a pas été la recherche de raccourcis pour construire le parti, cela n'a pas été des manoeuvres d'appareil, cela n'a pas été de réduire le programme de la révolution à une peau de chagrin, cela n'a pas été de remiser au fond d'un tiroir la nécessité d'abattre le régime et de rompre avec le capitalisme, cela n'a pas été de s'encanailler avec des démocrates ou je ne sais quels éléments progressistes de la société, cela n'a pas été de lorgner sur les militants des autres partis, c'est tout simplement de n'avoir jamais changé de principes, de cap, d'objectif, d'avoir toujours tenu le même discours aux travailleurs, de montrer à la face de la Russie toute entière qu'il existait un parti capable de tenir ses engagements jusqu'au bout, ce qu'aucun parti en France ne peut revendiquer aujourd'hui.

Il faut savoir ce que l'on veut dans la vie et se donner les moyens de l'atteindre, voilà tout.

On est dimanche, on se détend un instant.

Lorsque j'ai quitté la France pour l'Inde la première fois en décembre 1990, je n'étais pas fier, croyez-moi, je partais en terre inconnue, mal armé pour affronter les difficultés de ce pays, mais je m'étais convaincu du contraire, un peu comme l'on veut toujours avoir raison, sinon je n'aurais pas pris cette décision. Je vous passe les détails, ce fut un échec et je retournai en France deux ans plus tard.

Trois ans plus tard je repartai armé de cette expérience que j'avais eu le temps d'analyser attentivement, depuis il s'est écoulé 15 ans et je vis toujours en Inde où j'ai réussi à faire mon trou, très modestement. Honnêtement je ne voyais pas comment j'aurais pu m'en sortir en France, alors qu'en faisant preuve de détermination et fort de cette expérience j'avais estimé que c'était jouable.

J'ai galéré pendant ces 15 années pour me maintenir à flot, mais l'embarcation a tenu le coup. J'ai dû affronter bien des obstacles, j'ai connu des moments de découragements, de déprimés, mais jamais je n'ai pensé faire marche arrière, le capitalisme avait voulu ma peau en France, il ne l'aurait pas en Inde, j'étais déterminé plus jamais à lui faire la nique et emporter le morceau, j'en avais fait une question de vie ou de mort rien de moins.

Que je renoue avec la politique et le militantisme à partir du 11 septembre 2001, 20 ans après avoir cessé de militer, était la suite logique de cette aventure, à laquelle je ne m'attendais pas du tout. Ma détermination à vaincre le capitalisme sur le plan personnel, s'est transformé depuis en la rage de le vaincre sur le plan politique. Mes illusions ou mon aveuglement ont bien failli faire capoter mon projet de m'installer en Inde et peut-être me coûter la vie, vous comprendrez d'autant plus que je ne sois pas disposé à connaître ce sort sur le plan politique.

Il y a des gens qui s'accommodent de tout, avec leur bonne conscience surtout, je n'appartiens pas à cette espèce sans principe et je n'y appartiendrai jamais, je crois même que c'est le seul endroit où je place un peu de fierté. Si nos dirigeants étaient capables de modestie, d'humilité, de reconnaître leurs erreurs, d'admettre leurs lacunes et leurs faiblesses, de cesser de faire de leur combat politique une affaire personnelle avant tout, il y a tout lieu de penser qu'on pourrait encore s'en sortir, en disant on je pense évidemment à tous les exploités, qu'ils mériteraient la confiance des militants et qu'ils parviendraient à construire le parti qui nous fait terriblement défaut aujourd'hui. C'est à eux de prouver qu'ils en sont capables.

Plus fort que l'avant-garde organisé du prolétariat.

- Témoins de Jéhovah : 25.000 fidèles rassemblés à Villepinte - AFP (23.07)

### UE et le capitalisme à bout de souffle.

Grèce. Une goutte d'eau dans un océan de dettes.

- *"Total: 26 milliards d'économies pour Athènes sur 9 ans, soit 12% du PIB grec, selon Laurence Boone économiste en chef Europe de Bank of America Merrill Lynch. Ça paraît peu par rapport aux 350 milliards (160% du PIB)."*

Toujours plus endettée... mais dans le temps !

- *"On lui accorde de nouveaux prêts, moins chers, mais qu'il faudra quand même rembourser, autrement dit l'austérité va se poursuivre à Athènes, l'emploi et les salaires vont encore être rabotés et la croissance va toujours manquer." - "... toute solution se résume à accroître l'endettement des pays, même si les remboursements sont lissés dans le temps, (comme pour un foyer qui, pour s'endetter plus sans augmenter ses remboursements mensuels, négocie un plus longue durée de crédit)."*

Austérité à vie

- *"... ce nouveau plan de sauvetage qui ajoute de la dette à la dette (...) a l'ambition de régler le cas de la Grèce avec une promesse de trente ans d'austérité. Quel gouvernement peut s'engager sur de telles durées?"*

La quadrature du cercle.

- *"Comment rétablir une croissance équilibrée dans une zone de pays disparates avec une seule monnaie, des cultures, des histoires, des structures et des productivités différentes et sans mobilité intérieure des travailleurs comme aux Etats-Unis?"*

Ils sont loin d'en avoir vu le bout.

- *"Mais évidemment, derrière la crise financière, les problèmes économiques demeurent. "*

Et en France, cela vaut guère mieux

- *"L'explosion de la dette publique en Europe rend inaccessible son remboursement. Prenons le cas de la France. Par rapport au PIB, la dette publique a augmenté du tiers en trois ans. Mais surtout, le service de la dette -45 milliards en 2009, un peu plus aujourd'hui- atteint des sommets où l'on tombe par asphyxie.*

*Il s'agit, comme pour tout emprunt, des intérêts que l'Etat doit payer dans l'année. Lorsque les montants étaient de l'ordre de 15 à 20 milliards d'euros voilà vingt ans, les débats allaient bon train pour dénoncer le niveau insupportable du service de la dette qui pénalisait la croissance. Aujourd'hui, à 45 milliards et plus, on semble pouvoir le supporter. Impossible! Malgré tout, les responsables politiques gardent le silence.*

*Si les contribuables doivent faire les frais des restructurations à venir, ils n'accepteront pas indéfiniment d'être placés devant le fait accompli.*

*... pour eux, les périodes de vaches maigres commencent. Et pour longtemps, si l'on en croit la Cour des comptes qui tire la sonnette d'alarme dans son rapport annuel, pronostiquant une dette à 100% du PIB et des intérêts de 90 milliards d'euros dans le cas d'une gestion au fil de l'eau."*

L'impossible issue politique sous le régime actuel

*- "C'est là qu'une autre politique s'impose. La logique financière a atteint ses limites. A de tels niveaux, un Etat ne peut continuer à recourir à l'endettement, à s'interdire toute stimulation de l'économie et à pénaliser les générations à venir uniquement pour ne pas remettre en question un modèle d'économie libérale dont les excès placent les populations sous pression. "*

De nouveau la quadrature du cercle.

*- "Pas de manichéisme: il ne s'agit pas d'opposer un système collectiviste à un système libéral, mais à introduire de vraies régulations, au niveau au moins européen. "*

*- "Les gouvernements ne pourront longtemps conserver leur légitimité s'ils continuent à pratiquer des politiques fondées sur des logiques uniquement financières au détriment de leurs électeurs et de leurs aspirations sociales."*

La même politique appliquée directement par l'Union européenne à la place des gouvernements des Etats.

*- "La solidarité européenne devra bien être consolidée par de véritables structures politiques et pas seulement laissée à l'appréciation des gouvernements en place, en fonction du moment. Ce qui passera par des abandons de souveraineté nationale (sur la fiscalité, par exemple)."*

(source (deux articles) : Slate.fr 23.07)

### Parole d'internaute

- "Qui a de bonne raisons d'en vouloir aux Norvégiens????

Bref rappel:

- 1- ils ont refusé de rentrer dans l'Union Européenne et ils n'a pas été possible de magouiller une "adhésion en entrant par la fenêtre" (comme pour la France et l'Irlande.
- 2- ils ont refusé d'abandonner leur monnaie pour l'Euro, et leur économie va bien.
- 3- ils ont accepté une 1ere fois de donner (200 millions?) de l'argent aux banquiers internationaux pour "sauver la Grèce". A nouveau sollicités pour remettre ça ils ont répondu: "non merci".
- 4- ils sont décidés à reconnaître officiellement l'état de Palestine.
- 5- ils ont annoncé leur retrait total des opérations de guerre illégales (qui enfreignent les résolutions de l'ONU) contre la Libye à compter du 1er aout.

Ont-ils contrarié des "terroristes islamistes"?

Oui: les Al-Qaeda de Benghazi qui essayent de mettre BHL à la place des Kadhafi au pouvoir en Libye et de saisir les tonnes d'or de la Banque Nationale de Tripoli (qui garantissent la valeur du Dinar-or libyen).

Mais le blond aux yeux bleus a agi seul bien sûr: juste une "bonne" coïncidence au bon moment..." (Reuters 23.07)

C'est le mouvement de jeunesse du Parti travailliste norvégien qui était visé.

Paradoxe ? Cela tombe à pic pour casser la campagne électorale du FN et renforcer inopinément l'UMP. Tout dépendra si les médias utiliseront ce massacre en mettant l'accent sur la place prise par les travailleurs immigrés dans la société auquel cas cela renforcerait le FN, et au cas où ils mettraient en avant le massacre d'innocentes victimes sans les désigner précisément, cela produira le résultat inverse.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 25 juillet

Nous avons rendez-vous à 16h aujourd'hui pour signer la vente de notre maison, sauf rebondissement de dernière minute toujours possible, et en principe nous devrions commencer à déménager à partir de demain ou après-demain. On doit organiser le démontage de la climatisation et son installation le même jour et on doit s'assurer que le chien ne pourra pas sortir du jardin.

Comme quoi il arrive qu'on manque d'à propos, en anglais on me disait que ce chien était un great dane, un grand danois, en allant sur Internet j'ai compris que c'était en fait un dogue allemand, à ceci près qu'il n'a ni les oreilles ni la queue coupées. C'est une belle bête très calme et affectueuse, au caractère agréable contrairement à bien des roquets auxquels on ne peut pas tirer une oreille ou la queue sans qu'ils essaient de vous mordre. Il fait le bonheur de tous les gosses qui nous visitent, cependant il n'est pas joueur contrairement au berger allemand ou d'autres chiens, il obéit quand il a le temps, bref, il est indépendant, comme son maître qui est aux petits soins avec lui. L'espace canin est clos, passons aux choses sérieuses.

Temps pourri sur la France, la grenouille monte, monte...

Il y a 6 ou 8 mois, feignant la naïveté je trouvais étrange que les instituts de sondage à la botte du régime situent Sarkozy aussi bas, j'ajoutais qu'il devait s'agir d'une opération consistant à le faire descendre très bas conformément à l'opinion qu'en avaient les gens, pour ensuite le faire remonter au fil des mois jusqu'à l'approche des élections où il devrait se situer en bonne position pour espérer l'emporter au second tour, leur objectif quoi. On y est, en un mois selon Ipsos il aurait grimpé de 6 points pour atteindre 36%. Qu'ils ne s'emballent pas tout de même, car à ce rythme-là il dépassera les 50% avant la date fatidique... et pourrait redescendre pour de bon cette fois !

On a souvent tendance à oublier que l'on vit dans une société et un monde largement dominés par l'ignorance des masses. On le sait mais on l'oublie volontiers quand on formule nos analyses parce que l'on baigne dans un milieu politisé ou l'on ne fréquente que des militants, on s'imagine alors que la plupart des travailleurs partagent notre mode de pensée alors que ce n'est pas du tout le cas, bref on s'illusionne inconsciemment et notre analyse de la situation est erronée.

C'est peut-être moins vrai aujourd'hui qu'à l'époque où je militais sur le terrain car en comparaison la situation est devenue franchement exécutable en France, du coup c'est plus difficile de se leurrer soi-même sur l'état d'esprit réel des masses, quant à leur niveau de conscience politique, comme toujours j'imagine il vaut mieux ne pas se poser la question de crainte de s'apercevoir qu'on fait fausse route ou qu'on est à côté de la plaque.

On a là la différence que je soulignais il y a quelque temps entre état d'esprit et conscience politique, l'état d'esprit fluctue au gré de l'évolution de la situation, l'état de conscience est plus profondément ancrée en soi, enracinée, plus stable également, plus réfléchie, davantage inscrite dans la durée, moins sujette aux variations saisonnières ou aux états d'âme passagers comme l'on dit.

Le Figaro d'hier précise que "*dans ce sondage, le président reprend aussi du terrain chez les retraités, les commerçants et les artisans qui constituent le cœur de son électorat.*", la partie de l'électorat (pas toute) qui craignait hier que ses petites économies ou ses placements boursiers ne partent en fumée avec la crise, et qui le cœur soulagé se tourne à nouveau vers son sauveur suprême, cela existe plus qu'on ne le croit, il ne faut pas se leurrer.

Rien ne remplace la compréhension du fonctionnement de la société que l'on peut situer dans la même catégorie que le savoir que l'on a acquis (durablement) dans des domaines très divers. C'est là que le bât blesse et sur lequel on devrait concentrer nos efforts d'éducation des masses. Je n'insiste pas sur ce sujet puisque tout le monde s'en fout...

Un autre sujet de réflexion.

Pour ajouter un mot à la causerie des deux derniers jours, vous vous souvenez peut-être que j'avais expliqué il ya quelque temps que le POI était en fait le PT plus Schivardi, c'était schématisé mais pas vraiment faux, j'ai retrouvé un extrait d'une interview de D. Gluckstein par Christine Ockrent du 1er avril 2007, dans France Europe Express sur France 3 qui le confirmait :

- Christine Ockrent : (...) C'était déjà, me semble-t-il, votre plate-forme en 2002.

- Daniel Gluckstein : C'est exact, mais à l'époque, il n'y avait pas de maire qui se présentait : c'est ce qui fait la différence...

Donc le POI, c'est bien le PT de 2002, plus les braves élus de "*tous bords*" (Schivardi et Cie.) et de nouvelles concessions sur les principes à la clé, sinon à quoi bon changer de parti pour accueillir ces gens-là qui ne sont pas franchement ni des communistes ni des révolutionnaires.

Des mauvaises langues avaient cru bon d'affirmer que la transformation du PT en POI avait pour seul objectif de faire une place à des élus de différents partis afin de garantir les 500 signatures nécessaires pour pouvoir présenter un candidat lors des élections présidentielles à venir, les travailleurs n'ayant rien à attendre de ces élus en dehors peut-être d'arrêtés



municipaux liberticides, on se demande après coup s'il n'y avait pas du vrai dans tout cela, une misérable manoeuvre pour renforcer l'aile droitière du POI sur fond de nationalisme, voire de patriotisme, le tout pour présenter le POI comme un parti institutionnel, un parti comme les autres, en vain.

Un sujet de société qui doit exister les mâles, je déconne, le lundi c'est le lendemain de dimanche et l'actualité est moins chargée, alors on en profite pour se détendre à défaut de vacances !

Le vrai visage du féminisme. Des "salopes", non, oui, peut-être, des provocatrices irresponsables assurément.

C'est à Toronto, au Canada, que le mouvement a démarré, en avril. Lors d'un exposé sur la sécurité, un officier de police déclare aux étudiants d'une école de droit : 'Les femmes ne doivent pas s'habiller comme des salopes si elles veulent éviter de subir des violences.' Des propos qui provoquent aussitôt un tollé un peu partout dans le monde. (lemonde.fr 24.07)

La réaction d'une internaute censée :

- "Je suis une femme mais je me pose des questions sur la relation homme/femme. Que veulent ces femmes exciter les hommes en les provoquant de façon outrancière mais qu'ils ne les touchent pas. On va où comme ça ? Certes un détraqué n'a pas besoin d'une mini jupe pour violer mais par contre celui qui n'y pensait pas aura l'idée en pensant que c'est une fille facile, comment savoir ce qu'a dans la tête une fille habillée/maquillée de telle sorte ?

Sans revenir au mode de nos grands mères avec les robes longues ou à la burka un peu de retenue à l'extérieur ne ferait pas de mal, chez soi ou sur les plages on peut se promener à moitié à poil mais pas dehors, dans les rues, les magasins, les lieux publics les seins à moitié dénudés, le nombril à l'air la jupe jusqu'aux fesses, pensez qu'il y a des hommes sans femme en manque de sexualité, en sachant se respecter on vous respectera."

A agir sans tenir compte du contexte dans lequel on se trouve, une société décadente en pleine décomposition, il arrive qu'on en paie le prix fort et cash. Leur société est ainsi faite, elle sécrète un puritanisme nauséabond qui rappelle les heures noires de l'inquisition, et à l'autre extrême elle sécrète un libertinage qui s'ignore ou souvent inconscient qui nourrit malheureusement l'esprit perverse ou les fantasmes sexuels de déséquilibrés que la société a produits.

Une bonne nouvelle n'arrive jamais seule.

Titre d'un article du Figaro.fr d'hier : *La Grèce coûtera moins que prévu aux banques*, ouf quel soulagement ! Mais qu'en est-il au juste ?

Il faut savoir tout d'abord que "*le débat sur le sauvetage d'Athènes continue* au sein de l'UE, on l'aurait deviné car sur le fond ils n'ont rien réglé du tout ! A se repasser la patate chaude elle va bien finir par atterrir dans les mains d'un pigeon, un pigeon qui pourrait les plumer à l'arrivée, chinois par exemple, c'est marrant, ils n'en parlent pas, de la même manière que la plupart des travailleurs dans le monde ignorent que c'est la Chine qui finance le déficit américain, la guerre en Irak, en Afghanistan ou en Libye notamment. Vous aurez remarqué qu'ils ont également totalement occulté les centaines de milliards d'euros que les capitalistes grecs avaient placés en Suisse dès le début de la crise en Grèce, j'avais lu cela dans un article.

Un aveu. Les chefs d'Etat de l'UE à la botte des banquiers.

"*Les banques et les assureurs avaient milité pour un menu à la carte permettant de choisir à quelle sauce ils seraient mangés. Les dirigeants européens ont accepté.*", on se disait aussi qu'il y avait une large part d'esbroufe dans la déclaration de Sarkonapoléon qui ne devait avoir qu'une valeur électoraliste.

Ils s'en sortent bien.

"*Ces dernières semaines, en effet, les analystes soucieux de calculer la perte potentielle des banques et des assureurs avaient appliqué à leurs engagements sur la Grèce une décote massive de 50%, en ligne avec les transactions observées sur les marchés. Finalement, les créanciers s'en sortent avec une perte économique de 21%. Mais cela le vaut bien pour les acteurs privés: à ce stade, grâce au programme européen financé largement par l'Europe et le FMI, les engagements sur l'Irlande, le Portugal et surtout l'Espagne et l'Italie semblent sécurisés*"... avec de l'argent public, mais cela *Le Figaro* ne pouvait pas le mettre en lumière, car qui financent l'Europe et le FMI sinon les Etats avec les impôts directs et indirects des contribuables.

Une bonne intention dans la bouche d'un banquier n'est jamais gratuite, foi de banquier !

"*Les banques françaises ont d'ores et déjà fait savoir qu'elles participeraient à l'effort en faveur de la Grèce*, en réalité elles n'ont pas



le choix puisqu'elles sont impliquées dans les emprunts grecs.

Et un jeu d'écritures comptables plus tard...

*"BNP Paribas pourrait devoir passer une provision avant impôt de 945 millions d'euros. Pour la Société générale, l'addition s'élèverait à 368 millions d'euros avant impôt."*, ces banques déclareront moins de profits et paieront moins d'impôts ou pas du tout, pour un peu c'est une aubaine pour sauver leurs peaux, surtout que c'est de l'argent qui ne leur appartient pas.

Et puis il y a urgence à reprendre la titrisation (spéculation) sur les dettes des Etats encore solvables, histoire de se refaire, comme au casino quoi !

*"Mais au-delà de l'impact sur les profits, le véritable enjeu de la crise pour les banques réside dans la réouverture des marchés obligataires. Depuis quelques semaines, en effet, les émissions à moyen et long terme se sont tariées, comme cela avait été le cas en 2008 après la faillite de Lehman."*, nous y voilà.

(Marché des obligations alimenté principalement par l'Etat et le secteur public. Selon le groupe de cotation auquel appartiennent les obligations, la cotation s'effectue en continu par le système NSC ou par fixing. Les opérateurs admis à négocier sur le marché obligataire sont les banques ou les sociétés de Bourse. Les particuliers doivent passer par ces intermédiaires. - <http://www.boursereflex.com>) Le marché obligataire correspond au compartiment du marché financier où s'échangent les titres de créances à moyen et long terme. - <http://www.vernimmen.net>)

Ensuite Le Figaro explique ouvertement comment les banquiers et les gangsters de la finance ont réalisé des profits "**faciles**" sur le dos de l'Etat grec, donc des travailleurs grecs.

*"C'est d'ailleurs cette crise précédente qui avait incité les banques à acheter à tour de bras des obligations souveraines, grecques notamment. Les régulateurs avaient conclu que les emprunts d'État étaient plus sûrs que tout autre placement. À l'époque, cela arrangeait tout le monde. Les banques trouvaient là de bons rendements pour placer les ressources fournies à bas prix par la BCE. Et ces profits «faciles» devaient leur permettre de renforcer leurs fonds propres afin de faire face aux nouvelles exigences des régulateurs. Quant aux États, ils bénéficiaient d'une demande infinie pour leurs émissions de dette, toujours plus grandes. Les Cassandre avaient prédit que cette situation n'était pas tenable. Mais elle a explosé plus vite que prévu, au vu des mécomptes de la Grèce."*, prévisibles évidemment vu le niveau d'endettement de l'Etat ! Ces obligations remplissaient le rôle d'actifs avec la garantie d'un Etat, et en plus ils encaissaient des profits, spéculaient avec, le bonheur quoi !

On va se cotiser pour sauver les banques

*"Les banques, dès lors, se retrouvent face à une équation difficile. Car si les profits sont entamés, les régulateurs, eux, n'ont pas baissé la garde. Ainsi la semaine dernière, alors même que les résultats des tests de résistance étaient accueillis par une quasi-panique boursière, la Commission européenne a chiffré à 84 milliards d'euros les fonds propres supplémentaires que les 8200 banques européennes devront réunir d'ici à 2015 afin de se conformer aux règles de Bâle 3. D'ici à 2019, le besoin de capitaux est porté à 460 milliards. Au-delà de la crise souveraine et de ses risques immédiats, c'est bien cela que les Bourses sanctionnent: l'inéluctable glissement de la rentabilité des banques européennes."*

Faisons un petit calcul savant : 84 milliards d'euros divisés par 82 000 banques divisés par 3 ans (2012-13 et 14) égal la somme faramineuse de 341 463 euros par banque et par an à réunir en fonds propres, mais mon bon monsieur où les malheureux banquiers vont-ils pourvoir trouver une telle somme ! Non, ce n'est pas se foutre du monde, ils ont tout, ils veulent tout et ils ne veulent pas qu'on taille dans leurs privilèges, c'est tout.

En attendant l'or a continué de grimper comme quoi les marchés ne sont pas aussi rassurés qu'ils le prétendent. A suivre...

## Politique

### Espagne

Des milliers d'"indignés" ont envahi de nouveau ce week-end la place de la Puerta del Sol dans le centre de Madrid, point de ralliement de manifestants venus de plusieurs villes d'Espagne, dont certains ont parcouru plusieurs centaines de kilomètres pendant des semaines.

Cinq cortèges ont convergé samedi vers la place au coeur de la capitale espagnole, où des manifestants avaient campé pendant trois semaines au mois de mai pour exprimer leur révolte devant conséquences de la crise économique dans le pays, qui frappe durement les jeunes et les plus pauvres.

Après avoir salué les douze coups de minuit à l'horloge de l'hôtel de ville, la foule s'est dispersée, des centaines de manifestants dressant leurs tentes ou déroulant leurs sacs de couchage sur le Paseo del Prado, un grand boulevard au coeur de Madrid.

Un grand rassemblement célébrant l'arrivée des marcheurs était prévu dimanche plus tard dans la journée. Certains envisageaient désormais de continuer jusqu'à Bruxelles. (AP 24.07)

Egypte. Qui perdra patience en premier ?

Des milliers d'Egyptiens ont marché samedi dans le calme sur le ministère de la Défense au Caire pour exiger de l'armée une accélération du processus de réformes au lendemain de la dispersion par la force d'une manifestation à Alexandrie, ont rapporté des témoins.

Des véhicules de l'armée bloquent le principal accès au ministère de la Défense, où siège le CSFA, et des gendarmes armés de Tasers et de matraques sont déployés pour faire face aux manifestants.

*"Si on ne nous laisse pas passer, nous resterons jusqu'à ce qu'ils perdent patience"*, a prévenu un manifestant.

Le maréchal Tantaoui a quitté son ministère avant l'arrivée des manifestants.

Les gendarmes ont par la suite procédé à des tirs de semonce en l'air après des incidents entre radicaux et partisans du régime devant le ministère de la Défense, ont rapporté des témoins.

*"Le peuple veut le départ du maréchal Tantaoui"*, scandaient des manifestants en se dirigeant sur le ministère de la Défense tout en paralysant la circulation.

Les jeunes Egyptiens qui campent depuis deux semaines sur la place Tahrir ont juré de rester jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites.

A la veille du 23 juillet, la gendarmerie a tiré en l'air et battu des manifestants qui bloquaient une rue d'Alexandrie vendredi, selon des témoins.

Un autre accrochage dans la ville portuaire de Suez a alimenté la colère des jeunes révolutionnaires. (Reuters 24.07)

Lettonie. Au-delà des parlementaires ce sont les institutions qui sont illégitimes.

Les Lettons ont massivement approuvé samedi par référendum un projet de dissolution du parlement qui débouchera sur des élections anticipées un an seulement après les législatives d'octobre 2010.

Selon un décompte des voix publié par la commission centrale électorale et portant sur 822 des 1.028 bureaux de vote de cet Etat balte, le "oui" l'emporte à 94,7% des quelque 475.000 suffrages exprimés.

Le référendum, le premier du genre dans l'histoire de la Lettonie, a été organisé à l'initiative de Valdis Zatlers, alors chef de l'Etat, qui a prononcé fin mai la dissolution face au refus des députés de lever l'immunité parlementaire d'un homme d'affaires accusé de corruption.

Aux termes de la Constitution, la dissolution du Parlement doit être confirmée par référendum.

Valdis Zatlers, battu début juin lors de l'élection du président par les députés, accuse les parlementaires de veiller davantage aux intérêts d'une petite élite oligarchique représentée par un trio de riches hommes d'affaires, dont deux sont au parlement, qu'aux intérêts de la population.

*"Le Parlement a fait preuve d'irrespect et de méfiance à l'égard des compétences des autorités judiciaires"*, a-t-il expliqué en annonçant sa volonté de dissoudre et de demander aux électeurs de soutenir sa décision.

Zatlers, qui a fondé son propre parti et gagné en popularité depuis son coup d'éclat, pourrait rejoindre un nouveau gouvernement si sa formation obtient un bon résultat aux législatives. Un sondage paru vendredi le créditaient de 17,5% des intentions de vote, en première place à égalité avec un parti représentant la minorité russe.

Un tel résultat placerait l'ancien président en position de former un nouveau cabinet, d'autant que l'assise électorale du parti le

plus puissant de la coalition au pouvoir, Unité, est tombée à 9%, contre 31% aux dernières élections d'octobre 2010.

Son chef de file, le Premier ministre Valdis Dombrovskis, a voté en faveur de la dissolution.

La Lettonie émerge à peine de la pire récession économique des pays de l'Union européenne - son PIB a chuté de 18% en 2009 du fait de coupes claires dans la dépense publique pilotées par Dombrovskis. Le pays balte s'est fixé pour objectif d'adhérer à l'euro en 2014.

Dombrovskis s'est allié il y a un an avec l'Union des verts et des paysans, qui avait alors recueilli près de 20% des voix mais que les sondages ne créditent plus que de 8% aujourd'hui.

L'Union des verts et paysans est dirigée par Aivars Lembergs, maire de la ville portuaire de Ventspils et l'un des trois hommes d'affaires dont Zatlers promet d'éliminer l'influence sur les affaires du pays. (Reuters 24.07)

Cela fait penser au 92% de députés et sénateurs qui étaient favorables au TCE en France en mai 2005. C'était largement suffisant pour affirmer à l'époque que les institutions de la Ve république étaient illégitimes. Qui l'a dit ? Personne évidemment, pire encore, il y en a qui ont trouvé le moyen de vanter la Constitution de la Ve République, D. Gluckstein pour ne pas le nommer. Les militants ont la mémoire courte ou sélective, on va s'employer à leur rafraîchir autant qu'il le faudra.

Iran. Cible du terrorisme d'Etat

Les autorités iraniennes ont imputé dimanche aux Etats-Unis et à Israël l'assassinat la veille à Téhéran d'un physicien iranien spécialiste du nucléaire, rapporte l'agence de presse Fars.

Darioush Rezaie, docteur en physique âgé de 35 ans, a été abattu devant son domicile à Téhéran par un homme circulant à moto.

Le président du Parlement, Ali Larijani a imputé à "*l'aventurisme américain*" la mort de plusieurs membres des Gardiens de la révolution, dont un commandant de cette force d'élite, tués vendredi dans une explosion.

"*Les Américains considèrent que ce type d'opérations est acceptable dans le cadre de leur prétendue gestion du monde, ils devraient bien réfléchir aux conséquences*", a poursuivi le président du Parlement iranien. (Reuters 24.07)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 26 juillet

Hier enfin nous avons signé la vente de notre maison, la fin d'un cauchemar qui dure depuis des années. Nous l'avons vendue à un type riche qui va construire un hôtel à 50 mètres des premières vagues, l'argent rend fou décidément ! Je changerai mon adresse postale dans le site dans quelques jours. J'ai placé l'argent de cette vente sur un compte rémunéré à 9,50% par an dans une banque d'Etat, ce qui devrait assurer mes vieux jours, sans faire de folies évidemment. Du coup j'envisage de faire un voyage en France au printemps prochain...

**Chercher l'erreur ou la manip**

1- Les Bourses européennes ont clôturé la séance en net recul, les investisseurs s'inquiétant de l'enlisement des négociations sur le budget américain et doutant de l'efficacité du nouveau plan d'aide à la Grèce.

Les valeurs bancaires européennes, notamment les françaises particulièrement exposées à la Grèce, retombent lundi après leur fort rebond de la semaine dernière, les investisseurs doutant encore de l'efficacité de l'accord européen visant à contenir la crise de la dette en zone euro. (Reuters 25.07)

2- ... le chef de l'État (Sarkozy - ndlr) -auréolé du succès du plan de sauvetage de la Grèce- veut apparaître comme au-dessus de la mêlée et soucieux de l'intérêt général. (lefigaro.fr 25.07)

Un internaute résume bien la situation, la comparaison animalière en moins, bien que... : - "*Zut! J'avais cru comprendre qu'il fallait rassurer les marchés. Si même eux n'y croient pas... Mais rassurons l'opinion, les veaux se sentiront mieux...*" (Reuters 25.07)

Très souvent un évènement est traité à deux niveaux, l'un en direction des acteurs du marché ou des décideurs politiques,

l'autre destiné aux médias via l'opinion publique qu'il faut façonner pour qu'elle demeure subordonnée à l'idéologie dominante. Oui, on part du postulat que la majorité de la population est subordonnée à l'idéologie dominante, de la réalité telle qu'elle existe, et non pas telle qu'on voudrait qu'elle soit ou de notre idéologie opposée à celle de la classe dominante.

Il ne vous aura pas échappé que le ton emprunté ces dernières semaines par les médias témoignent qu'ils sont entrés en campagne pour faire réélire l'épileptique du Château, on en a la preuve ici.

On trouve davantage d'analyses correctes ou de raisonnements fidèles à la réalité chez certains internautes que chez les agences de presse et autres médias.

### Parole d'internaute

1- "Qui a dit que faire des crédits pour payer d'autres crédits étaient une bonne solution ? Le cumul de crédit n'est pas uniquement fatal aux citoyens ! Pour les pays c'est la même chose mais à une autre échelle ! L'Europe est comme un requin dans l'eau, une fois sorti, elle n'est guère plus plus dangereuse qu'un poisson rouge ! L'heure de payer l'addition approche !" (Reuters 25.07)

Ne vous emballez pas quand même, si vous examinez la situation des Etats-Unis et du Japon vous constaterez que le premier survit avec un endettement de plus 14 500 milliards de dollars et le second supporte une dette qui atteint ou dépasse 200% de son PIB.

Le réel danger pour ces Etats et l'UE, ce sont les conséquences sociales de cette situation qui pèsent d'un poids de plus en plus considérable sur les épaules des travailleurs, le point de rupture qui sera atteint quand leur capacité à accepter toujours plus de sacrifices dans la perspective de vivre demain encore plus mal qu'aujourd'hui aura atteint sa limite.

L'économie capitaliste repose en grande partie sur la consommation de marchandises (inclu les services), dans le sens où le cycle du capital est achevé quand une marchandise trouve un acquéreur solvable ou pouvant accéder au crédit. En résumé, pas de profit sans production, pas de profit sans consommation des marchandises produites.

Le marché mondial n'est pas extensible instantanément, autrefois il fallait un demi-siècle pour développer un nouveau marché, hier, quelques décennies suffisaient, aujourd'hui il faut à peine dix ans pour parvenir au même résultat, mais dix ans c'est encore trop puisque les crises du capitalisme qui hier encore se produisaient tous les dix ans en moyenne tendent à se reproduire dorénavant dans un laps de temps de plus en plus réduit, la crise latente ou rampante du capitalisme telle qu'elle existe depuis pratiquement sa naissance tend à devenir permanente au fur et à mesure que s'épuisent les expédients qu'ils ont inventés pour assurer la survie du capitalisme, dont l'endettement généralisé de la société (Etats, entreprises, banques, particuliers).

Recourir à cet expédient devient de plus en plus risqué parce que la société est globalement surendettée, tout totalement cependant car tout le monde n'est pas logé à la même enseigne, une bonne partie de la population dispose encore de revenus supérieurs à ses besoins quotidiens, la question est donc pour les tenants du capitalisme de faire en sorte que cette partie de la population solvable consomme davantage, dépense plus, s'endette encore et encore.

La marchandisation des services publics procède de cette logique, hier l'école était gratuite, demain vous paierez pour envoyer vos enfants à l'école, idem pour la santé, le logement, etc. Mais là aussi la limite est vite atteinte, au-delà c'est le fragile équilibre social qu'ils ont construit qui pourrait être remis en cause et qui pourrait remettre en cause l'existence du régime, ce qui n'est pas souhaitable de leur point de vue.

Pour pousser la population solvable à consommer davantage, ils l'incitent à renouveler ses besoins existants et à s'en créer de nouveaux qui demain lui sembleront tout aussi indispensables que ses besoins élémentaires d'autrefois et d'aujourd'hui, personne ne pouvait plus se passer du téléphone hier seulement, depuis et très rapidement c'est le téléphone mobile qui est devenu indispensable.

Le capitalisme en est rendu à l'étape où la population doit consommer de plus en plus et de plus en plus rapidement, tout s'accélère. On pourrait penser que l'épargne de la population solvable qu'utilisent les banques pour spéculer sur les marchés financiers serait une aubaine pour elle, c'est vrai et faux à la fois, dans la mesure où seule la production de richesses dégage des profits réels et non fictifs comme dans la spéculation, car à l'arrivée pour tout dollar ou euro créé artificiellement doit correspondre son équivalent en valeur réelle, en plus-value produit de la force de travail dans le cycle de production. (A suivre)

2- "l'Union européenne est née sur des bases économiques. Elle s'est basée sur des principes faussés au départ. Les règles économiques ont été perverties, par un usage qui remonte à des décennies, alors que les conditions de ses applications ont évolué. D'autant plus que cette perversion entraîne l'appauvrissement des pauvres par l'enrichissement des riches parmi les pauvres se trouvent également les Etats ! Autant les USA que la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Irlande... et la France.

Ces règles, autrefois encore inoffensives se trouvent affectées aujourd'hui de deux défauts, hélas, bien implantés dans l'esprit de la plupart des citoyens du pays et du monde. Et que confortent les économistes et les structures économiques tel l'Institut National des Statistiques et des Études Economiques

- 1er mensonge : l'inflation est l'augmentation des prix à la consommation

- 2ème mensonge : les PNB et PIB sont faussés

A priori, cela semble bien anodin, mais l'exposé ci-dessous montrera qu'ils induisent la dégradation catastrophique de l'économie.

1) l'inflation : serait l'augmentation des prix. Faux, L'augmentation des prix n'est que la conséquence de l'inflation. L'inflation est la production excédentaire de monnaie.

Ainsi, incontestablement, la richesse du pays ou du groupe de pays, est produite par les salariés et les travailleurs indépendants (produits productifs). Cette richesse devrait donc être représentée par une masse de monnaie M, saine, répartie dans la population.

Du temps des 30 glorieuses, c'est-à-dire de 1945 à 1975 les profits financiers ne représentaient qu'une petite part m prise sur M en produisant de la monnaie pour les rétribuer.

La richesse M produite par les travailleurs n'est plus représentée par M monnaie, mais par (M+m) soit déjà une perte de valeur de la monnaie, relativement minime, mais inflationniste.

Depuis que la production s'est exportée en pays en voie de développement, produisant donc un chômage de plus en plus abondant, la spéculation, les investissements financiers, les prêts aux entreprises financières, donc les profits financiers ont remplacé, de façon de plus en plus importantes les profits productifs (travail des salariés et indépendants).

Pour financer ces produits financiers, il a donc fallu accroître, de façon exorbitante la production de monnaie, donc une inflation clandestine, que l'INSEE cache derrière les 120 ou 130 articles de très grande consommation. Les brutales montées des prix des œuvres d'art en sont une flagrante conséquence, ainsi que tous les produits de luxe et produits sortant de cette liste INSEE.

Exemple l'emprunt Giscard d'Estaing

Lancé en 1972 pour un montant de 4 milliards de francs, indexé sur l'or, intérêt de 7% Remboursé 100 milliards au bout de 15 ans soit une inflation de 17% (occulte, non publiée). Evidemment cette expérience révélatrice ne fut pas renouvelée publiquement

2)- Le pire est que l'INSEE additionne (revenus financiers + revenus salariaux + revenus producteurs indépendants) dans le Produit Intérieur Brut (PIB) alors que la réalité devrait l'amener à soustraire les produits financiers des revenus productifs de richesse puisque pris sur eux

Les gouvernements successifs se satisfont d'avoir un PIB mensongèrement en progression ou ± stables, alors que les multinationales, et les investisseurs de tout poil, nous grugent par leurs profits financiers. Il y a là une énorme tromperie qui permet de faire croire que la situation économique est satisfaisante alors qu'au contraire elle se dégrade inexorablement.

Bref, à cause de ce processus mensonger, pour s'enrichir toujours plus les riches appauvrissent les pauvres sans que l'on s'en aperçoive, ce qui est absolument intolérable.

Les finances publiques, aussi sont appauvries par ces profits financiers. D'où l'accroissement des dettes de l'Etat, qui laisse prévoir une faillite du pays si l'on n'y remédie pas.

Pour atténuer, puis éliminer les effets néfastes de la course, de plus en plus effrénée, aux profits financiers, il est absolument nécessaire de les juguler, jusqu'à les supprimer.

Responsables donc des dettes des États européens et autres, ce sont les banques et les spéculateurs qui devraient aider sans contrepartie, les pays à gestion conforme mais en difficultés financières." (Reuters 25.07)

## Politique

1- France. En famille.



Manuel Valls : *"Si nous voulons gagner – et je le souhaite –, gouverner dans la durée – c'est nécessaire pour mener des réformes –, notre rassemblement devra aller au-delà des rangs de la gauche"* et d'ajouter *"je reste convaincu que des hommes et des femmes comme Dominique de Villepin, François Bayrou ou Corinne Lepage, pour ne citer qu'eux, peuvent faire partie, s'ils le souhaitent, d'une majorité de large rassemblement."* (lemonde.fr 25.07)

Quel dommage que Chirac, Pasqua, Giscard, etc. soient trop vieux pour figurer sans son gouvernement idéal !

## 2- Syrie

Le gouvernement syrien a approuvé un projet de loi instaurant le multipartisme et autorisant la formation de partis politiques adhérant aux *"principes démocratiques"*, rapporte lundi l'agence officielle de presse Sana.

*"La fondation d'un parti doit reposer (...) sur un engagement à respecter la Constitution, les principes démocratiques, l'état de droit et les libertés et droits fondamentaux"*, écrit l'agence.

Le parti Baassiste a interdit les partis d'opposition après le coup d'Etat militaire qui l'a porté au pouvoir, en 1963.

Mais pour Yasser Saadeldine, figure de l'opposition syrienne en exil dans un pays du Golfe, cette nouvelle loi "a été conçue pour montrer sur le papier que le régime tolère les opinions dissidentes tout en poursuivant les meurtres et la répression".

*"Chaque fois que ce régime est soumis à une pression internationale, il entreprend de fausses mesures de réforme pour tenter de se donner des références démocratiques. Mais les arrestations de militants se poursuivent et la répression s'accroît"*, a-t-il ajouté. (Reuters 25.07)

## 3- Yémen

Plusieurs centaines de milliers de personnes manifestaient lundi dans la capitale du Yémen, Sanaa, et dans plusieurs autres villes du pays pour réclamer un changement de régime.

Le chef tribal Sadeq al-Ahmar, qui a rejoint les protestataires exigeant depuis quatre mois le départ du président yéménite, a mis en garde l'armée lundi, lui demandant de ne pas attaquer les milliers d'étudiants qui campent près de l'université de Sanaa.

Selon un mouvement de jeunesse, le gouvernement s'apprête à intervenir dans ce camp. (AP 25.07)

## 4- Libye. Le borbier.

L'OTAN est actuellement dans une *'impasse'* en Libye, a estimé lundi 25 juillet le chef d'état-major interarmées américain, l'amiral Michael Mullen, tout en affichant son optimisme sur la réussite finale de la stratégie de l'Alliance. Les raids de l'OTAN *'ont considérablement amoindri'* les forces du colonel Kadhafi et ont constitué *'une pression supplémentaire'* sur l'armée loyaliste, a-t-il relevé. *'A long terme, je pense que c'est une stratégie qui fonctionnera (et permettra) de chasser Kadhafi du pouvoir'*, a-t-il affirmé. (lemonde.fr 25.07)

## Economie

### 1- La Bourse ou la vie.

Les Bourses européennes ont clôturé la séance en net recul, les investisseurs s'inquiétant de l'enlisement des négociations sur le budget américain et doutant de l'efficacité du nouveau plan d'aide à la Grèce.

Autre conséquence, les écarts de rendements entre les obligations des pays dits périphériques de la zone euro et les Bunds allemands se sont creusés lundi.

Les valeurs bancaires européennes, notamment les françaises particulièrement exposées à la Grèce, retombent lundi après leur fort rebond de la semaine dernière, les investisseurs doutant encore de l'efficacité de l'accord européen visant à contenir la crise de la dette en zone euro.

*"Il y a un problème de crédibilité du plan (européen) : pour nous il devrait rassurer, mais les investisseurs en demandent encore davantage. Depuis que le risque de contagion à l'Italie et à l'Espagne est avéré, la charge de la preuve est plus élevée"*, commente un analyste parisien qui n'a pas voulu être identifié.

"Le marché se demande aussi comment le Fonds européen de stabilité financière (FESF) va mener de front le refinancement de la Grèce et le soutien aux autres pays avec les moyens dont il dispose", ajoute-t-il pour expliquer les prises de profit. (Reuters 25.07)

That is the question !

2- Or

Le cours de l'or a atteint lundi un nouveau record en réaction à l'enlisement des négociations sur la dette américaine, à quelques jours seulement de la date butoir à laquelle Washington pourrait connaître une situation de défaut. (Reuters 25.07)

3- Grèce

Moody's a abaissé lundi la note souveraine de la Grèce de "Caa1" à "Ca", le dernier cran au-dessus du défaut, perspective dont l'agence de notation évalue désormais la probabilité à "virtuellement 100%".

Comme Fitch la semaine dernière - qui a indiqué qu'elle placerait la note grecque en défaut partiel - Moody's a précisé qu'elle réexaminerait la note grecque à la suite de l'échange de dette. (Reuters 25.07)

4- Inde

Alors que l'Inde est traversée par un vif débat sur l'évasion fiscale, l'agence de presse indienne Press Trust of India, citant la banque centrale suisse, révèle que des entreprises et de riches particuliers indiens détiennent 1,95 milliard de francs suisses (environ 1,7 milliard d'euros) sur des comptes en Suisse.

Ces chiffres sont divulgués dans un contexte particulièrement sensible. La Cour suprême indienne a en effet ordonné ce mois-ci l'ouverture d'une enquête sur la fuite de capitaux, tout en accusant le gouvernement de "sérieux manquements" dans la lutte contre les fonds illégaux à l'étranger.

En novembre, un groupe de réflexion basé aux Etats-Unis, Global Financial Integrity, avait estimé qu'entre 2004 et 2008, la fuite illégale de capitaux avait fait perdre à l'Inde 19 milliards de dollars par an.

Le problème de "*l'argent noir*", de l'argent placé sur des comptes à l'étranger et soupçonné de provenir de pots-de-vin ou de transactions illégales, agite depuis des mois la vie politique indienne.

Selon des chiffres de la banque centrale suisse, des Indiens ont retiré depuis 2008 quelque 500 millions de dollars déposés sur des comptes en Suisse. L'organisme bancaire n'a pas précisé les raisons de ces retraits, mais selon des sources officielles indiennes, il pourrait s'agir d'un transfert vers des comptes plus difficiles à repérer, comme à Singapour ou à Dubaï. (lemonde.fr 25.07)

Ils viennent de découvrir l'existence des paradis fiscaux !

[Haut de page ↗](#)

---

Le 27 juillet

Pas le temps de causer, j'ai ajouté un long commentaire politique après l'article sur Sarkozy et sa "*règle d'or*". Je devais déménager, sauf que le propriétaire a loué la maison à une autre personne sans m'avoir averti, génial ! Bref, je cavale pour trouver au plus vite une autre baraque où loger.

**Parole d'internaute**

1- "*Je pense qu'un jour il faudra faire beaucoup plus que s'indigner, c'est incroyable ce qu'un peuple peut supporter avant de vraiment se révolter, la coupe n'est pas encore tout à fait pleine...*"

Faire une révolution par exemple ! Si l'idée vous vient à l'esprit alors que vous n'avez rien d'une révolutionnaire ou d'une militante de choc, c'est que vous devez être de plus en plus nombreux à le penser. Question : quel parti est prêt à accueillir cette catégorie de travailleurs ? Réponse : aucun.

2- "*Il y a deux ans, environ, j'ai été le témoin d'une scène qui ne devrait pas être dans un pays comme la France. Une jeune*

*femme, son bébé dans les bras, sous la pluie à Montreuil, sans logement, et sans un sou. Personne ne s'est occupé d'elle, ni les services sociaux de la ville, ni les pompiers, ni la police, ni le samu. J'avais un parapluie, je le lui ai donné avec aussi un peu d'argent pour acheter, à manger et au moins du lait pour le bébé. J'en garde encore aujourd'hui beaucoup d'amertume contre ceux qui devraient être là pour secourir les gens dans cette situation. C'est insupportable mais il semble que nos politiciens, nos banquiers qui s'empiffrent sans vergogne s'en foutent. Du moment qu'on fait du pognon, le reste n'a pas d'importance!"*

Vous êtes une brave dame et votre geste vous honore. Les institutions de la Ve République légitiment et justifient la situation insupportable que vous décrivez, et hélas tout les partis politiques se précipitent pour y participer.

3- "*Les dirigeants actuels du PS prétendent défendre les pauvres et les exclus mais ne poussent pas le devoir jusqu'à les fréquenter. Comme pourrait dire DSK les pâtes c'est très bon, mais c'est quand même meilleur quand il y a des truffes dedans.*"

La PS est un parti de bourgeois, alors d'autres qui roulent pour lui s'en chargent à sa place, vous ne l'avez pas encore compris ?

4- "*La démocratie ne résoud finalement pas tous les problèmes...*", donc vous ne croyez pas un mot ou vous ne comprenez rien au discours qui consiste à dire qu'il faut "*rétablir la démocratie*", parce que vous êtes convaincue de vivre en démocratie...

## Politique

### France

*"Le candidat socialiste devra gagner ou bien le parti risque vraiment cette fois de disparaître. Nous ne sommes pas au gouvernement depuis 10 ans, et cela fait 23 ans qu'un socialiste n'a pas été élu à l'Élysée", avertit M. Hollande dans une interview pour le quotidien italien Il Corriere della Sera. (lexpress.fr 26.07)*

Qu'il disparaisse, bon débarras !

### Israël

Confronté à un déferlement de protestations contre la hausse vertigineuse des prix du logement, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a tenté mardi d'apaiser l'opinion en annonçant un plan d'urgence pour résoudre la crise.

Le Parlement doit voter la semaine prochaine une réforme législative "*énorme*", qui permettra "*de faire sauter les verrous freinant la planification et la mise sur le marché des logements*", a affirmé M. Netanyahu lors d'une conférence de presse.

Il s'est prononcé contre "*le monopole*" des terrains à bâtir détenus par l'Administration foncière, qu'"*elle libère au compte-gouttes*".

Le Premier ministre a aussi annoncé la construction en un an et demi de 50.000 logements, dont 10.000 à prix réduit "avec l'aide du gouvernement" et réservés à l'acquisition ou à la location à prix modéré.

Son plan prévoit enfin de subventionner les transports publics pour les étudiants sur l'ensemble du territoire national "*afin qu'ils puissent facilement se rendre aux universités*".

En un an, les prix du logement ont bondi de 32% à Tel-Aviv et de 17% à Jérusalem, une tendance qui vaut pour l'ensemble du pays, alors que les salaires stagnent.

Il a ainsi répondu à "*la révolte des tentes*" déclenchée par des dizaines de milliers de manifestants qui sont descendus dans la rue depuis une douzaine de jours et ont créé des campements de toile dans les grandes villes du pays.

Celui de Tel-Aviv s'étend sur plus d'un demi-kilomètre dans un quartier huppé, et compte des centaines de tentes igloo.

Des milliers de jeunes Israéliens clament en outre tous les jours leur détresse en défilant dans les rues de Tel-Aviv, Holon, Jérusalem ou Beersheva, bloquant le trafic automobile et scandant des slogans hostiles à M. Netanyahu.

Mobilisés par le biais de Facebook, ils reprennent ce mot d'ordre: "*Nous luttons pour un toit*". Samedi soir, 30.000 d'entre eux se sont rassemblés à Tel-Aviv, et le lendemain un millier d'autres ont bloqué les accès de la Knesset (Parlement).

Selon un sondage publié mardi par le journal Haaretz, 87% des Israéliens soutiennent ce mouvement, et 54% se disent "*mécontents*" de la gestion de cette crise par M. Netanyahu, contre 32% qui l'approuvent et 14% sans réponse.

Israël jouit paradoxalement en moyenne depuis 2004 d'un taux de croissance de 4,5%, et le chômage est tombé à 6%, mais la très forte hausse du coût de la vie, notamment dans l'immobilier, a provoqué la colère.

En particulier au sein des classes moyennes, laissées-pour-compte de la prospérité, qui supportent l'essentiel de la charge fiscale et constituent le vivier électoral de prédilection du parti Likoud de M. Netanyahu.

"Les membres des classes moyennes ont beaucoup contribué au développement du pays et ne parviennent plus aujourd'hui à boucler leurs fins de mois", a déclaré mardi le chef de l'Etat Shimon Peres.

Selon le sondage de Haaretz, en cas d'élections, le Likoud conserverait 27 mandats, comme en 2009. En revanche, le parti travailliste, jusqu'ici en chute libre, remonterait à 12 sièges sur 120 au total. (AFP 26.07)

## Social

### France

#### 1- La France du début du XXe siècle.

La Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS) a analysé sur la seule journée du 20 juillet les réponses apportées aux personnes sans abri qui sont à la recherche d'un hébergement d'urgence. Et ces chiffres font froid dans le dos. On s'aperçoit que seule une demande sur trois aboutit : sur 1701 demandes, seules 596 personnes ont eu un toit au-dessus de la tête pour la nuit. Encore plus inquiétant : la majorité des familles ont effectivement été laissées sans hébergement. Le 20 juillet, si 780 personnes avec enfants ont appelé le 115, 576 d'entre elles n'ont pu être prises en charge. La cause ? Pas de place disponible. Les femmes seules avec enfants sont ainsi 60% à ne pas avoir obtenu de solution d'hébergement. Il y a donc en France, en 2011, des enfants qui dorment à la rue. (elle.fr 26.07)

#### Rappel d'une internaute

"... Nicolas Sarkozy a promis, lundi 18 décembre au soir (2006), que "plus personne ne serait obligé de dormir sur le trottoir" d'ici à deux ans s'il est élu président de la République.

"Je veux si je suis élu président de la République que d'ici à deux ans plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir et d'y mourir de froid", a lancé le président de l'UMP lors d'un meeting à Charleville-Mézières, dans les Ardennes.

"Le droit à l'hébergement, c'est une obligation humaine. Si on n'est plus choqué quand quelqu'un n'a plus un toit lorsqu'il fait froid et qu'il est obligé de dormir dehors, c'est tout l'équilibre de la société, où vous voulez que vos enfants vivent en paix, qui s'en trouvera remis en cause", a ajouté M. Sarkozy, sans expliquer comment il ferait pour atteindre cet objectif..."

#### 2- Décomposition de tous les rapports sociaux.

Le "3919", numéro d'appel national destiné aux victimes de violences conjugales, a traité 50.396 appels en 2010, soit 50,2% de plus qu'en 2009, a annoncé mardi la Fédération nationale Solidarité femmes (FNSF) qui gère la plateforme téléphonique.

La majorité des appels au 3919 (violences conjugales info, VCI) donnant lieu à une fiche spécifique, soit 19.707 appels, concernait les violences conjugales, indique dans un communiqué la FNSF, fédération de 68 associations d'aide aux femmes victimes de violences.

Dans 95% des appels pour violences conjugales, il s'agit d'une femme victime d'un homme, et dans 2,1% des cas d'un "homme victime/femme-auteure".

En 2010, année où la lutte contre les violences faites aux femmes a été désignée "Grande cause nationale", 223 victimes déclarent avoir été visées par une tentative de meurtre, contre 122 en 2009.

Sur 91.308 appels reçus dont 50.396 traités en 2010, 1.873 mentionnaient d'autres violences (viols, mariages forcés, harcèlement au travail, etc.), et 2.255 étaient relatifs à des informations ou renseignements.

Les violences psychologiques sont présentes dans 87,1% des appels, les violences physiques dans 79,6% et les violences sexuelles dans 5,3% des appels. L'étude révèle en outre que 397 viols conjugaux ont été mentionnés, soit 30% de plus qu'en 2009.

La FNSF note par ailleurs que seulement 42,6% des victimes ont effectué des démarches auprès de la police ou la gendarmerie

(une baisse de 7,2% par rapport à 2009), et que près d'un tiers des victimes ont consulté un professionnel de santé (-3%).

Le nombre d'appels par jour pour violences conjugales a été deux fois plus important lors des campagnes médiatiques, qui "*participent incontestablement à une meilleure connaissance du numéro d'écoute par les femmes en particulier*" mais aussi par les enfants.

La fédération relève aussi un nombre croissant d'appels de jeunes femmes (environ 25% ont moins de 30 ans), "*de plus en plus sensibilisées*".

Sur deux ans, 663.000 femmes ont été victimes de violences physiques ou sexuelles au sein de leur ménage, selon une étude de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales publiée mi-juillet. Moins d'une victime sur dix a déclaré avoir appelé un numéro vert ou rencontré des membres d'une association d'aide aux victimes.

Depuis 1992, la FNSF gère le service téléphonique national d'écoute "Violences Conjugales - Femmes Infos Services", et depuis mars 2007, le service VCI répond au 3919. Les appels sont gratuits et anonymes. (AFP 26.07)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 28 juillet

Cette semaine vous n'aurez le droit qu'aux deux pages d'*Informations ouvrières* consacrées à la Tunisie, l'Egypte et la Libye, déjà que j'avais hésité à mettre en ligne leur dossier 4 pages *spécial été 2011* tellement je le trouvais médiocre, leur compte rendu de la "crise" grecque gérée la semaine dernière par les chefs d'Etat et l'UE associé au FMI est en dessous de ce que vous avez pu lire dans le site, je ne sais pas si c'est le site qui s'améliore ou si ce sont eux qui s'enfoncent dans la médiocrité, aux lecteurs d'en juger librement.

De mon côté, j'ai décidé de mettre le paquet sur le volet économique et d'y consacrer le peu de temps libre qu'il me reste, pour essayer de pénétrer davantage dans les rouages les plus complexes de l'économie mondiale afin d'en mieux comprendre le fonctionnement. La plupart des outils financiers qui existent de nos jours existaient déjà à l'état embryonnaire à l'époque où Marx et Engels ont rédigé le Capital, dans certains cas ils figuraient seulement dans le cerveau d'économistes car ne trouvant pas d'applications pratiques au regard du développement de l'économie mondiale à la fin du XIXe siècle, ainsi on peut y puiser des éléments qui peuvent nous mettre sur la bonne piste pour comprendre certains mécanismes, l'examen de passage consiste à ne pas s'y perdre !

En attendant je dois résoudre mon problème de logement, c'est en bonne voie. Pour me faire perdre encore du temps, j'ai appris ce matin au bureau de l'immigration que je dois aller dans un ministère à Chennai (ex-Madras) pour faire valider mon extrait de mariage, traduit en anglais, déjà visé par un notaire, le consul de France à Pondichéry, alors que nous sommes mariés depuis 21 ans, bref, je vais y passer la journée aller/retour. Ils sont devenus complètement cinglés avec leurs formalités débiles, du coup, alors que mon dossier était prêt trois jours avant l'expiration de mon visa (24 juin), cela fait maintenant cinq semaines que je vis en Inde sans visa ! D'ici qu'ils rejettent sur moi la responsabilité de cette situation... Je m'attends à tout de leur part, ils ne doutent de rien. Bref, de la patience, encore de la patience, toujours plus de patience !

Lu dans l'éditorial de D. Gluckstein (IO n°159)

Ce n'est pas une question de volonté, mais une nécessité.

*"Isolé, déstabilisé, le gouvernement Sarkozy oserait-il s'engager dans cette voie périlleuse si, la semaine passée, les dirigeants du Parti socialiste ne s'étaient pas prononcés pour le retour aux 3% dès 2013 ? Poser la question, c'est y répondre."*

Minoritaire, illégitime, le gouvernement Sarkozy l'est assurément, mais il ne s'agit pas de cela ici, "*isolé, déstabilisé*", ah bon, Sarkozy vient de recevoir le soutien de De Villepin et de Bayrou, et Borloo est apparu ces derniers jours au côté de je ne sais plus quel dirigeant de l'UMP, alors qu'on les croyait fâchés !

Pardi, Sarkozy se gênerait, d'ailleurs Hollande, Aubry, Valls et Cie. n'avaient même pas besoin de réaffirmer que le PS s'alignerait sur le programme réactionnaire de l'UMP à partir de 2012, car en réalité si on reprend toutes leurs déclarations depuis août 2007 (début de la crise), à aucun moment ils n'ont manqué de soutenir le gouvernement, cadeaux aux banquiers, paiement rubis sur l'oncle des intérêts de la dette, "sauvetage" de l'euro, de la Grèce, de l'UE, guerre en Libye ou en Afghanistan, etc. Décidément Gluckstein ne sait plus quoi dire ou inventer, c'est pathétique.



Par ailleurs, et c'est là notre plus grande divergence avec le POI, nous estimons qu'il ne s'agit pas là d'une question de volonté ("oser"), c'est une nécessité pour le représentant du capitalisme en France de s'aligner sur les exigences formulées par l'impérialisme américain qui domine le capitalisme mondial pour lui permettre de placer ses pions et conserver ainsi son rang, ce qui nécessite que les travailleurs de toute la zone euro acceptent de nouveaux sacrifices pour que l'Amérique continue de consommer au même rythme effréné qu'avant la crise, puisqu'au trois quart son économie repose (à coup d'endettement et grâce à la planche à billet) sur sa consommation intérieure, consommation qui absorbe (tant bien que mal) le surplus de la production mondiale dont une partie importante provient de la zone euro.

On aurait pu penser que face à l'avalanche de coups portés par le gouvernement contre les travailleurs, le POI aurait axé son combat contre lui et les institutions, vous n'y êtes pas du tout, les travailleurs doivent chercher le responsable du côté de "la troïka FMI-Union européenne-Banque centrale européenne", et pour à la fois faire diversion et éviter qu'on se demande pourquoi dans cette énumération il manque étrangement le gouvernement et les institutions de la Ve République, Gluckstein pousse l'opportunisme jusqu'à situer sa ligne politique opportuniste "dans le cadre de l'internationalisme ouvrier", une manière de la justifier à défaut d'autres d'arguments, ce qui en imposera sans doute aux naïfs ou aux ignorants qui ne comprennent pas ou ne cherchent pas à comprendre pourquoi le mouvement ouvrier est réduit à l'impuissance... C'est dur de porter un regard objectif sur le passé, n'est-ce pas ? On vous y encourage tout de même, c'est dans la souffrance qu'on trouve les remèdes à nos problèmes.

Il y a quelque temps déjà un militant du NPA m'avait soufflé que si on ne parvenait pas à construire un parti dans chaque pays en Europe, il faudrait peut-être s'orienter vers la construction d'un parti ouvrier européen, je lui avais répondu sur un ton ironique qu'il n'a semble-t-il pas apprécié, pourquoi pas un parti mondial pendant qu'il y était, cela permettrait du même coup de résoudre aussi la question de l'Internationale. Bref, rien de sérieux dans tout cela.

Strasbourg, Bruxelles, Washington, non, Paris et ses Palais, c'est moins loin et plus pratique, l'Elysée, l'Assemblée nationale, le Sénat, le Conseil constitutionnel, le Conseil économique et social...

Procédons dans l'ordre s'il vous plaît, chaque chose en son temps, nous sommes des inconditionnels de l'ordre, de la discipline, de la rigueur, du respect des principes que nous avons adoptés, des objectifs que nous nous sommes fixés, à bas l'opportunisme dans sa version aventurisme ! Il y en a que les grandes phrases ou déclarations impressionnent, désolé.

Je n'ai pas trouvé utile de revenir sur le fait que c'était les chefs d'Etat qui avaient directement négocié à quelle sauce seraient mangés les travailleurs grecs, pas un militant qui se connecte sur le site n'est censé l'ignorer. Lisez attentivement l'interview de J-C Trichet dans cette page, il rappelle qu'il a attendu que Sarkozy et Merkel le sifflent pour accourir, on ne peut être plus explicite, après il faut être d'une malhonnêteté intellectuelle incroyable pour nier dans quel ordre les décisions sont prises au niveau de l'UE et de chaque pays.

## Parole d'internaute

A propos de Lagarde et le rapport sur la France du FMI publié hier.

- "Après 4 ans à Bercy, la liste des records battus par la vice-recordwoman (derrière V.G.E.) de durée au ministère de l'économie et des finances est impressionnante et atteste de son immense compétence, vantée urbi et orbi par la nomenklatura financière internationale et ses médias, et tout à fait digne de celle de son illustre prédécesseur à la tête du F.M.I.:

(1) Le déficit public français est passé de 56 milliards d'€ en 2008 à 150 milliards d'€ en 2010 et de 2,7 % du P.I.B. en 2007 à 7 % en 2010.

(2) D'après le magazine Challenges du 22 Juin 2011, la dette de la France dépasserait les prévisions en 2011 et 2012. Elle devrait s'établir cette année à 85,4% du produit intérieur brut, avant de culminer (on peut toujours rêver) en 2012 à 86,9%. D'après l'INSEE, la dette française à la fin 2007 était de 1 211,6 milliards d'euros, soit 64,2 % du PIB.

(3) Le déficit du commerce extérieur vole de record en record. En Avril 2011 il dépasse pour la première fois la barre des 7 milliards d'€ mensuels, et bat un nouveau record en Mai à 7,42 milliards..

(4) Le chômage a augmenté de 0,7 % en Mai, progression record depuis octobre 2009 dans cette catégorie. Sur un an, la hausse atteint 3,8% et représente 151.000 chômeurs de plus inscrits en catégorie A, B et C, ce qui donne un total officiel de 4,1 millions de chômeurs en France métropolitaine et 4,3 avec les domtom.

(5) L'âge de la retraite a été reculé à 62 ans pour permettre aux seniors de cotiser plus longtemps aux caisses de retraite. Or le nombre des chômeurs de plus de 50 ans a progressé de 14,1% en un an avec un nouveau bond de 1,3% en mai.

(6) En 2010, le déficit de l'assurance vieillesse a été de 9,3 milliards d'€ ce qui a servi de prétexte au recul de l'âge de la retraite et l'assurance maladie enregistre un déficit record de 13,1 milliards d'€, ce qui a servi de prétexte à demander aux français

une économie de 2,5 milliards d'€ sur leurs dépenses de santé en 2011, afin de financer l'augmentation de la consultation de 1 € qui va coûter exactement cette somme à la sé@#\$.

(7) Les achats de biens des ménages français ont diminué de 0,8 % en mai après s'être repliés de 1,4% en avril et de 0,9% en mars. Il faut remonter à l'été 2008, juste avant l'éclatement de la crise financière, pour retrouver trois mois @#%écutive de baisse de la consommation en France.

(8) La croissance française est revue à la baisse : 0,9 % au premier trimestre et la BdF prévoit un ralentissement au deuxième trimestre à 0,4 %.

(9) Suite au dessaisissement par lagarce de la justice ordinaire pour un tribunal d'exception, tapie a reçu des contribuables français une somme de 285 millions d'€ d'indemnités, dont la somme record de 45 millions d'€ non imposables pour "préjudice moral". Il est vrai qu'il a sans doute partagé la somme.

Mais restons optimistes. Comme le dit l'adage : les records sont fait pour être battus." (Reuters 27.07)

## Politique

### France.

Le procureur de la République de Paris Jean-Claude Marin a été nommé mercredi en conseil des ministres procureur général près la Cour de cassation, selon le communiqué diffusé à l'issue du conseil.

Ce poste était vacant depuis le départ à la retraite, le 30 juin, de Jean-Louis Nadal.

Jean-Claude Marin avait été proposé le 6 juillet à ce poste par le ministère de la Justice. Le 19 juillet, le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), organe de nomination et de discipline des magistrats, a émis un avis favorable à cette nomination.

M. Marin, 61 ans, pourrait être installé d'ici la mi-septembre dans ses nouvelles fonctions. (AP 27.07)

### Chine

Des émeutes ont éclaté dans une ville du sud de la Chine après la mort d'un vendeur de fruits handicapé qui aurait été battu à mort par la police municipale, rapporte le quotidien officiel China Daily.

Des milliers d'habitants de la ville d'Anshun, dans la province de Guizhou, ont exprimé leur colère en jetant des pierres sur la police et en renversant un véhicule gouvernemental, précise le journal.

Les habitants soupçonnent des agents de la gestion urbaine, une sorte de police locale chargée de la lutte contre la mendicité et les infractions mineures, comme la vente à la sauvette, d'avoir frappé à mort le vendeur à l'entrée d'un marché.

Une trentaine de manifestants ont été arrêtés et dix policiers blessés, selon l'agence Chine nouvelle. Les émeutes de ce genre se sont multipliées ces dernières semaines en Chine. (Reuters 27.07)

En réalité il y en aurait de la sorte en permanence que cela ne m'étonnerait pas, c'est le lot quotidien en Inde et personne n'en parle, il faut qu'un incident hors du commun se produise ou un événement particulier intervienne pour que les médias en parlent et le reste du monde en soit informé.

En Inde, au quatre coin du pays se produisent des émeutes quotidiennement, des centaines de manifestations, la précarité touche plus des trois quart de la population et les inégalités sont tellement criantes que la tension est permanente, la violence latente peut exploser à tout moment à n'importe quelle occasion, malheur à celui qui par exemple renverse un piéton ou est impliqué dans un banal accident de la circulation même sans gravité, attroupement, échange de coups, destruction de la moto, de la voiture, du camion ou du bus par des gens qui n'ont rien vu et n'ont aucun lien avec l'accident en question, ils saisissent cette occasion pour se venger aveuglément de l'injustice qu'ils subissent en permanence sur le premier venu.

Et si vous avez le malheur d'être blanc ou étranger par dessus le marché, vous risquez le lynchage pour une simple égratignure à un bras, donc par précaution je ne sors jamais sans emmener un couteau histoire de tenir à distance d'éventuels assaillants, j'ajouterais que ce genre d'incident m'est déjà arrivé et les policiers n'ont rien trouvé à redire que je brandisse un poignard pour assurer ma sécurité face à un individu déchaîné, comme quoi cette précaution n'était pas le fait d'un parano mais était motivée par l'état d'esprit arriéré de la population.

Il faut être blindé ou complètement inconscient pour ne pas angoisser dès que l'on sort de chez soi en Inde, car on risque à tout moment d'être impliqué dans un accident qui peut très mal tourner et vous coûter très cher. A Pondichéry peut-être moins qu'ailleurs en raison de la présence du consulat de France, disons qu'il faut bien tomber, mais bon on ne compte pas sur la chance pour rester en vie !

La plupart du temps on ne peut avoir qu'un point de vue très approximatif de la situation qui existe dans chaque pays, il nous faut donc prendre les informations qui nous parviennent avec beaucoup de prudence avant de les analyser. (Reuters 27.07)

## Social

### France

#### 1- Le chômage toujours en hausse.

Le chômage a augmenté en juin pour le deuxième mois consécutif en France, les jeunes, les seniors et les chômeurs de longue durée étant particulièrement touchés, montrent les statistiques publiées mercredi par le ministère du Travail et Pôle Emploi.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité au cours du mois) en France métropolitaine a augmenté de 33.600 (+1,3%) pour s'établir à 2.720.400. Sur un an, la hausse est de 1,5%.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a ainsi atteint en juin son plus haut niveau depuis décembre 2010.

En ajoutant les personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), la hausse du nombre de demandeurs d'emploi atteint 0,6%, soit 25.200 personnes de plus en un mois, pour atteindre 4.103.700. En rythme annuel, la hausse est de 4,0%.

En juin, les jeunes, les personnes âgées de plus de 50 ans et les chômeurs de longue durée ont été particulièrement touchés.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an en catégories A, B ou C a ainsi augmenté de 1,0% en France métropolitaine, portant la hausse sur un an à 10%.

En fonction de l'âge, le nombre de personnes de moins de 25 ans inscrites a augmenté de 1,4% (-4,4% sur un an) en catégorie A et de 1,2% en catégories A, B, C (-1,8% sur un an).

Le nombre des plus de 50 ans a quant à lui augmenté de 2,0% (+13,0% sur un an) en catégorie A et de 1,5% (+14,3% sur un an) en catégories A, B et C. (Reuters 27.07)

#### 2- Voleurs «**au fil de l'eau**».

Mercredi soir, le rapporteur du budget à l'Assemblée, l'UMP Gilles Carrez, qui juge que le compte n'y est pas, a présenté à Valérie Pécresse ses propositions pour trouver 5 milliards d'euros en plus (2 milliards sur les dépenses et 3 milliards sur les niches). Il plaide pour un nouveau coup de rabot de 10 %, visant «*non pas à réduire les taux de chacune des niches mais l'abattement en bout de course*». Ainsi, un contribuable pouvant jusqu'ici déduire 10.000 euros de son impôt sur le revenu n'aura plus droit qu'à 9000 euros. Il prône, concernant la partie non risquée des placements d'assurance-vie, une récupération «*au fil de l'eau*» des prélèvements fiscaux, comme c'est déjà le cas pour les cotisations sociales.

Il suggère également de rendre moins favorables les abattements de prélèvements sur les plus-values immobilières (le gouvernement pourrait par exemple décider que ces prélèvements, qui ne frappent pas les résidences principales et sont réduits au fil des ans, ne soient plus annulés au bout de 15 ans mais de 25 ans). Carrez veut encore mettre fin à certaines pratiques d'optimisation fiscale des grosses entreprises.

Côté dépenses, le rapporteur du budget suggère trois mesures. D'abord, «*équilibrer le bonus-malus automobile qui coûte encore 500 millions d'euros*». Ensuite, «*appliquer un rabot à tous les crédits qui vont aux opérateurs de l'État*» (CSA, Cnil, AMF, Conseil de la concurrence...). Enfin, réduire de 70 % à 50 % la part des économies découlant du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux «*rendue*» aux agents sous forme de hausses de salaires catégorielles. (lefigaro.fr 27.07)

Vous ne trouvez pas qu'ils font preuve de plus d'imagination ou d'audace que nos dirigeants moux, frileux, légalistes, etc. ?

## Economie

Or

Le cours de l'or a poursuivi mercredi son irrésistible ascension, s'approchant de 1.630 dollars l'once, dans un marché toujours inquiet de l'impasse des discussions aux Etats-Unis sur le plafond de la dette fédérale.

Les inquiétudes persistantes sur la zone euro contribuaient également à renforcer le marché de l'or. *"L'accord de la semaine dernière sur la dette grecque ne semble pas avoir apaisé le marché, et on voit les taux longs italiens et espagnols continuer de monter... Cela soutient le prix de l'or"*, a observé Kathleen Brooks, analyste de Forex.com. (liberation.fr 27.07)

## France - FMI

A neuf mois de l'élection présidentielle en France, le FMI invite implicitement les candidats à poursuivre une politique mêlant rigueur et soutien à l'économie et prône une autre réforme des retraites.

Le Fonds monétaire international salue dans son rapport annuel sur la France publié mercredi l'effort de redressement finances publiques engagé dans le pays et juge sa poursuite *"cruciale"* pour soutenir la note *"triple A"* qui lui permet d'emprunter sur les marchés à des taux avantageux.

L'adoption d'une *"règle d'or"* budgétaire accroîtrait la crédibilité de l'engagement des autorités françaises à réduire les déficits, poursuit le FMI, au moment où majorité et opposition se querellent sur le sujet.

*"Le programme de stabilité français trouve un bon équilibre entre les préoccupations de croissance et de soutenabilité"*, écrit le FMI, en soulignant qu'*"une importante consolidation budgétaire a été mise en mouvement"* pour réduire le déficit à 3% du PIB en 2013 et 2% en 2014.

Selon l'institution, *"la France ne peut prendre le risque de rater ses objectifs budgétaires à moyen terme, étant donné le besoin de renforcer la mise en oeuvre du Pacte de stabilité et de conserver les coûts d'emprunts à un niveau peu élevé en confortant sa note AAA"*.

Garantir la *"soutenabilité"* des finances publiques de la France à long terme nécessitera de réformer plus profondément les systèmes de retraite et de santé, ajoute le FMI.

*"Une nouvelle hausse future de l'âge légal de la retraite liée à l'accroissement de l'espérance de vie éviterait la poursuite de la pression budgétaire"*, écrit-il, en soulignant que les travailleurs français passent plus de temps à la retraite que tous leurs homologues des pays avancés.

Le FMI avait déjà appuyé en 2010 la décision de la majorité de reporter de 60 à 62 ans l'âge légal de départ à la retraite sous le règne de son ancien directeur général, le socialiste Dominique Strauss-Kahn, s'attirant des critiques au PS.

Quant aux dépenses de santé, *"des gains de productivité continus sont nécessaires pour éviter une hausse non-soutenable des dépenses de santé et de soins de longue durée"*, lit-on.

La France doit aussi s'améliorer sur d'autres fronts déjà bien connus, poursuit le FMI, en relevant sa compétitivité et en facilitant l'emploi des jeunes et des personnes peu qualifiées. (Reuters 27.07)

## Chypre

L'agence de notation a abaissé de deux crans la note de Chypre, membre de la zone euro. La destruction d'une centrale électrique et la dépendance de l'île à l'économie grecque fragilise le plan de réduction de sa dette.

Sa dette est désormais évaluée à Baa1, contre A2 auparavant, décision assortie d'une perspective négative. En clair, Chypre, qui se retrouve désormais à deux crans de la catégorie «spéculative», pourrait encore être abaissée dans les prochains mois. (lefigaro.fr 27.07)

## Grèce

Standard & Poor's a annoncé mercredi un nouvel abaissement de la note de crédit de la Grèce, la ramenant de "CCC" à "CC" ce qui relègue un peu plus encore le pays en catégorie spéculative.

L'agence de notation, qui a attaché une perspective négative à sa note, a souligné que le plan de restructuration de la dette du pays contenu dans le deuxième sauvetage de la Grèce plaçait cette dernière dans une situation de *"défaut sélectif"*.



Selon la restructuration proposée pour la Grèce, qui demandera aussi une contribution des détenteurs d'obligations du secteur privé estimée à 50 milliards d'euros d'ici la mi-2014, les banques et les assureurs pourront volontairement échanger leurs obligations grecques contre des titres à échéances allongées et à taux plus bas.

"A notre avis, les termes de l'échange et aussi les termes du roulement semblent défavorables aux investisseurs", écrit S&P qui considère la Grèce comme un emprunteur en difficulté.

"Selon nos critères, nous caractérisons un emprunteur en difficulté comme ne pouvant, sans aide, rembourser sa dette à temps et en totalité".

S&P ajoute "la probabilité d'un défaut futur sur les nouveaux titres devrait rester élevée."

"Nous pensons que nous assignerons une notation basse en catégorie spéculative à la Grèce, compte tenu du fait que nous pensons que la Grèce continuera à être affectée par un niveau élevé de dette par rapport à son produit intérieur brut (PIB), à un peu moins de 130% du PIB à la fin 2011 et par des perspectives de croissance incertaines même après la conclusion de la restructuration de la dette," écrit l'agence. (Reuters 27.07)

Ce qui les rongent littéralement ou ce que ces parasites ont du mal à digérer, c'est qu'ils vont devoir moins se gruger que prévu sur la bête en étant conduit à échanger leurs obligations grecques contre des titres à échéances allongées et à taux plus bas comme il est dit plus haut. Ils ont trop tiré sur la corde, ils doivent donc lâcher du lest pour éviter qu'elle ne rompe et prendre le risque de tout perdre.

Ils se rattraperont sur le prolétariat des autres pays de l'UE que les différents gouvernements s'appêtent à nouveau à saigner. Maintenant la question est de savoir où se situe la limite au-delà de laquelle la classe ouvrière refusera tout sacrifice supplémentaire, avec la poursuite de la hausse du chômage et des prix dans tous les pays de l'UE à l'exception de l'Allemagne, il arrivera bien un jour où cette limite sera atteinte, alors la quantité se transformera en qualité et débouchera sur une explosion sociale incontrôlée, sur l'ouverture d'une crise révolutionnaire,

Ils ne pourront pas échapper à ce processus dialectique inéluctable, la question qui devrait nous occuper devrait être de s'y préparer et d'y préparer les travailleurs pour affronter cette situation dans les meilleures conditions possibles, ce qui est loin d'être le cas...

On se demandera aussi s'ils ont bien mesuré quelles seraient les conséquences d'une révolution dans un pays de l'UE ou de la zone euro, je n'en suis pas du tout certain. Souvenons-nous qu'à la veille de la Seconde guerre mondiale, les Français et les Britanniques ont espéré qu'Hitler n'irait pas jusqu'à mettre le monde à feu et à sang, alors que la chose était entendue et que rien ne le ferait reculer, l'industrie de guerre tournant déjà à plein régime...

Plus proche de nous, on aura à l'esprit que la chute de Lehman Brothers a été sciemment provoquée par des requins de la finance et concurrents qui préféreraient que la bulle immobilière dont ils avaient parfaitement conscience éclate pour ainsi dire sous contrôle plutôt qu'à l'improviste, afin jugeaient-ils de pouvoir garder la maîtrise de cette nouvelle crise et définir eux-mêmes les moyens d'en sortir, les imposer aux différents gouvernements qui s'en feraient sans surprise les complices.

Cette analyse n'a guère été reprise par les partis ouvriers incapables de prendre du recul sur les évènements, car pour eux il est inimaginable que les auteurs du déclenchement d'une crise soient ceux qui en profiteront eux-mêmes, alors que cela tombe sous le sens quand on y réfléchit un instant, il n'est pas obligatoire que les choses se passent ainsi, mais là cela fut bien le cas.

Lehman Brothers avaient camouflé des actifs pourris en quantité colossale, ses concurrents également, dans le milieu de la finance tout le monde le savait plus ou moins, certains économistes avaient tiré la sonnette d'alarme depuis un moment déjà, d'autres avaient préféré faire l'autruche, Les J-P Morgan, Goldman Satch, City groupe et Cie. ont eu sa peau, ils se sont partagés sa dépouille à moindre coût et les affaires sont reparties de plus belles comme si rien ne s'était passé.

On peut ajouter comme élément clé à cette argumentation, que les agences de notation avaient attribué la note AAA à Lehman Brothers la veille de sa chute, tout comme à ses concurrents, alors qu'elles étaient particulièrement bien placées pour savoir à quel niveau ces banques et institutions financières s'étaient livrées à la titrisation d'actifs douteux susceptibles à tout moment de devenir pourris les défauts de paiement de leurs clients devenant chaque mois plus nombreux. Normal, puisque les acteurs qui sévissent dans les agences de notation américaines sont les mêmes qui dominent les marchés financiers et qui occupent une place dominante au sein de la Fed. On comprend mieux comment fonctionne ce mécano quand on a à l'esprit que la Fed, les principaux établissements financiers et les marchés ne font qu'un, ce qui n'empêche pas évidemment les différents secteurs financiers de se livrer à une guerre sans merci.

Et si on se demandait pourquoi les agences de notation avaient maintenu malgré tout la plus haute note à ces institutions financières, c'était tout simplement pour éviter d'affoler leurs millions de clients qui sinon se seraient précités à temps pour retirer le capital qu'ils y avaient déposé ou solder leur plan de retraites ou d'assurance vie, il était entendu qu'ils devraient être les



principaux perdants de cette vaste escroquerie, le solde de l'ardoise serait payé par les travailleurs du monde entier, principalement par ceux des pays où ils disposent d'un niveau de vie supérieur aux autres, ceux de la zone euro en priorité.

Un autre exemple me viens à l'esprit, General Motor endettée à hauteur de 70 milliards de dollars, colossale n'est-ce pas ? Un simulacre de cessation de paiement, l'Etat renfloue GM, la firme américaine ferme des milliers de points de vente, quelques usines, licencie des dizaines de milliers de salariés avec l'argent reçu de l'Etat, et quoi, deux ans plus tard elle renoue avec les bénéficiaires et les actionnaires se remplissent à nouveau les poches. Cela fait penser à un dérapage contrôlé.

Les choses auraient pu mal tourner cependant, loin de nous l'idée de le nier, on ne prétend pas qu'ils peuvent tout prévoir ou maîtriser, car il ne suffit pas de provoquer le déclenchement d'une crise pour en conserver le contrôle, il faut aussi que les acteurs les plus violemment frappés par cette crise soient neutralisés ou réduits à l'impuissance, ce qui est rendu possible avec des syndicats corrompus et des travailleurs qui ont un niveau de conscience politique au ras des pâquerettes, sans parti pour organiser leur résistance et leur mobilisation, c'est valable pour les Etats-Unis comme pour les autres pays du monde à des degrés différents en fonction du développement du mouvement ouvrier.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 29 juillet

Notre prochaine causerie portera sur la Fed (la banque centrale américaine), si j'en trouve le temps. En attendant je mettrai en ligne les articles les plus intéressants que j'ai trouvés sur le Net. J'ai réussi à faire repartir le système de l'ordinateur de bureau.

En principe je déménage le 1er, le 2 ou le 3 août. Lundi matin je dois encore me rendre au bureau d'immigration et cette après-midi je dois aller faire un tas de photocopies pour compléter mon dossier. Ce matin j'ai essayé de téléphoner au Minister of external affairs à Chennai pour éviter d'y aller et de perdre une journée, en vain, la ligne téléphonique était trop mauvaise ! Ici la moindre petite chose prend des proportions sidérantes, c'est à se taper la tête contre les murs.

Hier je vous disais qu'en Inde il y avait des centaines de manifestations quotidiennement à travers tout le pays, en jetant un coup d'oeil à l'écran du téléviseur pendant que Magueswary regardait les infos sur une chaîne en tamoul, en dix minutes, j'ai vu des images de trois manifestations qui s'étaient déroulées dans la journée dans des grandes villes du Tamil Nadu, vous ajoutez celles qui ont eu lieu dans des villes moins importantes et vous multipliez le total par 24 ou 25 Etats incluant les Territoires de l'Union indienne et vous dépasserez la centaine de manifestations par jour.

L'article que j'ai évoqué sur les "retrouvailles" entre Sarkozy et Bayrou datait du 27 juillet.

La méthode Coué a du plomb dans l'aile ou quand la réalité les rattrape plus vite que leur ombre !

Un vrai régal... ou un cauchemar.

Le 21 juillet Sarkonapoléon avait "*sauver l'euro*" lors d'un accord "*historique*", du coup miraculeusement il remontait de 6 points dans les sondage, et patatras voilà qu'une semaine plus tard on nous dit à propos de la Grèce et de la zone euro qu'absolument rien ne serait réglé et que la situation pourrait rapidement dégénérer, dans "*un jour ou deux comme celui-ci et le pays se retrouvera dans une situation pire qu'avant*" selon Paul Donovan, économiste chez UBS, tandis que chez Bank of America Merrill Lynch on "*estime qu'il faudrait 290 milliards d'euros pour défendre l'Italie et l'Espagne s'ils étaient attaqués par les marchés. Or, il n'a que 220 milliards d'euros à disposition.*".

Plus fort encore, "*Un membre de la Banque centrale européenne (BCE) a estimé qu'il faudrait augmenter l'enveloppe du FESF (Fonds européen de stabilité financière) jusqu'à 1000 milliards d'euros. Les économistes du centre d'étude européen CEPS estiment pour leur part le besoin à 4000 milliards d'euros.*", qui dit mieux, en fait le niveau d'endettement de l'UE devrait atteindre ou dépasser celui des Etats-Unis, la course folle vers l'abîme est en train de prendre une tournure aux conséquences imprévisibles et incontrôlables. Car il faut ajouter à ce scénario plutôt pessimiste l'effet combiné que produirait un défaut des Etats-Unis sur leur dette colossale, pour que les choses s'emballent à l'échelle mondiale et que leur systèmes'écroule pour de bon, 2007 n'ayant été qu'une répétition générale avant le grand saut dans l'inconnu que constituerait la dislocation du marché mondial.

A quoi bon produire plus si on ne peut pas consommer davantage, non, il faut tout détruire et tout reconstruire... Vous ne pensez pas que plus d'un parmi les maîtres du monde se livrent à ce cynique calcul ? Seront-ils assez dingues pour le mettre en pratique ? S'ils jugent qu'il en va de leurs intérêts fondamentaux, on peut craindre le pire.

La volonté ne fait que suivre la nécessité.

On ne confondra pas avec la situation du pauvre type qui accepte n'importe quel emploi uniquement par nécessité, pour survivre, il n'a pas le choix sur le plan économique et humain, c'est son existence qui est en jeu, contrairement aux capitalistes auxquels la nécessité ne s'applique que sur le plan économique, pour préserver leurs privilèges, c'est d'ailleurs uniquement sur ce plan-là qu'ils peuvent s'employer à les justifier, même si rien ne peut justifier l'exploitation de l'homme par l'homme. Et quand la doctrine sociale de l'Eglise justifie l'existence des riches et des pauvres, elle se place sur le même plan que les capitalistes pour justifier l'existence du système économique actuel avec les inégalités et les injustices qui l'accompagne, et non sur un plan strictement humain qu'elle revendique mais qui lui est totalement étranger, car rien ni personne ne peut justifier l'esclavage.

## Politique

France

Europe Ecologie-Les Verts. Hulot : Un déchet des multinationales non recyclable.

Evoquant un «*immense gâchis*», Nicolas Hulot estime que «*cela ne sert à rien d'insister*», «*si je ne leur apporte pas grand-chose (à EELV)*» et que dans ce cas, «*il vaut mieux que je reprenne une autre forme d'engagement*».

«*La personnalisation de la politique, on peut la regretter. Mais dans ce cas-là, à quoi bon me faire la danse du ventre pendant des années pour que je vienne les rejoindre? C'est tout le paradoxe de leur attitude*», poursuit Nicolas Hulot. «*De Jean-Vincent Placé à Dany Cohn-Bendit, en passant par Cécile Duflot et Noël Mamère, ils n'ont eu de cesse de me demander de les rejoindre. Mamère m'a dit que j'étais le seul candidat possible. Et pourtant, il fut le premier à m'envoyer des banderilles à partir du moment où je me suis présenté. À un moment, je ne sais pas quel diplôme de psychologie il faut avoir pour comprendre leur fonctionnement*», insiste-t-il.

«*Les médias sont conditionnés par la façon traditionnelle de faire de la politique. Les électeurs aussi. Et plus que les électeurs, les militants. Ils aiment les formules, ils aiment les ennemis désignés. Prononcez cinq fois le mot Sarkozy dans un discours: vous provoquez des orgasmes...*», estime-t-il. Et d'ajouter: «*Ce qui est très étonnant chez les écologistes, c'est que certains ne s'appliquent pas à eux-mêmes les valeurs qu'ils prônent pour les autres. La sensibilité écologiste dans la société ouvrirait une voie royale à Europe Écologie. Mais, à mon avis, là, tel que c'est parti, c'est raté.*» (liberation.fr 28.07)

Il lui reste ses amis Borloo, Chirac, Sarkozy, Bouygue, etc. Ce type-là est répugnant, il incarne la négation de la lutte des classes, l'état de conscience du petit bourgeois prêt à tout pour préserver son petit confort, un cadre de vie agréable. On pourrait se dire que ce n'est pas une tare et que tout le monde aspire légitimement au bien-être.

Le problème, c'est que ces gens-là s'en foutent que le prolo n'ait pas les moyens de se poser ce genre de questions parce qu'ils croulent sous un tas de problèmes liés à la précarité et la pauvreté. Ils font partie des petits bourgeois qui conçoivent qu'il faut s'attaquer aux conséquences désastreuses de la survie du capitalisme, celles qui les concernent directement, mais sans jamais s'attaquer à leurs origines qui poseraient la question de la nécessité d'abolir le capitalisme.

Comme ils mettent en avant des questions qui concernent l'ensemble de la population, ils peuvent facilement se faire passer pour des défenseurs de l'intérêt général, alors qu'en réalité ils ne visent que leur petit bien-être qu'ils tiennent à préserver et qui coïncide avec celui de la classe dominante. Leur niveau de conscience ne va pas plus loin que la plupart des militants qui finalement se contentent de défendre leurs intérêts particuliers ou leurs statuts et qui prétendent défendre les intérêts collectifs de la classe ouvrière.

Les rôles sont ainsi bien répartis entre ceux qui défendent l'intérêt général et qui se réclament ouvertement du marché, et ceux qui défendent les intérêts collectifs de la classe ouvrière et qui s'accommodent du capitalisme. On aurait pu ajouter concernant ces derniers, au nom du socialisme.

Estrosi et Borloo des anti-FN ? Pas vraiment.

Borloo, l'anti-Le Pen? Il n'en a pas toujours été ainsi. Dans une interview parue le 10 février 1993 dans l'hebdomadaire Minute, "Jean-Louis Borloo avec Le Pen, pourquoi pas?", celui qui est alors maire de Valenciennes est interrogé sur ses alliances. "Personnellement, j'ai des rapports corrects avec les gens du FN de ma région, et je ne serais pas contre, répond Jean-Louis Borloo. Mais s'il devait y avoir des alliances, il faudrait que toute la droite suive. Celui qui prendrait cette initiative tout seul se ferait descendre politiquement."

Tout à sa volonté de se démarquer de "l'ambiguïté de l'UMP vis-à-vis du Front national", Jean-Louis Borloo aime rappeler ces temps-ci qu'il "avait refusé de devenir président de la Région Nord-Pas-de-Calais grâce à l'appui d'une voix FN en 1992". Le conseiller régional du Nord, Jean-Pierre Gendron, conteste cette version. "Nous avions passé un accord avec Jean-Louis Borloo, alors sans étiquette, pour lui donner nos voix afin que la présidence de la région ne bascule pas à gauche, explique l'élu FN. L'accord a achoppé à cause d'un maire RPR de la région, mais Borloo était d'accord sur le principe." Après avoir quitté

Génération Ecologie, Jean-Louis Borloo cherchait à se repositionner au sein du jeu politique afin de préparer les élections législatives de 1993.

En mars 1998, Christian Estrosi, le futur ministre de l'Industrie de Nicolas Sarkozy plaidait pourtant pour une alliance entre le RPR et le FN en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA). L'ancien maire frontiste de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier, raconte: "*Christian Estrosi avait participé aux négociations et aurait été mon vice-président en cas d'entente.*" Mais Jean-Marie Le Pen a finalement rejeté les conditions de la droite et l'accord a capoté.

Malgré la stratégie du cordon sanitaire édictée dès les années 1980 par Jacques Chirac, de nombreux accords locaux ont été signés. Selon le politologue Erwan Lecœur, les régionales de 1998 sont un moment particulier dans la relation entre la droite et l'extrême droite. "*Lors des législatives de 1997, le FN avait réussi à se maintenir dans 133 circonscriptions et avait provoqué de nombreuses triangulaires. En 1998, l'idée d'une alliance avec le Front apparaissait comme l'unique alternative pour que les régions ne basculent pas toutes à gauche.*" Dans cinq d'entre elles, défiant la consigne nationale, la droite pactise alors avec les élus frontistes.

Avec l'essor de la Droite populaire au sein de l'UMP, c'est la fin d'une certaine imperméabilité idéologique, selon l'historien Stéphane François. "*Au nom d'un combat contre le politiquement correct, un grand classique de l'extrême droite, la frange réactionnaire de l'UMP fait tomber certains tabous, rendant floues les frontières entre la droite de gouvernement et l'extrême droite.*" (lepress.fr 28.07)

## Economie

### Japon

Domage collatéral de la crise «sans précédent» que connaît le Japon, selon le gouvernement, le pionnier nippon Sony vient d'annoncer un vaste plan de restructuration censé lui faire économiser 830 millions d'euros. Résultat : il va supprimer 8 000 emplois (sur 160 000).

«Quasi impuissant». Le groupe vient de fermer son usine de bandes magnétiques en France (à Dax) et se prépare dans la douleur à une réduction de 30 % de ses investissements l'an prochain (notamment en Europe). Cadors traditionnels de leur secteur, les rivaux japonais de Sony, maîtres de la puce, de l'informatique, des télécoms ou des écrans plats, vacillent eux aussi, déstabilisés par une concurrence étrangère, surtout asiatique, beaucoup plus agressive. «*C'est très simple, résume Jacques Colleau, consultant Asie et Japon en électronique. Depuis des années, le Japon constate, quasi impuissant, le grignotage incessant de ses parts de marché par ses voisins coréens et chinois dans le domaine des technologies B2C [de professionnels à consommateurs, ndr].*» Le voici par exemple distancé dans les écrans plats par la Corée du Sud, nouveau champion incontesté, avec ses leaders mondiaux Samsung - auquel Sony a été contraint de s'associer - et LG allié au néerlandais Philips. Malgré son savoir-faire dans les écrans plats, un fleuron japonais comme Sharp souffre. Autre exemple frappant, celui de la télévision sur téléphones mobiles, devenue possible au Japon... trois ans après la Corée du Sud. «*Quant à la Chine, assure Jacques Colleau, elle rattrape son retard dans bon nombre de niches de pointe, comme les nanotechnologies, à un rythme souvent très impressionnant. Les élèves ne sauraient tarder à dépasser le maître.*»

Pionniers. Ce n'est pas tout. L'effondrement de la demande mondiale dans les composants et l'électronique grand public (micro-ordinateurs et téléphones portables surtout) et la forte et récente hausse du yen (face au dollar et à l'euro) pénalisent gravement la compétitivité et les exportations des industriels électroniques nippons soudain contraints, comme les douze constructeurs automobiles japonais (Libération de mardi), de stopper carrément la production ou de licencier en masse. La production industrielle du Japon s'est effondrée de 8,1 % en novembre par rapport à octobre, soit le pire recul enregistré depuis cinquante-cinq ans, et affiche un repli de 16 % sur un an. Le pays a essuyé un déficit commercial de 1,8 milliard d'euros, le deuxième d'affilée, en raison de la chute abyssale des exportations vers les Etats-Unis, l'Europe et la Chine.

Hitachi (premier ou second fabricant d'électronique grand public selon les niches au Japon) et Toshiba (premier fabricant nippon de semi-conducteurs), qui avaient déjà supprimé 20 000 emplois chacun entre 2002 et 2004, s'appêtent à licencier de nouveau. Idem au sein des pionniers Nec et Fujitsu, contraints à de nouvelles réductions d'effectifs. L'électronique japonaise n'en finit pas de tomber de son piédestal. (liberation.fr 28.07)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 30 juillet

J'ai ajouté quelques articles sur la Fed, le cartel des banques américaines, décapant, stupéfiant, à couper le souffle, à tomber littéralement sur le cul ! Je n'ai pas encore eu le temps de les lire. Je verrai par la suite si j'ajoute des articles en anglais et

des vidéos. Pour le coup, on va de nouveau revoir entièrement notre copie pour voir s'il faut lui apporter des modifications, à quel niveau et lesquelles.

Faire tourner la machine capitaliste, forger ses chaînes...

Entre 2005 et 2010, le marché mondial a très largement été soutenu par le passage du tube cathodique à l'écran plat. L'avancée technologique, visible à l'œil nu, constitue un véritable avantage pour l'utilisateur. Est ensuite venu le passage de l'analogique au numérique (TNT). La télé en 3D devait prendre le relais. (lefigaro.fr 29.07)

Les partisans de la décroissance crient au scandale et les adeptes du productivisme hurlent à l'hérésie dès qu'on évoque une baisse de la production. Les uns et les autres ont raison et tort... mais pas au bon endroit ! Les premiers pratiquent l'amalgame, ils prennent en compte la croissance globale sans tenir compte qu'une grande partie de la population mondiale n'a pas accès au marché, tandis que les seconds procèdent par abstraction et refusent de prendre en considération qu'une partie de la population surconsomme, gaspille les ressources de la planète qui ne sont pas illimitées, comme si le fait qu'elle consomme toujours plus serait un facteur de progrès, on se posera la question pour qui, alors que c'est exactement l'inverse qui est vrai, tant qu'elle continuera de surconsommer le reste de la population pourra continuer de végéter et de fournir aux marchés les matières premières et la manoeuvre à bon marché.

Bref, on aura compris que pour les uns et les autres, l'essentiel c'est que les couches de la population qu'ils représentent continuent de consommer en s'en foutant bien du reste, leurs discours servent également à se donner bonne conscience.

Nous condamnons la théorie de la décroissance, mais pas pour une raison idéologique ou aveuglement. Les arguments avancés par les adversaires de la décroissance font penser à ces gens qui défendent leur droit de pouvoir consommer à outrance et qui se mobilisent pour défendre leurs privilèges par rapport aux autres couches de travailleurs, en se moquant bien de savoir si tout le monde peut consommer au même niveau qu'eux et peut se mobiliser pour des revendications sociales ou leur situation qui ne les concernent pas directement.

C'est cet état d'esprit qui règne majoritairement dans la population et le mouvement ouvrier notamment, qu'on nous permette de ne pas le partager et de faire preuve d'un peu plus de conscience de classe et de discernement. Voilà qui va faire hurler les ouvriéristes et opportunistes de tous poils, cela tombe bien car c'était le but de cette réflexion.

De la même manière que nous prenons en compte la situation sociale de l'ensemble des travailleurs à l'échelle mondiale, nous considérons que l'ensemble des exploités forme un tout indivisible, travailleurs du secteur public et privé confondus, qu'ils devraient bénéficier des mêmes droits et de la même protection sociale. Le faire comprendre aux travailleurs et aux militants devrait être une de nos tâches dans le cadre de leur éducation politique.

Les arguments des uns et des autres ne peuvent que conduire à diviser les masses exploitées qui devraient être unies dans un même combat à la fois contre le patronat et l'Etat. Difficile à imaginer quand on a des syndicats financés par l'Etat et quand les fonctionnaires ignorent qu'ils ont un patron ou que l'Etat n'est pas au-dessus des classes mais possède une nature sociale, celle de la classe dominante.

Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, la crise actuelle conduit tous les acteurs à enchaîner les analyses économiques, mais apparemment aucun parti ne tient vraiment à la relier aux contradictions qui constituent les fondements du capitalisme, du coup et c'est logique, ils minimisent ou font abstraction du rôle de l'Etat et des institutions, cela se tient, non ?

On a là une occasion rêvée pour faire prendre conscience aux travailleurs et jeunes comment fonctionne la société capitaliste. On a essayé dans ces causeries d'aborder très simplement les questions économiques qu'il est essentiel de comprendre pour analyser correctement la situation et de quelle manière elle pourrait évoluer.

Dans le bandeau défilant en haut de l'écran : « *Si la population comprenait le système bancaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin.* » (Henry Ford), allez donc dire cela à nos dirigeants...

La plupart de ces causeries étaient accessibles à la plupart des travailleurs et des militants. On a volontairement laissé de côté les questions relatives aux rapports de production, au procès du capital, etc. pour se concentrer sur les manifestations de cette crise telles qu'elles apparaissent au grand jour. Nous n'allons pas y revenir ici, c'était juste pour signaler qu'un parti ouvrier digne de ce nom aurait dû profiter de la réflexion qui parcourt toutes les couches de la société pour les aider à comprendre que le capitalisme repose sur le vol, le pouvoir arbitraire qu'il s'attribue de créer de la monnaie (de l'endettement surtout) pour assurer sa survie, de spéculer sur le bien d'autrui, de l'hypothéquer pour s'enrichir davantage, etc. le tout le plus légalement du monde et justifier par les institutions politiques qui sont à son service...

L'Etat, les banques, les institutions financières, les grandes entreprises disposent de pouvoirs exorbitants que n'a pas le simple travailleur qui pourtant produit les richesses, et gare à lui s'il s'avise de remettre en cause ces privilèges. Au nom de quoi,



il n'existe pas de réponse satisfaisante à cette question, les partisans du capitalisme le savent très bien, c'est la raison pour laquelle un des leurs l'a dit explicitement récemment en affirmant que le capitalisme avait toujours existé (Onfray, lors d'un passage à l'émission *On n'est pas couché*), une manière comme une autre d'évacuer cette question déterminante et de se donner bonne conscience au passage, ses maîtres auront apprécié à n'en pas douter.

On peut également assimiler le capitalisme à un coup de force permanent, à une violation d'un droit fondamental, celui de disposer librement de l'intégralité du produit de son travail, de déterminer à quoi va servir son travail, à une guerre de rapine, à une guerre de classe qui se déroule à armes inégales, le capitaliste n'ayant pas à justifier le recours à l'exploitation de la force de travail, pourquoi, comment, combien, pour qui il produit des marchandises (services inclus) tandis que celui qui crée les richesses a tout juste le droit de se plier aux exigences du capitaliste, d'en subir la loi, comme s'il n'était qu'un pion insignifiant dans la société que l'on peut facilement remplacer par un autre en période de chômage de masse.

Le capitaliste peut s'endetter à coup de millions ou milliards d'euros, il fixe le prix de la force de travail, des matières premières, des marchandises qui seront vendues aux producteurs, il dispose de tous les pouvoirs, tandis que le travailleur n'en dispose d'aucun dans les domaines qui viennent d'être cités. Une infime minorité dispose donc de tous les pouvoirs y compris politiques et impose sa loi à une majorité qui n'en dispose d'aucune, voilà pour leur république et démocratie.

Le capitaliste a la liberté d'imposer sa loi, le travailleur a la liberté de refuser de s'y plier et de crever de faim. Parler ensuite d'égalité entre eux est grotesque et indécent, en quoi consiste-t-elle au juste, le capitaliste a le droit d'être ce qu'il est ou son contraire, il a donc le droit de revendiquer son statut et les privilèges qui vont avec, c'est son choix librement consenti d'exploiter des travailleurs ; du côté du travailleur, il a le choix entre sa situation ou devenir à son tour capitaliste, ah ben non, cela ne fonctionne pas ou très rarement dans ce sens, comme c'est étrange, l'égalité n'existe pas alors, c'est un leurre ! Quant à la fraternité entre l'affameur et l'affamé, le licencié et le licencié, le propriétaire et son locataire expulsé, l'exploiteur et l'exploité, on ne doute pas un instant qu'elle alimente les discussions chez les réformistes, les social-libéraux, les altermondialistes, les francs-maçons, etc. c'est une misérable escroquerie, tous ceux qui s'en réclament pratiquent en fait la collaboration de classes. (A suivre)

Si j'ai un conseil à donner aux lecteurs : lisez les articles que j'ai mis en ligne sur la Fed et le cartel des banques américaines à la lumière de cette causerie et des précédentes qui traitaient d'économie et dites-nous franchement qui de nous ou des partis ouvriers s'activent le plus pour aider les militants à comprendre la situation. Avons-nous raison ou tort d'être intransigeant sur les principes face à un ennemi au pouvoir tentaculaire et aux moyens phénoménaux pour le conserver ? Comment ne pas comprendre ou ne pas être convaincu qu'on aura absolument besoin d'une armée de combattants révolutionnaires conscients pour terrasser notre ennemi ?

Lisez attentivement ces articles, je le répète, c'est démentiel, cela dépasse tout ce qu'on pouvait imaginer (qu'on savait déjà plus ou moins, les détails en moins), pas de quoi pour autant baisser les bras. J'ai l'impression qu'on est vraiment des bricoleurs du dimanche, pour ne pas dire des charlots, je veux parler des partis ouvriers qui possèdent ces données mais ne les ont jamais exploitées, encore une fois il faut hélas se poser la question : pourquoi ? Pourquoi ? Et dire que 99,99% des militants et travailleurs en ignore tout... Les mots nous manquent...

## Politique

### 1-France

#### 1.1- En famille. Quand le flic-président reçoit un soutien Royal...

Eric Ciotti, député et secrétaire national de l'UMP en charge de la sécurité, a déclaré vendredi au quotidien *Le Parisien* qu'il avait déposé une proposition de loi visant à créer une sorte de service citoyen pour les mineurs récidivistes, encadré par d'ex-militaires, une mesure "*voulue*" selon lui par le chef de l'Etat.

Mme Royal, a relevé que "*Nicolas Sarkozy se rallie à une de mes propositions de la présidentielle de 2007 et d'aujourd'hui*" et elle le met au défi d'agir.

"*J'ai trouvé une solution, la droite s'en empare, qu'elle le fasse tout de suite, les Français en ont assez des promesses sans lendemain*", a déclaré Mme Royal en marge d'une visite dans le quartier sensible du Mirail à Toulouse.

M. Ciotti a indiqué que sa proposition "*consiste, pour un mineur de 16 ans qui a été condamné, à exécuter sa peine au sein d'un Etablissement public d'insertion de la Défense (Epide)*".

Pour Ségolène Royal la proposition de loi de M. Ciotti "*est un prétexte pour reporter la mesure à des lendemains incertains*".

Elle a aussi demandé un "*moratoire sur la fermeture des régiments car on ne peut pas dire à la fois qu'on va mettre en*



*place l'encadrement éducatif militaire des jeunes délinquants et, de l'autre côté, continuer à fermer" les casernes. (l'express.fr 29.07)*

Ne vous frottez pas les yeux, vous avez bien lu ! Alors on le fait ce front unique avec cette racaille militariste ? A bas le PS, le bras gauche du parti de l'ordre !

### 1.2- Racket de l'Etat et impunité des patrons.

35 euros. C'est ce qu'il faudra déboursier en timbres fiscaux à partir du 1er octobre pour pouvoir engager une procédure aux prud'hommes – juridiction chargée de statuer sur les litiges entre employeurs et salariés. La mesure a été votée le 6 juillet au Sénat lors de l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 2011.

L'article 1635 bis Q.-I. précise qu'*«une contribution pour l'aide juridique de 35 euros est perçue par instance introduite en matière civile, commerciale, prud'homale, sociale ou rurale devant une juridiction judiciaire ou par instance introduite devant une juridiction administrative»*.

Les autres instances étaient déjà payantes mais, historiquement, l'accès aux prud'hommes avait toujours été gratuit. (liberation.fr 29.07)

### 1.3- Lagarde et le fisc français n'était pas sans le savoir.

Les affaires de Bernard Tapie recèlent encore quelques zones d'ombre. Selon une enquête de Charlie Hebdo complétée par Rue89, l'homme d'affaires aurait cherché à se soustraire au fisc en transférant une partie de ses avoirs en Belgique.

Cette opération aurait été réalisée en deux fois. En octobre 2010 tout d'abord, Bernard Tapie crée en Belgique une société baptisée «GBT Holding» dotée, selon Rue89, d'un capital de seulement 20.000 euros. En atteste un acte consigné par le greffe de Bruxelles et dont le site s'est procuré la copie.

Deux mois plus tard, l'homme d'affaire procède à une augmentation de capital de cette holding, en lui transférant 60.999 parts du Groupe Bernard Tapie (GBT) basé en France, pour une valeur de plus de 215 millions d'euros. Une façon discrète de transférer son patrimoine à l'étranger, dans un pays où la fiscalité est plus avantageuse. Rue89 relève par ailleurs qu'à la même période, Bernard Tapie assurait au député socialiste Jérôme Cahuzac qu'il ne lui restait que 100 à 120 millions d'euros de patrimoine...

Ventures Limited, pour dissimuler des sommes d'argent à l'expert-comptable chargé de liquider ses dettes, révèle cette semaine le Canard Enchaîné. L'avocat de Bernard Tapie dément l'existence même de cette société. De son côté, le journal satirique, qui ne cite pas de source, fournit un extrait de bordereau de virement en provenance de Superior Venture Ltd.

Filiale d'une société établie en Malaisie et détenue pour moitié par Bernard Tapie et pour moitié par André Guelfi, homme d'affaires notamment condamné dans le cadre de l'affaire Elf pour abus de biens sociaux, Superior Ventures Limited encaissait notamment les revenus liés à ses prestations musicales - 120.000 euros de droits d'auteur pour avoir chanté «C'est beau la vie» sur un album de Doc Gyneco - et publicitaires - 250.000 euros de cachet pour la campagne des magasins Connexion -.

Grâce à la Superior Ventures Limited, Bernard Tapie aurait également perçu 12.000 euros par mois de salaire entre 1997 et 2000. Selon l'expert-comptable interrogé par le journal satirique, cette société ne serait jamais entrée dans le périmètre de liquidation des dettes de Bernard Tapie. (lefigaro.fr 29.07)

## 2- Espagne

Le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, a annoncé vendredi que des élections législatives anticipées auraient lieu en novembre, soit quatre mois plus tôt que prévu.

L'opposition conservatrice est donnée favorite du scrutin et les analystes notent que la seule question douteuse est de savoir avec quelle marge de manoeuvre.

*"Les marchés réagiront sans doute positivement au départ, jusqu'à ce qu'ils s'aperçoivent qu'il n'y aura peut-être pas de plan de rechange comme on l'espérait"* estime David Bach, l'économiste à l'école de commerce IE.

Une étude du Centre d'enquêtes sociologiques menée du 4 au 11 juillet crédite les socialistes d'une cote de popularité de 36%, contre 43,1% pour le Parti populaire (PP, opposition).

En ce qui concerne José Luis Rodriguez Zapatero, 81,5% des personnes interrogées ne lui font pas confiance, ou peu.

(Reuters 29.07)

### 3- Egypte

Une trentaine de partis politiques et de mouvements laïques ont quitté la manifestation organisée vendredi sur la place Tahrir, dans le centre du Caire, en accusant les islamistes de l'avoir détournée de son but.

Des slogans religieux comme *"il n'y a pas d'autre Dieu qu'Allah"* ou *"l'Egypte est islamique"* ont été scandés par les Frères musulmans et les salafistes

De nombreux manifestants présents vendredi sur Tahrir appartenaient à des mouvements fondamentalistes salafistes.

Un communiqué signé par une trentaine de partis politiques et de mouvements laïques, libéraux ou de gauche, a dénoncé la mainmise des islamistes sur la manifestation.

Selon le texte, tous les participants s'étaient mis d'accord sur un ordre du jour dénonçant *"les tentatives du Conseil militaire (au pouvoir) de diviser les révolutionnaires et de déformer leur image"*, mais les islamistes ont *"violé cet accord"*.

Des jeunes Frères musulmans, en conflit ouvert avec leur hiérarchie, ont cependant exprimé leur malaise.

*"Il y a certainement des membres de la confrérie qui sont agacés par la façon dont les groupes salafistes ont pris le contrôle de la place"*, a-t-il assuré.

Certaines banderoles proclamant que *"la loi islamique est au-dessus de la Constitution"* ont ravivé l'inquiétude des libéraux et des laïques qui craignent que les islamistes ne cherchent à imposer un Etat religieux s'ils remportent les élections législatives de l'automne prochain.

Selon le calendrier fixé par l'armée et validé en mars par référendum, le Parlement désignera une assemblée constituante qui sera chargée de rédiger la nouvelle Constitution.

Les libéraux plaident pour l'adoption d'un Etat *"civil"* et moderne, mais ils ont peu de chances d'être entendus.

Les tensions entre salafistes et laïques ont gagné d'autres villes du pays, notamment Suez (est), où le parti libéral Wafd et la Coalition révolutionnaire de Suez ont également quitté la manifestation.

*"Nous avons décidé de ne pas y participer quand il est devenu évident que les groupes religieux tenaient à scander des slogans qui sèment la division"*, a expliqué Ali Amin, un membre du Wafd, cité par l'agence officielle Mena.

Les islamistes disent vouloir laisser du temps à l'armée, alors que les libéraux, comme le Mouvement du 6-Avril, entendent maintenir la pression pour obtenir une accélération des procès des symboles de l'ancien régime, la purge des institutions étatiques ou la fin des procès devant des tribunaux militaires. (Reuters 29.07)

### 4- Syrie

Deux civils ont été tués et des dizaines blessés par des tirs des forces de sécurité lors de manifestations réclamant la chute du régime et dénonçant l'inertie de la communauté internationale face à la répression menée par Damas. Un jeune homme est mort à Lattaquié, un autre à Deraa.

Les défilés ont débuté, comme chaque vendredi depuis la mi-mars, après la prière musulmane hebdomadaire, cette fois sous le slogan *«Votre silence nous tue»*, les militants pro-démocratie ayant dédié cette journée au manque de réaction, selon eux, du reste du monde face aux violences secouant la Syrie.

A Hama (centre), *«plus de 500.000 personnes ont participé aux manifestations»*, a indiqué Rami Abdel Rahmane, président de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme. Il n'a pas fait état de violences dans cette ville.

En revanche, les forces de sécurité ont tiré sur les manifestants dans un quartier de Homs, ainsi qu'à Harasta, près de Damas. A Deir Ezzor (est), au moins 50.000 personnes auraient défilé en hommage aux quatre personnes tuées la veille dans cette ville.

Selon des militants, des manifestations ont également eu lieu dans plusieurs villes dans l'Ouest à majorité kurde, dans le gouvernorat d'Idleb (nord-ouest), à Maarat al-Naamane (ouest), Douma (sud), Boukamal (est) et Hassakeh (nord-est). (liberation.

fr 29.07)

## 5- Yémen

Plusieurs dizaines de milliers d'adversaires et de partisans du président Ali Abdallah Saleh, ont manifesté dans le calme à Sanaa, la capitale.

Rassemblés massivement pour une journée de «patience et de résistance», les premiers ont manifesté sur la rue Sittin, jouxtant la «*place du Changement*», près de l'Université de Sanaa, épice de la contestation.

Les deuxièmes étaient moins nombreux que d'habitude. Leur rassemblement était placé cette fois sous le signe de «la fidélité» au président Saleh.

Des manifestations hostiles au régime ont par ailleurs eu lieu dans plusieurs provinces du pays, dont Taëz, Ibb, Chabwa, Marib et Saada. (liberation.fr 29.07)

## 6- Libye

Des centaines de personnes ont participé vendredi à Benghazi aux funérailles du chef militaire des rebelles libyens, Abdel Fattah Younès, tué la veille dans des circonstances mystérieuses. Selon un rebelle, il aurait été tué par une faction de l'insurrection.

Un neveu, Hisham al-Obaidi, qui assistait aux obsèques, a raconté à l'Associated Press, que des hommes armés avaient tiré sur Younès, avant de lui trancher la gorge, de mettre le feu à son corps et de l'abandonner près de Benghazi, le fief de rebelles dans l'est de la Libye.

Younès a été tué alors qu'il avait quitté son quartier général, proche de la ligne de front dans l'est du pays, pour Benghazi, où il devait être interrogé.

Mohammed Agoury, un membre des forces spéciales sous le commandement de Younès, a accusé une faction rebelle de l'avoir tué. Il a déclaré vendredi à l'Associated Press qu'il était présent lorsque des membres de cette faction, la Brigade des martyrs du 17 février, sont arrivés dans son QG avant l'aube mercredi et l'ont emmené pour l'interroger.

La Brigade des martyrs du 17 février est composée de centaines de civils qui ont pris les armes pour rejoindre la rébellion. Ses hommes participent aux combats sur le front contre les troupes de Kadhafi, mais le groupe fait également office de force de sécurité intérieure officieuse de l'opposition.

Une partie de ses dirigeants sont issus du Groupe de combat islamique libyen (LIFG), qui a mené une campagne de violence contre le régime Kadhafi dans les années 1990. Selon Mohammed Agoury, la Brigade en voulait à Younès, car ce dernier, ancien ministre de l'Intérieur de Kadhafi, avait été impliqué dans la répression contre le LIFG.

Quelques heures avant l'annonce de sa mort, le porte-parole des rebelles Mohammed al-Rijali avait déclaré que Younès avait été emmené à Benghazi pour être interrogé sur des suspicions de liens entre sa famille et le régime de Kadhafi.

Sa mort suscite toutefois des craintes à Benghazi, où des coups de feu ont retenti tôt vendredi. Des habitants redoutent qu'elle n'affaiblisse les forces rebelles. Des querelles intestines entre rebelles pourraient également saper la crédibilité du CNT auprès des 32 pays, dont les Etats-Unis, qui l'ont reconnu il y a deux semaines comme le gouvernement légitime de la Libye.

Les Etats-Unis ont appelé vendredi l'opposition libyenne à rester unie face au régime de Kadhafi. Le porte-parole du département d'Etat américain Mark Toner a estimé à Washington qu'il était important que les rebelles "*respectent leurs promesses et leur engagement en faveur de l'unité et de la représentation de l'ensemble du peuple libyen*". (AP 29.07)

## 7- Tunisie

L'ancien président tunisien Zine el Abidine ben Ali a été condamné par contumace à 16 ans de prison jeudi soir dans deux affaires relatives à des malversations immobilières remontant à 2006.

Sa fille Nesrine et son gendre, l'homme d'affaires Sakhr Matéri, ont écopé respectivement de huit ans et 16 ans de prison pour avoir bénéficié, "*sur intervention personnelle*" du président déchu, de "*l'acquisition frauduleuse*" de deux terrains situés dans un quartier chic de Tunis à des prix nettement inférieurs à leur coût réel, a-t-on précisé de source judiciaire.

Les trois accusés ont été en outre condamnés à verser à l'Etat des dommages et intérêts d'environ 25 millions d'euros dans la première affaire, et 47 millions d'euros dans la deuxième.

Zine el Abidine ben Ali a déjà été condamné à 50 ans de prison dans deux autres affaires, et son épouse, Leïla Trabelsi, réfugiée avec lui en Arabie Saoudite, à 35 ans de prison. (AP 28.07)

## 8- Bahreïn

Le principal groupe de l'opposition chiite de Bahreïn, Al-Wefaq, a rejeté les conclusions du dialogue national, remises vendredi 29 juillet au roi Issa Ben Hamad Al-Khalifa. L'organisation a estimé en effet que ce dialogue ne représentait pas la volonté du peuple.

Dans un communiqué mis en ligne sur sa page Facebook, le Wefaq écrit que les conclusions du dialogue, dont il s'était retiré deux semaines après son lancement, sont '*nulles*' et '*ne le concernent en rien*'. Le forum du dialogue auquel avaient été conviées trois cents personnalités, avec l'ambition de relancer les réformes politiques après la violente répression à la mi-mars d'un mois de protestations populaires '*ne représente pas la volonté du peuple*' bahreïni, ajoute-t-il.

Le Wefaq a réclamé de nouveau '*un gouvernement élu*', '*une Assemblée élue disposant des pleines prérogatives pour légiférer et contrôler*' l'action de l'exécutif, '*une justice honnête et indépendante*' et '*la sécurité pour tous*' à Bahreïn, un pays à majorité chiite, dirigé par une dynastie sunnite.

Il a prévenu que les conclusions du dialogue risquaient de '*compliquer la crise politique*', alors que le roi a exprimé son 'appui' à ces conclusions.

En recevant, vendredi, un rapport final sur le dialogue national, le souverain bahreïni a déclaré avoir donné des directives pour sa mise en oeuvre dans le cadre '*des institutions constitutionnelles*', et a annoncé une hausse des salaires des fonctionnaires et des soldes des militaires. (lemonde.fr 29.07)

## 9- Turquie

L'ensemble de la direction militaire turque a démissionné, vendredi 29 juillet, pour protester contre la position du gouvernement concernant la promotion de généraux incarcérés pour leur implication supposée dans des complots contre le pouvoir, ont rapporté les chaînes de télévision du pays.

Outre le chef d'état-major, le général Isik Kosaner, les commandants des armées de terre, air et mer ont quitté leur poste, ce qui constitue une première en Turquie, pays membre de l'OTAN.

Quarante-deux généraux et plusieurs dizaines d'officiers d'active ou à la retraite sont actuellement en prison dans le cadre de divers complots présumés visant à renverser le gouvernement affilié au Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir depuis 2002.

L'armée souhaiterait que ces militaires puissent a priori bénéficier d'une promotion, même s'ils sont en prison dans l'attente de la fin de leur procès, alors que le gouvernement pousse pour qu'ils partent en retraite. (lemonde.fr 29.07)

## Social

### France

Une dizaine de familles sans logis avec des enfants ont été évacuées par la police d'un square où elle dormait, dans le VIIe arrondissement de Paris, vendredi 29 juillet, a-t-on appris de source policière.

Les familles '*ont été invitées à quitter les lieux*', un trottoir qu'elles occupaient rue de Sèvres, juste devant le square Boucicaut, et '*raccompagnées au métro le plus proche*', a indiqué la source policière, affirmant par ailleurs qu'il n'y a eu '*aucun incident et aucune interpellation*'. (lemonde.fr 29.07)

## Economie

### 1- Espagne

C'est un nouveau signal d'alarme pour l'Espagne et l'ensemble de l'union monétaire : vendredi 29 juillet, l'agence de notation financière Moody's a annoncé qu'elle envisageait de dégrader dans les trois mois la note souveraine de la quatrième économie de

la zone euro, actuellement à "Aa2".

L'agence américaine met en avant les tensions persistantes auxquelles Madrid est confronté pour emprunter de l'argent sur les marchés financiers et boucler ses fins de mois. Tensions qui risquent d'être exacerbées avec l'accord adopté par les dirigeants européens, le 21 juillet, pour voler au secours de la Grèce en mettant à contribution les créanciers privés (banques et compagnies d'assurance). Les agences ont maintes fois averti qu'une telle participation risquait de faire basculer la note de la dette grecque dans la catégorie "défaut" et constituerait un dangereux précédent pour les autres pays vulnérables de la zone euro.

Moody's s'inquiète aussi de la situation budgétaire des dix-sept régions autonomes espagnoles. Celles-ci sont très endettées (121 milliards d'euros en cumulé) et se sont montrées jusqu'à présent peu enclines à réduire leur déficit. L'agence a d'ailleurs simultanément abaissé d'un cran, vendredi, les notes de six régions, dont l'une des plus puissantes du pays, la Catalogne.

Pour continuer dans cette série noire, Moody's a menacé de dégrader les notes de quatre banques espagnoles, dont la numéro un en zone euro, Santander, ainsi que celle de la Confédération des caisses d'épargne espagnoles.

Les marchés ont immédiatement réagi à ces annonces : les taux auxquels le pays se finance en faisant appel aux investisseurs sont repassés au-dessus de la barre des 6 %. (Le Monde 29.07)

## 2- Etats-Unis

Le produit intérieur brut (PIB) de la première puissance économique mondiale n'a augmenté que de 1,3% (taux annuel) au cours du deuxième trimestre.

Les économistes jugent en général qu'il faut une croissance minimale de 2,5% pour que le taux de chômage connaisse une embellie.

La consommation, qui représente environ 70% de l'activité économique américaine, a connu là son rythme de croissance le plus faible depuis sa sortie de récession, il y a deux ans.

La croissance enregistrée sur les trois premiers de l'année a en outre été révisée très fortement pour faire ressortir une hausse limitée à 0,4% contre 1,9% annoncé précédemment.

Les chiffres du quatrième trimestre 2010 ont également été révisés en baisse à +2,3% contre +3,1% estimés lors de précédentes estimations, ce qui montre que l'économie américaine connaissait déjà des signes d'essoufflement avant même que les prix de l'essence ne repartent à la hausse et que ne se fassent sentir les retombées du séisme qui a ébranlé le Japon au mois de mars.

Ces chiffres montrent également que la récession observée entre 2007 et 2009 a été bien plus grave que ne le montraient les précédentes statistiques avec, par exemple un recul de 5,1% de la production au lieu de 4,1%.

Entre 2007 et 2010, l'économie américaine s'est contractée à un rythme annuel moyen de 0,3%. (Reuters 29.07)

[Haut de page ↗](#)

---

## Le 31 juillet

Je n'ai pas le temps d'actualiser les infos en bref, on verra cela demain matin. Mon déménagement pourrait être repoussé de quelques jours, c'est encore une galère ! Mon dossier pour le service de l'immigration est prêt, 25 pages sans compter les pages recto/verso, en deux exemplaires, on frôle le délire ! J'ai passé ma journée assez perturbée par plusieurs visites à écrire un article que je vous soumetts, il est disponible au format pdf.

Quand j'avais découvert à quel niveau se situait la propagande de l'impérialisme américain notamment à travers les articles du Réseau Voltaires entre autres, les moyens qu'il avait déployés depuis les années 30-40 jusqu'à nos jours pour finalement assurer la survie du capitalisme, j'ai cru recevoir un coup de massue sur la tête.

En découvrant au détour d'articles d'horizons divers, dont une partie a été rédigés par des économistes, les mécanismes complexes et véreux que l'aristocratie financière a inventés pour contrôler (toujours plus) l'économie mondiale et soumettre tous les peuples à sa dictature, je me suis demandé si je ne rêvais pas, si j'étais en pleine science fiction ou s'il s'agissait bien de la réalité dont on nous parle tant, mais dont finalement nous savons si peu de choses, bref, les bras m'en sont tombés comme vaincus par un ennemi au pouvoir invincible, avant de me reprendre aussitôt je vous rassure.



Il y a des gens que plus rien n'étonne dans la vie, je n'en fais pas partie, pour un peu on serait émerveillé par l'ingéniosité dont font preuve les voyous de la finance.

Voici l'article en question que j'ai rédigé d'un trait.

A propos de la dictature de l'aristocratie financière.

*"Le monétarisme n'est pas la conséquence du capitalisme mais d'une élite qui veut affaiblir les peuples en déconnectant la monnaie de la production réelle."* (un internaute sur agoravox) Faux !

Le développement du capitalisme fait face à une contradiction, d'une part il induit le développement du marché, d'autre part il favorise l'apparition de nouveaux concurrents. Mais le capitalisme, qui a précédé les autres et qui est le plus puissant, ne peut envisager de se voir ravir ses parts de marché, autrement dit de perdre son rang, il lui faut donc s'émanciper des limites imposées par le marché qui se développe sans qu'il en maîtrise tous les paramètres (le contexte nationale, géographique, historique, institutionnel de chaque pays).

L'un des moyens qu'il a trouvé pour parvenir à ses fins, c'est de déconnecter artificiellement la production et le contrôle de la monnaie de la production de marchandises (y compris de l'or qui est une marchandise comme une autre et lié par les mêmes lois) qui est à l'origine de la création de la richesse (capital et plus-value ou profit), puis de créer un système de pouvoir politique qui lui soit entièrement soumis au plan national comme international (UE).

Concrètement, cela s'est traduit par la possibilité de fabriquer à volonté de la monnaie sans la moindre contrepartie et sans aucun contrôle, sans limite finalement.

Maintenant cet argent en soi n'a aucune valeur, plus précisément pas davantage que la force de travail qui a été nécessaire pour le fabriquer, pour qu'il acquière de la valeur il faut qu'il soit introduit dans le marché ou le circuit économique déjà existant en échange de marchandises bien réelles, mais en procédant de la sorte il va parasiter le marché et l'économie toute entière, puis les vampiriser ou en tirer des profits puisque c'est son objectif.

Pour atteindre cet objectif, cet argent créé artificiellement va servir à faire main basse sur la majeure partie de l'économie et de la production de marchandises, afin que les capitalistes les plus puissants continuent d'accroître leur richesse et leur domination sur l'économie mondiale, pour être plus précis, il va leur permettre de demeurer à la tête des banques et des institutions financières dont dépend la quasi-totalité de la production de marchandises.

En étant à la fois maître de la création monétaire et des secteurs de la production déterminant de l'économie mondiale, ces capitalistes vont pouvoir manipuler à leur guise les Etats, les secteurs productif et financier, leur pouvoir est tellement gigantesque et tentaculaire qu'ils sont en mesure de décider quel pays se développera et à quel rythme, dans quelle secteur d'activité, en fonction de critères sociaux et politiques précis, une fois seulement cette condition remplie.

Les capitalistes américains ont investi leur monnaie de singe dans des pays au pouvoir fort ou des dictatures, des pays où la main d'oeuvre n'était pas seulement bon marché et inorganisée, mais était réputée docile, obéissante, disciplinée, à l'esprit militarisée, qui plus est, nombreuse et bien formée, les "Dragons" et les "Tigres" asiatiques. Cela leur a permis de liquider des pans entiers de leur production nationale trop coûteuse ou pas suffisamment rentable et d'empocher des profits mirobolants.

Ainsi ils ont recyclé leur monnaie de singe en développant artificiellement et à marche forcée la production industrielle d'un pays, par exemple la Corée du Sud. Il faut préciser que ce développement n'a pas été purement artificielle, il a bien fallu qu'il soit réel dans certains domaines qui dépassaient les fins pour lequel il avait été provoqué, la réalisation d'infrastructures était indispensable au développement industriel, mais l'emploi induit qu'allait en faire la population devait lui échapper ainsi que les conséquences sur son niveau de vie, la hausse des prix, etc. et alimenter l'aspiration croissante et légitime de la population à vivre mieux...

En résumé, si les investisseurs américains étaient à l'origine de ce processus, dès lors que leur monnaie de singe allait entrer dans le cycle du capital (productif), elle devait infailliblement subir les mêmes contraintes et contradictions inhérentes au fonctionnement du capitalisme pour faire bref. Une fois ces contradictions parvenues à un certain niveau au bout d'environ une décennie, ils allaient revoueler la même opération dans d'autres pays, dans les mêmes secteurs d'activité ou en l'étendant à d'autres, la Chine notamment, dans le domaine de la production de biens de consommations courantes destinées à l'exportation vers des pays développés afin de dégager des marges gigantesques. Pendant que dans ces pays développés, soit la production sera à son tour délocalisée, soit elle disparaîtra tout simplement, d'où le chômage de masse permanent.

La facilité qui est accordée aux institutions financières (également aux industriels) de créer des lignes de crédit correspondant à la valeur (réelle, fictive ou hypothétique) des actifs qu'elles ont en portefeuille, s'assimile à de la création monétaire.

Un Américain veut acheter une maison qui vaut 300 000 dollars. Il se présente chez son banquier pour lui emprunter. Ce dernier ne dispose pas de cet argent, il va donc le créer sur le champ pour lui prêter. Il en a le droit puisque cet argent correspond à un actif d'une valeur équivalente, cette maison. Dans ce cas de figure, c'est l'acquéreur de cette maison qui s'endette sur plusieurs décennies, le banquier ne se retrouvera endetté que si son client ne peut pas honorer ses créances, car une fois que l'argent qu'il a créé est entrée dans le cycle de l'économie, pour équilibrer son bilan, il faut qu'il récupère cet argent, dans le cas contraire il devra inscrire en négatif le solde manquant dans ses comptes, une perte.

Donc tant que le créancier peut rembourser son prêt, les comptes du banquier s'équilibrent et la création d'argent n'apparaît pour ainsi dire nulle part, c'est seulement en cas d'insolvabilité de son client que la perversion de tout le système éclate au grand jour. Pourquoi ? Tout simplement parce que en dernier ressort le fonctionnement de la banque est régi par les mêmes lois que toute entreprise en régime capitaliste. On pourrait dire encore que la dette de la banque était virtuelle tant que son client était solvable, et elle devient réelle dès lors qu'il devient insolvable. Est-ce suffisamment clair ?

A tout dollar créé et en circulation doit correspondre un actif à l'état réel (ou fictif). La spéculation par le biais de la titrisation tend à donner une valeur virtuelle à un actif de plus en plus éloignée de sa valeur réelle ou qui n'a plus rien à voir avec sa valeur réelle.

On a vu que la population s'endettait parce que la banque était autorisée à s'endetter, si maintenant la valeur de la maison à laquelle le client de la banque l'a acquise correspondait davantage à sa valeur fictive ou spéculative plutôt qu'à sa valeur réelle, si sa valeur sur le marché devait chuter un jour au point de ne pas pouvoir la revendre en cas d'insolvabilité de son client, l'acheteur de cette maison aurait tout perdu et la banque qui la saisisait devrait la revendre en enregistrant une perte.

Ce qui vaut pour un particulier vaut pour les entreprises et l'Etat à des degrés divers et des mécanismes particuliers. Ainsi, c'est l'ensemble de l'économie qui fonctionne à crédit, le développement du capitalisme ou plutôt sa survie est financée à crédit en prévision d'une croissance hypothétique (ou réelle) à venir.

Pour que la dette du particulier ne se transforme pas en perte, il faut qu'il demeure solvable, donc que son revenu augmente en rapport avec la hausse du coût de la vie ou qu'il ne subisse aucun incident de parcours pendant des décennies dans le cas de l'achat d'une maison ou d'un appartement, chômage, divorce ou séparation, accident, maladie, etc.

Pour que la dette d'une entreprise ne se transforme pas en perte, il faut que le marché sur lequel elle intervient ne flanche pas ou ne devienne pas encore plus concurrentiel, elle doit conserver ou accroître ses parts de marché, conserver ses marges et consolider ses profits pour rembourser ses dettes et obtenir de nouveaux prêts pour financer son développement, créer une chaîne de nouveaux produits...

Quant à l'Etat, pour qu'il conserve la maîtrise de sa dette et la réduise, il a le choix entre réduire ses dépenses et augmenter les recettes (impôts directs et indirects) ou procéder sur les deux plans à la fois, si maintenant sa dette ne cesse d'augmenter, les intérêts de la dette vont croître également, jusqu'au jour où il ne lui sera plus possible de rembourser ni sa dette ni le capital qu'il a empruntés aux marchés et sera déclaré en état de faillite.

En cédant la faculté de créer de la monnaie aux banques, aux institutions financières et aux grandes entreprises (obligations), l'Etat a perdu tout contrôle sur l'économie du pays et le pouvoir politique. Laissons de côté ici le rôle des banques centrales qui est différent d'un pays à l'autre.

Le capitalisme américain a emprunté cette voie une fois constaté qu'il ne suffisait plus de faire endosser à l'économie mondiale le poids de ses propres contradictions, il lui fallait désormais que l'ensemble du monde dont en premier lieu la zone euro, lui emboîte le pas sur la base des règles qu'il avait lui-même édictées afin de conserver son statut de première puissance mondiale. Par ce biais, il lui est possible de pénétrer et de parasiter l'économie de pays ou de continent entier qui sera la proie des voyous de l'aristocratie financière américaines...

La méthode est simple à comprendre, elle consiste à transformer tous les pays à l'image du modèle américain, totalement dérégulé sur le plan financier, les services privatisés au maximum, insignifiant sur le plan social, le rôle de l'Etat devant se réduire strictement à ses fonctions régaliennes, tandis que sur le plan politique, seuls les partis inféodés au secteur financier auraient le droit de citer et de prétendre gouverner, les syndicats étant réduits à être des rouages des institutions et de ces partis.

C'est le prix à payer pour tenter de compenser - en partie seulement, car cela ne suffira pas - l'écart gigantesque qui existe entre le développement de l'économie fictive et l'économie réelle au cours des deux décennies précédentes et qui risque à tout moment de se traduire par la dislocation de l'économie mondiale.

C'est la raison pour laquelle il est faux d'affirmer que l'impérialisme américain aurait le choix ou que l'orientation prise par le capitalisme depuis le début des années 70 serait uniquement le produit de la volonté de quelques banquiers américains qui auraient perdu la tête.

Le salaire horaire des travailleurs américains, leurs conditions sociales, leur niveau d'endettement, l'arrivée sur le marché mondial de nouveaux concurrents plus compétitifs, etc. ce sont tous ces facteurs qui ont conduit les prédateurs de la finance américaine à passer à la vitesse supérieure dès le début des années 90 (une fois l'URSS et ses satellites disparus) dans la perspective de réduire à l'état de vassal le reste du monde, ajoutons avec la complicité des autorités chinoises et des pays émergents qui y trouvent leur compte provisoirement.

Mais en s'engageant dans cette voie, tous les pays seront rapidement amenés à connaître les mêmes contradictions que les Etats-Unis, sauf qu'à ce moment-là il n'existera pour eux plus aucun exutoire pour s'en sortir, aucun pays ou ensemble de pays où il sera possible de saigner les travailleurs pour éviter la faillite.

Les prédateurs et leurs disciples vont se livrer une guerre sans merci qui pourra déboucher sur des tensions politiques extrêmes, des guerres, des révolutions dans un proche avenir. Ils comptaient sur la Chine pour les sortir d'affaire, mais elle est en train de suivre le même chemin que la Corée du Sud avec une inflation galopante, hausse des prix en général, hausse des prix des matières premières, des revendications sociales de plus en plus pressantes, un colossale endettement des régions et des membres de la classe moyenne, le vieillissement de la population, etc.

L'endettement de l'impérialisme américain a atteint un niveau insupportable pour l'économie mondiale, alors que tout ce qui peut être endettés dans le monde a déjà atteint une limite impossible à franchir. A bout de souffle, il leur reste la microfinance pour endetter les plus misérables, qui évidemment ne pourront jamais honorer leurs créances dans des pays où l'inflation annule les hausses de salaire et où les aléas de l'existence atteignent des sommets en l'absence de toute protection sociale et une législation du travail favorable aux esclavagistes.

Je me demande si Marx et Engels avaient prévu ce scénario, je veux dire aussi précisément, franchement je n'en sais rien, je ne le pense pas, pas à ce niveau-là en tout cas, Trotsky l'avait entrevu sans développer à fond son analyse, il avait envisagé un autre scénario où le monde serait dirigé par une bureaucratie totalitaire sur le modèle stalinien, alors que le modèle vers lequel s'oriente le capitalisme consiste dans la fusion de l'Etat et de l'industrie financière sous la direction de celle-ci, pour le pire à venir uniquement, il ne faut pas oublier de préciser.

Pour le meilleur, il ne faudra compter que sur les forces du prolétariat, sa capacité de résistance, son refus de nouveaux sacrifices, sa faculté à trouver la voie de l'organisation et du socialisme. Chacun comprendra après ce qui vient d'être dit ici, qu'il est totalement illusoire et grotesque de prétendre à des réformes progressistes dans le cadre de la domination du monde par l'aristocratie financière dont le cynisme est impitoyable et sans borne.

De la même manière, il apparaît complètement illusoire et criminel de prétendre affronter et vaincre un tel ennemi avec un parti fait de bric et de broc. Je ne pensais pas parvenir à une telle conclusion au terme de cette analyse qui demeure très succincte, j'ai envie de dire que l'acharnement dont faire preuve le capitalisme à détruire méthodiquement toutes les valeurs sociales ou démocratiques qui ont émergé au cours de la lutte des classes depuis le milieu du XIXe siècle, suffit à témoigner sa détermination farouche à éliminer par tous les moyens à sa disposition tous ceux qui oseront se dresser sur son chemin, d'où la nécessité impérieuse de renouer avec le léninisme et de construire un parti sur le modèle du parti bolchevik.

Ils nous ont déclaré la guerre, ils se sont donnés les moyens de la mener, ils iront jusqu'au bout, et nous de notre côté on devrait tenir des discours mielleux aux travailleurs, employer un ton mesuré, on devrait adopter une attitude apte aux compromis, on devrait s'encanailler avec des gens qui ont un pied de chaque côté de la barricade ou qui refusent d'analyser à fond la situation par crainte d'arriver aux mêmes conclusions que nous, on devrait brader nos principes et notre programme, on devrait s'abstenir de s'armer d'un parti de combattants conscients, de guerriers au caractère trempé comme l'acier, de mercenaires prêts à se sacrifier pour notre cause, bref, on devrait s'abstenir de livrer cette guerre au même niveau que notre ennemi, on devrait demeurer faible et désarmé théoriquement, mais ce serait le meilleur moyen pour qu'à la fin il nous liquide et nous impose un ordre équivalent à la loi de la jungle !

Nos dirigeants n'en ont pas conscience apparemment, malheureusement, ils sont dépassés par les évènements ou ils sont corrompus par le capitalisme, à moins qu'ils y trouvent personnellement des compensations qui leur rend supportable, à moins encore qu'ils ne croient plus dans le socialisme qu'en parole.

Vous est-il déjà arrivé au cours de votre vie de vous retrouver face à des gens complètement enragés ? Je ne vous souhaite pas de vivre une telle expérience, cela m'est arrivé à plusieurs reprises depuis que je vis en Inde. Selon le contexte, soit j'ai simulé une rage supérieure à la leur et ils en ont été surpris ce qui les a calmés, soit j'ai simulé l'indifférence et ils se sont calmés eux-mêmes, dans le troisième cas un affrontement a eu lieu à armes égales sans qu'il y ait de vainqueur ou de vaincu, eux craignaient de finir en prison et moi de me faire expulser d'Inde.

Face à la dictature de l'aristocratie financière, on ne peut pas feindre l'indifférence car l'on sait que rien ne l'arrêtera, elle nous piétinera sans même se retourner sur nos cadavres, il ne reste plus comme méthode que se préparer à l'affronter dans un combat à mort et que le meilleur gagne.

Je vais sans doute passer pour un enragé ou un cinglé auprès des militants aux cerveaux ramolis par les discours de leurs dirigeants ou qui refusent de regarder la réalité en face, ce n'est pas mon problème, ces lignes sont destinés uniquement à des militants qui sont sincèrement convaincus qu'ils n'ont rien à perdre à la disparition du capitalisme, d'ailleurs je pense que ce sont les seuls militants réellement capables de saisir ce genre de discours, la jeune génération qui prendra la relève de notre combat quand nous ne serons plus là.